

## Pèlerinage franco-allemand

**E**tait-ce un hasard ? mais la coïncidence, voilà vingt-cinq ans, de l'accession de l'Algérie à l'indépendance avec la première visite officielle en France du chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer, reçu solennellement en France par le général de Gaulle, marquait véritablement le début d'une époque nouvelle. La France tournait la page de l'Empire pour confirmer solennellement son engagement en Europe, et la République fédérale, qui avait déjà largement entamé son redressement économique, se voyait traiter en alliée privilégiée par celui-là même qui, en 1940, avait dit non à la défaite.

La fin de la domination française en Algérie a laissé, encore bien des cicatrices et des nostalgies. On ne saurait en dire autant de l'œuvre de réconciliation entre la France et l'Allemagne, lancée dans les années cinquante par Jean Monnet et Robert Schuman, et reprise à son compte par le général. Elle constitue un patrimoine commun d'un côté comme de l'autre du Rhin personne n'oserait sérieusement remettre en question.

En rendant hommage, à Reims et à Colombey, aux deux hommes qui surent amener leurs peuples respectifs à surmonter des haines monstrueuses, M. Jacques Chirac et le chancelier Kohl tentent de rappeler qu'ils sont leurs héritiers politiques directs. Le chancelier se glorifie d'être « le petit-fils spirituel de Konrad Adenauer » et le premier ministre français revendique hautement le titre de dépositaire de l'héritage gaullien.

**C**est vrai. Mais en vingt-cinq ans d'histoire des relations franco-allemandes tant de choses se sont passées, tant de progrès ont été réalisés sous l'impulsion d'hommes aussi différents que Georges Pompidou, Willy Brandt, Valéry Giscard d'Estaing, Helmut Schmidt et François Mitterrand, qu'il serait malvenu aujourd'hui à l'une ou l'autre des familles politiques françaises ou allemandes de revendiquer pour elle seule la continuité et la légitimité dans ce domaine. Signe des temps : le Parti communiste français, qui avait, en 1982, organisé des manifestations hostiles au chancelier Adenauer, s'abstient maintenant de protester, en dépit des « restrictions mentales » qu'il a toujours conservées à l'égard du rapprochement franco-allemand.

Si la mise en valeur de l'œuvre accomplie est nécessaire pour rappeler aux jeunes générations que cette amitié aujourd'hui naturelle n'allait pas de soi, elle incite aussi à considérer avec réalisme et modestie les problèmes de l'heure.

(Lire nos informations page 3.)

## Jusqu'au règlement de l'affaire Gordji

### Paris suspend la normalisation des relations avec Téhéran

La « normalisation » des relations entre la France et l'Iran est suspendue jusqu'au règlement de l'affaire Gordji. C'est ce qu'a annoncé dimanche 5 juillet, à Amman, M. Jean-Bernard Raimond. Le ministre français des affaires étrangères estime que Téhéran doit donner l'ordre à M. Gordji, réfugié à l'ambassade d'Iran, de se rendre à la convocation du juge d'instruction. A Téhéran, les autorités n'interdisent plus aux Français de quitter l'ambassade et d'y revenir, après avoir subi un contrôle policier.

Les autorités françaises entendent en rester à la fermeté, dans la crise qui les oppose à l'Iran, même si la fin de semaine a permis d'enregistrer une certaine baisse de tension. Samedi soir, en effet, le ministre des affaires étrangères de Téhéran a fait savoir que les vingt-sept Français enfermés jusqu'à présent à l'intérieur de l'ambassade pourraient dorénavant aller et venir après avoir subi un contrôle d'identité. Ils sont ainsi soumis à un régime identique à celui qui est imposé aux diplomates iraniens à Paris. Ceux-ci cependant peuvent recevoir tous les visiteurs qu'ils veulent, ce qui est interdit aux fonctionnaires français en poste à Téhéran ; seuls des médecins peuvent franchir les barrières mis en

place. Si cet assouplissement du blocus de l'ambassade de France à Téhéran a été accueilli avec satisfaction à Paris, cette satisfaction est toute relative. On insiste beaucoup du côté français sur le fait que les deux blocus ne sont en rien comparables.

Dans le cas de l'ambassade d'Iran, il s'agit en effet d'obliger un citoyen iranien - M. Gordji - n'ayant pas le statut de diplomate de déférer à la convocation du juge Bouloque, qui enquête sur les filières terroristes iraniennes. Dans le cas de l'ambassade de France à Téhéran, on est, en revanche, face à un chantage inadmissible.

JACQUES AMALRIC.  
(Lire la suite page 2.)

## Critiquant à la fois M. Mitterrand et M. Chirac

### M. Barre se démarque sur la politique étrangère

M. Raymond Barre a repris l'initiative dans la compétition pour 1988, en se démarquant, dimanche, des orientations de politique étrangère de M. Mitterrand et de M. Chirac. L'ancien premier ministre s'est posé en champion du rassemblement des Français et du redressement international du pays.

Le comité directeur du PS, réuni samedi à Paris, a adressé, pour sa part, une mise en garde à M. Michel Rocard.



Lire pages 8 et 9 les articles de Alain Rollat, Jean-Louis Andréani et Daniel Caron.

## Le dialogue Bonn-Moscou

La visite en URSS du président de la République fédérale d'Allemagne.

PAGE 3

## L'Europe a besoin de l'Autriche

Un article de Joseph Rovon.

PAGE 3

## La mort de Pierre Marcilhacy

membre du Conseil constitutionnel.

PAGE 40

## Le Monde

### ÉCONOMIE

La VII<sup>e</sup> Conférence sur le commerce et le développement

La chronique de Paul Fabra  
Pages 31 à 33

Le sommaire complet se trouve page 40

## Un programme pour le « retour des compétences »

### L'Afrique et ses cerveaux migrants

NAIROBI  
de notre correspondant en Afrique orientale

Rien d'autre que des « traîtres » : M. Yoweri Museveni, le chef de l'Etat ougandais, ne mesure pas ses mots pour insulter intellectuels et techniciens de haute volée, en quête de « vertes pâturages », loin de leur mère patrie. Pour lutter contre cette fuite de cerveaux, les autorités de Kampala n'ont pas hésité à confisquer les documents de voyage d'un certain nombre d'éventuels candidats au départ.

M. Ali Hassan Mwinyi, le chef de l'Etat tanzanien, se plaignait, récemment, qu'entre 1977 et 1983, trente-neuf professeurs de l'université de Dar-es-Salaam avaient déserté leur pays pour s'en aller enseigner à l'étranger.

Quant au ministre kényan de la recherche scientifique, il vient de déclarer le départ d'un expert local renommé en matière de culture du café qui a été débauché par la Papouasie-Nouvelle-Guinée où il aura presque rang ministériel.

Des exemples de ce genre sont monnaie courante. Ne compte-t-on pas, dans les seuls Etats membres de la Communauté économique européenne (CEE), quelque soixante-dix mille Africains, engagés dans une activité professionnelle ? Environ trois mille Kényans étudient ou travaillent aux Etats-Unis. Cette fuite de cerveaux touche, à des degrés divers, toutes les nations du continent, qu'il s'agisse de personnel hautement qualifié, attiré à l'étranger par des offres d'emploi en rapport avec ses exigences, ou

de jeunes diplômés qui, au terme de leur formation outre-mer, renouent à regagner leur pays natal.

A qui la faute ? « A ceux qui, dès qu'ils occupent des positions clés dans l'administration, les entreprises publiques ou le secteur privé, se croient obligés de s'entourer de membres de leur communauté ethnique ou villageoise », constatent, récemment, l'éditorialiste du Kenya Times. A ceux aussi « qui se méfient constamment des gens d'expérience, susceptibles de leur porter ombrage ». Et de conclure : « Ce personnel hautement qualifié est ainsi condamné à se tenir à la périphérie des cercles où se prennent les décisions ».

L'Afrique aux Africains ? Beau slogan, encore vide de sens.

JACQUES DE BARRIN.  
(Lire la suite page 5.)

## Ethique et médecine

### Bébés donneurs

En Irlande, une femme met au monde un bébé anencéphale (né avec un cerveau atrophié et donc non viable), dont on prélève le cœur pour le greffer à Harefield, en Grande-Bretagne, sur un enfant qui, sinon, serait mort.

En Italie, la moelle osseuse d'un bébé de dix-sept mois est greffée à sa sœur, cinq ans, atteinte d'une leucémie myéloïde chronique. La mère irlandaise, les parents italiens, ont-ils laissé naître pour l'une et conçu pour les autres ces enfants aux seules fins de permettre le sauvetage de deux vies ? Telle est la question qui agite les autorités morales et la presse britannique et italienne.

Débat paradoxal, si l'on songe que des milliers de « condamnés à mort » attendent désespérément les organes qui pourraient les sauver alors que « des millions de personnes se laissent enterrer avec des organes sains, ce que je tiens pour un crime social ».

comme l'écrit le professeur Cabrol... En France, 360 malades attendent leur salut d'un cœur ou d'un bloc cœur-poumon ; 50 d'un foie, 3 000 d'un rein...

L'opinion publique, fortement marquée par le mythe de la résurrection des corps, est mal préparée au don d'organes... Et tous les efforts que déploient les médecins pour l'influencer ne sont que trop justifiés.

Mais la frontière est étroite entre la persuasion et le chantage, voire l'obligation civique, et les remparts élevés par les législations, les codes de déontologie ou les comités d'éthique ne sont pas superflus pour en assurer la défense. La seule et fragile défense de la personne humaine contre ce que d'aucuns nomment, à tort, une société nécrophage...

Dr E. L.  
(Lire nos informations page 13.)

## Un entretien avec Tengiz Abouladze, réalisateur de « Repentir »

### « Retrouver l'harmonie détruite »

Six cinéastes géorgiens ont été les vedettes du Festival de La Rochelle. Parmi eux, Tengiz Abouladze, prix spécial du jury à Cannes pour son film *Repentir*. Il parle de son œuvre.

« *Repentir*, est le troisième volet d'une trilogie commencée en 1968 avec *L'Incantation* et poursuivie en 1976 avec *L'Arbre du désir*. Un thème commun traverse les trois films : des gens sont déclarés coupables sans avoir commis de faute.

« *L'Incantation* repose sur une donnée de base : l'intolérance à travers la lutte religieuse. Dans *L'Arbre du désir*, une jeune fille innocente est la victime de la haine du village. Dans *Repentir*, ce sont des groupes entiers, et non plus de simples individus, qui traquent les gens et les persécutent. Dans les trois parties de la trilogie, je rends compte de l'harmonie détruite. Je voudrais retrouver cette harmonie, retrouver la paix, et surtout l'aspect moral de l'activité humaine. C'est ce qu'il y a de plus important en l'homme. Le reste n'est qu'illusion.

« Je portais *Repentir* en moi depuis vingt ans, depuis *L'Incantation*. J'y montre un tyran, Varlam,

maire d'une ville indéfinie, ce peut être la Géorgie, l'Union soviétique, ou n'importe quelle partie du monde. Car Varlam est tous les tyrans, et pas seulement Staline. Je le révèle par un tas de signes : le pince-nez, c'est Béria, la moustache, Hitler, son goût des chansons napoléoniennes renvoie à Mussolini. Et on peut remonter toute la gamme de la tyrannie, de Néron aux militants de la révolution culturelle en Chine.

« Mais nous avons voulu éviter une interprétation naturaliste de la réalité, nous avons eu recours à des éléments surréalistes, absurdes, grotesques, avec toute une fantasmagorie, toute une symbolique. Car derrière chaque épisode, il y a des faits réels.

« Cette musique de *Sous les toits de Paris*, que vous avez reconnue, c'est un souvenir bien précis. A Telavi, en Géorgie, le cinéma et la prison étaient séparés par un simple mur mitoyen. D'un côté les prisonniers, de l'autre les spectateurs, qui, en 1937, pouvaient voir justement le film de René Clair.

« Plus typique encore cette scène dans la nature, autour d'un piano blanc, avec deux person-

nages qui jouent la *Marche nuptiale* de Mendelssohn, et qui un peu plus deviennent, elle, Thémis, symbole de la justice, lui l'inquisiteur qui pose les questions. Le temple que cherche vainement la vieille femme à la fin, c'est un symbole de beauté, de vérité : seule la route de l'humanité, de la vérité et de l'amour nous mènera au temple.

« *Repentir* a pu être réalisé grâce à la télévision géorgienne, sans passer par l'organisme officiel qui, normalement, contrôle tout, le Goskino (Comité d'Etat pour la cinématographie), et avec l'appui actif de M. Chevardnadze, alors premier secrétaire du Parti communiste géorgien. Le scénario a été conçu dès l'époque de Brejnev, puis tourné fin 1984, pendant cinq mois.

« J'ai toujours su, dès le premier jour, que mon film sortirait. Il a été vu par quatre millions de spectateurs en deux mois et se révèle un des plus grands succès de l'histoire du cinéma soviétique. Et derrière, il y a tout le cinéma géorgien, des jeunes bourrés de talent.

Propos recueillis par LOUIS MARCURELLES.

**Julia KRISTEVA**



**Soleil noir**  
Dépression et mélancolie  
GALLIMARD

هكذا من الامم



# Etranger

La tension entre la France et l'Iran et la situation dans le Golfe

## Paris suspend la normalisation des relations avec Téhéran

(Suite de la première page.)

Pour que les choses soient encore plus claires pour les dirigeants iraniens, c'est M. Jean-Bernard Raimond, le ministre des affaires étrangères, qui a été chargé dimanche soir de rappeler la position du gouvernement — qui est aussi celle de la présidence de la République. M. Raimond, qui venait d'arriver à Amman pour une très brève visite, a notamment confirmé la suspension sine die des négociations franco-iraniennes destinées à normaliser les relations entre les deux pays. « M. Gordji, a-t-il dit, doit se rendre à la convocation du juge d'instruction et, en attendant, toutes les conversations diplomatiques franco-iraniennes sont suspendues. Le problème est simple : M. Gordji, qui n'a pas le statut de diplomate, n'a aucune raison de ne pas déférer à la demande du juge. Mais les autorités iraniennes n'ont pas encore montré d'intention de lui demander de le faire. Pourtant, il n'y a pas de négociations, et le gouvernement sera très ferme sur cette affaire », a ajouté M. Raimond, confirmant ainsi que Paris n'envisage pas de garantir sa non-inculpation à M. Gordji.

Le ministre des affaires étrangères a encore déclaré que le processus de normalisation qu'il avait engagé avec l'Iran « n'est pas une normalisation à tout prix. Nous avons bien précisé que nous ne changerions pas notre politique au Proche-Orient, ni nos rapports avec l'Irak, ni notre refus de vendre des armes à l'Iran ». M. Raimond, enfin, a démenti avoir été en désaccord avec M. Pandraud sur la marche à suivre dans l'affaire Gordji, ce qui est pourtant de notoriété publique et est confirmé par de très bonnes sources. « Mes rapports avec le ministre de l'Intérieur sont excellents », a dit M. Raimond. Ils n'ont

jamais été aussi bons entre nos deux ministères. » Vendredi dernier, pourtant, le porte-parole du Quai d'Orsay regrettait officiellement l'ampleur du dispositif policier mis en place autour de l'ambassade d'Iran...

Ces nuances entre les positions des ministères de l'Intérieur et des affaires étrangères n'étaient pas passées inaperçues à Téhéran, puisque les autorités iraniennes avaient tenté d'en jouer ouvertement. C'est ainsi que M. Hadadi, le chargé d'affaires iranien en France, avait affirmé, jeudi dernier, que si M. Gordji n'avait pas déféré à la convocation du juge Bouloque, c'était à la suggestion de M. Didier Destremau, un diplomate français en poste à l'administration centrale. Ces affirmations ont été démenties par le Quai d'Orsay et par M. Destremau personnellement.

### La guerre des nerfs

Samedi, un commentaire de Radio-Téhéran tentait d'autre part d'exploiter les difficultés de la cohabitation en France. « En imposant un blocus à l'ambassade d'Iran à Paris, la France est tombée dans un complot qui ne restera certainement pas sans riposte. C'est au gouvernement français d'arrêter ce jeu dangereux et de tenir compte des conséquences imprévisibles de ces mesures », a déclaré le commentateur de la radio. « Avec l'arrivée de M. Chirac au gouvernement, les relations franco-iraniennes étaient en voie d'amélioration, ajoute la radio, et Paris ne devrait pas, sous la pression des socialistes, laisser ces relations se détériorer. »

L'apaisement de la crise ne signifie pas sa fin, et bien des dérapages sont encore possibles. La seule note encourageante, estime-t-on à Paris, c'est que les autorités iraniennes — c'est-à-dire l'imam Khomeiny — ont gardé jusqu'à présent leur sang-froid, notamment dans deux circonstances cruciales : vendredi dernier, lorsqu'elles n'ont pas donné le feu vert à une occupation de l'ambassade de France, et samedi, lorsqu'elles ont accepté de ne plus séquestrer vingt-sept citoyens français à l'intérieur de l'ambassade, à Téhéran. Le gouvernement français n'aurait pas pu, en effet, accepter longtemps le blocus total de son ambassade sans prendre certaines décisions fort graves, qui auraient pu aller jusqu'à la rupture des relations diplomatiques.

Il n'empêche que, sur le fond, rien n'a encore changé, et rien ne changera tant que M. Gordji ne se décidera pas à aller répondre aux questions du juge Bouloque. La guerre des nerfs continue donc.

JACQUES AMALRIC.

## M. Raimond a dû écourter son voyage à Amman

AMMAN  
de notre envoyée spéciale

Décidément, la Jordanie ne porte pas chance à M. Raimond : après un premier voyage ajourné en mars dernier, à la suite des menaces de mort qui pesaient à Beyrouth sur la vie de M. Jean-Louis Normandin, le ministre français des affaires étrangères a dû écourter de vingt-quatre heures sa première visite officielle à Amman en raison de la tension franco-iranienne.

Interrogé sur cette question dès son arrivée dimanche 5 juillet dans la capitale jordanienne, M. Raimond s'est voulu particulièrement ferme : « M. Gordji, a-t-il dit, doit se rendre à la convocation du juge d'instruction, et, en attendant, toutes les conversations diplomatiques franco-iraniennes sont suspendues. » Ce programme n'empêchera pas les conversations politiques prévues, et, dans la soirée du dimanche, le ministre a été reçu pendant quarante-cinq minutes par le roi Hussein avec lequel il a fait un large tour d'horizon des problèmes de la région.

### Les divergences jordanais-iraniennes

Un mois après sa visite en Israël, et une semaine après s'être entretenu de nouveau à Paris avec M. Shimon Pérès, M. Raimond a pu ainsi mieux prendre la mesure des divergences jordanais-iraniennes à

propos d'une éventuelle conférence internationale de paix. Il semble, à cet égard, que dans son désir de voir triompher sa thèse, M. Shimon Pérès ait un peu forcé la note sur l'« entente » qui existe, selon lui, entre Amman et Jérusalem.

Le sentiment qui prévaut, ici, est que de toute façon les divisions à l'intérieur du gouvernement israélien sont telles que le processus engagé ne peut que marquer le pas en attendant une clarification en Israël. Or celle-ci ne pourra intervenir sans doute qu'à l'issue de nouvelles élections. Faudrait-il encore que ces dernières donnent une majorité à M. Pérès et l'on n'est pas là.

Sujet qui préoccupe tout autant le roi, ardent allié de l'Irak, la guerre du Golfe a aussi été évoquée, et notamment les travaux actuels du Conseil de sécurité de l'ONU pour trouver un accord sur une résolution demandant une nouvelle fois l'arrêt des hostilités. A l'origine de la première rencontre, le 25 avril dernier, entre les présidents syrien et irakien, le roi Hussein a confirmé les efforts jordanais pour parvenir à un rapprochement syro-irakien, ce qui constituera, quoi qu'il en soit, un travail de longue haleine. M. Raimond, qui s'entretient, ce lundi avant de repartir pour Paris dans l'après-midi, avec son homologue jordanien, M. Taher El Mazri, puis avec le premier ministre M. Zeid Rifat, tout juste rentré de Damas, aura sans doute l'occasion de revenir sur tous ces sujets.

FRANÇOISE CHIPAUX.

## Téhéran appuie la position soviétique appelant à un retrait des navires de guerre étrangers

Réagissant à la proposition de retrait des navires de guerre étrangers du Golfe présentée vendredi par l'URSS (le Monde daté 5-6 juillet), M. Howard Baker, le secrétaire général de la Maison Blanche, a paru hier, le dimanche 5 juillet, une réduction des forces navales étrangères dans le Golfe à l'application par l'Iran et l'Irak d'une éventuelle résolution de l'ONU appelant à un cessez-le-feu.

Dans une interview à la chaîne de télévision ABC, M. Baker a déclaré que les Etats-Unis pourraient « peut-être jeter un regard nouveau (sur cette idée) si les Soviétiques renouaient leurs propres bâtiments de la région. » Mais, a-t-il ajouté, nous ne céderons certainement pas le contrôle de cette région à l'Union soviétique. « Si nous retirons notre présence navale historique du Golfe, l'URSS sera bientôt présente » avec sa propre force. Invité à préciser sa pensée, M. Baker a expliqué que, si l'Iran et l'Irak acceptaient une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies appelant à un cessez-le-feu et à une cessation des hostilités, « il y aura toutes les raisons pour tout le monde d'être soulagé et de pouvoir réduire la présence navale » dans cette région.

A Téhéran, le premier ministre Mir Hossein Mousavi a affirmé dimanche son soutien à la proposition soviétique pour le retrait du Golfe de tous les navires de guerre étrangers et a déclaré que l'Iran

s'opposera fermement à la politique américaine qui vise à « provoquer des incidents dans cette région ». « La proposition soviétique pour un retrait du Golfe des bâtiments de guerre des pays non riverains et pour l'arrêt des attaques contre les pétroliers est une proposition constructive. »

A Koweït, l'agence d'information officielle Kuna a affirmé samedi que les onze pétroliers koweïtiens immatriculés aux Etats-Unis assureraient uniquement une navette à travers le Golfe et leurs cargaisons seraient prises en charge par d'autres pétroliers à l'entrée de cette voie d'eau. Selon l'agence, qui cite des milieux pétroliers koweïtiens, ces pétroliers bénéficieraient à partir de la mi-juillet d'une escorte de la marine américaine pour empêcher les attaques iraniennes.

Cette question a été examinée par le ministre du pétrole cheik Ali el Khalifa avec les membres de la délégation de la commission des forces armées américaines de la Chambre des représentants actuellement en tournée dans le Golfe. Cette dernière, conduite par le président de la commission des forces armées de la Chambre des représentants, M. Lee Aspin (démocrate, Wisconsin), a remis au président de la compagnie koweïtienne des pétroliers un drapeau américain qui sera hissé sur le premier des onze pétroliers koweïtiens immatriculés aux Etats-Unis. — (AFP-Reuter.)

## La préparation du sommet de Québec

## Les ministres des affaires étrangères francophones se rencontrent au Burundi

Les ministres des affaires étrangères francophones ou leurs représentants se réunissent à Bujumbura, la capitale du Burundi, du 7 au 10 juillet. Il s'agit, en principe, de l'ultime réunion ministérielle préparatoire avant le sommet de Québec.

Egalement dans la perspective de la seconde conférence des chefs d'Etat ou de

gouvernement des « pays ayant en commun l'usage du français », prévue à Québec du 1<sup>er</sup> au 4 septembre à laquelle MM. Mitterrand et Chirac doivent se rendre, vient de se tenir à Paris, durant trois jours, à l'invitation du Quai d'Orsay, le premier colloque international sur la langue française dans les organisations internationales.

Les recommandations du colloque — auquel ont participé près de deux cents personnalités d'une soixantaine de pays appartenant à la plupart des grandes aires linguistiques — seront soumises à la réunion ministérielle de Bujumbura puis au sommet lui-même (1).

## Le « renoncement français » dans les organisations internationales

La première recommandation du colloque, d'où découlent toutes les autres, résonne comme un cri d'alarme : « Priorité des priorités, s'impose en premier lieu une intervention politique (des Etats francophones) pour marquer, à la prochaine Assemblée générale des Nations unies, l'importance (que ces Etats) attachent au maintien et au renforcement du rôle du français » dans toutes les organisations internationales concernées.

Paradoxalement, alors que jamais autant de nations (plus de quarante) se sont réunies au panache multicolore de la francophonie, que jamais autant d'écoliers et d'étudiants de par le monde n'ont utilisé le français comme langue majeure, que jamais autant d'auteurs non hexagonaux se sont exprimés en français et, last but not least, que l'inventivité scientifique francophone se maintient à un bon niveau, notre langue connaît une période de basses eaux sans précédent dans les enceintes internationales.

Ce qui tendrait à prouver la vanité des garanties juridiques, puisque, dans la majorité des grandes organisations multilatérales, et d'abord à l'ONU, le français est, avec l'anglais, le seul idiome de travail. « Ces dispositions légales ne vaudraient que si elles étaient utilisées et valorisées par une volonté politique affirmée et constante qui ne peut venir au premier chef que de la France, matrice et motrice de la francophonie », nous ont répété sur tous les tons des hommes politiques, des écrivains, des terminologues qui assistaient au colloque.

Les interventions à la tribune furent souvent plus timides, tant on sentait que le Quai d'Orsay, bien qu'organisateur du colloque sous la houlette médiatique de M. Fernand Rouillon, ambassadeur de France, redoutait d'être mis un tant soit peu sur la sellette.

Ainsi, M. Jean-Daniel Katz, secrétaire général de l'influente Association internationale des interprètes de conférences, dont le siège exécutif est à Genève, d'abord contacté, s'était vu récuser, semblait-il, lorsque les organisateurs français eurent vu sa « copie » où il disait : « La puissance économique américaine et la progression subéquente de l'anglais s'expliquent partout, loin de là. Les principaux responsables de la régression du français dans le système international

sont les Français eux-mêmes. Passons sur les représentants de la France recourant à l'anglais (ou ce qu'ils prennent pour de l'anglais) alors que des pays comme le Maroc ou le Canada, entre autres, insistent énergiquement pour qu'il y ait toujours traduction ou interprétation en français. »

### « Guenter » par voie diplomatique

Résultat du « renoncement français » : « 90 % de la documentation préparée par les secrétariats des organisations internationales sont aujourd'hui en anglais. En 1985, sur cent vingt-cinq réunions organisées par telle institution internationale établie à Genève, quatre-vingt-cinq se tinrent exclusivement en anglais dont une, c'est le comble, à Paris. Sur quelques trois mille postes soumis à répartition géographique que compte le secrétariat des Nations unies à New-York, cinq cent soixante seulement, soit à peine 18 %, sont occupés par des francophones », conclut M. Katz dans son texte mort-né.

L'expérience prouve, par exemple au niveau des journalistes, que si on « guenle », on obtient immédiatement, comme sa reste le prévoient les statuts de l'ONU, les versions françaises souhaitées. On peut en déduire que si les délégués français, à l'instigation de Paris, « guenlaient », évidemment de leur manière diplomatique, non seulement ils obtiendraient satisfaction mais ils confèreraient enfin quelque crédit aux vibrantes professions de foi francophones régulièrement défilées dans les palais nationaux parisiens. Et rarement suivies d'effet, quand on songe, entre autres exemples décourageants, que le Commissariat général de la langue française a vu sa dotation passer de 15 millions de francs en 1985 à 10,7 millions de francs en 1987 ; que le secrétariat d'Etat à la francophonie, créé par M. Chirac en 1986, n'a toujours pas vraiment de moyens d'intervention propres ; que le grand centre terminologique Jacques-Amyot, lancé en grande pompe naguère devant l'Académie française par le président Mitterrand, est aujourd'hui aussi oublié que le langage français de la Renaissance dont il voulait ressusciter l'esprit pugnace et inventif, etc.

A moins que le colloque de Paris soit le début d'une prise de conscience « francophone » au Quai d'Orsay ? Les prochaines conférences de Bujumbura et surtout de Québec devraient permettre de constater si un changement réel

d'état d'esprit s'amorce en la matière.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Une bonne partie des exposés du colloque ont été réunis en un volume de 200 pages réalisé par les impressions nouvelles, 7, rue Taitel, 75020 Paris.

## Selon un journal du Koweït

### M. Terry Waite serait décédé de « mort naturelle »

L'émissaire de l'archevêque de Cantorbéry, M. Terry Waite, qui a disparu depuis le 20 janvier à Beyrouth, alors qu'il tentait d'obtenir la libération d'otages étrangers au Liban, serait décédé mardi ou mercredi dernier de « mort naturelle » dans la vallée de la Bekaa, a annoncé dimanche 5 juillet le journal koweïtien *Al Anbaa*.

Le journal koweïtien cite une « source digne de foi » proche des milieux politiques libanais qui aurait appris la nouvelle « par hasard », et ne pouvait la confirmer. A Lorient, un porte-parole de l'Eglise anglicane a qualifié les informations d'*Al Anbaa* de « bouleversantes », tout en exprimant des doutes sur leur véracité. — (Reuter.)

GALERIES  
*Lafayette*



Rolex est présent à l'Espace Fred des Galeries Lafayette Haussmann.

FRED et ROLEX

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDOPUB 226 136 F  
Télécopieur (01) 45-55-91-82  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Pauzet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde  
PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télécopieur MONDOPUB 226 136 F

Le Monde (ISSN 780-010) is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde c/o Speditions, 45-46 38th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speditions, U.S.A. P.R.C., 45-46 38th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 208 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 808 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à nos correspondances.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les vœux propres en capitale

d'impression.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LE MONDE

Impression

de « Monde »

Le Monde

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037



# Europe

## La commémoration de la réconciliation franco-allemande

### Le pèlerinage à Reims et à Colombey de MM. Kohl et Chirac

« Il est aujourd'hui légitime que vous vous estimiez ici chez vous... » a déclaré M. Jacques Chirac au chancelier Kohl dans une brève allocution à l'hôtel de ville de Reims, à l'occasion de la commémoration de la rencontre de Gaulle-Adenauer dans les mêmes lieux le 8 juillet 1962.

L'œuvre du général de Gaulle et de Konrad Adenauer « a ouvert la voie à la construction d'une Europe qui doit sans cesse être plus unie, plus solidaire », a-t-il ajouté alors qu'il venait d'assister avec M. Kohl à une grande messe dans la cathédrale de Reims, ville voisine pour la circonstance aux couleurs des deux pays. Ce renforcement des relations franco-allemandes, c'est, a-t-il souligné, « votre volonté comme celle des responsables français ».

Pour sa part, M. Kohl a estimé que cette journée commémorative

était « une nouvelle page dans le livre de l'histoire de nos peuples », et il a ajouté : « Les jeunes générations ont une grande chance, elles ne connaîtront jamais la guerre entre la France et l'Allemagne et pourront vivre en citoyens libres en Europe ».

Les deux hommes se sont ensuite rendus en hélicoptère à Colombey-les-Deux-Églises. Sous un chaud soleil, ils se sont recueillis quelques instants, en compagnie de l'archevêque de Reims, sur la tombe de l'ancien chef de l'État, dans le cimetière de Colombey.

Après avoir serré quelques mains, au pied de l'église du village, ils ont déjeuné dans une auberge voisine. L'absence de ministres confère à ce pèlerinage à Colombey un caractère simple et familial qui semblait apprécier autant M. Chirac que M. Kohl.

## ITALIE

### Plusieurs inculpations sont demandées dans l'enquête sur l'attentat de 1984 contre le train Naples-Milan

Florence (AFP). — Le substitut du procureur, Pier Luigi Vigna, a demandé l'inculpation de Pippo Calò (le « cuisinier de la Mafia ») et de sept autres mafiosi pour l'attentat de Noël 1984 dans le train Naples-Milan (15 morts, 230 blessés), a-t-on appris, le samedi 4 juillet, de source judiciaire.

Pour le magistrat, les huit hommes (dont Giuseppe Missi, l'un des « parrains » de la Mafia napolitaine, et un technicien allemand, Friedrich Schandun, accusé d'avoir participé à la préparation de l'engin explosif), doivent répondre de délit de massacre.

Quant à la « piste néo-fasciste » liée à celle de la Mafia, le substitut Vigna a demandé que le cas de l'ancien député d'extrême droite Massimo Abatangelo — candidat non élu du Mouvement social italien (MSI, néo-fasciste) aux dernières élections de juin —, soupçonné de complicité, soit détaché du premier groupe pour faire l'objet d'une autre enquête parallèle.

L'attentat, estime le substitut Vigna, est né de la collusion entre la Mafia sicilienne et napolitaine et le terrorisme d'extrême droite. Pour la Mafia en particulier, c'était une réponse aux révélations du « parrain repenti » Tommaso Buscetta, qui, trois mois plus tôt, venait d'être envoyé sous les verrous par la justice. L'attentat avait aussi pour objectif de polariser les forces

de l'ordre et de donner ainsi un peu de répit à l'honorable société.

Les modalités même de l'attentat de Noël 1984 restent encore en partie entourées de mystère. L'engin explosif, muni d'un détecteur relié à un système radio, se trouvait dans une valise placée dans le train, à côté d'une seconde valise dotée d'un appareil récepteur-transmetteur.

Quelques instants avant que le train n'entre dans le tunnel de San-Benedetto, entre Florence et Bologne, quelqu'un, d'une voiture qui suivait le train sur la route, a actionné le signal radio qui a été reçu par la seconde valise, puis retransmis — avec deux minutes de retard — à la première. L'explosion s'est produite alors que le train était à l'intérieur du tunnel. Mais on ne dispose d'aucune preuve sur les exécutants matériels immédiats de l'attentat.

Incendie dans une prison de Milan : quatre détenus tués. — Quatre détenus de la prison San-Vittore de Milan ont péri dans l'incendie qui a ravagé leur cellule, le dimanche matin 5 juillet, a annoncé la police. Les quatre victimes sont deux Italiens, retrouvés morts dans la cellule, un Égyptien et un Tunisien, qui ont succombé à leurs blessures après avoir été hospitalisés. Selon la police, il semble qu'un des détenus ait mis le feu à son matelas. — (Reuters.)

## POINT DE VUE

par Joseph Rovani

L'AUTRICHE est un pays lointain. Il a fallu la stupide affaire Waldheim pour que l'opinion publique chez nous se souvienne, pour un bref moment, de son existence. Ce fut cependant pendant des siècles le principal adversaire et partenaire de la France en Europe. Mais, en 1918, comme l'écrivit Jacques Bainville, Poincaré et Clemenceau se trompèrent de Maison d'Autriche. On laissa imposer l'Empire saturé des Habsbourg et subalterne, amoindri, humilié, mais plus insaisissable que jamais, le Reich centré par la Prusse. L'Autriche n'était plus que « ce qui restait », attiré par l'Allemagne et cependant interdit d'Anschluss. Mais ce que les démocraties occidentales avaient interdit aux démocraties allemande et autrichienne, elles le laissèrent Hitler l'accomplir par la force.

L'Autriche se récupéra par la bande, à la fois victime et complice, et bien décidée dans sa grande majorité à se tenir désormais à l'écart des grands mouvements de l'histoire. Servie par des dirigeants habiles, elle sut à la fois se faire reconnaître et se faire oublier.

Les provinces orientales de l'Autriche furent les seules régions d'Europe que les armées soviétiques occupèrent sans réussir à y établir une démocratie populaire, et ce fut logiquement aussi la seule partie du continent que ces armées évacuèrent en cédant la place à une démocratie à l'occidentale. A la décision des quatre puissances occupantes de laisser l'Autriche s'occuper d'elle-même correspondit alors la décision autrichienne de faire de ce pays, librement et de son plein gré, un État neutre. Dès lors, chapeau tyrolien et ski mis à part, l'Autriche sortit de l'actualité.

## L'Europe a besoin de l'Autriche

Tout au plus, à certains moments, se rappelaient-ils, à titre d'exemple, voire de modèle, une longue expérience de collaboration politico-sociale entre les deux grandes forces du pays, une social-démocratie ouvrière et intellectuelle et une droite chrétienne-sociale unissant paysannerie, classes moyennes et patronat moyen, les grandes entreprises étant à peu près écartées.

Stable et prospère, la petite Autriche, gardée des voitures de l'histoire, put même, sous l'égide d'un homme d'État un peu dépourvu, Bruno Kreisky, donner un sens positif et actif à une neutralité qui cessait de se répéter sur elle-même. Cette ère d'une relative félicité est aujourd'hui bien terminée.

### Un profond désarroi

M. Waldheim aurait certes rendu un grand service à sa patrie en renonçant à sa candidature au moment qu'il était devenu celui par qui le scandale arrive, même si personnellement il pouvait trouver injuste le sort qui lui était fait. Aujourd'hui, dans ce pays qui, massivement depuis 1955, n'a cessé de manifester son appartenance au monde libre, en dépit ou plutôt au moyen de sa neutralité éternelle, la manière dont l'Amérique et de nombreux Américains ont traité la petite Autriche, sans égard et sans le moindre effort de compréhension, a créé, même chez les adversaires de M. Waldheim, un profond désarroi dont les nostalgiques du nationalisme et du pangermanisme ne sont certes pas les seuls à tirer profit. L'Union soviétique connaît l'importance économique, militaire et diplomatique d'un pays qui commande pour une large part les relations entre le nord et le sud de l'Europe libre. Elle sait parfaitement

le rôle que joue l'Autriche comme « base arrière », plaque tournante et étape de transition pour les contingents de tous les États du camp soviétique.

Dans la grande bataille que M. Gorbatchev a engagée pour la maîtrise de l'opinion allemande, l'Autriche n'est pas un détour inutile, et « neutraliser », voire « relativiser » l'attrait qui s'exerce de Vienne sur toute l'Europe centrale mérite la peine d'être tenté. La prochaine visite de M. Rijkov, président du conseil des ministres de l'URSS, pourra marquer un tournant dans les relations entre Moscou et Vienne. Non pas que l'Autriche puisse effectivement aller très loin dans cette voie sans se nuire gravement à elle-même, mais, à l'heure où l'Allemagne et la Communauté sont comme paralysées par l'incapacité de poster efficacement aux offensives psycho-politiques du secrétaire général du PC de l'URSS, des fétichismes autrichiens peuvent accélérer et approfondir d'autres dérives.

Il faut voir aussi, dans ce contexte, que l'économie autrichienne n'est pas en bonne santé et que sa dépendance envers la Communauté européenne ne cesse de s'accroître. Économie en mauvais état à cause de la lourdeur d'un secteur étatisé géré d'une manière bureaucratique, plus attachée aux maillages des droits acquis qu'aux résultats financiers ; à cause des difficultés que connaît partout en Europe des industries vieillies ; à cause des barrières que la Communauté oppose à l'entrée de certains produits de l'agriculture autrichienne ; à cause des charges que le trafic de transit entre la République fédérale d'Allemagne, l'Italie et la Yougoslavie fait peser sur l'Autriche.

De plus, en plus dépendante de la Communauté, l'Autriche ne se tirera pas toute seule de ces diffi-

cultés, mais les États membres de la Communauté n'ont eux non plus aucun intérêt à ce que l'Autriche s'enferme dans le marasme et dans la radicalisation politique qui s'ensuivrait. La France, plus particulièrement, qui, dans les grandes négociations Est-Ouest des dernières années, a souvent coopéré utilement avec l'Autriche, et qui veut faire progresser la réalisation du grand marché unifié, ne peut se désintéresser des craintes et des souhaits de l'Autriche.

### Saine et viable

Pour faire face à la situation qui s'est ainsi formée, il convient de renforcer les liens entre l'Autriche et la Communauté, à la fois pour ancrer solidement la démocratie autrichienne à l'Europe démocratique et pour permettre à l'économie autrichienne de bénéficier des solidarités et soutiens que seuls peut produire de nos jours un très grand ensemble, à l'échelle d'un continent.

Certes, l'Autriche a déjà conclu avec la Communauté des accords nombreux et divers. Sa monnaie, étroitement liée au mark, éprouve les mouvements qui se déroulent au sein du FME. Mais les décisions de Bruxelles pèsent, et pèseront sans cesse davantage d'un tel poids sur l'avenir de la petite république alpestre qu'une relation plus générale et plus structurée, plus organique, devient aujourd'hui souhaitable. Ce n'est d'ailleurs que de cette façon-là qu'on pourra convaincre l'opinion autrichienne que son ancrage à l'Ouest correspond aussi à ses intérêts et aux volontés de ses partisans. Ce qui importe le plus, et ce qui n'est pas assuré à l'heure actuelle, c'est que l'Autriche ait la possibilité statutaire de se faire entendre, d'exposer ses points de

## La visite en URSS du président von Weizsäcker

### Préparer une reprise du dialogue entre Bonn et Moscou

Le président Richard von Weizsäcker était attendu lundi 6 juillet à Moscou pour une visite officielle de six jours en URSS, au cours de laquelle il espère bien convaincre ses interlocuteurs du souhait de la grande majorité des Allemands de l'Ouest de voir se développer des relations de confiance entre les deux pays. Le chef de l'État ouest-allemand, qui aura mardi un entre-

BONN  
de notre correspondant

L'intérêt suscité en RFA par le voyage de M. Richard von Weizsäcker va bien au-delà du simple soulagement de voir les Soviétiques accepter de renouer au plus haut niveau le dialogue avec la RFA. Les attaques de la Pravda contre le chancelier Kohl, qui ont précédé de quelques jours sa visite, ne laissent d'ailleurs aucune illusion sur le fait qu'elle ne saurait régler à elle seule tous les problèmes. Le président de la République n'a, de toute façon, pas le pouvoir de négocier. Il s'est efforcé de faire comprendre qu'il n'entendait pas se substituer aux dirigeants du gouvernement, estimant, en revanche, qu'il pouvait contribuer à instaurer un climat qui permettrait peut-être, à long terme, de stabiliser les relations entre Moscou et Bonn.

Ces relations ont pris ces derniers temps un tour paradoxal. Alors que les Allemands de l'Ouest, toutes tendances politiques confondues, font de grands espoirs dans la politique de M. Gorbatchev — qui précède de loin dans leurs préférences le président Ronald Reagan, — le chancelier Kohl est le seul chef de gouvernement occidental à n'avoir jamais rencontré le numéro un soviétique.

La politique à l'Est de l'ancien chancelier social-démocrate Willy Brandt, qui avait abouti au début des années 70 à une reprise du dialogue avec Moscou, n'a pas résisté au refroidissement qui a sévi sur les relations Est-Ouest à la fin de l'ère brejnévienne.

### La crise des SS-20

La crise, qui s'est rapidement cristallisée autour du déploiement en Europe d'une nouvelle génération de missiles américains destinés à équilibrer l'apport des SS-20 soviétiques, avait transformé la RFA en un enjeu essentiel du bras de fer entre Moscou et Washington. L'utilisation par Moscou des tendances pacifistes ouest-allemandes fut pour le chancelier social-démocrate Helmut Schmidt, puis pour son successeur chrétien-démocrate, Helmut Kohl, une épreuve difficile. Elle a laissé des traces sur les comportements des uns et des autres.

tien avec M. Gorbatchev, a insisté à plusieurs reprises ces dernières semaines sur l'importance des changements en cours en URSS. Bien qu'il se soit gardé lui-même avant son départ d'aborder ce thème, on espère à Bonn que la visite de M. von Weizsäcker facilitera le règlement de l'affaire Matthias Rust, le jeune Allemand qui avait atterri sur la place Rouge.

M. Kohl, qui avait tenu bon face à l'ancien numéro un soviétique lors de sa première et dernière visite officielle à Moscou, en 1983, n'a jamais cessé d'expliquer ouvertement sa méfiance à l'égard des dirigeants de l'URSS, qui le lui ont bien rendu. Accusé de vouloir encourager les « revanchards » ouest-allemands, de tourner le dos à l'ère des traités signés par le chancelier Brandt, le chancelier démocrate chrétien demeure la cible privilégiée de la propagande soviétique. Lui-même, il est vrai, a fourni des armes à ses adversaires. En comparant les talents de communicateur de M. Gorbatchev aux dons du chef de la propagande nazie, Goebbels, M. Kohl avait ainsi jeté dans l'œil le début d'une reprise de contact amorcée par le chef du Kremlin en recevant en juillet 1986 le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. H.D. Genscher. Pendant six mois, tous les contacts ministériels prévus entre les deux pays ont été purement et simplement gelés par Moscou.

### Espoirs secrets

Le moment semble aujourd'hui propice à un changement d'attitude de part et d'autre. La réflexion de M. Kohl, en janvier, et la faiblesse des sociaux-démocrates, ne laissent pas d'autre solution aux Soviétiques que de composer avec le régime en place à Bonn. A l'inverse, le chancelier ne peut pas ignorer trop longtemps les changements en cours à Moscou. Ses alliés libéraux sont d'ailleurs là pour le rappeler à ses devoirs sur ce terrain.

Reprenant les termes de sa déclaration gouvernementale de mars, le chef de gouvernement ouest-allemand a tenu à rappeler lui-même, dimanche, après s'être entretenu avec le président von Weizsäcker, « l'importance essentielle » qu'il attachait aux relations avec l'Union soviétique. Choisissant d'ignorer les critiques dont il a de nouveau été l'objet ces derniers jours, il a, dans une interview au *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, qualifié de « positives sur le fond » les réformes engagées en URSS et estimé le moment venu d'approfondir les relations entre les deux pays dans tous les domaines. Il a toutefois rappelé que la visite du président de la République avait pour objet essentiel de préparer une rencontre

entre lui-même et le numéro un soviétique.

C'est également ainsi que M. von Weizsäcker a présenté son voyage. Depuis le discours qu'il a prononcé le 8 mai 1985 à l'occasion du quarantième anniversaire de la défaite du troisième Reich, le président de la République est passé maître dans l'art d'exprimer la complexité de la conscience nationale. Jouissant d'une autorité morale d'autant plus forte qu'elle a reçu l'aval de l'étranger, notamment des Israéliens, il est là pour incarner, en dehors des réalités politiques immédiates, les espoirs secrets d'un pays qui aimerait croire lui-même en la pureté de ses intentions.

Au cours de ces dernières semaines, von Weizsäcker n'a cessé de répéter qu'il fallait prendre M. Gorbatchev au sérieux. Devant les officiers supérieurs de la Bundeswehr, il a plaidé, le 3 juin dernier, à Oldenburg, pour que les Soviétiques ne soient pas a priori perçus comme « l'ennemi ». « Nous avons affaire de l'autre côté, avait-il dit, non seulement à des doctrines et à des systèmes, mais avant tout à des hommes ».

HENRI DE BRESSON.

Réhabilitation posthume d'une victime de Staline. — Un proche collaborateur de Lénine, Nikolai Mouraviov, que Staline avait fait fusiller en 1937, a été réhabilité à titre posthume en avril 1986, un an après l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, a rapporté, le dimanche 5 juillet, le quotidien *Industrie socialiste*. C'est la première fois depuis l'accession de M. Gorbatchev à la fonction suprême que la presse annonce la réhabilitation d'une victime des purges staliniennes ; une mesure extrêmement courante sous Khrouchchev. Cette mesure faisait suite à une requête en ce sens adressée en 1985 au comité central du PCUS par les descendants de Nikolai Ivanovitch Mouraviov. Une enquête devait confirmer, selon le journal, que les accusations d'opposition à la politique du parti portées contre Mouraviov par Staline avaient été « fautes ». Le 17 avril 1986, la Cour suprême d'URSS, réunie en séance plénière, avait réexaminé le dossier, conclu à l'absence de preuves » et réhabilité Nikolai Mouraviov à titre posthume, précise le quotidien. — (AFP.)

LES DOSSIERS DE

GLOBE

N°1

KLAUS BARBIE  
ARCHIVES  
D'UN PROCÈS  
EXEMPLAIRE

UN DOSSIER CONÇU  
ET PRÉSENTÉ  
PAR BERNARD-HENRI LEVY.

Textes de Mgr Decourtray,

A. Frossard, E. Ghebaï,

P. Girard, M. Halter,

L. de Hoyos,

S. Klarfeld,

G. Konopnicki,

C. Lanzmann,

E. Lévinas,

B.-H. Lévy,

G. Müller, S. Pizar,

L. Poliakov,

F. Portet, D. Sibony,

E. Wiesel.

Le procès vu de Rome,

Vienne, New York,

Berlin, Madrid,

Montevideo et

Jérusalem.

Les témoins principaux.

Les plaidoiries majeures.

Les chroniques,

interventions et

commentaires

fondamentaux.

De Vergès au procureur

Truche, des premiers

rôles aux figurants,

le portrait des acteurs

essentiels.

Au lendemain du

verdict, le compte-

rendu exhaustif de huit

semaines d'audiences,

de polémiques et de

mémoire : ce qui

restera du procès

Barbie.

صك من الأصل



# Le Monde

## dossiers et documents



# LA GUERRE D'ALGERIE

Il y eut d'abord la conquête, l'installation des colons et l'annexion sous couleur de départementalisation. Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, un petit groupe de conjurés sonne la révolte. La France va s'enliser dans la guerre.

Pour faire revivre l'histoire de la tragédie algérienne, le Monde Dossiers et documents a fouillé ses

archives et sélectionné ses articles les plus significatifs. Il en raconte tous les épisodes : le consulat de Jacques Soustelle, les échecs de Guy Mollet, la « paix des braves » du général de Gaulle, la France au bord de la guerre civile, les « ultras » de l'OAS, la longue négociation d'Évian et le drame des harkis.

### Le Monde Dossiers et documents

Rappelle également la chronologie détaillée des événements algériens et publie les portraits des principaux protagonistes.

**UN DOSSIER  
HISTORIQUE  
SPECIAL**

**14 F** chez votre marchand de journaux

...ou par correspondance :

**Le Monde**  
dossiers et documents

### SPÉCIAL GUERRE D'ALGERIE

Nom : \_\_\_\_\_ Prénoms : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Nombre d'exemplaires \_\_\_\_\_ X 18 F (frais d'expédition inclus) TOTAL \_\_\_\_\_

Commande à faire parvenir avec votre règlement à : Journal le Monde, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Air-India, des n



## Asie

**CORÉE DU SUD : la mort d'un étudiant provoque un regain de tension**

### Premiers obstacles sur la voie de la démocratisation

M. Roh Tae Woo, successeur désigné du président sud-coréen, M. Chun Doo Hwan, s'est déclaré, dans plusieurs interviews publiées le lundi 6 juillet par la presse américaine, confiant dans l'attitude des forces armées de Séoul face au processus de démocratisation qu'il a engagé la semaine dernière. « Les forces armées coréennes sont les forces armées du peuple coréen, et elles acceptent tout ce que le peuple coréen décide », a-t-il dit. Selon le *New York Times*, M. Roh a toutefois reconnu qu'une intervention de la troupe avait été envisagée dans certains quartiers au cours de la crise qu'a traversée la Corée du Sud au mois de juin.

**SÉOUL**  
de notre envoyé spécial

La mort, dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 juillet, de l'étudiant de l'université Yonsei atteint à la tête le 10 juin par une grenade lacrymogène et qui était depuis dans le coma a soudainement entamé l'euphorie prévalant depuis l'aval donné la semaine dernière par le président Chun Doo Hwan au programme de démocratisation annoncé par son « dauphin », M. Roh Tae Woo. Cette mort a, en effet, provoqué un refroidissement du mouvement étudiant. Dès dimanche après-midi, la police encerclait à nouveau l'université Yonsei et les étudiants pénétraient la gerbe de fleurs envoyée par M. Roh à la famille de l'étudiant décédé.

Cette affaire survient en outre à un moment où, après une semaine d'optimisme et de déconspiration, commencent à apparaître les limites du programme de démocratisation et se précisent les obstacles à sa mise en œuvre.

Une première difficulté tient à la nécessité de se dégager d'un passé marqué par la répression et qui colle encore à la peau du pouvoir. Celui-ci s'y est certes engagé, mais sa « bonne volonté » a des bornes. La libération des prisonniers politiques, signée du régime qui a prévalu jusqu'à l'annonce le 29 juin par M. Roh de son programme de démocratisation, est de ce point de vue un

M. Roh a, d'autre part, rencontré, le samedi 4 juillet, les deux principales figures de l'opposition, MM. Kim Dae Jung et Kim Young Sam, avec lesquels il a changé des poignées de main à l'occasion d'une réception à l'ambassade des États-Unis à Séoul en l'honneur de la Fête nationale américaine.

Cependant, un regain de tension s'est produit dimanche, avec de brefs mais rudes affrontements entre manifestants étudiants et forces de l'ordre au campus de l'université Yonsei, après l'annonce du décès d'un étudiant blessé au cours d'une manifestation début juin.

test. Les cent soixante-dix-sept premières libérations ont été effectuées le lundi 6 juillet. Trois cent dix autres personnes devaient être libérées mardi et mercredi. Mais il est clair que le pouvoir et les opposants ont des conceptions divergentes en la matière. Pour ces derniers, il faut libérer tous les prisonniers politiques. Les familles de ceux-ci sont d'ailleurs devenues la principale force de contestation de l'après-29 juin. Samedi, un groupe de mères et d'épouses de détenus ont fait irruption au siège du Parti pour la justice et la démocratie. Insatisfaites d'une brève entrevue avec M. Roh, qui leur a demandé d'être patientes, ces femmes contestataires ont menacé d'occuper le siège du parti gouvernemental et ont été expulsées par la police.

MM. Kim Dae Jung et Kim Young Sam, les deux principales figures de l'opposition, ont déclaré samedi que la libération de tous les prisonniers politiques est une condition préalable à toute démocratisation. Or, selon le gouvernement, il n'y a pas de « prisonniers politiques » mais des détenus qui ont contrevenu aux lois sur la sécurité nationale. Cette conception réduit fortement le nombre des personnes concernées. Selon les opposants, il y a actuellement trois mille prisonniers arrêtés pour leurs idées ou leurs actions anti-gouvernementales. Lorsque M. Roh a annoncé le 29 juin son programme de démocratisation, il avait en tête essentiellement la libération des personnes

arrêtées au cours des seules manifestations en faveur de la révision de la Constitution. Le ministère de la justice a en conséquence étudié un millier de dossiers. Il fait valoir en outre que beaucoup de prisonniers sont encore en cours de jugement.

La question des prisonniers politiques sera un premier obstacle à la politique de réconciliation nationale annoncée par M. Roh. Mais il y en a d'autres. Pour les opposants, il n'est pas question que la réconciliation se fasse en tirant un trait sur le passé. Tel était le sens de l'intervention, vendredi, au cours d'un grand meeting réunissant plus de vingt mille personnes à l'université Yonsei, du père d'un étudiant qui l'année dernière se donna la mort en s'immolant par le feu.

La question du massacre de Kwangju, en mai 1980, est révélatrice des difficultés auxquelles se heurte le gouvernement. L'association des familles des victimes tuées alors par les parachutistes a déjà rejeté la proposition du parti majoritaire d'élever un monument commémorant le dramatique événement. Elle a demandé en revanche que la lumière soit faite sur les responsabilités d'un massacre qui marqua la prise du pouvoir par M. Chun Doo Hwan. Un point, au demeurant, n'a jamais été tranché : le nombre des victimes. Il y eut cent quatre-vingt-trois morts à Kwangju selon les autorités, un millier selon des habitants de la ville.

PHILIPPE PONS.

## A TRAVERS LE MONDE

### Philippines

#### Attaque communiste « près d'une base » américaine

Manille (AFP). — Trois soldats philippins ont été tués et deux autres blessés lors d'une attaque, dans la soirée du samedi 4 juillet, de maquisards communistes contre un détachement militaire à proximité de la base aérienne américaine de Clark, au nord de Manille, a-t-on annoncé de source militaire. Une cinquantaine de maquisards de la Nouvelle armée du peuple (NPA) ont ouvert le feu contre des soldats qui étaient pris de la base, puis ont pris la fuite après un échange de coups de feu d'une demi-heure.

Après, le même jour, quelque cinq mille militants de l'Alliance de gauche Bayan avaient manifesté devant la base pour en réclamer, à l'occasion de la fête nationale américaine, la démantèlement, ainsi que celui de la base navale de Subic-Bay, accusant les États-Unis de stocker dans leurs installations militaires aux Philippines des missiles nucléaires. Les manifestants ont brûlé une effigie de la présidente Cory Aquino représentée avec un aigle symbolisant les États-Unis.

Enfin, un haut responsable militaire philippin, le général Antonio

Samonte, ancien chef des services de renseignements de l'armée et commandant actuel de la région militaire située au sud de Manille, a émis la crainte, au cours d'une conférence de presse, samedi également, que le guérilla communiste ne se tourne vers l'étranger, en particulier vers la Libye, pour se procurer des armes en vue d'un regain d'activité contre les grandes villes du pays. Le général Samonte a toutefois précisé que de telles fournitures d'armes aux maquisards philippins n'étaient pas encore au lieu.

### Pakistan

#### Des attentats ont marqué l'anniversaire du régime militaire

Islamabad (AFP). — Sept personnes ont trouvé la mort et plus de cinquante autres ont été blessées, le dimanche 5 juillet, dans trois attentats à la bombe à Lahore, à l'est du Pakistan, alors que les partis d'opposition avaient appelé à des manifestations dans tout le pays contre le régime du général-président Zia Ul Haq, arrivé au pouvoir il y a dix ans par un coup d'État. Les bombes ont explosé peu après midi dans le centre

de la ville, la deuxième en importance du pays. L'une avait été placée sous un banc sur le quai de la gare de Lahore, où de nombreux passagers attendaient un train. Quelques minutes plus tard, une deuxième bombe a explosé à la station centrale de taxis, devant la gare. Une troisième explosion a eu lieu à une gare routière peu fréquentée à ce moment-là.

Ces attentats ont été commis avant la tenue, en fin de journée, dimanche, de rassemblements anti-gouvernementaux, à l'appel du Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD), qui regroupe neuf partis d'opposition, dans plusieurs grandes villes du pays, dont Lahore et Karachi.

## Afrique

**ALGÉRIE : le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance**

### Une fête de la jeunesse

**ALGER**  
de notre correspondant

L'Algérie a fêté, dimanche 5 juillet, le vingt-cinquième anniversaire de son indépendance dans la joie et la fierté. Les jeunes — la majorité de la population est née après 1962 — ont été les plus expansifs. Ils ont sillonné les artères de la capitale dans des voitures ornées de drapeaux, tout au long de la nuit de samedi à dimanche, dans une cacophonie d'avertisseurs, créant une atmosphère de liesse, comme Alger en avait peu connue depuis ce jour de juin 1962 où l'équipe nationale avait battu celle de RFA lors de la Coupe du monde de football, en Espagne.

Un peu plus tôt dans la soirée, le président Chadli et les responsables politiques du pays avaient reçu au Palais de la culture quelque trois mille invités au nombre desquels figuraient le garde des sceaux français, M. Alain Chalon, représentant le gouvernement, le vice-président du conseil des ministres

vietnamien, le général Giap, le chef de la SWAPO, M. Sam Nujoma, le leader de l'O.L.P., Yasser Arafat. Cinquante pays et de nombreux partis politiques étaient représentés.

La foule, massée sur le parcours emprunté par les voitures officielles et les cars qui accompagnaient les délégations à leurs hôtels, montrait avec exubérance sa joie aux « amis de l'Algérie ». Ils étaient plusieurs dizaines de milliers agglutinés à El-Bachda, un centre commercial et culturel dominant la ville, et sur le boulevard du Front-de-Mer pour assister, en dépit d'une brume tenace, à un double feu d'artifice tiré simultanément du sanctuaire des martyrs de la Révolution et de l'amitié à l'extrémité du port d'Alger, près du quartier populaire de Bab-el-Oued.

Dimanche après-midi, après s'être recueilli au sanctuaire du martyr, le président de la République a visité le Palais du peuple, l'ancienne résidence du gouverneur général entièrement rénovée et ses dépendances,

qui seront dorénavant ouvertes au public. Il en a symboliquement remis les « clés » à un jeune couple de vingt-cinq ans.

La jeunesse était également au rendez-vous des « Algériades », une gigantesque manifestation populaire, organisée au complexe olympique du 5 juillet, où, sur fond d'hymnes nationaux, toutes les corporations des métiers ont défilé avant que des milliers de jeunes et d'adolescents exécutent des figures artistiques de groupes inspirées, selon le programme officiel, de différents thèmes : « Démocratisation de l'enseignement », « Développement de l'agriculture et de l'industrie », et « Révalorisation de la culture nationale ». Les cérémonies officielles se sont terminées par une soirée de gala au cours de laquelle la chanteuse algérienne Warda, célèbre dans tout le monde arabe, a chanté une œuvre inédite, spécialement composée pour l'occasion.

FREDERIC FRITSCHER.

## L'Afrique et ses cerveaux migrants

(Suite de la première page.)

Les pays de ce continent n'ont pas — loin de là — les moyens financiers d'arrêter l'hémorragie de leurs cadres de haut niveau vers le monde développé. En revanche, pour combler ce vide, ils doivent s'attacher, souvent à grands frais, les concours d'expatriés dont la qualification n'est pas toujours à la hauteur de leurs exigences. Coûteux chassés-croisés.

Sous couvert de transfert de technologies, les pays riches se contentent, trop souvent, de placer du matériel d'équipement dans les pays pauvres sans se soucier de ceux qui seront appelés à s'en servir. Ce n'est plus leur affaire. Le capital tout court prime le capital humain. Ainsi, en octobre 1984, la firme Bouygues livre-t-elle, clés en main, à la Tanzanie, le nouvel aéroport de Dar-es-Salaam sans avoir formé les techniciens capables de le faire tourner. L'enveloppe financière ne le permettait pas.

Pas de transfert de technologies réussi sans transfert de ressources humaines. S'appuyant sur ce principe, le Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM) a décidé de lutter contre la pénurie de cadres et de techniciens de haut niveau dans les pays pauvres en favorisant leur retour au bercail. Premier terrain d'expérience, l'Amérique latine : entre 1974 et 1984, plus de 4 500 professionnels sont rentrés chez eux.

Fort de cette réussite, le CIM a élargi son programme de « retour de compétences » à plusieurs pays africains avec le concours de la CEE (3 millions de dollars) et du département d'Etat américain (2 millions de dollars). De 1983 à 1986, 502 cadres et techniciens de

haut niveau ont ainsi été remis dans le droit chemin.

Une enquête montre que 84 % de ce personnel très qualifié était parti en Europe ou aux États-Unis pour y suivre une formation et que, au moment du retour, la moitié avait vécu plus de huit ans à l'étranger. Ils sont rentrés chez eux soit parce qu'ils avaient épuisé, sur place, toutes les possibilités d'études, soit parce que, dans leur vie professionnelle, ils ne pouvaient pas prétendre à de plus hautes responsabilités, soit parce qu'ils avaient le mal du pays.

#### Un tiers de professions médicales

Aujourd'hui, ces « revenants » — le Zimbabwe en a accueilli plus de la moitié — occupent un emploi dans les secteurs public (28,3 %), privé (38,2 %) ou universitaire (33,5 %). Plus précisément, un tiers exercent une profession médicale ou paramédicale et un cinquième se sont vu confier des responsabilités économiques. Le premier Africain à rentrer au pays sous l'égide du CIM fut un avocat tanzanien qui avait enseigné pendant quinze ans à Harvard. Il est maintenant conseiller d'ambassade en Allemagne fédérale.

Ce programme de « retour des compétences » ne s'adresse qu'à des professionnels de haut niveau, ceux-là même dont l'absence dans leur pays d'origine est la plus remarquée. En contact avec plus de deux cent cinquante entreprises publiques ou privées, le CIM dresse chaque mois une liste des postes vacants en Afrique. Ses bureaux aux États-Unis et en Europe de l'Ouest se chargent d'en informer les intéressés, notamment par le biais des ambassades et des universités. Procédure classique de recrutement : entretien, tests psychotechniques. La décision finale appartient à l'employeur.

Pas de mauvaises surprises à l'arrivée : dûment éclairé, le candi-

dat au retour sait à quoi s'attendre en matière de conditions locales. Mais, pour faciliter son adaptation, le CIM lui vient financièrement en aide. Outre la prise en charge du voyage en avion et des frais de déménagement, il lui verse une somme forfaitaire de 3 000 dollars et, si nécessaire, un supplément de salaire de 500 dollars par mois pendant le premier semestre. S'ajoutent à cela le règlement, pendant un an, des assurances sociales et une contribution à l'achat d'instruments de travail : par exemple, des ordinateurs pour des chercheurs, un dialyseur pour un néphrologue.

Le CIM est en train de négocier avec la CEE un nouveau programme de « retour des compétences », d'un montant de 8 millions de dollars, pour la période 1987-1990. Grâce à des tarifs aériens de faveur, le CIM essaye, en outre, d'inciter les jeunes Kényans à rentrer au pays après avoir achevé leurs études : depuis 1982, 473 se sont laissés tenter par ces facilités de transport.

Le CIM s'intéresse, enfin, à un programme d'urgence qui portera sur le retour en Ouganda de 500 cadres et techniciens pour aider à la reconstruction d'un pays dévasté par des années de guerre civile. Ceux-là sont-ils des « traités » invités à se repentir ? Comme si, en s'expatriant, tous avaient choisi de gaieté de cœur la solution de facilité.

JACQUES DE BARRIN.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce qui était écrit à la rubrique « Rendez-vous » du Monde daté 5-6 juillet, sur la foi d'une dépêche d'agence diffusée le mois dernier, les élections législatives anticipées n'ont pas eu lieu dimanche à l'île Maurice. Le premier ministre mauricien, M. Jugault, a bien décidé la dissolution de l'Assemblée nationale élue en 1983, mais le scrutin aura lieu seulement le 30 août.

#### « Mondes en Devenir »

##### ACADIE

La guerre de Cent Ans des Français d'Amérique aux Maritimes et en Louisiane  
1670-1769  
Robert SAUNGER  
Préface de Maurice DENIZÈRE  
15,5 x 24 cm - 254 p.  
9 cartes - 175 F

Berger-Levrault  
5, rue Auguste-Conte - 75008 PARIS

#### SCIENCES PO

##### A.P. 2<sup>e</sup> ANNÉE

##### INTÉGRÉ

##### OU REMBOURSÉ

Prépa DEUG droit éco

RÉUSSIR :

tél. 43-21-37-95

#### SCIENCES ET TECHNIQUES

##### SVMT

##### SVMT

##### SVMT

JUILLET/AOÛT 87

#### Traitements de texte

##### au banc d'essai :

##### MANUSCRIPT

##### DE LOTUS

##### ET SPRINT

##### DE BORLAND

PARIS

MARDI MERCREDI VENDREDI DIMANCHE

**Avec Air-India, dès maintenant toutes les beautés de l'Asie 4 fois par semaine.**

Air-India vous offre un vol supplémentaire vers l'Inde, à une heure aussi agréable que les 3 autres au départ de Paris. Ces quatre vols hebdomadaires sont également des plus commodités pour vos correspondances en direction de Bangkok, Hong Kong, Tokyo, Kuala Lumpur, Singapour et Sydney.

Quelle que soit votre destination, vous bénéficiez d'un service très sophistiqué en classe affaires, ou de tous les raffinements de notre classe Maharajah qui est considérée comme une des plus luxueuses au monde. Alors, pour partir vers l'Asie en bonne compagnie, renseignez-vous sans tarder auprès de

vos agences de voyage ou d'Air-India directement.

PARIS, 1, rue Auber, tél. 42.66.90 60  
NICE, Park Hotel, 4/6, av. de Suède, tél. 93.87.83 25  
LYON, Sofitel, 20, quai Gaillon, tél. 78.37.80 65  
GENÈVE, 7, Chantepoulet, tél. 022/32.06.60



هكذا من الاجل



# Amériques

**PÉROU : à l'occasion de la prestation de serment du nouveau gouvernement**

## Le président Garcia fait son autocritique et annonce un nouveau plan économique

LIMA  
de notre correspondante

C'est une sérieuse autocritique de ses presque deux ans de régime que le président Alan Garcia a faite, à la fin de la semaine dernière, au moment où son second gouvernement prêtait serment : « La volonté de travail a diminué... Il y a plus de routine, d'inertie... L'élan moral des premiers jours a été devant le sectarisme, l'arrogance... et nous ne sommes pas arrivés à vaincre la corruption. »

Mea culpa politique mais aussi constat d'un semi-échec sur le plan économique : « parce que l'inflation a repris et avec elle, les problèmes de déficit fiscal et l'incertitude... En deux ans, nous avions avancé de 100 mètres, mais, ces derniers mois, nous avons reculé de 40 à 50 mètres. L'inflation de 180 %, ramenée à 60 %, atteindra selon certains 90 % (en 1987). C'est bien possible, et c'est pourquoi, conscients de cette réalité, nous devons reprendre la bataille... pour faire renaitre l'expectative et la confiance, et démontrer que le gouvernement ne baisse pas les bras, qu'il ne capitule pas. »

Le président Garcia est revenu sur cette autocritique, le dimanche 5 juillet, au cours d'un message adressé à la nation pour annoncer la relance de ce modèle « bien fondé en

théorie mais qui n'a pas été appliqué de façon optimale ». Il a relevé cinq erreurs. La première concerne la dette : la thèse du « 10 % » (pourcentage des exportations consacré au remboursement de la dette) n'a pas été appliquée avec assez de rigueur. En 1986, le Pérou a consacré 29 % du montant de ses exportations au service de sa dette et perdu ainsi 112 millions de dollars de devises comme solde négatif entre les nouveaux crédits et les remboursements.

Autres erreurs : les chefs d'entreprise n'ont pas répondu à l'appel du gouvernement leur demandant de réinvestir les profits obtenus en 1986 et évalués à 4 milliards de dollars. Le prix du dollar sur le marché noir a perturbé le marché des devises, et le contrôle des changes a provoqué un sentiment d'insécurité dans le pays. La réduction des impôts et des intérêts a diminué les revenus de l'Etat, d'où le problème actuel de déficit fiscal (estimé à plus de la moitié du montant des exportations en 1987). Enfin, le contrôle des prix n'a pas toujours été possible, ce qui explique que, pendant le premier semestre 1987, l'inflation de 40 % ait été supérieure aux augmentations de salaires de 30 %.

### Une croissance productive

Le chef de l'Etat a donc annoncé plusieurs mesures : il s'agit tout

d'abord de relancer la demande grâce à une augmentation générale des salaires (35 % pour le SMIG, soit une augmentation de 370 % en vingt-deux mois) et d'augmenter les programmes d'assistance. Ensuite de juguler l'inflation, principalement celle qui frappe le panier de la ménagère. Pour ce faire, le gouvernement va effectuer un contrôle des prix plus sévère. Il a décidé aussi d'abandonner les mini-dévaluations mensuelles de 2,2 % pour revenir à un taux de change stable, bien que diversifié, pour rentabiliser les exportations et décourager les importations. Le dollar sera flottant pour l'acquisition de biens de consommation de luxe ou pour le tourisme.

Comment financer ces augmentations de salaire et cette relance de la consommation ? Le président a réaffirmé une nouvelle fois qu'il ne faut pas être obsédé par le déficit fiscal, car l'objectif essentiel est d'investir pour entraîner une croissance productive. Il a néanmoins annoncé une hausse de 25 % du prix de l'essence — du super et non pas du gas-oil — et l'application plus stricte de la thèse du 10 %. Il a conclu par un appel à la bourgeoisie pour que les excédents soient réinvestis dans le pays.

NICOLE BONNET.

## PANAMA

### Le chef de l'Etat demande l'ouverture d'une enquête sur le général Noriega

Panama. — Le président panaméen Eric Delvalle a demandé, dimanche 5 juillet, dans un message radiodiffusé, que le procureur général de la République ouvre immédiatement une enquête concernant les accusations de violation des droits de l'homme portées contre le général en chef des forces armées, Manuel Antonio Noriega. Il a également demandé aux militaires de « tenir leurs promesses » et de se cantonner dans leurs casernes. Il s'est prononcé en faveur d'un dialogue entre le gouvernement et l'opposition pour « ouvrir la porte à la raison et à l'entente » après les troubles qui ont secoué la capitale ces dernières semaines.

Dans ce discours, qui contraste avec ses prises de position précédentes puisqu'il se déclarait prêt à lutter fermement contre « toute tentative de déstabilisation », le chef de l'Etat a appelé à l'unité de la famille panaméenne. Cette allocution présidentielle semble confirmer la version selon laquelle une rencontre aurait eu lieu dans la nuit de vendredi entre les représentants du gouvernement et ceux de l'opposition, sous l'égide de l'Eglise, afin de tro-

quer une issue à la crise politique actuelle.

Le général Noriega, dont l'opposition exige la démission, a en effet été accusé par l'ancien numéro deux de l'armée de l'air, le colonel Roberto Diaz, d'avoir ordonné l'assassinat en 1985 de l'ancien vice-ministre de la santé, Hugo Spadafora. Le colonel Diaz avait aussi accusé le général Noriega d'avoir organisé le complot contre l'ancien président Omar Torrijos, qui a trouvé la mort dans un accident d'avion en juillet 1981. Le Sénat américain avait demandé l'ouverture d'une enquête à son sujet. On estime cependant de source diplomatique que le procureur général chargé de cette enquête, M. Carlos Villalaz, est peu susceptible de mener ses recherches de manière indépendante. Il a en effet été nommé à ce poste par le général Noriega lui-même.

La veille de l'allocution présidentielle, des milliers de femmes avaient manifesté dans la capitale pour réclamer la démission du général Noriega et le retour de la démocratie. Plus de sept mille femmes

ont défilé en agitant des mouchoirs blancs, le symbole de l'opposition, à l'appel de la Croisade civique et de sa présidente, M<sup>me</sup> Astrid de Vasquez, membre de la démocratie chrétienne. « Nous nous sommes mobilisés pour que Dieu nous aide à nous débarrasser de l'homme le plus corrompu de notre histoire, le général Noriega », a déclaré M<sup>me</sup> de Vasquez. La Croisade civique a annoncé la tenue d'autres manifestations pacifiques pour cette semaine. — (AFP, Reuters).

## ETATS-UNIS : les candidats soumis au jeu de la vérité

### Présidence ou sainteté ?

Les candidats à l'élection présidentielle américaine de 1988 auront beaucoup de mal à soustraire leur vie privée à la curiosité des journalistes. C'est l'une des conséquences des mésaventures survenues à l'ancien sénateur Gary Hart, dont les espoirs d'entrer un jour à la Maison Blanche ont été réduits à néant, il y a quelques semaines, à la suite de révélations de presse sur ses incorporelles seminales.

Depuis lors, la question est ouverte : les hommes politiques, surtout ceux qui postulent aux plus hautes fonctions, ont-ils le droit de cacher aux électeurs des faits relevant strictement de leur vie personnelle ? Journal respectable s'il en est, le *New York Times* a, pour sa part, tranché : un questionnaire établi par ses soins a été adressé aux candidats déclarés ou virtuels à la présidence. A côté de quelques demandes de nature administrative (acte de naissance, certificat de mariage, bulletins scolaires), d'autres questions plus incriminées y figurent telles qu'une liste des amis les plus proches depuis le lycée, une copie des bilans de santé et autres détails de caractère privé.

A ce jour, deux candidats démocrates à la candidature ont accepté de se livrer à ce jeu de la vérité d'un nouveau genre : le sénateur Paul Simon et l'ancien gouverneur de l'Arizona, M. Bruce Babbitt. Lors de l'affaire Gary Hart, M. Simon avait pourtant déclaré : « Nous sommes candidats à la présidence, pas à la sainteté. » M. Babbitt, pour sa part, a estimé que « le droit du public à savoir est supérieur au

droit d'un candidat à sa vie privée ». Le représentant démocrate Richard Gephardt (Missouri) a, lui aussi, décidé de se plier aux exigences des journalistes.

L'initiative du *New York Times* ne fait pas toutefois l'unanimité, et le rédacteur en chef du journal lui-même, M. Max Frankel, a reconnu, dans une note interne, que certaines questions « allaient trop loin ». Sur le fond, la démarche lui paraît malgré tout justifiée : « A l'âge du nucléaire, alors que nous faisons confiance à des présidents dotés d'un pouvoir de vie et de mort, nous pensons avoir le devoir de faire état des traits essentiels de la personnalité de chaque président à ce poste et de son histoire. » Entre autres privilèges, les enquêteurs journalistes auront accès aux dossiers individuels tenus par le FBI et la CIA sur les candidats.

Les seize mois qui séparent de l'élection présidentielle permettront de juger s'il s'agit là d'une mode passagère ou si, au contraire, le thème de l'« intégrité morale » des candidats est susceptible de jouer un rôle important pendant la prochaine campagne. Une situation qui ne saurait sans doute d'être embarrassante pour certains, mais dont on voit mal, surtout, en quoi elle contribuera à l'enrichissement du débat public sur les grandes questions de l'heure aux Etats-Unis. Quels profits, autres que commerciaux, la presse américaine espère-t-elle donc tirer de cette vision de l'histoire par le petit bout de la lorgnette ?

MANUEL LUCBERT.

## HAÏTI

### Le dialogue est rompu et l'opposition annonce une nouvelle grève générale

Port-au-Prince. — Le dialogue entre le Conseil national de gouvernement (CNG) haïtien et les différentes forces politiques et syndicales a été rompu, le dimanche 5 juillet. Le Conseil électoral provisoire (CEP), dont la réduction des compétences par un décret du gouvernement avait été à l'origine des manifestations, a de même cessé tout dialogue avec le CNG en raison notamment des « actes barbares » dont il accuse l'armée. Dans un communiqué, le Conseil électoral fait état de plusieurs cas flagrants d'abus d'autorité par les forces de l'ordre. Les Haïtiens se préparaient en conséquence à reconduire la grève générale qui a paralysé le pays durant quatre jours la semaine dernière.

L'annonce par le président du CNG, le général Henri Namphy, de l'abrogation du décret réduisant les pouvoirs du Conseil électoral et l'autorisation accordée dimanche à la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH) de reprendre ses activités après sa dissolution le 23 juin dernier n'aurait donc pas suffi à calmer la situation. Le comité de coordination de cinquante-sept organisations politiques, syndicales et civiques à l'origine du mouvement de grève a réitéré samedi son appel à la grève et a exigé la démission du CNG, qu'il accuse d'alliance avec les duvaléristes.

Durant tout le week-end, des rafales d'armes automatiques ont été entendues dans la capitale et les commerçants n'ont ouvert leurs échoppes que quelques heures pour permettre à la population de se réapprovisionner. Dans les hôpitaux de la capitale, médicaments et matériel chirurgical manquent de plus en plus. Les journalistes, haïtiens et étrangers, sont pris à partie. Trois rédacteurs de la radio locale Radio-Cécile, qui s'étaient clairement identifiés, ont été blessés grièvement par des soldats qui ont tiré à bout portant.

Face à cette montée de la violence et du mécontentement, le CNG a rejeté les demandes exigeant sa démission. Le gouvernement a donné son appel au triumphe qui dirige le pays depuis février 1986. « C'est le seul gouvernement valide et légitime. Pourquoi devrait-il jamais envisager de démissionner ? », a déclaré le ministre de l'Information par intérim, M. Gérard Noël. Les forces armées d'Haïti ont de même renouvelé leur « appui total » au CNG, qui « reste et demeure au pouvoir » jusqu'au 7 février 1988 « conformément à la Constitution ».

Les forces armées renouvellent leur « volonté de garder une totale neutralité » lors des diverses échéances électorales à venir. Le grand quartier général indique que des instructions particulières ont été données afin que les militaires fassent preuve de « modération et de sagesse dans l'application des mesures de sécurité ».

Ce texte de la conférence épiscopale, présidée par l'évêque de Cap-Haïtien (au nord du pays), Mgr François Gayot, chef de file de la tendance modérée de l'épiscopat haïtien, n'a pas été signé par l'évêque de Jérémie (au sud-ouest de l'île), Mgr Willy Romelès. Ce dernier, considéré comme la personnalité la plus engagée politiquement au sein de la hiérarchie catholique haïtienne, a réclaté ces derniers jours le départ du Conseil national de gouvernement et a stigmatisé son caractère « illégal ». — (AFP, Reuters, UPI).

● RECTIFICATION. — Plusieurs erreurs de transmission se sont glissées dans l'article sur le Paraguay (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet).

Il fallait lire que « la construction du barrage d'Itaipu a donné à l'économie un boom spectaculaire » et non un « boom » ; que « toutes les loutres (au sein du parti officiel) ne tiennent pas à la corruption » (et non « ne viennent pas »). L'orthographe exacte du nom de l'ancien ministre de l'Intérieur cité dans notre article est Edgar Ynsfran.

## NICARAGUA

### Le gouvernement sandiniste importera du pétrole iranien

Managua. — L'Iran va prochainement livrer du pétrole au Nicaragua, a annoncé le président du Parlement nicaraguayen, M. Carlos Nuñez, qui est rentré récemment d'un voyage à Téhéran. Au cours de ces dernières semaines, plusieurs dirigeants de Managua ont entrepris des tournées en Europe de l'Est et en Afrique du Nord afin d'obtenir une aide économique et de permettre un approvisionnement pétrolier. Le pays connaît, en effet, une pénurie importante en ce domaine, aggravée par la décision de l'Union soviétique, prise il y a un mois environ, de réduire sensiblement ses livraisons. L'URSS était, jusqu'ici, le premier fournisseur de brut du pays.

En 1985, le Mexique et le Venezuela avaient déjà cessé de vendre du pétrole au Nicaragua sous prétexte que le gouvernement sandiniste ne réglait pas ses dettes. Ces défections en cascade avaient entraîné le mois dernier à Managua une augmentation de 177 % du prix de l'essence et un rationnement de la consommation des organismes publics. Officiellement, le Nicaragua a besoin de 6,2 millions de barils et 5 millions seulement lui sont assurés. Le détail de l'accord avec l'Iran n'a pas été révélé, le président de l'Assemblée

nationale indiquant simplement que les Iraniens « reconnaissent les changements révolutionnaires que nous vivons et l'attitude agressive des Etats-Unis ».

### Un prêtre meurt dans l'explosion d'une mine

La mort d'un prêtre catholique, de nationalité salvadorienne, Agustín Zavala, lors de l'explosion d'une mine de forte puissance, vendredi 3 juillet, vient, d'autre part, de créer une nouvelle tension entre Washington et Managua. Le président Daniel Ortega a, en effet, rendu le président américain Ronald Reagan responsable de la mort du prêtre et des blessures infligées à plusieurs ecclésiastiques et civils qui voyageaient à ses côtés. Selon les autorités de Managua, ce sont des membres de la Contra qui auraient déclenché l'explosion dévastatrice de la mine. Le cardinal Orlando y Bravo, primate de l'Eglise au Nicaragua, qui s'oppose au régime sandiniste, a pour sa part, mis en doute la version officielle. « Quand l'information est manipulée à ce point, il est difficile de savoir », a dit le cardinal. — (AFP, Reuters, UPI).

## SCIENCES PO

CLASSE PRÉPARATOIRE  
d'octobre à juin. Depuis 1987, la première préparation à tous les examens d'entrée à Sc. Po. Doc. contre 3 timbres.

CEPES  
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly  
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

## APPEL POUR MAREK EDELMAN

Le docteur Marek Edelman, aux yeux du monde, est le dernier survivant parmi les responsables de l'insurrection du ghetto de Varsovie. Le docteur Marek Edelman, aux yeux de quelques-uns des signataires, est un ami.

Chef du service de cardiologie de l'hôpital de Lodz en Pologne, il en est licencié à dater du 31 août 1987. C'est un événement inhabituel en Pologne, où les spécialistes de si haut niveau sont recherchés et constamment sollicités.

D'autre part, la demande de passeport du docteur Marek Edelman afin de rendre visite à sa femme et à ses enfants vivant à Paris lui a été refusée.

Nous nous étions de ces décisions négatives concernant un homme dont la valeur et la compétence honorent le monde de la médecine et l'humanité entière.

Les soussignés en appellent aux autorités polonaises et à l'opinion publique pour que la justice soit rendue au docteur Marek Edelman.

Docteur Patrick AEBERHARD, professeur Alain BERNARD, professeur Jean BERNARD, professeur Antoine CHAPMAN, professeur Jacob CUKIER, directeur Jean DAUSSET, professeur Alain DELOCHE, professeur Genevieve DELZANT, professeur Jean-Paul ESCANDE, professeur René FRYDMAN, professeur François GROS, professeur François GUERIN, professeur Lucien ISRAËL, professeur François JACOB, docteur Bernard KOUCHNER, professeur Paul MILLER, professeur Alexandre MINKOWSKI, professeur Jacques POLONOVSKI, professeur Léon SCHWARTZENBERG, professeur SLO-NIMSKI, professeur Stanislas TOMKIEWICZ.

Adressé à Son Excellence le Général JARUZELSKI, président de la République polonaise.

(Publicité)

**C.F.P.A.**  
Centre formation profession avocats.  
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly  
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

Préparation intensive en septembre.

**CEPES**

**Maroc: LES RÉVÉLATIONS EXPLOSIVES DU "FOH" BASRI**

Le symbole de l'opposition irrédécible à la monarchie est invité par Hassan II à rentrer au pays. Apparaissant, il dit tout à Hamid Barrada sur son itinéraire, le Polisario, Bourmediene, Kaddafi, la révolution...

**DANS JEUNE AFRIQUE** A PARTIR DU 3 JUILLET 1987

(Publicité)

**DROIT SCIENCES ECO.**  
Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

**IPEC** Enseignement supérieur privé  
46, bd Saint-Michel, Paris 6<sup>e</sup>  
Téléphone : 46.33.61.23 / 43.29.03.71.

(Publicité)

**DROIT DU SÉNÉGAL : DÉMOCRATIE D'ABORD**  
Il vient de relever de graves défis internes. Le Président Diouf révèle ses intentions, à six mois des élections. Il parle de l'enseignement, de Kaddafi, de Sékou, de Libano, de la paix mondiale.

Une interview réalisée par Philippe Doctraene, dans le numéro de juillet d'ARABIE, en kiosques et en librairies.

78, rue Joffroy, 75017 Paris  
Tél. : 46-22-34-14

**NOUVEAU IMMOBILIER**  
Ventes + Locations  
Une page d'annonces

**Le Monde** chaque mercredi  
numéro daté jeudi



# TDF NE LANCE PAS QUE DES SATELLITES



MARIANNE PHOTO MÉTÉOROLOGIE NATIONALE/MÉTÉOSAT.

**T**DF lance le "paging". La radiomessagerie. Une idée nouvelle qui a déjà conquis les États-Unis et la plupart des pays européens. Le principe est simple. On peut vous joindre où que vous vous trouviez en France, et on peut vous appeler du monde entier. On peut surtout vous transmettre un vrai message: numéro de téléphone à rappeler, information chiffrée ou tout message préalablement convenu. C'est pour cela que nous l'avons appelé OPERATOR. OPERATOR, il fallait être TDF pour vous le

proposer. Parce que, derrière le terminal personnel pas plus grand qu'un paquet de cigarettes, il y a toute la technologie et toute l'expérience de Télédiffusion de France. TDF transmet l'image des chaînes de télévision, le son des stations de radio, dans toute la France et dans le monde entier. Par réseau hertzien, par câble et, bientôt, par satellite. A partir de novembre 1987\*, vous allez pouvoir utiliser notre couverture. Dans toute la France. Pour recevoir l'information qu'il vous faut. Directement.

\* Sous réserve d'agrément ministériel.



**OPERATOR**  
LA RADIOMESSAGERIE PAR TDF.

● Télédiffusion de France



هكذا من الاجل



# Politique

## M. Barre se pose en champion du rassemblement des Français et du

Il arrive parfois que le paysage politique connaisse des chambardements sans qu'on s'en aperçoive tout de suite. C'est ce qui se produit depuis quelques jours sur la scène de la pré-campagne pour l'élection présidentielle, dans le jeu complexe des principaux prétendants à l'Élysée. Il y a en effet changement important, car ce n'est plus M. Jean-Marie Le Pen qui polarise l'attention de ses rivaux, mais le seul candidat qui ne soit pas encore considéré comme partant certain dans cette course de 1988, M. François Mitterrand.

Dans le camp de M. Jacques Chirac, pendant tout le week-end, les orateurs de service ont concentré leurs tirs sur le président de la République, suivant en cela l'exemple donné le

dimanche précédent par le premier ministre, relayé vendredi, en des termes très vifs, par le porte-parole du RPR, M. Franck Borotra (le Monde daté 5-6 juillet). Sur RMC, le ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, a aussi dénié à M. Mitterrand toute qualité de « rassembleur » en invitant les Français à ne pas miser l'an prochain sur la poursuite de la « cohabitation ». Au micro de CTVS, M. Claude Labbé, vice-président de l'Assemblée nationale, en a rajouté en reprochant à M. Mitterrand de « jouer les éduards », de se comporter comme « un arbitre qui ignore les coups francs » et préfère « les coups pas francs », etc.

Mais la vedette revient aujourd'hui à M. Raymond Barre. Samedi, l'ancien premier

ministre, qui s'exprimait à La Rochelle, devant les adhérents directs de l'UDF, a franchi un pas de plus — mais un pas spectaculaire — dans la stratégie qu'il développe pour essayer d'apparaître comme le meilleur porte-drapeau de l'opposition face à M. Mitterrand. Son long discours sur le rôle que la France devrait tenir dans le monde, en réponse au thème ambiant du déclin, constituera ce que les harristes appellent volontiers un « texte de référence ». Ses thèmes jalonnent, au cours des prochains mois, la campagne du député du Rhône.

Il s'agit d'un événement, car pour la première fois, M. Barre, plus gaullien que jamais, identifie sa démarche personnelle à celle d'un nouveau destin planétaire pour la France, sans

hésiter à battre en brèche le « consensus com-mode » — selon son expression — dont fait l'objet la politique étrangère du pouvoir exécutif, épargnée jusqu'à présent par les vicissitudes de la « cohabitation ». Sur ce registre, en critiquant les orientations passées et présentes de M. Mitterrand, M. Barre joue sur du velours. M. Chirac ne peut pas le suivre dans cette voie, sauf à s'autocritiquer.

Voilà donc M. Barre porteur d'un dessein pour la France. Faut-il avoir la cruauté de lui rappeler l'époque où il condamnait le gouvernement, et les réflexions de ceux de ses « amis » du RPR qui reprochaient justement à sa propre gestion de manquer de souffle ? Après tout,

## « Remonter la pente, occuper le rang

L'Europe a été le thème prioritaire de la troisième université d'été des adhérents directs de l'UDF organisée à La Rochelle du 1<sup>er</sup> au 4 juillet. Après M<sup>me</sup> Simone Veil et M. Bernard Bosson, ministre délégué aux affaires européennes, M. Raymond Barre a prononcé, le samedi 4 juillet, un long discours « sur la place de la France dans le monde ».

Quelle peut être demain la place de la France dans le monde ? Méditant les enseignements des deux derniers siècles de l'histoire de France, M. Raymond Barre veut d'entrée en tier « cette leçon très simple : le risque existe toujours qu'abusés par des illusions de fausse grandeur ou de fausse sécurité, nous nous refusions à voir les réalités en face et ignorions les vraies menaces. Mais le risque inverse existe aussi que, devant la montée de nouvelles forces dans le monde, nous nous laissions aller au découragement et au pessimisme alors qu'en fait nous possédons les ressources physiques, intellectuelles, morales pour dominer les difficultés et, là où c'est nécessaire, remonter la pente et occuper le rang qui doit être le nôtre ».

Pour « remonter la pente », M. Barre prône d'abord « une politique démographique vigoureuse et volontariste, véritable impératif de survie ». Il souligne ensuite que « ce sont aussi les Français de l'étranger qui constituent un élément fondamental de notre présence dans le monde » : « Créer les conditions pour conforter et renforcer cette

présence est un devoir national. Notre objectif devrait être de compter dans un demi-siècle au moins deux millions de nos compatriotes vivant hors de France et constituant ces « colonies sans drapeau » qui sont les meilleurs agents de notre expansion économique et de notre rayonnement culturel ».

Enfin, M. Barre évoque « la participation de la France à l'économie internationale », la chute des investissements français à l'étranger, « la faiblesse grandissante » de notre commerce extérieur, l'accroissement, à l'inverse, de la part de l'étranger sur le marché français. M. Barre y voit le résultat de cinq années de gouvernement socialiste (1981-1986) : « Plus que bien des discours, tout cela suffit à juger le vide de toute cette logomachie que nous avons subie au cours des cinq années où le président de la République et sa majorité socialiste ont régné sans partage : le socialisme à la française », « la stratégie de rupture avec le capitalisme », « les nationalisations comme locomotive de l'économie », la « modernisation », et tant d'autres formules avancées et péremptives pour nous retrouver ensuite sur la plus glissante de toutes les pentes que nous ayons connues depuis la Libération ».

Faut-il dès lors parler d'un déclin inéluctable ? M. Barre préfère parler de morosité : « Souvent, je me demande si la morosité dont trop de nos compatriotes semblent atteints, leur résignation qui s'exprime par le désir de la retraite dès que possible, ne viennent pas en bonne partie de la pénible impression qu'ils ressentent d'une France qui n'aurait

plus de grande ambition, et partant de grand destin, qui se laisserait glisser peu à peu le long de l'échelle des nations, de barreaux en barreaux, qui accepterait, sans guère réagir, d'abandonner à d'autres le sort du monde, le soin de décider de la paix et de la guerre, qui subirait ici et là des piqures d'épingle, voire des humiliations, sans trouver ni la volonté, ni les moyens de répliquer ! »

« Si tel est bien le cas, comme je le crains, alors la tâche est impérieuse et urgente : il nous faut trouver le sens à donner, dans le monde en pleine évolution, à notre destin. Méfions-nous des sentiers battus et rebattus, méfions-nous des formules usées. Il ne suffit pas, comme j'entends le faire trop souvent, de souligner avec satisfaction la continuité, la permanence de notre ligne, qu'il s'agisse de notre politique étrangère ou de notre politique de défense. Cela permet, bien sûr, de rassurer, cela autorise à parler de consensus, ce qui est bien commode dans la période que traversent actuellement malheureusement nos institutions. Mais cela ne procède-t-il pas aussi d'un certain refus de regarder en face les changements et d'en tirer les conséquences ? Et cela ne nous condamne-t-il pas à un certain immobilisme ? »

La France, insiste M. Barre, doit donner « un sens à son destin », destin qu'elle appelle pour lui Europe : « Contrairement à ce qu'une analyse superficielle pourrait laisser croire, c'est en Europe que notre position, notre position économique, notre position de défense, notre position politique tout court sont le plus en jeu, le plus exposées, le plus menacées. Les menaces, elles, se

profilent déjà à l'horizon. Menace que, dans une Communauté économique qui tend à devenir un espace de plus en plus libre, notre économie ne soit condamnée, faute d'être compétitive, à un choix dramatique entre un retour au protectionnisme ou une submersion par les produits, les techniques, les capitaux de nos partenaires ».

Menace que, dans une Europe occidentale sur laquelle l'Union soviétique accorde de plus en plus sa pression et dont les États-Unis peuvent être tentés de se retirer, la France ne sache pas rassembler ses partenaires autour d'un même concept de défense et de sécurité. Menace, enfin, que sur notre continent, sous les effets conjugués de la stagnation économique, du chômage persistant, du neutralisme et du pacifisme rongeurs, d'un laisser-aller général, la démocratie et la liberté, loin d'avancer de l'Atlantique vers l'Oural, ne reculent de l'Oural vers l'Atlantique.

### « Solidarité européenne en matière de défense »

Pour relever ces défis, pour « ne pas se laisser surprendre » en 1992, pour que la France « retrouve son rôle de pilote », M. Barre souhaite que la France s'engage dans ces trois directions. L'union économique et monétaire : « La Communauté ne saurait être un quelconque état-plasma sans colonne vertébrale (...). A partir du système monétaire européen doit émerger une véritable union monétaire au sein de laquelle circulerait une véritable monnaie européenne. Le jour

où, nous autres Européens, nous aurons à défendre une monnaie commune, nous aurons une nouvelle et puissante solidarité ».

Une politique de défense « marquée par une solidarité accrue avec nos partenaires européens et en tout premier lieu avec la République fédérale d'Allemagne ». La France, dit M. Barre, a « un rôle majeur à jouer » mais « cette entreprise exige une évolution de notre approche de notre propre problème de sécurité ». Aujourd'hui, grâce à la clairvoyance du général de Gaulle, la France s'est dotée d'une force nucléaire de dissuasion dont le constant perfectionnement demeure un élément essentiel de notre sécurité. Mais prenons garde à ne pas tomber pour autant dans un nouveau complexe de la ligne Maginot et à ne pas nous enfermer dans une stratégie qui soit, en fin de compte, purement nationale. Maintenant que nous avons bâti nos propres forces, maintenant que nous avons acquis notre propre personnalité de défense, nous devons aborder la nouvelle étape qui est celle de l'organisation de l'espace stratégique commun. Notre espace stratégique n'est-il pas en réalité l'espace européen ? C'est à la recherche des instruments d'une solidarité plus grande avec nos partenaires européens, et en premier lieu avec la République fédérale d'Allemagne, que nous devons partir. En d'autres termes, nous sommes assez forts, assez assurés de nous-mêmes pour prendre l'initiative dans la mise en œuvre d'une plus grande solidarité européenne en matière de défense. Je suis convaincu que nos partenaires attendent de nous une telle

initiative, allant audace et réalisme ».

La transformation enfin « de notre Communauté en une confédération politique, et d'abord avec ceux de nos partenaires qui voudront bien nous accompagner sur cette voie ». « Dès lors que la dynamique de l'union économique et monétaire au sein de la Communauté serait irrésistiblement lancée, dès lors que la solidarité des Européens en matière de défense serait assise sur des structures et des organes communs, le pas politique devrait nécessairement être franchi. Qu'on l'appelle l'Union, qu'on l'appelle la Confédération, une organisation politique doit lier entre elles nos vieilles nations d'Europe occidentale. La France n'y perdrait ni son identité ni son indépendance. Bien au contraire, pour avoir montré la voie, son rôle en Europe, son influence, n'en seront que plus affirmés ».

Dans la dernière partie de son discours, l'ancien premier ministre rappelle « le devoir de la France » de peser sur les grands équilibres mondiaux. D'abord au service de la solidarité internationale : « Solidarité : le mot est souvent jeté à tout vent. Il a été, en particulier, sous le règne de la pensée socialiste. Mais autant en a emporté le vent de Cécilia ! Alors il faut essayer de donner un sens concret à la solidarité et, sous son couvert, de ne pas faire tout et n'importe quoi ».

Solidarité vis-à-vis du tiers-monde, mais solidarité d'abord avec l'Afrique : « J'en tends dire parfois que notre aide serait trop concentrée

## La réunion du comité directeur du Parti La journée des bretelles

Une fois n'est pas contume, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, est arrivé au comité directeur sans cravate, en polo léger de couleur vive. Une fois n'est pas contume, dès la fin de la matinée, après les interventions de MM. Pierre Bérégovoy, Jean-Pierre Chevènement, Lionel Jospin, la messe socialiste était dite. Les seconds couteaux peuvent bien se succéder en séance plénière, à l'heure de la sieste les appareils peuvent bien régler, pour le moment, la délicate question du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) — désormais autonome sans l'être tout en étant, à moins que ce soit l'inverse, — les couloirs sont rois. Le troisième sous-sol de l'Assemblée bruisse des échos de

multiples conversations où l'on commente jusqu'à plus soif le rappel à l'ordre multidirectionnel de M. Jospin.

Il n'y a pas besoin de cravate pour être sérieux. C'est avec le col ouvert mais « de façon solennelle » que M. Jospin rappelle à M. Rocard que « l'autoproclamation ne vaut pas » en matière de candidature ; qu'en matière de privatisation la doctrine du PS a été fixée par le congrès de Lille (unanime), et qu'aucune campagne d'affichage « ne peut intervenir sans la décision formelle du PS ». Au passage, M. Lang se fait gentiment « remonter » des bretelles imaginaires — et forcément multicolores — pour avoir énoncé, dans les

étranges lacunes, de son moins étranges hérésies sur son aspiration à un président socialiste au-dessus de la mêlée. De façon plus discrète, M. Mauroy, lui aussi, bien qu'absent pour raison de santé, se voit reprocher d'avoir obscurci l'expression de la position socialiste sur la candidature éventuelle de M. Pierre Juquin. A dix mois de la présidentielle, M. Jospin se soucie que le PS soit en ordre de marche, que l'expression des multiples « talents » qu'il héberge ne tourne pas à la catastrophe et qu'il montre au moins « un minimum de certitudes » sur les grandes questions.

Seul M. Jean-Pierre Chevènement passe entre les gouttes. Ce

n'est pas un oubli. M. Jospin s'exprime « d'accord avec beaucoup de ce qu'a dit Jean-Pierre », qui a précédé à la tribune, sur le rôle des propositions du PS. C'est la journée du maire de Belfort : il affirme, une fois de plus, que le président a plus besoin d'un parti actif que d'un « parti-paillasson ». Il souligne la nécessité d'une grande politique industrielle et soutient que la France ne doit pas avoir la religion du système monétaire européen.

Son porte-parole, M. Jean-Marie Bockel, se précipite hors de la salle des débats pour annoncer l'extraordinaire : M. Jacques Delors fait constamment référence, dans son intervention, à M. Chevènement !

Plus extraordinaire encore, lorsqu'il quitte le comité directeur, l'ancien ministre de l'économie et des finances confirme : non, il ne faut pas dire « l'Europe, l'Europe » ; oui, il faut se garder de la « religion de l'Europe » ; oui, le courant de M. Chevènement a le droit de donner son point de vue et même celui d'être écouté. M. Georges Sarre, qui passe par là, exalte : « Nous ne sommes plus les Albanais du PS ! ».

Malgré tout, c'est encore entre mitterrandistes et rocardiens que se joue la partie de conlitoir. Chez les premiers, M. Henri Emmanuelli rigole de « grand stratège ». Rocard : « Domage que von Clausenitz n'ait pas connu Michel Rocard ! ». Chez les seconds, M. Gérard Fuchs, qui est polytechnicien et s'y connaît en mathématiques, déconcentre le discours de M. Jospin : « Deux flèches contre Rocard, trois contre Lang, une contre Mauroy, une contre Dumas. C'est le moins qu'il pouvait faire ».

D'une façon générale, les amis du maire de Conflans-Sainte-Honorine, obligés d'improviser en l'absence de leur chef, qui peaufine sa culture de présidentiable dans l'océan indien, minimisent la portée du rappel à l'ordre de M. Jospin, mais restent fermes sur la nécessité d'une campagne d'affichage.

Pour M. Claude Evry, porte-parole officiel de M. Rocard, une élection présidentielle, c'est « une relation directe entre un homme et l'opinion ». L'établissement de cette relation passe par de telles campagnes. « Michel Rocard, ajoute M. Evry, a besoin du PS et le PS a besoin de Michel Rocard. Il faut gérer cela en bonne intelligence ».

Dans la phalange rocardienne, on remarque que M. Lang a pu faire sa propre campagne d'affiches sans encourir les foudres de M. Jospin. Les plus « magouilleurs » commentent à chercher comment tourner l'interdiction du premier secrétaire. Quelqu'un s'insurge : « Au prix que coûtent ces espaces publicitaires, c'est nous qui déciderons ce qu'il y a sur les affiches ! ».

Dans la salle des débats, M. Louis Mexandeau s'emploie à résumer l'argument selon lequel M. Valéry

Giscard d'Estaing était, tout comme M. Mitterrand aujourd'hui, bien traité par les sondages quelques mois avant sa chute. L'année dernière, remarque que l'actuel député du Puy-de-Dôme avait alors effectué une visite en Normandie (la région de M. Mexandeau) et que l'accueil qui lui avait été réservé contrastait avec celui que vient de recevoir M. Mitterrand.

Autre mitterrandiste, autre référence au président : M. Louis Mezard, après M. Jospin, tire lui aussi sur les bretelles de M. Lang : « Si le président est un garant, c'est qu'il est doté de pouvoirs institutionnels et politiques réels. Par son attitude, par ses prises de position, explique l'ancien président de l'Assemblée nationale, le président de la République définit les contours d'une politique, politique pour l'ensemble des Français bien entendu, mais politique au contenu clair ».

Ce que les amis de M. Lang n'ont pas exprimé clairement, c'est que avec ses réveries consensuelles à voix haute, le député du Lot-et-Cher fait le jeu de celui des Yvelinistes. Heureusement, les amis de M. Rocard mettent les points sur les « j ». Dans une attaque bien coordonnée, MM. Robert Chapuis et Fuchs, députés respectivement de l'Ardèche et de Paris, montent l'un après l'autre au fillet, avec un même message (même si M. Chapuis déclenche les applaudissements en salueant « le rocher qui tient » qu'incarne M. Mitterrand) : non au président arbitre, oui à la nouveauté. Sous-entendu : « Tonton », bonjour Rocard.

M. Fuchs détaille : « Notre débat de candidature, serait dépourvu de sens si notre objectif se réduisait à faire élire un président-arbitre, au-dessus de la mêlée. Il existe aujourd'hui une situation inconcevable. Est-il souhaitable qu'elle se poursuive ? Je dis non. Il y a des pratiques institutionnelles inviolables. Nous ne devons pas pour autant les théoriser (...). Face à une situation qui paralyse aujourd'hui notre pays et pour répondre aux défis qui sont posés à la France, il

## Le charme est rompu

ET maintenant, que vont-ils faire ? La mise en garde — attendue — lancée par M. Lionel Jospin à M. Michel Rocard n'aura pas d'autres effets immédiats que d'avoir permis aux mitterrandistes de prendre date. M. Rocard est en voyage dans l'océan indien, ce qui n'est pas le meilleur endroit pour répondre à M. Jospin, à supposer qu'il le souhaite.

Il faudra attendre pour voir si le député des Yvelines fait preuve d'une plus grande prudence dans son expression publique à propos des privatisations, alors que les déclarations — qui ont entraîné la mise au point de M. Jospin — faites le samedi 20 juin à la radio 98.8 FM, — correspondent bien au fond de sa pensée.

Quant à la nouvelle « guerre des affiches », elle risque de déboucher sur une paix bâtarde : M. Jospin s'est engagé publiquement, mais on ne le voit pas exclure M. Rocard et ses amis qui, de leur côté et malgré leur embarras visible, ne semblent pas avoir l'intention de renoncer à cette campagne prévue pour l'automne.

En attendant, ces épisodes vont alourdir le climat déjà pesant dans le courant de M. Rocard. Les « modérés » (qui s'estiment majori-

taires et, en tout état de cause, représentent une bonne partie, notamment, de la « base » rocardienne) voient avec inquiétude se profiler une candidature « jusqu'au-bourbiste ». Certains se demandent dès maintenant s'ils ne devront pas se désolidariser de leur chef de file.

Ils savent que M. Rocard a perdu le titre de « vice-candidat », l'avantage d'être considéré comme désigné d'avance si M. Mitterrand ne se représente pas. M. Jospin a mis en évidence cette fragilité en insistant sur le fait qu'il n'existe pas d'« autoproclamation » d'un candidat. Sauf accélération de l'histoire, les rocardiens attendront, néanmoins, la fin du mois d'août et leur prochaine réunion de courant pour avoir ensemble une explication franche et moyennement cordiale.

### Le cas Chevènement

C'est au même moment, dans sa bonne ville de Belfort, que M. Jean-Pierre Chevènement devrait annoncer qu'il sera candidat à la candidature, face à M. Rocard, si M. Mitterrand ne se

représente pas. Le recul de M. Rocard fait mécaniquement progresser M. Chevènement qui a tout lieu d'être satisfait : M. Jospin, renonçant au système « un coup à droite, un coup à gauche », s'est abstenu de toute critique à son encontre et lui a adressé quelques compliments.

L'ancien ministre de l'Industrie a reçu en outre, en dépit d'un « coup de patte » isolé de la part de M. Bérégovoy (le Monde daté 5-6 juillet), un renfort inattendu de M. Jacques Delors, qui lui avait pourtant servi de tête de turc pour son action Rue de Rivoli pendant les premières années du septennat. M. Delors reconnaît aujourd'hui la pertinence, sinon des analyses, en tout cas des questions que pose M. Chevènement sur l'Europe.

Le troisième élément dominant du comité directeur, la définition du rôle du président de la République, est aussi en partie une réponse des mitterrandistes aux rocardiens. Les socialistes ne souhaitent pas qu'on en revienne sur ce plan à la situation qui prévalait avant la cohabitation et, surtout, dans leur esprit, avant 1981. Mais ils n'acceptent pas non plus la notion d'un président « arbitre »,

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Jospin : un seul



## Politique

### redressement international du pays

M. Barre pourrait lui aussi renvoyer le RPR à l'appel de Cochin lancé en décembre 1978 par M. Chirac pour déplorer l'abaissement de la France.

En se posant en champion du rassemblement des Français, M. Barre veut aussi, bien sûr, couper l'herbe sous le pied à M. Le Pen, qui n'aura plus le monopole de la lutte verbale contre la « décadence ». Pour lui aussi, il s'agit de récupérer les suffrages de ceux de Français qui rêvent d'une France restaurée dans son prestige international d'antan.

Coincidence : M. Barre, qui paraissait en perte de vitesse, a en croisé les dernières enquêtes d'opinion, reprend l'initiative sur un terrain où les socialistes éprouvent, pour leur

part, des difficultés avec M. Michel Rocard. L'avertissement lancé à celui-ci par M. Lionel Jospin, devant le comité directeur du PS, vise, en effet, à empêcher l'ancien ministre de l'Agriculture de se situer par rapport à M. Mitterrand de la même façon, au fond, que M. Barre, c'est-à-dire en opposant à l'image d'un président arbitre, imposée par la « cohabitation », celle d'un futur président renouveau.

Quant au principal intéressé, M. Mitterrand, il continue d'observer ces évolutions avec le sourire du Sphinx. Un sourire sans doute très intéressé, à défaut de grand « dessein », par la « petite » élection cantonale de Landersheim, qui a vu la victoire inattendue du candidat socialiste.

ALAIN ROLLAT.

### qui était le nôtre

sur ces pays et qu'il considérera de la « redépense ». Mais n'oublions pas qu'à toutes les raisons historiques, effectives et politiques de privilégier cette zone, s'ajoute l'argument majeur que l'Afrique, et notamment au sud du Sahara, est le continent le plus pauvre. Dès lors que nos meilleurs amis sont aussi les plus pauvres, comment ne seraient-ils pas les premiers à recevoir notre aide ? La grande famille africaine compte sur la France. Elle ne doit pas être déçue.

Ensuite et « bien évidemment » au service de la paix. Cette recherche de la paix impose, pour M. Barre, trois objectifs. Un objectif de justice : « Les scénarios sourient, au nom peut-être de la Realpolitik, mais la Realpolitik a ses limites. Pour devoir parfois s'y plier, la France sait aussi s'y soustraire. Et les injustices nous savent bien aujourd'hui où elles sont. Il est injuste que l'Afghanistan soit occupé par l'Union soviétique, injuste que le Cambodge soit sous le fer de la Vietnam, injuste que le Tchad soit agité par la Libye, injuste que les Noirs d'Afrique du Sud soient encore soumis à l'apartheid, injuste que l'absence de règlement du conflit libano-Israélien de tout son poids sur le sort du malheureux peuple palestinien, injuste que le Liban soit en permanence son champ clos où s'affrontent des ambitions extérieures. Corriger ces injustices ne peut être le seul fait de la France. Mais son devoir est de ramener sans cesse l'attention de la communauté internationale sur ces foyers d'injustice. »

Troisième et dernier objectif : celui de la sécurité. M. Barre met en

cause le président de la République : « Beaucoup dépendent de la capacité que les États-Unis et l'Union soviétique manifesteront à trouver les voies d'un accord. Mais tout ne dépend pas et ne doit pas dépendre d'eux seuls. Reykjavik nous a montré, s'il faut le dire, l'absence de l'Europe. La tâche de la France est de contribuer à transformer cette absence en présence pour qu'on ne vote plus, comme aujourd'hui, les Européens tirés à hue et à dia, pour qu'ils définissent

ensemble leurs propres intérêts, pour qu'ils les défendent ensemble et pour que, dans les négociations sur la réduction des armements, les équilibres indispensables à leur sécurité soient respectés. Aujourd'hui, l'on peut craindre qu'ils ne le soient pas aussi bien qu'ils le devraient l'être, et je doute que, ces derniers temps, le président de la République qui a la charge des intérêts supérieurs de la nation, ait été toujours bien inspiré en prenant les positions qu'il a prises... »

### Le rôle de « M. Propre »

L'aurait certainement se souvenir de ce discours de M. Barre à La Rochelle. Un discours qui, tant par son fond que par sa forme, concorde pratiquement toutes les données de la prochaine campagne de l'ancien premier ministre. M. Barre est prêt. On a vu rebrousser samedi les affiches de « Barre confiance ». On tient manifestement à ce que cela se sache, ne serait-ce que pour décourager ceux qui seraient tentés de privilégier les échanges.

La discours de l'ancien premier ministre portait officiellement sur « le rôle de la France dans le monde ». Un discours pédagogique, dense, nourri de guillemets, destiné à lutter contre la « décadence » ambiante et que l'on peut résumer par cette triple formule : une France moderne, une Europe forte, un monde solidaire. Mais ce discours de La Rochelle laisse aussi percevoir entre les lignes quelle place M. Barre compte s'adjuger sur le terrain de la campagne présidentielle. « Notre combat, a-t-il prévenu, devra être digne des enjeux

pour la France. Nous aurons à dépasser les broutilles de l'équivoque que l'on voit s'amonceler grâce aux complaisances suscitées par les petits calculs des uns et des autres. » Cela ne surprendra personne : M. Barre compte donc attribuer le rôle de « Monsieur Propre », de grand inquisiteur de la « cohabitation ». Après avoir mis ces derniers mois quelques bâtons sur cette partition, le député du Rhône a repris de plus belle ses attaques contre les mauvais acteurs de cet intermède institutionnel. Avec d'autant plus d'entrain qu'il constate avec plaisir au travers des sondages que « les Français se rendent compte chaque jour que cette situation n'est pas le fruit du respect des plus hautes exigences démocratiques ».

Mais surtout M. Barre cherche à disputer aujourd'hui à M. Mitterrand sa tunique de rassembleur. Ce discours de La Rochelle marque aussi de ce point de vue une gradation dans l'attaque contre le chef de l'Etat. Le député du Rhône est passé samedi du terrain économique et social à celui, jusqu'à présent dépeigné et sur lequel, coalition obligée, M. Chirac pourra difficilement le suivre, — de la politique étrangère. Tour à tour, on a entendu M. Barre ironiser sur le vent de Cancun, mettre en cause la fausse politique de solidarité internationale préconisée par les socialistes et suspecter M. Mitterrand de légèreté face à MM. Reagan et Gorbachev.

De toute évidence, M. Barre cherche à pousser le chef de l'Etat à descendre prématurément sur le champ de bataille électoral — avec l'espoir de pousser en même temps M. Chirac à la faute. Une stratégie qui n'est pas sans risques. Condamner M. Chirac, c'est prendre celui de rompre le code de bonne conduite. S'attaquer à M. Mitterrand, au faite des sondages, est prendre celui de contraindre une politique d'ouverture à gauche. Bref, M. Barre paraît de plus en plus ne se donner que cet unique choix : ça passe ou ça casse !

DANIEL CARTON.

### socialiste

nous fait non un président-arbitre mais un président actif, capable de libérer les forces neuves d'inspiration et de créativité qui existent déjà maintenant (...). Nous ne gagnerons rien, malgré certaines apparences actuelles, ces (...) élections présidentielles en disant simplement « on continue », mais en proposant au pays le contrat indispensable équilibrant la nécessité de l'effort et l'exigence de la solidarité. »

A-t-il été convaincu par les uns ou par les autres ? M. Lang, en tous les cas, a bien reçu le message. Il monte à la tribune pour expliquer qu'il n'a pas voulu reléguer le président dans le rôle d'un « président-soliveau ».

mais opposer un homme de rassemblement à des hommes d'affrontement. De toute façon, il pense que seul un président de gauche peut incarner la notion de rassemblement. A en croire certains des auditeurs de M. Lang, le rétablissement est un peu acrobatique. Mais qu'importe ! Il fait chaud, il est encore assez tôt pour profiter de cette fin d'après-midi radieuse, et l'on ne se retrouvera pas avant le mois de septembre dans ce sous-sol déprimant. Seuls les membres de l'ex-CERES ont prévu de passer le dimanche à l'ombre, pour réunir un « collectif ». Vivent les vacances !

J.-L. A.

### M. Jospin : un seul candidat pour le PS

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, tire un bilan critique de l'action du gouvernement et souligne les divisions de la droite, avant de rappeler, à propos du PS, que la motion adoptée au congrès de Lille du mois d'avril « apporte des réponses à un certain nombre de questions importantes » et que les socialistes doivent donc considérer que ces questions sont « derrière eux ». Ainsi rappelle-t-il que « TF 1 redeviendra une chaîne publique » si le PS revient au gouvernement et que la motion apporte des réponses « équilibrées et prudentes » sur les privatisations. « Ce qui ne peut pas être entendu sans surprise, continue-t-il à ce propos sans citer nommément M. Rocard, c'est l'idée (...) que le Parti socialiste revienne au pouvoir pour envisager de poursuivre les privatisations décidées par la droite, y compris si cela était sous d'autres modalités. Je pense qu'il s'agit d'une erreur de langage, car s'il ne s'agissait pas de cela, il faudrait vraiment en parler. »

M. Jospin lance également une mise en garde sur l'expression des socialistes à propos de la stratégie de leur parti (c'est M. Lang qui est visé), tout en se défendant de vouloir « uniformiser l'expression du parti ». Chacun doit s'exprimer avec « son talent propre » — ce qui « permettra au parti d'être en bonne

position pour l'élection présidentielle », — mais le faire « de façon unifiée ».

M. Jospin revient — toujours sans le nommer — aux problèmes posés par l'attitude de M. Rocard en évoquant l'élection présidentielle : « Nous n'avons pas de candidat du PS parce qu'en ces matières, dans notre philosophie politique, dans notre famille politique, l'autoproclamation ne vaut pas (...). Le moment venu, il y aura un candidat et ce sera le PS soutenu par le PS. »

Quant à « la campagne d'affiches commerciales (...) massive » évoquée par M. Rocard pour l'automne, M. Jospin souligne : « Aucune décision de ce type ne peut intervenir sans la décision formelle du PS. »

M. Jospin réaffirme que l'élection présidentielle se prépare autour du « couple présidentiel » de la République-PS et évoque la notion d'un président « arbitre » ou « au-dessus de la mêlée » avancée par M. Lang (qu'il n'a pas nommé) pour juger qu'il n'est pas de l'intérêt des socialistes de « sembler minorer le rôle du président de la République dans la vie politique française ».

M. Jospin remarque que des thèses proches sont simultanément développées par la droite et refusées

l'idée que « le président de la République ne sert à rien » ou qu'il « serait accepté par l'opinion parce que, d'une certaine façon, il aurait oublié son socialisme en route ». « En matière de socialisme, dit-il, le président (...) est conduit, dans la période actuelle, à s'exprimer avec un certain sens de la finesse. » M. Jospin croit avoir entendu, « sur le terrain de la justice sociale, sur le terrain de la cohésion, sur le terrain des valeurs, sur le terrain des droits de l'homme (...) le président s'inscrire clairement dans la philosophie politique qui est la nôtre. »

Le premier secrétaire illustre les pouvoirs du président en rappelant les évolutions du gouvernement, notamment en matière militaire et diplomatique. Ces évolutions, souligne-t-il, sont peut-être dues à l'action de M. Mitterrand. « Peut-être faudrait-il, continue-t-il, le définir plus comme un garant que comme un arbitre. Mais il est (...) surtout un acteur de la vie politique française au moment où un candidat se présente à l'élection présidentielle. Une fois qu'il est élu, il fixe les grandes orientations politiques pour le septennat (...). Ce n'est pas là la fonction ou le rôle d'un arbitre. Il est, par son élection même (...), à l'origine d'une majorité. »

## PROMOTION JUSQU'AU 31 AOUT 87

### Equipez votre bureau en

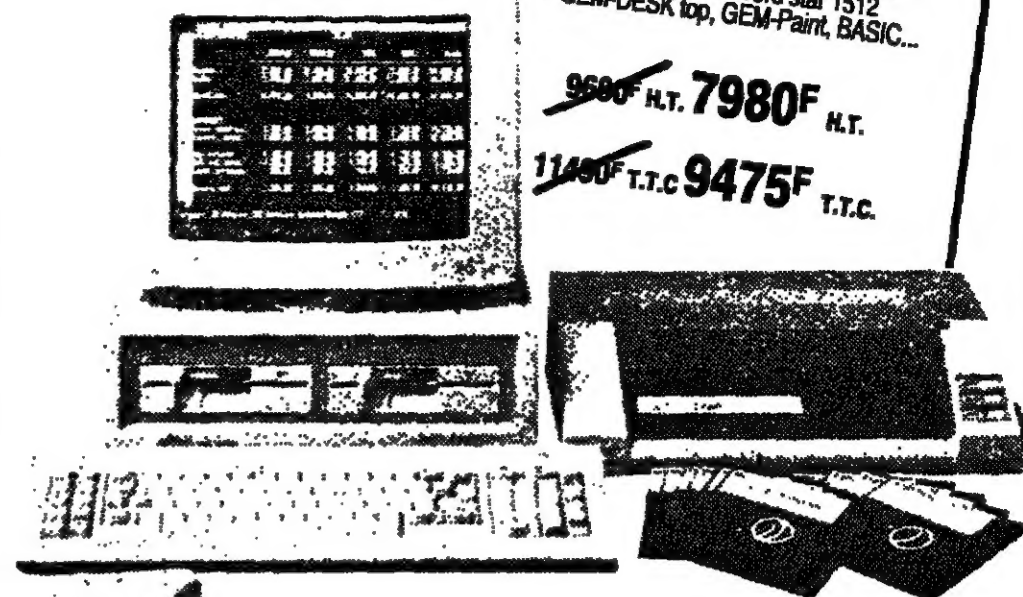
# AMSTRAD

Profitez d'un rabais de 2015F sur l'offre spéciale

### OFFRE SPÉCIALE

L'ORDINATEUR COMPATIBLE AMSTRAD  
PC1512-512 Ko - double disquette  
Moniteur graphique monochrome  
L'IMPRIMANTE GRAPHIQUE AMSTRAD  
LES LOGICIELS PROFESSIONNELS  
super Calc 3 et Word star 1512  
+ GEM-DESK top, GEM-PAINT, BASIC...

9680F N.T. 7980F N.T.  
11490F T.T.C. 9475F T.T.C.



### Une gamme PC 1512 qui utilise tous les logiciels compatibles PC à partir de

Avec 512 K de mémoire centrale, le micro processeur 16 bits 8086 ultra-rapide (8 Mhz) le sort et les systèmes d'exploitation MS-DOS, Dos plus et GEM en standard le PC 1512 est vraiment le roi des compatibles PC.

PC 1512 SD 1 lecteur de disquette	Monochrome 4 997F HT - 5 920F TTC
PC 1512 DD 2 lecteurs de disquette	Monochrome 6 290F HT - 7 459F TTC Couleur 8 190F HT - 9 713F TTC
PC 1512 HD 20 1 disque dur 20 mégas plus 1 lecteur de disquette	Monochrome 9 990F HT - 11 840F TTC Couleur 11 890F HT - 14 100F TTC

### La gamme PCW ordinateur de traitement de texte pour écrire, calculer, programmer

Plus de 20 000 utilisateurs en France, une machine réellement professionnelle avec des logiciels simples et puissants. Livré avec l'ordinateur, son imprimante, son moniteur, le Basic, le CP/M et un programme de traitement de texte.

PCW 8256 256 Ko 1 lecteur, moniteur monochrome, clavier amélioré, logiciel traitement de texte	3 997F HT - 4 740F TTC
PCW 8512 512 Ko 2 lecteurs, moniteur monochrome, clavier amélioré, logiciel de traitement de texte	4 997F HT - 5 920F TTC

### Réseau : Possibilité de création d'un réseau local pour entreprise jusqu'à 16 ordinateurs (MEMSOFT).

Sopabri département bureautique 416, rue Saint-Honoré - 75008 PARIS  
Tél. : (1) 42.61.82.03 - Télex : 212 185 CINTEL.

Si vous le souhaitez, vous pouvez passer votre commande directement par l'intermédiaire du bon ci-dessous. Vous recevez par retour une confirmation avec un numéro d'ordre et date de livraison.  
Livraison gratuite dans toute la France métropolitaine.  
Assistance gratuite par téléphone avant et après l'achat.

### ESSAIS GRATUIT 8 JOURS

N'hésitez pas, Sopabri vous garantit le remboursement intégral si vous retournez le colis dans les 8 jours en bon état et dans l'emballage d'origine.

### MATÉRIEL GARANTI 1 AN SAV DANS TOUTE LA FRANCE

#### BON de COMMANDE

Designation	Prix	Raison sociale :	
OFFRE SPECIALE Cochin	9475F TTC □	Nom :	Prénom :
Autres ordinateurs indiquer la référence du modèle		Adresse :	
		Ville :	Code Postal :
		Pays :	Téléphone :
		Date :	Signature :

Règlement comptant ☐ Carte bleu et facilités de règlement nous consulter

مكتبة الامم المتحدة



## Politique

L'élection municipale de la sous-préfecture des Alpes-Maritimes

### La liste du maire sortant de Grasse (UDF), allié au FN, est en tête du ballottage

#### GRASSE

De notre correspondant régional  
La liste d'action communale et d'union nationale conduite par M. Hervé de Fontmichel, maire sortant (UDF-Rad), conseiller général de Grasse-Sud, conseiller régional, est arrivée en tête, le dimanche 5 juillet, du premier tour de scrutin des élections municipales partielles de Grasse (Alpes-Maritimes). M. de Fontmichel avait fait place sur sa liste à six représentants du Front national (le Monde du 3 juillet).

Sur 13 196 suffrages exprimés, cette liste a obtenu 35,24 % des voix contre 25,19 % à la liste Rassemblement pour l'avenir de Grasse dirigée par M. Henri Richelme, premier adjoint sortant (divers droite), conseiller général de Grasse-Nord, 24,70 % à la liste communiste, 9,90 % à la liste socialiste et 4,97 % à une autre liste divers droite. Il y a ballottage. Ces élections avaient été provoquées par la démission, le 9 juin, de M. de Fontmichel et de dix-huit de ses colistiers à la suite

d'une crise de plusieurs mois au sein du conseil municipal opposant le maire de Grasse et ses fidèles à son premier adjoint et à onze autres élus de droite.

Le scrutin a été caractérisé par un très fort taux d'abstention (40,95 % au lieu de 18,95 % en mars 1983) que la période des vacances rendait, en partie, prévisible. Les listes conduites par le maire et le premier adjoint sortants de Grasse - comportant, l'une et l'autre, des membres de l'UDF et du RPR - recueillent, ensemble, plus de 60 % des suffrages exprimés. En raison de l'alliance de M. de Fontmichel avec le Front national, l'UDF et le RPR ne lui avaient par apporté leur soutien. Aux élections législatives de mars 1986 le Front national avait obtenu, à Grasse, 21,43 % des suffrages exprimés. « Cette énergie de toutes les forces nationales est exemplaire », avait déclaré M. de Fontmichel. « Les élus-majors parisiens feraient bien de s'en inspirer lors des prochains scrutins. »

Les considérations d'ordre local interfèrent, en fait, largement dans les résultats obtenus par sa liste et ne permettent pas de tirer un enseignement politique clair. Sans être effarouché par l'initiative de M. de Fontmichel, l'électorat de droite ne l'a pas, non plus, massivement approuvé. M. Richelme a estimé, pour sa part, que le maire sortant de Grasse était, désormais, « prisonnier » du Front national.

La gauche, elle, perd plus de quatre points par rapport à 1983. Lors


du dernier scrutin elle se présentait, il est vrai, unie, après avoir dirigé les affaires de la ville pendant six ans. Le Parti communiste remporte aisément la primauté qu'il disputait avec le Parti socialiste grâce à la personnalité de M. Georges Vassallo, ancien maire de Grasse. Bien qu'il ait fait taire ses querelles et se soit donné un nouveau leader le PS enregistre une grave déconvenue. Aux législatives de 1986 il avait recueilli 21,89 % des suffrages exprimés. Les deux partis ont annoncé qu'ils constitueraient une liste commune au second tour.

A droite, la lutte fratricide que se sont livrée MM. de Fontmichel et Richelme au premier tour laissera probablement des traces. Le premier adjoint sortant devait faire savoir, lundi 6 juillet, s'il se retirait purement et simplement ou s'il maintenait sa liste comme il l'avait indiqué, au cas où il n'y aurait pas de danger de gauchisme.

GUY PORTE.

Les résultats : inscrits : 22 790 ; votants : 13 456 ; suffr. expr. : 13 196. Ont obtenu : Liste de Fontmichel (UDF-Rad) : 4 631 ; liste Richelme (div. d.) : 3 324 ; liste Vassallo (PC) : 3 260 ; liste Guérin (PS) : 1 306 ; liste Goby (div. d.) : 655.

Après le premier tour de scrutin, le 6 mars 1983, les résultats avaient été les suivants : inscrits : 22 770 ; votants : 18 455 ; suffr. expr. : 18 131 ; liste de Fontmichel (UDF-Rad) : 9 230 ; liste Vassallo (div. gauche) : 7 027 ; liste Guérin (div. d.) : 1 180 ; liste Deberdt (soc. diss.) : 694.



### EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness - San Francisco, Ca 94109

**MBA** Master of Business Administration  
Programme de 12 à 18 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

**3° CYCLE** Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P....

Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

**2° CYCLE** Intensif : Cours spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America  
3 Imp. Royer Collard (M. Luxembourg), 75005 Paris - (1) 46 34 66 06

Communiqué par European University of America - San Francisco - California

La session extraordinaire du Parlement

### La réforme de la fonction publique territoriale définitivement approuvée

L'Assemblée nationale a approuvé, le vendredi 3 juillet, le texte, mis en point par la commission mixte paritaire (députés et sénateurs), du projet sur la fonction publique territoriale. Le Sénat, le 30 juin, avait déjà donné son accord à la même version. Le texte de M. Yves Galland, ministre délégué à la fonction publique, est donc définitivement approuvé par le Parlement. Dans les deux Chambres, les élus socialistes et communistes ont jusqu'au bout manifesté leur opposition.

Le travail de la CMP a surtout consisté en une harmonisation de formulations. Mais, sur deux points, les deux Chambres étaient en désaccord profond. Le Sénat avait prévu que les agents déchargés ou privés d'emploi, par la suppression de leur poste, ne seraient licenciés de la fonction publique territoriale qu'après le refus de trois nouvelles offres d'emploi. L'Assemblée avait voulu être beaucoup plus sévère, mais c'est finalement la solution des sénateurs qui a été retenue.

La deuxième divergence importante portait sur le taux de cotisation des collectivités locales au centre de gestion de leur personnel. Le Sénat avait voulu le limiter à 0,75 %

de la masse salariale. L'Assemblée avait craint que cela ne soit insuffisant, peu convaincu, de même que certains sénateurs, par les projections financières établies par les services de M. Galland. La CMP a donc décidé de distinguer entre les missions facultatives de ces centres, pour lesquelles ils demanderont une rémunération spéciale, et les missions obligatoires pour lesquelles le taux maximum de cotisation sera fixé par la loi. Au palais du Luxembourg, comme au Palais Bourbon, M. Galland a sèchement contesté cette décision des parlementaires, mais il n'a pas cherché à les faire changer d'avis.

Le ministre délégué n'a pas non plus apprécié que députés et sénateurs imposent la transmission des tableaux d'avancement des fonctionnaires de catégories A et B aux centres de gestion concernés, afin de faciliter leur mobilité. Selon lui, cela ne fera qu'alourdir la procédure, alors qu'il estime que la « mobilité » est une affaire d'état d'esprit et non de textes.

Pour le reste, la CMP a décidé que la présidence des conseils de discipline serait assurée par un magistrat de l'ordre judiciaire et non de l'ordre administratif, comme le sou-

haitait le Sénat. C'est aussi la version de l'Assemblée nationale, qui a été retenue en décidant que le nombre de postes mis au concours correspondrait à 120 % des places ouvertes (et non 130 %), afin de limiter le nombre des « refus-collés » ; il ne pourra être mis fin aux fonctions de titulaire d'un « emploi fonctionnel » (poste de haute direction) que dans les six mois de son embauche ou dans les six mois suivants le renouvellement du conseil municipal, départemental ou régional l'employant.

Le Sénat a imposé sa volonté sur trois autres points : toutes les confédérations ou fédérations syndicales représentatives au plan national, et qui participent aux élections pour la composition des commissions administratives paritaires, auront un siège au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ; les parlementaires ne retrouveront pas le droit d'avoir des fonctionnaires détachés auprès d'eux ; enfin, dans le chapitre sur la police municipale, la disposition, introduite au Palais Bourbon, grâce à l'alliance de la gauche et du Front national, obligeant « les gardes municipaux à être dotés d'une carte professionnelle » a été supprimée.

### Deux cantonales

**FINISTÈRE** : canton de Landerneau (2<sup>e</sup> tour).  
Inscr. : 16 197 ; vot. : 7 826 ; suffr. expr. : 7 631. MM. Jean-Pierre Thomlin (PS), cons. mun. de Landerneau, 4 113 voix, ÉLU ; Paul Jarry, RPR, m. de Landerneau, 3 518.

[La majorité a perdu, au profit du PS, le siège de conseiller général que Théophile Le Borgne (div. d.), décédé le 23 mai dernier, détenait depuis 1964. Son successeur à la mairie, M. Paul Jarry (RPR) n'a pas réussi à s'imposer dans ce canton, où au total, la droite avait obtenu 51,58 % des voix en mars 1986 et où elle était encore majoritaire au premier tour de ce scrutin. En effet, dimanche 28 juin, M. Jarry avait recueilli 27,93 % des suffrages exprimés tandis que M. Yves Lezec (UDF-CDS) en avait eu 22,31 %. Malgré une participation plus forte au second tour (48,31 % contre 46,63 %), et 222 électeurs supplémentaires, M. Jarry qui a eu des contacts entre les deux tours avec le Front national n'a pu obtenir le score du premier tour de 1 448 suffrages alors que le représentant du CDS en avait eu 1 654 au premier tour, et celui du Front national 465. A l'évidence, des suffrages de l'UDF ont manqué à M. Jarry notamment à La Forêt-Landerneau, commune dont le maire est M. Lezec et où M. Thomlin est arrivé en tête au second tour.]

Le candidat socialiste a bénéficié d'un bon report des voix communistes, bien que la section locale du PCF ait déclaré qu'il lui était « impossible » de choisir au second tour. Toutefois les rénovateurs avaient appelé à voter pour M. Thomlin. Ce dernier, né le 28 février 1949, attaché communal à la mairie de Brest après avoir été enseignant pendant six ans, est de sensibilité rockériste.

En mars 1982, Théophile Le Borgne avait été réélu au second tour, avec 6 794 voix contre 4 284 à M. Thomlin sur 10 998 suffrages exprimés. 11 187 votants et 15 587 inscrits.]

**VENDEE** : canton de Montaigu (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr. : 15 784 ; vot. : 10 018 ; suffr. expr. : 9 765. MM. Philippe de Villiers (UDF-PR), dép. anc. sec. d'Etat, 5 727 voix, ÉLU ; Michel Leboeuf (RPR), m. de Treize-Septiers, 2 833 ; Marc Blanollet (PS), 928 ; Marc Bochet (FN), 155 ; Jean-Luc Migné (PCF), 62 ; Bernard Mougé (POE), 60.

[M. Philippe de Villiers, qui a renoncé à ses fonctions de secrétaire d'Etat à la culture et à la communication pour entrer à l'Assemblée nationale, succède à l'Assemblée départementale à Vincent Anquer (RPR), ancien ministre, décédé le 1<sup>er</sup> juin, à l'Assemblée départementale. Il l'emporte au premier tour avec 58,64 % des voix et devance sans difficulté M. Leboeuf, secrétaire de circonscription RPR, qui se présentait sans étiquette. Les instances nationales de l'UDF et du RPR avaient décidé de soutenir M. de Villiers au nom de l'union de la majorité.]

Dans ce canton traditionnellement conservateur, où la liste RPR-UDF avait obtenu 68,30 % aux législatives de mars 1986, la gauche est en recul. Le recul est particulièrement net pour le PS, qui recueille 9,59 % des voix contre 27,45 % en 1982.

En mars 1982, Vincent Anquer avait été réélu au premier tour avec 7 492 voix, contre 2 931 à M. Dominique Dubois (PS) et 251 à M. François Terrien (PCF) sur 10 674 suffrages exprimés, 11 122 votants et 14 626 inscrits.]

en 1987  
La France Fluviale  
est coupée  
de l'Europe

En 1992  
sera réalisé  
le marché  
unique  
européen

Pour être à ce rendez-vous  
il faut pour

**LA FRANCE**  
une vraie  
politique fluviale

- L'achèvement de nos grandes voies naturelles
- L'engagement de nos liaisons avec le réseau européen.

Comité de liaison pour la  
promotion de la voie d'eau  
8, rue Saint-Florentin - 75001 PARIS



Plus vite,  
moins cher!

## VENTE A DES PRIX EXCEPTIONNELS

des derniers modèles 1987 en stock

- 205 GTI 130 CV (GRIS FUTURA, GRIS GRAPHITE NOIR)
- 205 XR 1124 cm<sup>3</sup>, 4 vitesses (BLANC, BLEU MING, GRIS GRAPHITE, ROUGE MÉTAL)
- 205 XT (BLANC, GRIS WINCHESTER, GRIS GRAPHITE)
- 205 SR (GRIS FUTURA, BLEU TOPAZE, GRIS WINCHESTER)
- 309 XL Profil (GRIS FUTURA, BLANC NEIGE)
- 309 GTI (GRIS FUTURA, BLANC, ROUGE, GRIS GRAPHITE)
- 309 diesel, 5 portes (BLANC, GRIS WINCHESTER, BLEU TOPAZE)
- 309 Chorus (BLANC)

**PEUGEOT**  
**NEUBAUER**

c'est la garantie du prix et du service!

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34



action publique  
ement approuvée

La justice a récemment dénoncé les attaques injustifiées de l'opinion et de la presse. Le Monde du 23 juin dont la justice est l'objet.

L'opinion, apprécie-t-elle, elle dont les inévitables, les inévitables sont aussi ignorés. Peu suspect de dissidence, l'Institut national de la consommation vient en effet de publier, dans son mensuel 50 millions de consommateurs, un sondage IPSOS sur la justice. C'est peu dire qu'il traduit un divorce entre l'opinion et l'institution dont M. Alain Chalon, à la charge : 91 % des sondés jugent la justice trop compliquée, 80 % trop lente, 84 % trop aléatoire et 80 % trop chère. Et encore, 56 % des personnes interrogées reconnaissent avoir peur de la justice de leur pays.

Qu'importe. Si les justiciables sont mécontents, c'est sans doute qu'ils sont mal informés. Par la presse, évidemment. « Une presse au pouvoir quasi-totalitaire (...), le seul pouvoir qui s'exerce sans contrôle », selon M. Chalon, pour qui « les médias sont le plus grand péril pour la justice, pour son indépendance ». Excessif, le propos surprend. La justice devrait donc, par-dessus tout, se méfier de la presse. Au vu de trois événements récents, on peut se demander si elle ne devrait pas d'abord se méfier d'elle-même. Trois cas à priori sans rapport : histoires de jeux, de passeport et de bijoux où se lient des renoncements et, même, des soupçons dont la magistrature n'a pas lieu d'être fière.

Un citoyen français, M. Jean-Dominique Fraton, fuit depuis 1980 la justice de son pays. Ancien président-directeur général

A propos de jeux, de bijoux et de passeport  
La justice et le soupçon

du casino Ruhl de Nice, il a été condamné par défaut à deux reprises, en 1983 et en 1985, à deux ans de prison et à une amende de 360 millions de francs, puis à deux fois cinq ans de prison et à une nouvelle amende de 48,5 millions. On le savait en Suisse à la fin du dernier des entretiens — mais il faut attendre le 21 mai 1987 son arrestation, presque fortuite, par la police helvétique pour que s'achève une demande française d'extradition.

Entre-temps, le casino Ruhl, fermé depuis plus de cinq ans, avait ouvert ses portes le 3 avril sur décision du ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua.

Annoncé du secret-défense

M. Fraton est interpellé en étonnante compagnie : deux ressortissants italiens, dont un ancien directeur de casino impliqué dans le recyclage de capitaux d'origine frauduleuse — la police transalpine dit, plus simplement, mafieuse — et un Français, qui n'est autre que l'un des acteurs responsables de la société exploitant le casino Ruhl. Tous participaient, selon les policiers, à une « réunion de travail » sur les casinos. Il y avait là d'abondantes raisons pour souhaiter vivement interroger M. Fraton sur son rôle dans le monde, rien moins que transparent, des jeux et sur ses liens avec l'actuelle équipe du casino Ruhl. La chancellerie assure avoir fait tout son possible. Le résultat est là : de Lugano à Saint-Domingue, puis de Caracas à Rio-de-Janeiro, la trace de M. Fraton s'est perdue. Il y a quelques jours, au Paraguay...

C'est aussi à Rio qu'un autre citoyen français, M. Yves Chailier, a fui, durant plus de six mois en 1986, la justice de son pays. Autre coïncidence — évidemment fortuite — ceux qui le protégeaient au Brésil avaient aussi, à voir avec le milieu des jeux. Lui, cependant, s'est livré. Avec, pour dédommager, un faux passeport d'identité, durant sa cavale, par la DST, service de police officiel auquel il n'a jamais appartenu, ni de près ni de loin. Impliqué dans un détournement de fonds publics embarrassant pour un ancien ministre socialiste, M. Chailier a donc été protégé et utilisé à des fins pernicieuses.

Il ne s'en cache d'ailleurs pas, livrant un luxe de détails sur les soins et les attentions que lui a prodigués un haut fonctionnaire policier, M. Jacques Delabois, proche du ministre de l'intérieur qui n'a son propos que des « opinions extrêmement favorables ». La faute n'est pourtant pas bérigère : sur ordre, la police a tout simplement soustrait un délinquant à la justice. Or, loin de demander réparation, celle-ci décide au nom du « secret-défense », de ne pas aller y voir. De réquisitions du parquet en décision de la chambre d'accusation, le jugement s'enrichit. Pas importe que le « secret-défense » couvre une injustice. Il suffit qu'il soit invoqué par l'autorité politique pour être légal et légitime, en retour, ce qu'il cache. Un ministre a ainsi le droit d'exonérer son administration de tout contrôle, fut-elle composée, en l'occurrence, d'officiers de police judiciaire.

Ce n'est certes pas la première fois, ni la dernière, que la justice se dérobe ainsi, impuissante ou soumise. En revanche, le troisième fait est plus inédit. C'en est un, pour un montant avoisinant 6 millions de francs, de la joaillerie Chaumet, dont les propriétaires sont aujourd'hui inculpés et incarcérés, le garde des sceaux est victime d'un malencontreux heurt. Il ne pouvait prévoir que ses intérêts privés croqueraient ainsi ses obligations publiques. Mais, aujourd'hui, sauf à ne pas avoir conscience de ce que symbolise sa charge, il ne saurait ignorer le dilemme que lui impose la déroute des Chaumet.

Que la justice soit rigoureuse ou complaisante à leur égard, l'opinion — sans doute mal informée... — ne pourra s'empêcher de soupçonner un douteux mélange des genres. Surtout après que la justice et les pouvoirs publics en général se sont montrés si lents à la dénoncer, ignorant la débâcle des célèbres joailliers jusqu'à les aider à obtenir, ces derniers mois, de nouveaux prêts bancaires. Surtout, enfin, si M. Chalon lui-même, ne peut éviter des déclarations contradictoires : il ne peut démentir affirmé, comme il l'a fait sur Europe 1 le 23 juin, n'avoir eu vent des difficultés de Chaumet qu'en « avril/mai », alors que les versements mensuels des sommes que lui devaient les joailliers s'étaient brutalement interrompus en... décembre.

Si la magistrature se sent mal aimée, s'étonnant que les Français n'aient pas confiance en elle, cela ne date pas d'aujourd'hui, comme l'explique M. Daniel Soulez, L'Europe dans un ouvrage récent, Les Juges dans la balance (Editions Ramsay), mais cela ne s'arrangera pas de s'être si la justice se décline d'elle-même, égarée entre les pieds de nez de M. Fraton, le camouflage d'un encombrant passeport et les déboires financiers de son ministre.

A Fresnes

Des timbres secs dans la cellule  
de Jean-Marc Rouillon

Une fouille inopinée effectuée au mois de juin dans la cellule de Jean-Marc Rouillon, chef d'Action directe, détenu depuis son arrestation le 21 février à la prison de Fresnes, a permis de découvrir plusieurs timbres secs permettant de contrebalancer des documents administratifs.

La nouvelle, révélée par le Point, a été confirmée par la chancellerie

qui précise que deux des timbres secs sont ceux de la médecine pénitentiaire, les trois autres étant des sceaux de l'administration pénitentiaire. Les timbres secs étaient dissimulés dans la couverture cartonnée d'un livre.

Quelques rares, des tentatives d'évasion opérées grâce à de faux documents administratifs sont régulièrement jugées par les tribunaux.

Après sa condamnation

Klaus Barbie : « C'est incroyable ! »

Quelques minutes après avoir appris le verdict rendu contre lui par la cour d'assises du Rhône, Klaus Barbie a simplement dit à ses trois avocats : « C'est incroyable ! », a révélé, le samedi 4 juillet, l'un de ses défenseurs, M<sup>re</sup> Nabil Soussa.

Cette scène, a précisé l'avocat algérien, s'est jouée au petit dépôt, situé à l'intérieur du palais de justice de Lyon, où l'on avait conduit Klaus Barbie au terme de la lecture du verdict. Klaus Barbie a prononcé cette phrase en levant les bras au ciel, l'air incrédule.

M. Simon Wiesenthal : un avertissement

De son côté, M. Simon Wiesenthal, directeur du Centre de documentation juive à Vienne, a déclaré, le samedi 4 juillet, que le verdict condamnant Klaus Barbie à la réclusion criminelle à perpétuité était « un avertissement pour les assassins de demain, qui sont peut-être déjà nés aujourd'hui ».

regime nazi qui a formé « ce type de fonctionnaires sans respect pour l'humanité ».

Faisant allusion à l'extradition de Klaus Barbie par la Bolivie, M. Wiesenthal a déclaré qu'il n'y a pas de lieu dans ce monde où des criminels pourraient se cacher et qu'on les trouve même quarante ou cinquante ans après qu'ils aient commis un crime, à des milliers de kilomètres du lieu du crime.

SCIENCES

Les recrutements sont à nouveau retardés au CNRS

Après les difficultés de l'année passée, le recrutement des personnels du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) pour 1987 va-t-il connaître de nouveaux bécotages, ou, du moins, un important retard ? Assurément oui, si l'on en croit des rumeurs circulant dans les milieux de la recherche, selon lesquelles certaines nominations au comité national du CNRS seraient actuellement retardées par les services du premier ministre ou par ceux du ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur.

L'affaire est d'autant plus gênante que le recrutement des chercheurs en 1986 a tourné à la farce, le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, M. Jacques Valade, ayant dû recourir aux artifices de la loi sur les diverses dispositions d'ordre social, discutée le 4 juin à l'Assemblée nationale, pour déboucher la situation dont il avait hérité (le Monde du 28 mai).

Après les difficultés de l'année passée, le recrutement des personnels du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) pour 1987 va-t-il connaître de nouveaux bécotages, ou, du moins, un important retard ? Assurément oui, si l'on en croit des rumeurs circulant dans les milieux de la recherche, selon lesquelles certaines nominations au comité national du CNRS seraient actuellement retardées par les services du premier ministre ou par ceux du ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Il n'en sera malheureusement rien affirmant les syndicats qui estiment que les juges d'admissibilité ne pourront pas se tenir avant la fin de l'été ce qui risque de poser un sérieux problème à ceux — une centaine — qui dépendent actuellement de l'éducation nationale ou d'autres corps de la fonction publique et attendent un détachement au CNRS. Si rien n'est fait, ces chercheurs risquent de disparaître. Aussi, la direction du CNRS se propose-t-elle pour remédier à la situation, de demander aux directeurs scientifiques de l'établissement de choisir une centaine de personnes que l'on détacherait pour trois mois. A charge ensuite pour le comité national de valider ces choix ou au contraire de les refuser et de recommencer la procédure.

J.-F. A.

(1) Pour 1987, près de 425 postes de chargés et de directeurs de recherche sont à pourvoir : 325 sur recrutement externe et 100 sur détachement. Aux dernières nouvelles, l'affichage des postes devrait avoir lieu dans une dizaine de jours. Le dépôt des dossiers de candidatures devrait être clos le 15 septembre.

Un colosse à Rhodes

Un énorme poing de pierre a été découvert sous cinquante-deux mètres d'eau devant Rhodes, une des îles grecques de la mer Egée. Le poing, auquel manquent le pouce et les deuxièmes et troisièmes phalanges des autres doigts, est long de 1,80 mètre, ce qui permet de penser que la statue devait avoir plus de vingt mètres de haut.

d'une bonne trentaine de mètres, la statue a été dressée à l'entrée du port de Rhodes, aux alentours de 280 avant Jésus-Christ. Elle s'est effondrée en 224 avant notre ère lors d'un violent tremblement de terre qui détruisit aussi la ville.

Le colosse de Rhodes était l'une des sept merveilles du monde dont la liste aurait été établie par Philon de Byzance au III<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ. Des sept merveilles du monde, seule la pyramide de Khéops subsiste de nos jours. On désigne, en effet, outre le colosse de Rhodes, la mausolée d'Halicarnasse, le phare d'Alexandrie, les jardins suspendus de Babylone, la statue de Zeus d'Olympie (faite par Phidias), le temple d'Artémis à Ephèse.

Le colosse de Rhodes, qui représentait le dieu soleil Hélios a été fait en bronze par le sculpteur Chariès de Lindos. Haute

Au tribunal de Paris

Un jeune sympathisant de l'ex-FLNC est condamné à cinq ans de prison

Le regard buté, Toussaint Giacometti écoute M. Jacques Duco, président de la quatorzième chambre correctionnelle de Paris : comme un gosse qui serait en train de se faire gronder. Va-t-il finir, ce magistrat, de lui demander pourquoi, le 15 mars, il a tiré une balle à balles dans une porte de la gendarmerie de Petreto-Bicchiasano, avant d'arrosé de chevrotines la façade d'une pharmacie ? « J'ai voulu riposter à la répression contre les nationalistes », rétorque ce jeune homme âgé de vingt ans, aux allures d'adolescent, qui, sans appartenir à l'ex-FLNC, en approuve les idées.

Le regard buté, Toussaint Giacometti écoute M. Jacques Duco, président de la quatorzième chambre correctionnelle de Paris : comme un gosse qui serait en train de se faire gronder. Va-t-il finir, ce magistrat, de lui demander pourquoi, le 15 mars, il a tiré une balle à balles dans une porte de la gendarmerie de Petreto-Bicchiasano, avant d'arrosé de chevrotines la façade d'une pharmacie ? « J'ai voulu riposter à la répression contre les nationalistes », rétorque ce jeune homme âgé de vingt ans, aux allures d'adolescent, qui, sans appartenir à l'ex-FLNC, en approuve les idées.

Le président n'est pas satisfait. Pourquoi une gendarmerie ? Avec son accent encoillé renforcé par l'agacement, Toussaint Giacometti lâche : « Parce que c'est un bâtiment de l'Etat, c'est les gendarmes ». Quant à la pharmacie, son propriétaire est un membre de la commission solidaire des victimes du terrorisme en Corse. C'est « un étranger », mais surtout, « il entraine la haine des nationalistes ».

M. Duco insiste : « Qu'est-ce qu'il faisait ? Expliquez-vous ! Vous risquez quand même dix ans ». D'un ton las, le jeune militant avoue : « Je ne suis pas très renseigné sur leur action ». Mais il en a entendu parler, c'est sûr. D'ailleurs, il savait que cette officine avait déjà été victime de plusieurs attentats. Et puis, en Corse, « trop de Français l'occupent de choses qui ne les regardent pas ». Le magistrat résume : « Si je vous suis bien, vous

En Corse

Un hôtelier de Porto-Vecchio est écroulé après le meurtre d'un jeune touriste danois

Un hôtelier de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud), M. Jean-Benoît Sés, quarante-trois ans, d'origine bordelaise, a été écroulé, le samedi 4 juillet, à Ajaccio, et inculpé d'homicide volontaire avec préméditation après le meurtre d'un étudiant danois, tué pendant la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juillet de deux décharges de chevrotines (le Monde du 4 juillet).

Le jeune homme, Christian Busdgaard, vingt-trois ans, habitant Copenhague et installé depuis quelques jours dans un camping de Porto-Vecchio, avait voulu avec un camarade « emprunter » des chaises à la terrasse d'un hôtel-restaurant, la Calèche d'or, vers 2 heures du matin.

Le gérant de l'hôtel est alors intervenu avec un fusil de chasse. Tandis que son camarade parvenait à s'enfuir, Christian Busdgaard devait être retrouvé mort, quelques minutes plus tard, étendu au sol, à la tête et à la tête.

L'affaire Chailier

Une lettre du bâtonnier Mario Stasi

Dans un article consacré le 7 janvier à l'affaire du « vrai faux » passeport d'Yves Chailier, il a été écrit par Georges Marion et Edwy Plenel : « A l'heure où les juges s'occupent de la défense en toutes circonstances et de quelle soit la chose jugée pour qu'il soit procédé de façon aussi intolérable au mariage entre l'avocat et son client, de la même façon qu'il soit au travers d'un avocat recherché un lien entre ses différents clients. Vous comprendrez avec

moi qu'une telle présentation est inadmissible. Elle tend en effet à faire accroire que l'avocat par sa seule présence serait le complice éventuel de son client, et conduit à considérer que certains inculpés ou prévenus devraient se voir refuser le libre choix de leur avocat ou devraient même être jugés sans défenseur... Nous veillons avec assez de rigueur à ce que tout manquement à la nécessaire indépendance de l'avocat à l'égard de son client soit dénoncé et sanctionné pour admettre que la seule présence d'un avocat plus qu'un autre auprès d'un justiciable quelconque puisse être retenue contre celui-ci.

Il va de soi, mais cela va encore mieux en le disant, que les magistrats prêtés à certaines personnes soupçonnées d'avoir aidé Yves Chailier, ne sauraient s'écrouler à leur démentir. Pour le Monde, il est donc clair que M. Derynser ne doit pas être considéré comme inculpé ou prévenu de la profession qu'il a choisie d'être à la fois l'avocat de M. Delabois, inculpé dans l'affaire du Carrefour de développement et, par ailleurs, celui de M. Fraton, ancien PDG du casino Ruhl.

A Bordeaux

Vingt-neuf avocats assignent leur bâtonnier au tribunal

BORDEAUX de notre correspondant

Vingt-neuf avocats bordelais, groupés au sein d'une Association des avocats de Bordeaux, viennent d'assigner en référé devant le tribunal de grande instance leur propre bâtonnier, M<sup>re</sup> Alfred Peyrolongue. L'audience est en principe fixée au 8 juillet 1987.

Les action des vingt-neuf avocats intervient en pleine affaire du « trésor de guerre des avocats ». L'un des deux rapports dont ils demandent la communication, celui du 12 mars 1987, contient des informations sur le compte séquestre de l'ancienne chambre des avocats de grande instance de la Gironde. Couvert en portefeuille après la dissolution de la chambre en 1972, ce compte a produit pendant douze ans 2 760 000 F d'intérêts.

Ces avocats ont choisi cette procédure inhabituelle pour demander la communication de deux rapports concernant la gestion de l'ordre, en date, l'un du 12 mars 1987, l'autre du 22 juin 1987. « Notre association, créée en février 1987, a un unique but : obtenir la transparence de l'ordre vis-à-vis de ses membres », indique M<sup>re</sup> Benoît Delfieux, président de l'association. Nous avons déjà demandé ces rapports au bâtonnier, le 27 mai, par lettre recommandée avec accusé de réception. En l'absence de réponse, nous

La chancellerie a ordonné un complément d'enquête pour connaître l'utilisation de ces produits financiers et leur bénéficiaire (le Monde du 20 mai). Ces précisions doivent être fournies par le bâtonnier et par l'ancien président de la chambre départementale des avocats dans la semaine du 6 au 10 juillet 1987.

GINETTE DE MATHA.

• Nominations de magistrats. — Un décret, paru au Journal officiel du 1<sup>er</sup> juillet, publie la nomination de M. Pierre Dubois de Prisque comme avocat général à la Cour de cassation. Sont nommés procureurs généraux : MM. Mario Moyat (Douai), Louis Mauche (Toulouse), Jean Vagne (Colmar), Jean Chausser-Laprade (Chambéry), Lucien Remplon (Limoges) et Jean-Pierre Monesté (Bastia).

LE MONDE  
diplomatique  
de juillet  
EST PARU

هكذا من الاجل











## TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

## Lendl, l'idole renversée

A vingt-sept ans, Ivan Lendl a-t-il laissé passer sa meilleure chance, sinon sa dernière chance, de gagner Wimbledon ? Battu l'an passé par l'Allemand de l'Ouest Boris Becker, alors âgé de dix-huit ans, il a été vaincu, dimanche 5 juillet, par un Australien de vingt-deux ans, Pat Cash. Dominé dans tous les compartiments du jeu, le numéro un mondial a offert la victoire en trois sets (7-6, 6-2, 7-5) au numéro onze, premier joueur des Antipodes à s'imposer sur le gazon du All England Club depuis John Newcombe en 1971.

Dans le tournoi féminin, l'expérience a prévalu sur la jeunesse. A trente ans, Martina Navratilova a remporté, samedi 4 juillet, son sixième titre consécutif et ses huitièmes championnats au total, établissant ainsi un nouveau record aux dépens de Steffi Graf, âgée de dix-huit ans, qui l'avait battue un mois auparavant à Roland-Garros.

WIMBLEDON  
de notre envoyé spécial

Pour son cent unième tournoi, le All England Club a touché à une de ses traditions en présentant d'abord le perdant au duc et à la duchesse de Kent, lors de la remise des prix. Ce bouleversement symbolique dans le protocole — toujours très rigide — des championnats n'est rien comparé à ce qu'a provoqué dimanche la victoire de Pat Cash.

Un chien dans un jeu de quilles, un éléphant dans un magasin de porcelaine, cet Australien ! Au lieu d'extérioriser tranquillement tout soit mis en place pour le cérémonial des récompenses, il a bondi dans la tribune des invités et a embrassé son amie norvégienne et son entourage, au grand dam des officiels.

Cette réaction d'un garçon fou de bonheur est révélatrice de la personnalité du joueur qui va recevoir la croix verte et violette de membre du club le plus fermé du monde. C'est une belle nature, crêpe, comme on le dit de trop vertes sentances.

En ce sens, Pat Cash rappelle un champion qui a légèrement choqué l'Angleterre avant lui : John McEnroe. Tout comme le New-Yorkais, il est d'origine irlandaise et il a un père avocat pour s'occuper de ses intérêts. Et comme lui, en 1983 et 1984, il a gagné les championnats en concédant seulement un set durant la quinzaine. Mais, alors que l'Américain avait le sentiment que le monde entier lui en voulait, l'Australien est, lui, délibérément provocateur. Pendant le tournoi, il a posé avec son amie norvégienne, tout entouré dans un filet de tennis. Il a aussi dit clairement tout le mal qu'il pensait du tennis féminin.

Bref, Cash joue à la ville le personnage du parfait macho, image reflétée sur les écrans par les films comme *Mad Max* ou *Crocodile Dundee*. Et à la scène, c'est-à-dire sur le court, il tient fort bien le rôle



L'un sourit, l'autre pas. Le gazon de Wimbledon a porté chance à l'Australien Pat Cash, il emporte la coupe. Le rêve de Lendl ne s'est pas concrétisé, il semble cachier son plaisir.

de champion. Son premier rôle aurait pu lui être dévolu plus tôt : à dix-neuf ans, il avait eu une belle victoire en demi-finale de l'Open des États-Unis contre... Ivan Lendl. Mais c'était en 1984. Il était alors dans les dix meilleurs joueurs du monde. Une blessure au dos devait le faire retomber à la quatre cent treizième place en juin 1986.

Mais, à peine recouvert de ses blessures, le guerrier est reparti au combat : quart de finaliste à Wimbledon, vainqueur de la Coupe Davis, finaliste des Internationaux d'Australie. A la fin de l'année dernière, il avait remporté trois cent quatre-vingt-neuf barreaux à l'échelle mondiale.

## Stratégie catastrophe

Cela ne suffisait pourtant pas pour en faire le favori face à un joueur qui disputait là sa treizième finale d'un tournoi du grand chelem. On pouvait craindre en effet que l'Australien ne se laisse emporter par sa fougue juvénile. « Quand on est sur le court, il ne faut pas se poser de questions, il faut jouer d'instinct. Si on pense trop, on ne sait plus ce qu'on doit faire. Pourquoi se compliquer l'existence ? La balle est là. On la frappe ! », annonçait-il en guise de schéma tactique avant la finale. Tout le contraire de Lendl : « Sur herbe, il ne faut surtout pas que je me laisse gagner par l'excitation. Je dois penser à chaque point. Où je vais servir, où l'adversaire va retourner. Moi, je ne peux pas jouer d'instinct. »

A son habitude, le numéro un mondial avait tiré de sa dernière

défaite contre Cash à Melbourne une stratégie qui aurait dû enfin lui permettre d'inscrire son nom au palmarès du tournoi : servir aussi bien que possible et placer la première volée sur le revers de l'Australien afin d'avoir le court ouvert et le besoin de mettre une seconde volée se faisait sentir pour finir le point.

Une stratégie qui s'appliqua à la lettre et qui tourna à la catastrophe. D'abord parce qu'il servit relativement mal, ensuite parce que Cash tira des passages de revers impeccables. Les statistiques du match sont accablantes : le dernier vainqueur de

le tournoi Nigel Mansell (Williams-Honda) a remporté le Grand Prix de France de formule 1, dimanche 5 juillet, sur le circuit du Castellet. Seul son coéquipier brésilien, Nelson Piquet, deuxième à 7,4, a été en mesure de contester sa victoire. Après avoir soutenu le rythme des deux Williams-Honda, jusqu'à mi-course, Alain Prost

LE CASTELLET  
de notre envoyé spécial

C'est vers un petit bâtiment blanc, abritant l'école de pilotage Winfield, qu'Alain Prost dirige tous les jours son premier regard lorsqu'il revient sur le circuit du Castellet. C'est là qu'il a obtenu son premier passeport pour la compétition, en remportant le Volant Elf, en octobre 1975, après Patrick Tambay (1971), Didier Pironi (1972) et avant Pascal Fabre (1978).

Depuis 1979, le Grand Prix de France a souvent réuni aux pilotes français, qui ont toujours accédé au podium, dont quatre fois sur la plus haute marche, sous les couleurs de Renault, avec Jean-Pierre Jabouille (1979), Alain Prost (1981-1983) et René Arnoux (1982), qui précédaient trois de ses compatriotes : Prost mais aussi Didier Pironi et Patrick Tambay, alors pilote de Ferrari.

Si on ajoute que les trois derniers triomphes de pilotes d'une même nationalité sont le fait des Français, le Grand Prix d'Afrique du Sud 1980 (Arnoux, Larrousse, Pironi), de France de 1982 et de Saint-Marin 1983 (Tambay, Prost, Arnoux), on mesure mieux l'hégémonie qu'ils exerçaient sur la formule 1 au début des années 80 et leur discrétion aujourd'hui.

Les deux titres de champion du monde et les récents succès d'Alain Prost au Grand Prix du Brésil et de Belgique au volant d'une monoplace anglo-saxonne, masquent difficilement le recul français. Le pilote de la McLaren-TAG-Porsche n'entend certes pas raccrocher tant qu'il disposera d'une voiture susceptible de lui permettre de gagner des courses. Mais il est difficile aujourd'hui de savoir quel sera le meilleur moteur en 1988, où vont cohabiter les turbos, avec une pression limitée à 2,5 bars et une consommation réduite à cent cinquante litres et la nouvelle génération des atmosphériques de 3,5 litres.

Ferrari, avec lequel Alain Prost était en négociations, vient d'annoncer que Gerhard Berger et Michele Alboreto resteront dans la Scuderia en 1988. Le pilote français devrait,

Roland-Garros n'a passé que 62 % des premiers services, il est monté quatre-vingt-dix fois au filet, mais n'a réussi que trente-neuf volées. En fait, Lendl s'est passé la corde au cou. Cash n'avait plus qu'à ouvrir la trappe.

Etrange condamnation, à perdre une nouvelle fois ces championnats ! Les retours de service de Lendl sont parmi les plus redoutés du circuit, mais ceux-ci n'ont jamais pu mettre l'Australien en difficulté : Cash a marqué six fois son service complet et il a seulement concédé un break au quatrième jeu du troisième set en mettant presque par négligence trois volées dans le filet. Lendl est aussi réputé pour être un vainqueur de tie-break : il en avait d'ailleurs gagné six depuis le début de la quinzaine, mais il a concédé d'entrée celui de la première manche en ayant « offert » cinq balles de set à Cash.

« Je n'ai rien pu faire. Il m'a toujours dominé », dira le champion du monde, qui, incapable de surprendre l'Australien, a été saoulé de retours de passages et de lobs gagnants. Au point de servir à 5-3 dans le troisième set, une double faute qui a permis à Cash de donner plus vite le coup de grâce. Il faut dire qu'un tel sens de l'anticipation et une telle hargne ont de quoi démolir. Le sort de Lendl, professionnel jusqu'au bout des ongles, a été peut-être celui de son adversaire sur sa mine de mauvais garçon, c'est-à-dire de la mésestime. Car, s'il est « voleur de mécanique », Cash ne néglige pas pour autant les détails de sa préparation. Il recourt à un psychologue, Jeff Bond, à un kinésithérapeute, David Zukl, et à un entraîneur, Ian Barclay. En tout cas, il a montré dimanche qu'il pouvait tenir tête aux meilleurs sur herbe. Et les Australiens doivent se mordre les doigts d'avoir remplacé le gazon par une surface synthétique dans le nouveau stade qui doit ouvrir d'ici quelques semaines à Melbourne. Après tout, les Anglais n'ont peut-être pas tout de ménager les traditions.

ALAIN GIRAUD.

## AUTOMOBILISME : le Grand Prix de France

## Les écuries françaises nettoyées

(McLaren-TAG-Porsche), confronté à des problèmes de temps de réponse et de puissance de moteur, a assuré sa troisième place à 55 s. Deux autres pilotes français ont terminé l'épreuve : Philippe Streiff (Tyrrell-Ford), sixième à quatre tours, mais premier des moteurs atmosphériques et Pascal Fabre (AGS-Ford), neuvième et dernier à six tours.

de la prochaine saison, annoncer qu'il prolonge son contrat pour une ou deux saisons.

Cette année, et probablement la prochaine, Alain Prost restera le seul des cinq pilotes français en mesure d'accéder à un podium. Après son divorce à l'italienne avec Alfa-Romeo, Ligier peut s'estimer heureux d'avoir trouvé le moteur d'un moteur turbo BMW-Motoren. Mais, malgré des améliorations aérodynamiques et un allègement, les deux Ligier de René Arnoux et de Piercarlo Ghinzani n'ont pas atteint la mi-course. De même, la Lola-Ford de Philippe Alliot (écurie Larrousse-Calmels) a été stoppée au cinquante-septième tour par une rupture d'un joint de transmission à la roue arrière gauche. Seuls avec Prost dans le camp français, Philippe Streiff et Pascal Fabre ont pu rallier l'arrivée mais à plusieurs tours des voitures de tête.

## L'exil des cerveaux

L'hégémonie exercée par les pilotes ou les écuries françaises au début des années 80 paraît donc bien révolue. AGS, l'écure artisanale de Gonfaron (Var) ne dispose ni des budgets ni des moyens techniques pour bien figurer. En s'installant sur le circuit de Rouen-Les Essarts, Larrousse-Calmels devrait bénéficier des structures techniques et des moyens financiers pour constituer une équipe en 1989, s'il trouve alors un bon moteur atmosphérique. Confronté à ce même problème et échaudé par ses expériences précédentes avec Matra, Renault et Alfa-Romeo, Guy Ligier rêve de disposer d'un moteur dont ses ingénieurs seraient la cheville ouvrière.

Après le refus de Peugeot d'investir en formule 1, les ambitions et les rêves espérés d'un renouveau français se tournent surtout vers Renault, qui a retiré son écurie fin 1985 et son moteur turbo fin 1986. Après avoir solidement amorcé son plan de redressement économique de la Régie et avant d'être assassiné, M. Georges Besse avait demandé, en octobre 1986, aux ingénieurs de l'usine moteur de Viry-Châtillon,

## CYCLISME : le Tour de France

## Des rapides en Forêt-Noire

Deux étapes : deux victoires belges. Herman Frison a gagné, dimanche 5 juillet, à Pforzheim, au prix d'une échappée de 75 kilomètres, et, quelques heures plus tard, Marc Sergeant est arrivé seul à Strasbourg, à l'issue d'un raid solitaire comparable. Les deux performances ont été réalisées à des moyennes très élevées. Le rythme de l'épreuve a d'ailleurs condamné le Polonais Lech Piatecki, l'ancien leader, qui a perdu plus de deux minutes et de nombreuses places. Mais le Suisse Eric Maechler conserve le maillot jaune, conquis la veille, après une victoire du Portugais Da Silva à Stuttgart.

STRASBOURG  
de notre envoyé spécial.

Depuis qu'il a pris son élan sur la Kurfürstendamm berlinoise, au pied de la cathédrale du souvenir, le Tour de France a changé de leader chaque jour, ou presque. C'est ainsi que le Suisse Eric Maechler, vainqueur cette saison de Milan-San-Remo et l'an dernier, de l'étape du Fay-de-Dôme, a succédé au Polonais Lech Piatecki, après que le Néerlandais Nijdam ait occupé la tête du classement général.

Ce début de Tour en terre allemande a réservé des surprises de taille. L'une d'elles est venue de l'étape Karlsruhe-Stuttgart, dépourvue de difficultés marquantes mais suffisamment rugueuse pour provoquer de multiples cassures. Mettant à profit les valonements du Wurtemberg, dix-sept coureurs ont relégué le peloton à plus de six minutes, parmi lesquels Mottet, Caritoux, Cornillet et Yvon Madiot, indépendamment de Maechler, du Portugais Da Silva et de Didi Thureau, l'enfant du pays.

Propulsé aux avant-postes par le prologue et le « spécial » contre la montre collectif, l'Irlandais Stephen Roche entendait se soustraire momentanément aux responsabilités du leader et se décharger du poids de la course en prévision des affrontements décisifs. Mais sa prudence excessive lui a coûté 5 min 45.

Une épreuve mouvementée, échevelée et, peut-être, un peu folle se poursuit depuis trois jours. Une épreuve totalement incontrôlée, pour l'excellent raison qu'il n'y a

personne pour en régler les mouvements. En l'absence de Bernard Hinault, de Greg Lemond et du meilleur Fignon, le peloton manque d'un capitaine de route. Résultat : les attaques succèdent aux attaques, provoquant des échappées qui s'enchaînent de manière souvent anarchique. Les moyennes générales des 44 km/heure. Records du week-end : 43,333 km/heure de moyenne pour Frison, vainqueur à Pforzheim et 44,267 km/heure pour Sergeant, vainqueur à Strasbourg, l'un et l'autre au terme d'une longue échappée solitaire.

« On n'a jamais vu ça, d'expliquer à sa descente de vélo Gilbert Duclos-Lassalle, qui participe à son huitième Tour de France. Je ne me souviens pas d'avoir roulé aussi vite. Si cela continue, nous serons tous chutés en arrivant au pied des Pyrénées. »

C'est-à-dire dans huit jours. Par le passé, les routiers complexes — Robert Anquetil, Hinault — s'efforçaient d'user les gruppements avant la montagne. Mais dans la traversée de la Forêt Noire, qui n'est tout de même pas le Galibier, le Colombien Herrera et l'Américain Hampsten, se sont mêlés aux échappées aux côtés de Criquebriol, de Jean-François Bernard et du champion de France, Marc Madiot, insolent d'ailleurs.

Le Tour 1987, amené par les rouleurs de la nouvelle génération, va-t-il échapper au schéma traditionnel ? Roche, qui se voulait circonspect, et Kelly, qui ménage ses forces, ont peut-être eu tort de laisser des hommes comme Maechler, Da Silva, Mottet et Thureau prendre de telles distances.

En 1956, Roger Walkowiak avait gagné le Tour entre Louvain et Angers. Plus récemment, Felice Gimondi l'était appliqué, sans bruit, à construire sa victoire dans le Nord. Deux exemples qui donnent à réfléchir.

JACQUES AUGENDRE.

## Les résultats

## Automobile

Championnat du monde de formule 1

GRAND PRIX DE FRANCE  
Classement. — 1. Mansell (G.B., Williams-Honda) les 305,04 km en 1 h 37 mn 03 s ; 2. Piquet (Brés., Williams-Honda) à 7 s 711 ; 3. Prost (Fr., Marlboro-McLaren TAG) à 55 s 255 ; 4. Senna (Brés., Lotus Honda) à un tour.

Championnat du monde des pilotes. — 1. Senna (Brés.) 27 pts ; 2. Prost (Fr.) 26 ; 3. Piquet (Brés.) 24 ; 4. Mansell (G.B.) 21.

## Boxe

CHAMPIONNAT DU MONDE DES COQS

Thierry Jacob est passé bien près du titre, samedi 4 juillet, dans sa ville de Calais, lors du combat qui l'a opposé à l'Américain Kevin Sabado. Arrêté sur blessure à l'appel de la dixième reprise, alors qu'il menait largement aux points, le Français aurait pu être déclaré vainqueur. Finalement les trois juges ont décidé de ne pas... décider.

## Cyclisme

TOUR DE FRANCE KARLSRUHE-STUTTGART (3<sup>e</sup> étape)

1. Da Silva (Port., Kas), les 219 km en 1 h 49 mn 23 s ; 2. Van Poppel (P.-B.) ; 3. Allosch (It.) ; 4. Anderson (Aust.) ; 5. Phinney (E.-U.).

STUTTGART-PFORZHEIM (4<sup>e</sup> étape)

1. Frison (Belg., Roland), les 79 km en 1 h 49 mn 23 s ; 2. Van Poppel (P.-B.) ; 3. Allosch (It.) ; 4. Anderson (Aust.) ; 5. Phinney (E.-U.).

PFORZHEIM-STRASBOURG (5<sup>e</sup> étape)

1. Sergeant (Belg., Joker), les 112,5 km en 2 h 32 mn 29 s ; 2. Wegmann (Fr.) ; 3. Kelly (Irl.) ; 4. Phinney (E.-U.) ; 5. Amadio (It.).

Classement général. — 1. Maechler (Suisse, Carven), en 12 h 55 mn 15 s ; 2. Mueller (Suisse), à 44 s ; 3. Portin (It.), à 55 s ; 4. Da Silva (Port.), à 1 mn 35 s ; 5. Mottet (Fr.), à 1 mn 36 s.

## Golf

HENNESSY LADIES CUP

1. Kirsten Douglas (G.B.) ; 2. Federica Dassi (It.) ; 3. Nancy Lopez (E.-U.) ; 4. Jane Coughton (Eco.) ; 10<sup>e</sup> et dernière Française Marie-Laure de Lorenzi-Taya.

## La reine n'est pas morte

WIMBLEDON  
de notre envoyé spécial

Martina Navratilova est gauchère. C'est l'évidence. Mais ce genre d'évidence finit par être oublié tellement d'autres éléments entrent dans son jeu. Ainsi, le samedi 4 juillet, la femme la plus riche de l'histoire du tennis, qui n'avait pas gagné le moindre tournoi depuis sept mois, mettait tout à la fois en jeu son titre, sa première place mondiale et sa légende. Alors on s'était demandé si ses nerfs résisteraient à la tension engendrée par un tel enjeu. Si sa séparation d'avec l'entraîneur Mike Estep n'avait pas fait baisser son niveau de jeu. Et si, tout bonnement, le tennis-dynamite d'une gagnante de dix-huit ans n'allait pas être fatale à la femme de trente ans.

La réponse est tombée nette et précise : Steffi Graf a été battue en soixante-neuf minutes et deux sets secs (7-5, 6-3) par le bras gauche de Martina Navratilova.

La seule solution pour mettre un terme à la série de quarante-cinq matches gagnés par la jeune Allemande. Car, en condition athlétique, celle-ci est au moins égale à Navratilova. Mais la championne de Boris Becker, récente championne de Roland-Garros, n'a pas encore un revers aussi dangereux que le coup droit.

A. G.



# Culture

## MUSIQUES

### Le George Russell Orchestra à Vienne L'énergie et la méthode

Tous les dix ans, on redécouvre ce compositeur de jazz, l'un des plus grands. Il était à Vienne en ouverture du Festival et passera par Paris sous peu.

Dans le train pour Vienne (Isère), l'amateur se souvient : *Cubana Be, Cubana Bop* avec le grand orchestre de Dizzy Gillespie, en 1947, *Bix-Rhett* avec Lee Konitz et Miles Davis en 1951, *New York, NY* avec John Coltrane en 1958, c'était lui : George Russell. Insuffisant d'idées, musicales et spirituelles. Sorte de guru du jazz. Un des compositeurs importants de cette époque, un des rares qui assemblent la culture afro-américaine et la culture européenne.

Battu à l'origine, George Russell, arrive de Cincinnati, en 1945, à New York, en pleine folie be-bop. Max Roach, qui l'héberge, le pousse à composer. Un concubine ne tardera pas à se former, dont les inventions nourrissent encore le jazz d'aujourd'hui. Gil Evans, Gerry Mulligan, Johnny Carisi, John Lewis, George Russell, en l'espérance, tant de Berg, Bartok, Stravinski que de Jelly Roll Morton, Fletcher Henderson et Duke Ellington, concourent à l'écriture de l'improvisation. George Russell et Miles Davis travaillent côte à côte, au piano, sur des séquences harmoniques nouvelles, des gammes aux intervalles inhabituels.

Russell développe ses idées dans un traité, *Le Concept des Chromatiques d'Organisation tonale*. Sa carrière, qui n'a jamais l'éclat de celle de Miles, ni même de celle de son élève Gil Evans, est cependant jalonnée d'œuvres décisives, comme *Living Time* qu'il compose pour Bill Evans en 1971. Ses recherches le mènent vers l'enseignement, des quasi-retraites, des expériences en Scandinavie, avec de temps en temps des réapparitions fulgurantes sur la scène new-yorkaise et de trop rares apparitions en Europe, en

France notamment, où il est abondamment méconnu, sauf par les musiciens chercheurs comme André Hodeir ou les jeunes chefs d'orchestre d'aujourd'hui.

C'est dire si l'amateur venu à Vienne pour la seconde soirée du festival qui s'y déroule se sent frémir d'attente heureuse. D'autant qu'il a dans les oreilles ce prodigieux *So What* que George Russell a enregistré en 1953, canonisation orchestrale du solo lyrique de Miles en 1959 dans le style du Miles d'aujourd'hui. Le disque vient seulement de sortir, chez Blue Note, impératif, inébranlable.

#### Des gestes qui swinguent

Les organisateurs, tous bénévoles, de ce festival qui marche bien ne se frappent guère de ne voir que deux mille personnes prendre place sur les gradins du Théâtre antique. La veille, dans de bon impressionnement de George Russell extrait d'eux toutes leurs ressources, et d'abord rythmiques. Résultat : c'est votre propre énergie, sollicitée en votre centre de gravité, qui se met à vibrer. Rien du trépas ni de décalé, une réquisition passionnée de votre être entier. Vous sortez de là exaltés et épuisés, avec le sentiment que la musique est plus que la musique, un appel triomphant à ce qu'il y a de meilleur en vous.

Représenté à son hôtel, l'amateur aura du mal à s'endormir. Il se rappelle ce que George Russell, avant le concert, lui a dit, avec ce sourire légèrement ironique et ce regard intense :

« L'Afrique est le berceau de l'humanité. C'est là que Laila ou Elle a tout commencé avec l'univers. Tous les aspects humains trouvent son origine dans l'énergie africaine. Pourquoi croyez-vous que vous vibrez à l'incompréhensible énergie que John Coltrane déployait ? Parce que vous êtes un Africain blanc, comme je suis un Africain noir né en Amérique. Tout est spirituel. Notre musique est une force de guérison. Elle est reliée à la gravitation uni-

verselle, au sens physique et métaphysique de ce terme.

« Je ne suis rattaché à aucune Église, à aucune secte, mais je viens, par mon enfance, de l'Église méthodiste noire. J'étais à l'école actuelle, et depuis des années, un nouveau traité de philosophie de la musique, du temps vivant. L'énergie seule est chaotique. Il lui faut une méthode. Aucun art, aucune expression ne peut se passer de méthode. Je mène une vie assez réduite, car un artiste est en butte à l'insulte permanente de la société marchande. L'Amérique est une véritable école de l'insulte et du rejet.

« J'ai trouvé dans l'Université une protection contre ce rejet, et en échange je lui apporte la protection de ma musique. Je l'enseigne et je la joue. J'écris assez peu et ne joue les autres. Miles ? Je n'ai pas besoin de l'entendre, parce que notre contact a été si profond il y a quarante ans qu'il continue à résonner chez l'un chez l'autre. Ce que j'ai apporté au jazz ? La conception modale de l'improvisation. Miles, Gil Evans, Coltrane et moi, nous avons inventé cette musique, quel que soit le nom que vous voulez lui donner.

Oui, George Russell est une des forces essentielles du jazz. La vérité oblige à dire que le public lui résiste. Tant pis pour le public.

#### MICHEL CONTAT.

Le festival Jazz à Vienne 87 se poursuit avec Chick Corea Elektric Band, l'Art Ensemble of Chicago, Coleo/Courtesy Group (le 6), Didier Lockwood et Uzi, Michael Brecker Band et Miles Davis, John Scofield Quartet (le 7), Cab Calloway and The Hi-De-Ho Orchestra, Jeanne et Jimmy Clematis Orchestra, Harlem Blues and Jazz Band (le 8), Modern Jazz Quartet, Richie Cole All Stars, Stanley Jordan (le 9), Ben E. King Quartet, Mavis Cheung, Mavis Cheung (le 10), Tio Pontes et Celis Cruz, Monty Alexander Jamaican Jamboree (le 11). Renseignements : 74-83-00-03.

★ George Russell and the Living Time Orchestra sera le 12 à Paris (New Morning).

Discographie : Soul Note (Harmonia Mundi) et Blue Note (Pathé Marconi).

## PHOTOGRAPHIE

### 18<sup>es</sup> Rencontres d'Arles La cité fantôme



Merlimont-Plage, 1985

Architecte de formation, l'italien Gabriele Basilico, quarante-trois ans, s'est spécialisé depuis une dizaine d'années dans la photographie du paysage industriel et de l'architecture urbaine.

Domestiquant l'ordre et le hasard, ce n'est pas seulement l'ambiance d'un lieu qu'il capte, mais aussi son vécu qu'il décrit en traduisant par leur absence le rapport des gens à leur environnement. Établissant une réelle dramaturgie du regard, à l'image du paysage qu'il désencombre de tout élément gênant, son intérêt se porte volontiers sur les points d'articulation ou d'intersection comme les carrefours.

Faisant les signes architecturaux de l'immobilier, illuminé par la présence puissante de la lumière, ainsi en est-il de cet anonyme portrait d'une ville au bord de mer. Équilibre de tension et d'émotion, cette méditation sans pittoresque sur le territoire a tout l'aspect énigmatique d'une vision intérieure.

Sur la scène obscure d'un théâtre imaginaire, prenant le ciel et la mer pour toile de fond, dans un éclairage invisible, se dresse le visage d'une cité sans mémoire et sans nom, comme perdue dans le vagues.

Est-elle inventée, existe-t-elle vraiment ? Là n'est pas la question. Le seul sujet de cette image est le vide, emplie de sa propre présence, et qui, butant sur le bord de l'infini, au bout de cette route sans autre raison que son tracé, semble définitivement se perdre à lui-même.

PATRICK ROEGERS.

★ Gabriele Basilico, *Italia et France*, vus 1978-1985, avec le conseil régional PACA, la cour de l'école, jusqu'au 15 août.

Parution sous le même titre d'un album, sous la direction de Giovanni Chiaromonte, présentation Carlo Bertelli, texte de l'auteur, 110 photographies, éd. bilingue, Jace Book.

### La semaine du mélomane

Le mélomane se refusant obstinément à quitter Paris, son épouse a décidé de faire les festivités toutes seules... ou presque.

Pour en avoir le cœur net, notre ami n'a que l'embaras du choix : Saintes, où l'Espagne du Siècle d'or, présentée par les meilleurs spécialistes, rejoindra le 9 la musique contemporaine espagnole avec l'ensemble Diabolo en Musique (tél. : 46-92-51-35).

Alsace-Provence, où l'on donne le Chevalier à la Rose, les 8, 10, 12 et 15 juillet à 20 h 45 et l'Enlèvement au sérail, les 9, 11, 13 et 18 juillet à 21 h 15 au théâtre de l'Archevêché (tél. : 42-23-37-81). Voltaire (près de Thiers) seul festival à rendre justice à Onésime — et à ses contemporains illustres — dans les lieux où il vécut, jusqu'au 25 juillet (tél. : 73-53-70-49).

Sully-sur-Loire où les cordes de l'Orchestre philharmonique de Berlin proposeront un panorama de Mozart à Hertz, les 10 à 21 heures au château (tél. : 38-36-29-46). Avignon, où le Centre Acanthe organise un festival de la présence divine, les 10 à 21 h 30 à l'église Saint-Pierre, le Catalogue d'oiseaux, dimanche après-midi au cloître du Vieux-Palais (tél. : 90-86-24-43).

Orange pour le Fantôme du Hollandais volant, au théâtre antique avec une distribution de taille à refaire le mistral (tél. : 90-34-24-24). Ancy-le-Franc (Yonne) où la troupe Opera Rector d'opéra Dickson et Enée, de Purcell et Pyrame et Thésée, de Lampe, les 11, 12 et 13 juillet à 20 heures au château et aux chaudières (tél. : 88-75-14-53).

Sans aller chercher si loin, le mélomane devrait aller faire un tour au bois de Boulogne au Théâtre de France pour Apollon et Hécube, de Mozart au Théâtre de Verdure du Pré-Catelan, les 11, 12, 25 et 28 juillet à 17 h 30, les 8 à 19 h 30 (tél. : 42-81-23-44).

Le prix de la francophonie Richesse-Senghor... Patronné par le Cercle Richelieu de Paris et l'ancien président du Sénégal, ce nouveau prix a été décerné à M<sup>me</sup> Adèle Réta, ministre uruguayen de l'éducation nationale et de la culture, qui a réaffirmé l'enseignement obligatoire du français dans les écoles de son pays.

### Concerts, expositions et films indiens à Genève La Suisse à l'heure de l'Orient

Vingt-sept concerts dans la cour de l'hôtel de ville de Genève.

Six expositions, deux mois de films indiens, la cité de Calvin vit cet été aux rythmes du sous-continent.

Depuis quelques années qu'elle se découvre de vastes ambitions musicales, et des plus actuelles, il fallait bien que Genève, abritant déjà la Croix-Rouge, l'ONU, le BIT et le CERN, se signale à l'extérieur par son cosmopolitisme — jetant, si l'on ose dire, le froc de Calvin aux orbes de l'occidentisme sonore !

Ainsi « L'Inde à Genève », cet étonnant projet (il n'est du coup de tête d'un maire et de la persévérance d'un directeur des concerts féroce d'extériorité (au sens noble) d'entendement Segalen). Projet dont l'initiative remonte d'ailleurs à quelques années, avant que Paris ne fût l'Ambée de l'Inde ; mais, si les tenants de la municipalité ont ainsi privé Genève de la primauté, cet « été indien-bis » vient à point, pour qu'on s'y rafraîchisse la mémoire, et qu'on s'élève plus loin, sur cette lancée.

#### Mariages arrangés...

Car il y a bien plus à l'affiche ici — même si bien sûr elle figure aussi, et avec les plus grands noms (2) : commandes ou créations de jeunes compositeurs indiens et de leurs homologues occidentaux... ou japonais, quelques judicieuses redécouvertes (dont les *Etudes harmoniques* de Jacques Chabryand, le 7 juillet, et les *Trois poèmes lyriques* japonais de Shostakovich), un beau panorama de ce que la musique moderne doit aux Orientaux (de Narad Sahal et Priti Paintal à Ahmed Essayd, Younghee Pagh-Pan et l'école japonaise) ou à leur influence (de Debussy et Roussel à La Monte Young, Giacomo Scelsi, etc.), et d'amusants coups de sonde dans les orientalismes du répertoire (la suite *Shéhérazade* de Rimsky-Korsakov et la *Turque*, de Michael Haydn, les ouvertures de la *Sémiramide*, de Rossini, et de l'*Enlèvement au sérail*.)

Episode d'autant plus savant qu'on venait d'entendre les *Aut-*

phons et *Elegies* commandés par le festival à Param Vir, un autre jeune musicien indien, mais initié d'emblée au piano et à l'esthétique occidentale avant de devenir, à Londres, le disciple de Peter Maxwell Davies et d'Oliver Knussen. Rien chez lui qui indique (intériorité, du moins) ses origines ; et si Param Vir divise en deux l'orchestre de chambre, c'est son pas pour affronter deux cultures mais, plus sobrement, pour opposer à l'éclat des cultures et des violoncelles les pastels des violons et des vents.

Ainsi dialogues, et malgré des contrastes de masses bien abruptes parfois, cette musique pétillante de vie dans ses tensions vagabondes, d'invention sans contraintes et de l'intelligence du cœur.

La preuve, s'il en fallait une encore, qu'il s'agit moins de marier des langages sonores que des inspirations et des cultures. L'Inde à Genève, dont c'est le but expressément affirmé, est parti en somme du meilleur pied possible...

#### ... et coup de cœur

Ce n'était pas non plus la vertu cardinale de la *Fantaisie sur des chaises vides* que présentait L. Subramaniam, ce prodigieux jeune violoniste qui domine avec la même aisance vitale l'art carnatique du sud de l'Inde, le jazz et la musique occidentale. Mais accoler les cultures demeure, même pour lui, une tentative hardie, voire téméraire autant que méritoire !

Déjà physiquement, Subramaniam et ses trois accompagnateurs, accroupis sur un podium flanqué de miroirs, d'un brule-parfum et d'un Shiva dansant de bronze, composent un curieux tableau au milieu de l'orchestre européen. Dans l'œuvre, à l'inverse, c'est celui-ci qui, souvent, semble hors de propos, que la partition le tienne pour une simple exotisme du violon ou pour un moderne renouveau des passages confiés au seul petit ensemble — mais lui-même alors, jeté hors contexte par une construction hybride, n'exécute plus que de pitres membres de l'akrasia musical.

Restent enfin ces rares sections où un réel développement orchestral semble vouloir coïncider avec les percussions typiques, moments — les plus ambitieux — qui évoquent surtout, et incongruement, les méchants panachages des musiques de cinéma de Bombay, malgré l'intense effort d'attention mutuelle qui unit — presque d'espérance — le chef et son soliste-compositeur. Mais même cela ne peut dissiper l'énorme malentendu !

Episode d'autant plus savant qu'on venait d'entendre les *Aut-*

phons et *Elegies* commandés par le festival à Param Vir, un autre jeune musicien indien, mais initié d'emblée au piano et à l'esthétique occidentale avant de devenir, à Londres, le disciple de Peter Maxwell Davies et d'Oliver Knussen. Rien chez lui qui indique (intériorité, du moins) ses origines ; et si Param Vir divise en deux l'orchestre de chambre, c'est son pas pour affronter deux cultures mais, plus sobrement, pour opposer à l'éclat des cultures et des violoncelles les pastels des violons et des vents.

Ainsi dialogues, et malgré des contrastes de masses bien abruptes parfois, cette musique pétillante de vie dans ses tensions vagabondes, d'invention sans contraintes et de l'intelligence du cœur.

La preuve, s'il en fallait une encore, qu'il s'agit moins de marier des langages sonores que des inspirations et des cultures. L'Inde à Genève, dont c'est le but expressément affirmé, est parti en somme du meilleur pied possible...

DANIEL DE BRUYCKER.

(1) Vingt-sept concerts dans la cour de l'hôtel de ville, les 7, 8 et 11 juillet et du 25 juillet au 24 août, six expositions à Genève, deux mois de films indiens et de nombreuses autres manifestations encore, dont certaines essentiellement dans cinq autres villes helvétiques.

(2) Le superbe violoniste L. Subramaniam, en réclat de 29 juillet ; un double réclat et en duo avec le maître du hanthobis shenai, Bismillah Khan, le 11 août ; en soliste de l'Orchestre de la Suisse romande le 14, pour la création de *Turbulences* ; et entouré de ses propres invités le 15. La grande chanteuse Laxmi Shankar dans trois programmes différents : classique le 30 juillet, *Shajun* (chants religieux) le 7 août et *ghazal* (chant lyrique dans le mode persan) le 13. Hariprasad Chaurasia, un des plus grands flûtistes au monde, les 31 juillet et 2 août. N. Ravikiran, instrument à cordes de l'Inde du Sud, joué en quatuor à l'aide d'un *bottle-neck*, en réclat le 4 août et en duo avec le flûtiste (du nord de l'Inde) Kailesh Chandra Sharma, le 6. Également, le vocaliste percussionniste T.V. Gopalakrishnan, en trio avec deux jazzmen français, Jean-Luc Barbier (saxophone et flûte) et Daniel Goyonec (claviers) le 8 juillet.

★ Renseignements : service des spectacles de la ville de Genève, 19, route de Malignon, 1211 Genève (tél. 022-86-36-11).

SCIENCE & VIE IMAGES

JUILLET-AOÛT 87

**FAUT-IL BRÛLER LES MESSAGERIES ?**

Inscriptions en Juillet

**COMMUNICATION PUBLICITE MARKETING**

Création publicitaire, marketing, stratégie... Les nouveaux médias appellent de nouveaux responsables de la communication moderne de demain.

EN DEUX ANS  
**PREPARATION AU DIPLOME D'ETAT**  
BTS  
communication et action publicitaire

3<sup>e</sup> ANNÉE  
Parcours Européen et international  
Stages et missions pour la préparation du  
**P.E.M.C.I.**  
Projet Européen de Management en communication internationale  
**DIPLOME INTERNATIONAL DE COMMUNICATION**  
en association avec le centre de management en communication de GENÈVE  
Admission : bac ou niveau bac.  
Financement à 100 % du montant des études.

**IECP**  
INSTITUT EUROPEEN DE COMMUNICATION ET PUBLICITE

71, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE - 75008 PARIS (1) 42 66 66 82

Documentation gratuite

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITE \_\_\_\_\_

TELEPHONE \_\_\_\_\_ DATE \_\_\_\_\_

NIVEAU D'ETUDES \_\_\_\_\_

سكزاسالاحسن



## Culture

## CINÉMA

Festival de La Rochelle an 15

## Sous le soleil de Géorgie

Né à l'ombre  
des Rencontres  
d'art contemporain  
(aujourd'hui disparues),  
le Festival ciné-  
ma de La Rochelle occupe  
aujourd'hui seul la place.

Histoire exemplaire d'une manifestation vouée ostensiblement à la culture, intéressée assez naturellement, comme il convenait à l'origine à des rencontres construites autour de la musique et de la danse, le Festival de La Rochelle est devenu, après quinze ans d'existence, l'anti-Festival de Cannes par excellence : le cinéma considéré comme un art au sein, au-dessus des simples coutumes commerciales. Aucun prix à l'arrivée, le seul plaisir du film, bref, le cinéma pour le cinéma.

Année faste, donc, à La Rochelle, avec un public qui, dès le cinquième jour, avait battu tous les records antérieurs de fréquentation. Comme toujours, un programme riche, universel, dans le temps et dans l'espace. Le cinéma des origines, les frères Lumière, puis Maurice Stiller en Suède, qui inventa Greta Garbo et la comédie sentimentale avant de gagner un Hollywood alors à son zénith, où seule sa protégée fit fortune. L'hommage à Anna Magnani, la Magnani divine vue par les grands d'Italie (de Sica, Rossellini, Visconti, Pasolini, etc.), d'Europe (René, etc.) et d'Amérique (Cukor). Kawalerowicz (Pologne), *Mère Jeanne des anges* et la suite), Olmi (Italie), *Il posto*, l'Arbre aux sabots), furent célébrés, ainsi qu'Ichikawa et John Cassavetes. Une vraie cinématheque moderne, qui fait honneur à Jean-Loup Passek, responsable du cinéma à La Rochelle, pour en faire peut-être aujourd'hui en France un modèle du genre.

« Mon Cher Petit Village », de Jiri Menzel

## Un Tchèque en rose et gris

Laurel et Hardy  
au pays de Kafka,  
pas de quoi fouetter  
un chat.

Comme dans *Tandem*, ils sont deux, inséparables. Mais *Tchèque* est un conte, dans un paisible village que le béton n'a pas encore tout à fait défiguré et où règne une certaine douceur de vivre. Pavel est le chef, il est petit, moustachu, rondouillard et brave cœur ; Ota est grand, filiforme, un échalot blond aux dents de lapin que l'on s'accorde à considérer généralement sans méchanceté, comme un daim, un simple pas dangereux.

La fontaine depuis longtemps à l'arrêt du beau camion bleu que Ota entretient de son mieux. Il ne sait pas faire grand-chose d'autre, à vrai dire, cet andouille souriant aux anges, sinon accumuler les gaffes. Il porte un casque de walkman, sans walkman, pour se recueillir les oreilles ; il n'entend rien, il est toujours ailleurs, provoque de menus accidents, en subit d'autres sans jamais se fâcher. Pavel en a tout de même assez à la fin, de mater l'ahuri, il le garde jusqu'au terme des moissons et après, terminé, il lui trouve un remplaçant.

Les amis, plus ou moins notables, une pipilette, un médecin alcoolique, s'émeuvent : il ne peut pas l'abandonner, ce pauvre Ota. Si, qui en voudrait ? Justement, à l'étonne-

ment de tous, un ordre tombe du ciel administratif. Ota est affecté à Prague. Absurde ? Pas tant que ça : Ota, à son insu, prête souvent sa chambre à un ingénieur fringant qui vient y faire reluire la jeune et infidèle épouse d'un camionneur jaloux. Si l'ingénieur convainc son supérieur à Prague de mater Ota et de lui acheter du même coup sa maison pour les week-ends, tout sera plus simple. C'est la seule pointe, étonnée, qui dénonce un tant soit peu la bureaucratie socialiste. Pas de quoi fouetter un chat.

Le cinéma, à l'Ouest, ne s'est pas privé de pourfendre autrui, le despotisme bourgeois et la corruption capitaliste. Ce n'est pas le propos de Jiri Menzel, la caricature, l'indignation, il n'a pas le mordant, la grâce de Milos Forman, sans doute. Lui s'attendrit devant ses personnages, leur sensualité gaillardie, leur roublardise. Il les aime bien, ses deux compères, Laurel et Hardy au pays de Kafka, même si leur comique n'est pas neuf ni imprévisible.

Il est comme son médecin, optimiste et flemmard, un arbitre benoîte qui récite Raimbaud et lève trop le coude, sans illusion ni amertume. Un moraliste heureux, dessiné. A croire que ces gens de l'Est sont quasiment comme nous. C'est sûrement de la propagande, de la désinformation. Attendez-vous, Pauwels.

MICHEL BRAUDEAU.



Tengiz Abouladze

La grande attraction, cette année, fut l'arrivée groupée de six cinéastes géorgiens, pleins d'enthousiasme et d'espoir en l'avenir, comme on n'avait guère l'habitude d'en rencontrer en Union soviétique avant le fameux *glasnost* (transparence) mis en avant par M. Gorbatchev. C'était par exemple Irakli Kvirikadze apportant dans ses bagages la copie complète, non censurée, de son film *Le Nageur* et déclarant à la conférence de presse collective du 3 juillet : « J'ai l'impression pour la première fois de naître en tant qu'auteur ! »

On la découvre, cinquante-huit ans après sa sortie (la sauvegarde, semble-t-il), d'une copie remarquablement soignée de *Ma grand-mère* de Konstantin Mikaberidze, qu'on aurait pu aussi bien baptiser *Ma comédie*, car la grand-mère du titre original, c'est l'art de se débrouiller contre vents et marées, alors que s'achève la NEP (la nouvelle économie politique voulue par Lénine et aujourd'hui réhabilitée).

Tengiz Abouladze, auréolé de son Prix spécial du jury à Cannes, avait précédé tout le monde, avant de

gagner l'Italie puis l'Espagne, car il faut répéter sans attendre la bonne nouvelle gorbatchevienne. Quelque scepticisme qu'on puisse nourrir sur cette soudaine explosion de liberté, il est clair que l'Union soviétique, et d'abord la Géorgie, ont décidé de prendre le taureau par les cornes, d'appeler un chat un chat et même temps que de faire les films qui leur chantent. Tengiz Abouladze s'explique.

L. M.

## EXPOSITIONS

L'époque, l'inculture,  
l'iconoclaste,  
le funéraire

Nous avons reçu  
du peintre et sculpteur  
Louis Cane  
la lettre suivante,  
à propos  
de la rétrospective  
organisée  
par le Centre Pompidou  
— « L'époque, la mode,  
la morale, la passion » —  
(le Monde du 6 juin).

Qui veut malgré tout comprendre quelque chose à l'exposition du Centre Pompidou doit savoir que l'art contemporain repose sur trois traumatismes historiques. Le premier est constitué par le rite de l'impressionnisme par le III<sup>e</sup> République naissante. Le deuxième vient de l'assimilation de l'« avant-garde » artistique avec la révolution d'Octobre 1917. Le troisième traumatisme est dû à la répression nazie sur l'art moderne.

Ces trois événements et les ordres historiques dans lequel ils se déroulent font d'une manière ou d'une autre l'art contemporain, à partir de ces quatre-vingt ans, son destin tout tracé dans la seule évocation de son opposition naturelle au pouvoir. Sa certitude d'être dans le vrai se fera par la provocation.

L'Allemagne de l'Ouest est bien sûr à l'avant-garde de ce processus. Joseph Beuys l'incarne parfaitement. Tout son art repose formellement et idéologiquement sur la commémoration et la culpabilité fétichiste du génocide. Ce n'est donc pas un hasard si Beuys est mis en exergue à l'exposition du Centre Pompidou. Il y a là ses vitrines où sont conservés, comme en un herbier, de la fourrure, du courant électrique, de la graisse. Autrement dit : des cheveux, des gaz, du savon.

Voilà comment commence cette exposition. Comment elle se prolonge et se termine, avec des variations certes, mais toujours du cadavre et toujours du tombeau. Ainsi sont exclus de la rétrospective la majeure partie des artistes français qui ne travaillent pas dans le morbide, à peu près tous les artistes italiens et tous les artistes espagnols. Comme par hasard, trois pays du sud de l'Europe. C'est dire à quel point la muséographie institutionnelle est devenue la militance du nihilisme. Décidément, la République a toujours autant de mal à imaginer son dialogue avec l'art.

## Communication

La fin de la grève au « Midi libre »

## Histoire d'un conflit qui a valeur de test

MONTPELLIER  
de notre envoyé spécial

« A cause de la grève, j'ai perdu plus de la moitié de mon chiffre d'affaires. Les gens n'étaient plus au courant des naissances, des mariages et des décès : mon magasin faisait de fleurs que personne n'achetait. » A la fois navrée et furieuse, cette fleuriste du centre de Montpellier gardera en mémoire la grève de quinze jours au *Midi libre*.

Elle ne sera sans doute pas la seule. « Je vendais habituellement cent quarante exemplaires par jour du *Midi libre*, assure ce barbière de la rue Magelone, à Montpellier. Depuis quinze jours, je ne vends que des quotidiens nationaux, des magazines télé et des exemplaires de la Marseillaise, le quotidien communiste de Marseille. » Impossible de mesurer une perte qui, pour lui, ne se calcule pas seulement en papier journal, mais aussi en tabac, bonbons, bimboloterie, achetés d'ordinaire avec la presse régionale du jour.

Depuis le 17 juin, date du démarrage de la grève au *Midi libre* lancée par les deux cent vingt-deux ouvriers du Livre CGT, l'économie du Languedoc-Roussillon est entrée en léthargie. L'immobilier et les locations de vacances, les véhicules d'occasion, les offres d'emploi, les salonniers, ne disposent plus de leur support favori, diffusé à deux cent mille exemplaires en moyenne, et lu par sept cent mille personnes.

Certains annonceurs ont dû s'arracher les cheveux : le lancement de la Peugeot 405 par exemple, pour laquelle les concessionnaires de la région avaient prévu de nombreux placards publicitaires dans les colonnes du quotidien régional, à partir du 18 juin, a été un « véritable fiasco ». Certaines villes — comme Villeneuve-lès-Maguelonne — ont dû renvoyer aux calendes leur quinze-aine commerciale qui devait être patronnée par le *Midi libre*.

La vie sociale s'est aussi ralentie : retrouvant des réflexes d'antan, les habitants des cités de Languedoc-Roussillon ont dû renouer avec le bouche à l'oreille afin de se communiquer naissances, décès, mariages ou potins. Les hommes politiques ont remis à plus tard les inaugurations et vœux d'honneur faute d'avoir l'assurance de voir figurer leur photo dans le quotidien. La vie associative s'est peu à peu anéantie et les clubs de pétanque, dont les fêtes traditionnelles de juin n'ont rassemblé que peu de monde, ont vu leurs caisses se vider.

Depuis le vendredi 3 juillet, tout est rentré dans l'ordre. Et la population a retrouvé avec un ravissement étonné son quotidien régional. Une

édition pourtant maigre et pâlotte : l'accord conclu dans la soirée du jeudi 2 juillet entre la direction du *Midi libre* et le Livre CGT a certes permis la fabrication du journal, mais celui-ci était amputé de deux pages et de ses photos couleur. Il a fallu attendre samedi 4 juillet pour que le quotidien retrouve son visage habituel.

Le temps de reprendre son souffle. Car le *Midi libre* sort un peu étourdi de cette grève de quinze jours. « Une grève longue, mais qui n'a jamais été dure : ni coups de force ni séquestrations », souligne un journaliste. En effet, les grévistes du Livre CGT, qui occupaient pacifiquement le hall du siège du journal à Saint-Jean-de-Vedas, n'ont pas voulu (ou pas pu) intercepter les éditions pirates de quatre, puis de huit et de douze pages, tirées à 40 000 puis 10 000 exemplaires, que la rédaction avait rédigées depuis le 2 juin à la demande de la direction, « afin de maintenir un lien minimal avec les lecteurs ».

Une édition  
pirate

Seule exception, lors de la manifestation nationale du jeudi 2 juillet, quelque 2 000 exemplaires de la dernière « édition pirate » saisis par le Livre CGT ont été jetés dans les rues du centre de Montpellier.

Le conflit s'était pourtant crispé. A l'origine, le Livre CGT réclamait une prime d'ancienneté et l'« humanisation » des conditions de travail de ses trente-trois remplaçants. La direction exigeait, en retour, une mobilité accrue et des suppressions de postes. Le 17 juin, faute d'un accord, le Livre se met en grève. Le jour même du départ du Grand Prix cycliste du *Midi libre*, « enfant chéri » du quotidien, qui draine sponsors et annonceurs !

M. Maurice Bujon, le PDG pique un coup de sang. Et le 22 juin, lors d'un comité d'entreprise, transmet ses nouvelles conditions : la prime d'ancienneté et l'amélioration des conditions de travail seront accordées, à condition que le Livre CGT accepte le plan d'information de la rédaction. « Il fallait, après une période de cinq jours, que l'on se ram-bourne et que l'on fasse avancer l'information de façon tangible », explique M. Jean-Dominique Prêtre, directeur du journal. A partir de cette date, les deux camps campent sur leurs positions.

La rédaction est mal à l'aise. Des rédacteurs, entraînés par la CGC (qui représente un tiers des journalistes) acceptent de lancer dès le 23 juin, une « édition pirate » fabriquée dans les entreprises clandestines de Toulouse et d'Espagne. Le Syndicat national des journalistes

(SNJ), majoritaire, traîne les pieds et collabore du bout des lèvres. Ses délégués prennent parti pour l'amélioration des conditions de travail des remplaçants du Livre CGT, car ils y décèlent des problèmes identiques à ceux qui se posent aux journalistes en contrats à durée déterminée et aux employés de rédaction. Mais les représentants du SNJ refusent que « les journalistes du *Midi libre* soient les otages d'un conflit qui leur échappe actuellement ».

Un accord  
à la Pyrrhus

Le 29 juin, M. Bujon adresse une lettre comminatoire au Livre CGT, lui enjoignant de reprendre le travail. Le *Midi libre* ne suit plus où il en est : entre les revendications du Livre et celles de la direction, nul ne sait plus qui fait grève. La nomination d'un médiateur, demandée par une assemblée générale de l'administration et de la rédaction, non-grévistes, se solde par un refus de la direction. Puis, lassitude ou réalisme, un accord a lieu le 2 juillet.

Un accord à la Pyrrhus : la direction accepte la prime d'ancienneté réclamée par le Livre (de 3 500 à 8 500 F par an selon l'ancienneté) et l'amélioration des conditions de travail des remplaçants. En échange le Livre CGT signe un accord concernant l'information, 25 % de la copie pourra être saisie directement par les journalistes (ce qui correspond aux accords nationaux signés en mars 1986) auxquels s'ajoutent 10 % des textes provenant de l'Agence France Presse, des résultats de concours, des grands reporters et de certains correspondants.

De part et d'autre on se refuse donc à pouvoir. Le Livre CGT met en avant la solidarité qui s'est exprimée pendant le conflit et le soutien qu'il a reçu. La direction estime, elle, avoir gagné la bataille de l'information. Même si la grève a coûté plus d'un million de francs par jour au *Midi libre*.

C'est maintenant au tour de la rédaction d'être inquiète, même si l'information, faite de terminaux, ne sera pas concernée avant trois ou quatre ans. « C'est à nous, journalistes, de négocier maintenant avec la direction nos futures conditions de travail sur l'écran », indique un membre du bureau du SNJ.

La Fédération nationale de la presse française dont M. Maurice Bujon, PDG du *Midi libre* fut le président jusqu'à ses derniers jours, a observé ce conflit avec intérêt. Et l'ensemble de la presse française a, elle aussi, fixé les yeux sur un test régional qui pourrait avoir valeur d'exemple.

YVES-MARIE LABÉ.

## La Cinq et M 6 accèdent à l'UER

## Victoire à l'arraché

La Cinq et M 6 se sont hissées, cette fin de semaine, au rang des grandes chaînes. Elles ont été autorisées par l'Assemblée générale de l'UER (Union européenne de radio-diffusion) réunie, du 3 au 6 juillet à Copenhague, à utiliser les images de ce club européen de télévision, une des principales sources d'images d'actualité pour les journaux télévisés et les émissions sportives télévisées françaises.

L'UER gère, en effet, le pot commun de reportages d'actualités dans lequel vivent les quarante-deux membres de l'Union (toute l'Europe, de l'Islande aux pourtours de la Méditerranée, Jordanie comprise). L'UER a également négocié l'exclusivité pour sa zone géographique des Jeux olympiques de Séoul et des trois prochaines coupes du monde de football, et des négociations sont en cours pour un contrat pluriannuel pour Wimbledon.

Mais il n'a pas été facile pour la Cinq et M 6 d'obtenir ce « sésame ». Il leur fallait d'abord entrer dans l'OFRT (l'Office français de radio-diffusion), représentant unique de la France au sein de l'UER (le Monde du 21 mai). TF 1, pourtant privatisée, s'y est longtemps opposée. Il fallait ensuite faire accepter cet élargissement de l'OFRT par les autres

pays membres de l'UER. Cette dernière est en effet un club fermé, au sens britannique du terme. Même si plusieurs chaînes privées en font partie (le CIT, les réseaux britanniques ITV et Channel Four ainsi que Canal Plus), l'esprit dominant de ses adhérents y est celui du service public. Ainsi, M. Silvio Berlusconi a présenté, en vain jusqu'ici, les candidatures de ses sociétés italiennes, mais la RAI s'y oppose. Beaucoup de chaînes publiques, allemandes et italiennes en tête, redoutaient, semble-t-il, que les chaînes privées françaises ne soient « le loup dans la bergerie ».

L'UER n'a d'ailleurs accordé qu'un « laissez-passer » provisoire à la Cinq et à M 6 en attendant la révision de ses statuts. TF 1 privatisée, elle-même, n'aurait pu devenir membre actif de ce club sans « l'habileté et l'autorité » du négociateur français, M. Jean Antin, président de l'OFRT, et membre de la commission nationale de la communication et des libertés. Ce dernier peut se flatter d'une autre victoire à Copenhague : c'est à un Français, M. Henri Pérez, directeur général d'Antenne 2, que revient la direction de la division « programmes » de l'UER.

RECTIFICATIF. — Il y a Springer et Springer : Les éditions scientifiques Springer (Springer Verlag) nous signalent que cette société, fondée en 1842 par Julius Springer, n'a aucun lien avec le groupe de presse créé par Axel Springer. Ainsi, c'est bien Springer Verlag — et non Axel Springer — qui a confié à Robert Maxwell le soin de le représenter en Grande-Bretagne après la guerre, contrairement à ce que nous avons écrit dans notre portrait de M. Maxwell publié dans nos éditions datées 7-8 juin. Ce dernier avait évoqué devant nous le nom de Springer, sans autre précision.

Nouvelles secousses  
au sein de la rédaction  
d'Antenne 2

La rédaction d'Antenne 2 a vivement réagi à l'annonce de la prochaine arrivée d'Henri Samier au sein de la rédaction (le Monde du 5-6 juin). Les qualités professionnelles de ce dernier ne sont pas en cause, mais ce sont, une nouvelle fois, les méthodes du directeur de la rédaction de la deuxième chaîne, Elie Wazman, qui sont contestées.

Les journalistes dénoncent l'absence de concertation : ils ont appris la nouvelle par la presse. Ils redoutent ensuite que la direction ne mette à profit cette arrivée pour créer « une rédaction à l'intérieur de la rédaction ». Henri Samier rejoindra en effet la chaîne avec trois journalistes de son équipe actuelle.

Ce nouveau motif de mécontentement vient s'ajouter aux multiples frictions opposées depuis plusieurs mois la rédaction à la direction. La dernière en date — et non la moindre — tenait à l'accord que la chaîne souhaitait passer avec Ellipse, une société de conseil, filiale de Canal Plus, pour la refonte de la tranche 19 h 30 - 20 h 30.

Découragés, par ces continuelles mises en demeure de la direction, une partie de la rédaction s'apprête à quitter la chaîne. Ainsi, Paul Lefebvre s'apprête à rejoindre la Cinq ; Martine Allain-Regnaud et son équipe devraient quitter la Une ; Hervé Brusini devrait lui aussi quitter l'avenue Montaigne, ainsi que Bernard Rapp, qui devrait présenter *Découvertes* sur Europe 1, à la rentrée. Une assemblée générale de la rédaction devait se tenir lundi 6 juillet dans l'après-midi.

« Nous ne laisserons pas casser la rédaction », affirme Noël Mamère, délégué du personnel CFDT d'Antenne 2.

**L'ORDINATEUR INDIVIDUEL**  
MICROS, LOGICIELS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

**SIX CLONES PC A MOINS DE 10000F**

juillet-août 87  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**SCIENCES PO. Préparations**  
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé  
46, bd Saint-Michel, Paris 5<sup>e</sup>  
Téléphone : 46.53.51.23 / 46.53.03.71

**Le Monde**  
CINÉMA



Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

# théâtre

## Les salles subventionnées

TEP (43-64-80-80). Relâche annuel jusqu'au 11 septembre.  
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83). Relâche annuel jusqu'au 11 septembre.  
REAUBOURG (43-77-12-33). D'Étienne Reaubourg. Vidéo-Information. 13 h : Une vie de chœur, de G. Sarragat. 16 h : Hergé contre Warhol, de Van Tighon. 19 h : Cossak, de B. Gaudin. Vidéo-Musique. 13 h : Rock around, de Y. Billet. A. Gaudin. 16 h : C'est l'histoire, de Moutet. 19 h : Océano, de Verdi.

## Les autres salles

GRAND EDGAR (43-20-90-20). 20 h 15 : Carmen cru.  
BUCHETTE (43-26-38-99). 19 h 30 : la Cantatrice chauve. 20 h 30 : la Lope. 21 h 30 : Sports et divertissements.  
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). 21 h, min. 18 h : Vingt ans de piano foré.  
BOREAU THÉÂTRE (42-71-30-30). 20 h 30 : Arrêt sur image.  
TH. D'EDGAR (43-22-11-02). 20 h 15 : les Babes d'acier. 22 h 30 : Nous on fait ça on nous dit de faire.  
TH. DU MARAIS (46-66-02-74). 20 h 30 : Nuits d'été.  
ZÉRE (43-51-55-20). 20 h 30 : L'incroyable et l'histoire du général Penelope et de l'infamie Mauchon.

## Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). 12 h 15 : Arah = MC2. 21 h 30 : Sauve la bête. 22 h 30 : Mami qui fait la police. 23 h 15 : les Secrets Montparnasse.  
CAFÉ D'EDGAR (43-20-90-20). 20 h 15 : Tiers, vaillants deux bouffes. 21 h 30 : Mangones d'hommes. 22 h 30 : Ours de secours. 23 h 15 : C'est plus simple à deux. 21 h 30 : le Chronoscope chateaubien. 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

## PETIT CASINO

(43-78-36-30). 21 h : Les deux sont vaches. 22 h 30 : Nous, on aime.

## Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (43-78-44-53). 21 h : L'assommoir.

## Comédies musicales

PALAIS DES GLACES (46-06-49-93). 19 h : Pique-Pique.

## Le music-hall

LA BRUYÈRE (48-74-82-21). 21 h : Mère Juliette.  
LUCERNAIRE (45-44-57-34). 18 h 30 : Nef maléfique.

## Jazz, pop, rock, folk

AUBER, à 17 h : R. Gervin Big Band.  
BAISER SÈCHE (43-33-37-71). à 21 h : Rex Barde.  
CAVEAU DE LA BUCHETTE (43-26-05-05). O. Lafont.  
EXCALIBUR (48-04-74-92). 23 h, Soirée.  
MIDWINTER (47-58-12-30). 22 h : P. Gaudin et Four Stars.  
MONTANA (45-48-93-08). 22 h 30 : Trio R. Utranger.  
MONTGOLFIER (40-60-30-30). 22 h : G. Franc.  
NEW MORNING (45-23-51-41). 21 h 30 : A. Blythe, H. Tapscott Quartet.  
OLYMPIA (47-42-25-49). 20 h 30 : On Pense à la Saison.  
PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59). 21 h : Alligator Jazz Band.  
LA PINTÉ (43-26-26-15). 21 h 30 : Darius Bud.  
SUNSET (42-61-46-60). 23 h : C. Jefferson Quartet.

## Les concerts

Eglise Saint-Sébastien. 20 h 30 : S. Gervais (Bretagne, infidèle pour orgue).  
Sainte-Chapelle. 18 h 45 et 21 heures : Art Antique de Paris (Musique espagnole du XVI<sup>e</sup>. L'Amour courtois au Moyen Âge).  
Eglise Saint-Jacques-le-Paroisse. 21 heures : les Trompettes de Versailles (Bach, Haendel, Vivaldi).  
Bourbon. 18 heures : J.-M. Bona (Hendel, Pergolè).

## En région parisienne

FESTIVAL DU MARAIS (48-87-15-84).  
EGLISE SAINT-MICHEL. à 21 h 15 : Office des Fêtes. Messe de l'Ass. dir. A. Bénédi. F. Billel.

# cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

## La Cinéma-thèque

CHAILLOT (47-84-24-24).  
LUNDI 6 JUILLET

Relâche.

REAUBOURG (42-78-35-37).  
LUNDI 6 JUILLET

15 h, Cinqquante, de J. Feyder. 17 h, la Vie future, de J. Feyder. 19 h, la Vie future, de J. Feyder. 21 h, la Vie future, de J. Feyder. 23 h, la Vie future, de J. Feyder.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (43-78-36-30).  
LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

LUNDI 6 JUILLET

14 h 30, Tiroir (Miroir) (Troisième nuit), de J. Bogusz. 17 h 30, Phoebe, d'Hector Malabry. 20 h 30, Miroir, de J. Bogusz. 23 h 30, Miroir, de J. Bogusz.

## Comédies musicales

PALAIS DES GLACES (46-06-49-93). 19 h : Pique-Pique.

## Le music-hall

LA BRUYÈRE (48-74-82-21). 21 h : Mère Juliette.  
LUCERNAIRE (45-44-57-34). 18 h 30 : Nef maléfique.

## Jazz, pop, rock, folk

AUBER, à 17 h : R. Gervin Big Band.  
BAISER SÈCHE (43-33-37-71). à 21 h : Rex Barde.  
CAVEAU DE LA BUCHETTE (43-26-05-05). O. Lafont.  
EXCALIBUR (48-04-74-92). 23 h, Soirée.  
MIDWINTER (47-58-12-30). 22 h : P. Gaudin et Four Stars.  
MONTANA (45-48-93-08). 22 h 30 : Trio R. Utranger.  
MONTGOLFIER (40-60-30-30). 22 h : G. Franc.  
NEW MORNING (45-23-51-41). 21 h 30 : A. Blythe, H. Tapscott Quartet.  
OLYMPIA (47-42-25-49). 20 h 30 : On Pense à la Saison.  
PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59). 21 h : Alligator Jazz Band.  
LA PINTÉ (43-26-26-15). 21 h 30 : Darius Bud.  
SUNSET (42-61-46-60). 23 h : C. Jefferson Quartet.

## Les concerts

Eglise Saint-Sébastien. 20 h 30 : S. Gervais (Bretagne, infidèle pour orgue).  
Sainte-Chapelle. 18 h 45 et 21 heures : Art Antique de Paris (Musique espagnole du XVI<sup>e</sup>. L'Amour courtois au Moyen Âge).  
Eglise Saint-Jacques-le-Paroisse. 21 heures : les Trompettes de Versailles (Bach, Haendel, Vivaldi).  
Bourbon. 18 heures : J.-M. Bona (Hendel, Pergolè).

## En région parisienne

FESTIVAL DU MARAIS (48-87-15-84).  
EGLISE SAINT-MICHEL. à 21 h 15 : Office des Fêtes. Messe de l'Ass. dir. A. Bénédi. F. Billel.

## Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20  
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles. L'ide il à 21 h sauf dimanches et jours fériés. Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club.

## Lundi 6 juillet

FREDDY 3, LES GIFFES DU CALICHEM (7). (A. v.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-97-53-74) ; George-V, 9<sup>e</sup> (42-62-41-46) ; V.F. : Maxville, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; François, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; Fauvette, 13<sup>e</sup> (43-31-60-74) ; Gaumont-Aléa, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Miramar, 14<sup>e</sup> (43-20-89-52) ; Pathé-Wepler, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).  
GOOD MORNING BARILLOIA (A. v.) : Forum Arc en Ciel, 1<sup>er</sup> (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 9<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; George-V, 9<sup>e</sup> (42-62-41-46) ; 14-Juillet Odéon, 11<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
LE GRAND CHEMIN (A. v.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-37) ; Impérial, 2<sup>e</sup> (42-33-22-36) ; Georges V, 9<sup>e</sup> (45-42-41-46) ; Paris-Clés, 10<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; 14-Juillet Odéon, 11<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
LA RUE (A. v.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-37) ; Impérial, 2<sup>e</sup> (42-33-22-36) ; Georges V, 9<sup>e</sup> (45-42-41-46) ; Paris-Clés, 10<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; 14-Juillet Odéon, 11<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
SARINE KLEIST, 7 ANS (A. v.) : République-Cinéma, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33).  
STAND BY ME (A. v.) : Studio de la Harpe, 9<sup>e</sup> (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 9<sup>e</sup> (45-22-46-01).  
LA STORIA (A. v.) : Lania, 4<sup>e</sup> (42-78-47-86).  
STRANGER THAN PARADISE (A. v.) : Utopia, 9<sup>e</sup> (43-26-84-63).  
STREET TRASH (A. v.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-37) ; Impérial, 2<sup>e</sup> (42-33-22-36) ; Georges V, 9<sup>e</sup> (45-42-41-46) ; Paris-Clés, 10<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; 14-Juillet Odéon, 11<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
THE AMERICAN WAY (A. v.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-37) ; Impérial, 2<sup>e</sup> (42-33-22-36) ; Georges V, 9<sup>e</sup> (45-42-41-46) ; Paris-Clés, 10<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; 14-Juillet Odéon, 11<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
THE BIG EASY (A. v.) : Ché-Bear, 14<sup>e</sup> (42-71-32-36) ; UGC Odéon, 9<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; Normandie, 9<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; UGC Biarritz, 9<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
THESE (A. v.) : Clichés Saint-Germain, 9<sup>e</sup> (46-33-10-82).  
TIN MEN, LES FILOUS (A. v.) : Gaumont-Halles, 1<sup>er</sup> (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 9<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; Palais Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; Paris-Clés, 10<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; 14-Juillet Odéon, 11<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
SP7 LE MATIN (A. v.) : Gaumont-Halles, 1<sup>er</sup> (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 9<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; Palais Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; Paris-Clés, 10<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; 14-Juillet Odéon, 11<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
TRUE STORY (A. v.) : Timples, 9<sup>e</sup> (42-72-84-50).  
UNE FLAMME DANS MON CŒUR (A. v.) : Ché-Bear, 14<sup>e</sup> (42-71-32-36) ; UGC Odéon, 9<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; Normandie, 9<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; UGC Biarritz, 9<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
MON CHER PETIT VILLAGE (A. v.) : Gaumont-Halles, 1<sup>er</sup> (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 9<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; Palais Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; Paris-Clés, 10<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; 14-Juillet Odéon, 11<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
LE NOM DE LA ROSE (A. v.) : Ché-Bear, 14<sup>e</sup> (42-71-32-36) ; UGC Odéon, 9<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; Normandie, 9<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; UGC Biarritz, 9<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
PÉE-WEE BIG ADVENTURE (A. v.) : Gaumont-Halles, 1<sup>er</sup> (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 9<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; Palais Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; Paris-Clés, 10<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; 14-Juillet Odéon, 11<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
LA PETITE BOUTIQUE DES HOMMES (A. v.) : Gaumont-Halles, 1<sup>er</sup> (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 9<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; Palais Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; Paris-Clés, 10<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; 14-Juillet Odéon, 11<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
PIERRE ET DUMELA (A. v.) : Clichés Saint-Germain, 9<sup>e</sup> (46-33-10-82).  
PLATON (A. v.) : Paris-Clés, 10<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; 14-Juillet Odéon, 11<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
POULE ET FRITES (A. v.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-37) ; Impérial, 2<sup>e</sup> (42-33-22-36) ; Georges V, 9<sup>e</sup> (45-42-41-46) ; Paris-Clés, 10<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; 14-Juillet Odéon, 11<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
POLICE ACADEMY 4 (A. v.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-37) ; Impérial, 2<sup>e</sup> (42-33-22-36) ; Georges V, 9<sup>e</sup> (45-42-41-46) ; Paris-Clés, 10<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; 14-Juillet Odéon, 11<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
QUATRE AVENTURES DE REI-NETTE ET MIBELLE (A. v.) : Gaumont-Halles, 1<sup>er</sup> (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 9<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; Palais Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; Paris-Clés, 10<sup>e</sup> (47-70-72-86) ; 14-Juillet Odéon, 11<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biennale-Montparnasse, 19<sup>e</sup> (45-44-57-34).

Le Monde • Mardi 7 juillet 1987 17

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

Le Monde Informations



حکومت الراحل

# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mat. Signification des symboles : **P** Programmé dans le Monde radio-télévision ; **F** Film à vision ; **Q** Ou peut voir ; **N** Ne pas manquer ; **M** Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 6 juillet

**TF 1**  
20.35 Cinéma : *Canicula*. Film français d'Yves Boisset (1983). Avec Lee Marvin, Mimi-Mou, Jean Carmet, Victor Lanoux, Bernadette Lafont. Un gangster américain, poursuivi par la police à travers la Béauce, se réfugie dans une ferme isolée dans les habitants vont se révéler aussi dangereux que des croques. Après une séquence d'ouverture foudroyante, ce film noir français sombre dans un naturalisme outrancier. 22.15 Magazine : Les sciences à la une. Emission de Jean-Pierre Cottet, présentée par Patrick Bourrat. Annonces de Jean-Pierre Cottet, présentée par Patrick Bourrat. Pourquoi des trous dans le gruyère ; Savons et savants ; Les fractales ; Les explosifs ; Le risque chimique. 23.15 Journal. 23.35 Série : Les érudits. L'expérience.

**A 2**  
20.35 Théâtre : Les Gens d'en face. De Hugh Whitmore, mise en scène de Jonathan Crichtley. Avec Françoise Fabian, Marcel Bozzuffi, Sandrine Dumas, Geneviève Fontaine. Un épisode de la guerre froide vient troubler l'existence tranquille d'une famille d'Anglais moyens. 22.15 Documentaire : L'inspiration. L'apparition, de Pascal Aubier ; Lumières de Paris, de Bernadette Maria ; Voyage d'une main, de Raoul Ruiz ; Un moment fatal dans la nuit d'un héros de tous les jours. 23.10 Histoire courte. 23.35 Journal.

**FR 3**  
20.35 Cinéma : Le Boston. Film français de J.-C. Miesem (1985). Avec Remy, V. Genes. Un ancien parleur de coffres-forts devenu bandit accepte un casse pour payer une opération qui doit sauver son fils cardiaque. Il se fait piéger avec son frère et ses copains. Le film s'égare dans la violence, mais il y a de bons moments, et c'est bien joué. 22.10 Journal. 22.35 Série : Histoire vraie. De Frédéric Potouchon. 2. L'affaire Lafarge. 23.25 Prélude à la nuit.

**CANAL PLUS**  
20.30 Cinéma : Arthur. Film américain de Steve Gordon (1981). Avec Dudley Moore, Liza Minnelli, John Gielgud, Geraldine Fitzgerald. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Corrida. 23.25 Magazine : Le monde du sport. 0.25 Cinéma : P.O. Film américain de William

Wyler (1965). Avec Terence Stamp, Samantha Eggar, Marlon Brando (v.a.). 2.20 Série : Rawlins.

**LA 5**  
20.30 Téléfilm : Sur les sables des sables (2<sup>e</sup> partie). Avec Burt Lancaster. 22.10 Série : Mésa impossible. 23.05 Série : Les cinq dernières minutes. 0.45 Série : Les érudits. 1.35 Série : Hôtel. 2.25 Série : Ripaille.

**M 6**  
20.30 Cinéma à la carte. 1<sup>er</sup> choix : Deux grandes filles dans un pyjama. Film français de Jean Girault (1974). Avec P. Nicoud, J. Jouanneau, M. Galabru, M. Prele. Un architecte dont la femme est partie en vacances se trouve aux prises avec deux filles débauchées et se voit pas succomber à la tentation. C'est aussi plat, bête, égrillard que les plus vides des films. 2<sup>e</sup> choix : Macha Calabrese. Film américain de Bernard L. Kowalski (1970). Avec D. Janssen, J. Seberg, J. Booth, Les J. Cobb. Un ancien soldat nordiste a tué, après la guerre, un officier sudiste manchot. La veuve le poursuit de sa haine. Tentative ratée d'une combinaison entre le chien d'extérieur américain et le western. 22.00 ou 22.10 Série : Châti de l'âme. Les maîtresses de papa. 22.50 ou 23.00 Journal. 23.05 ou 23.15 Musique : Chap. clip. 0.00 Série : Les érudits. 0.50 Musique : Boulevard des clips.

**FRANCE-CULTURE**  
20.00 Musique : Mode d'emploi. George Bernard Shaw, critique musical. 20.30 L'Amour de Vivaldi, d'Ermano Macario (3<sup>e</sup> partie). 21.30 Musique : L'histoire. Musiques chinoises. 22.30 La nuit sur un plateau.

**FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Les soirées de France-Musique. Concert (donné le 24 mai à Scherzinger) ; Musique de table (ouverture et fin de la trilogie) ; de Tchaïkovski ; Concerto pour violon, cordes et basse continue en si bémol majeur, BWV 288, de Haendel ; Concerto pour flûte, traverso, violon, clavier, cordes et basse continue en la mineur, BWV 1044, de Bach, par Musica Antiqua de Cologne, dir. Reinhard Goebel.

## Mardi 7 juillet

**TF 1**  
13.50 Série : La croisière s'annonce. Le rive passe (1<sup>re</sup> partie). 14.45 Croque-vacances. Calimero ; Bricolage ; Tintin : Le crabe aux pinces d'or ; Bleu marine ; Vidéo-surprise ; Les tripodes ; Variétés : Claude Barzotti. 16.30 Variétés : Les chansons aux chansons. Emission de Pascal Sevran. 17.15 : Colette Renard, Yves Duteil, C. Jérôme (rediff.). 17.00 Feuilleton : Les fanchons de marquis (deuxième épisode). 17.55 Météo journal, pour les jeunes. De Patricia Drevet. 18.05 Série : Maman. Comme si de rien n'était. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.35 Théâtre : Felle Amenda. Comédie de Barillet et Gredy, mise en scène de Jacques Chessex. Avec Jacqueline Maillan, Jacques Jouanneau, Sacha Briquet, Daniel Ceccaldi. L'intrigue est banale, mais quel jeu d'acteurs ! 22.05 Documentaire : Histoire naturelle, d'Igor Barrière et Jean-Pierre Flaurin. 1. Survivances : modes de chasse et de pêche traditionnels. 23.40 Journal. 0.00 Série : Les érudits. Mutation.

**A 2**  
13.50 Série : Rast. 14.40 Feuilleton : Rue Carnot. 15.05 Sports 66. Tour de France : rétrospective ; en Eurovision de Troyes : 7<sup>e</sup> étape du Tour 1987 ; Epinal-Troyes : A chacun son Tour, par Jacques Chancel ; Jeux européens handisports à Paris. 16.00 Feuilleton : A l'assaut du Caillou. 18.30 Rêve A 2 66. Devineries d'Epinal ; Les maîtres de l'univers ; Téléchat. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. Coupe des clubs, en direct d'Antibes. 19.40 Le Journal du Tour. 20.00 Journal. 20.30 Les dossiers de l'écran : Le Bal m m Film franco-italien d'Ettore Scola (1983). Avec Ettore Scola, Guichard, Jean-Claude Pignatelli, Francesco de Rosa, Martine Chaumon. Dans un décapage « air d'été », en 1983, le vieux barman se souvient des bals d'été. A travers danses et chansons et sans sortir du décor sont évoqués 1936, 1940, 1942, 1944, 1945, 1956, 1968, c'est-à-dire tous les moments où la société française, de gré ou de force, s'est mise à changer. On reconnaît le style de Scola dans l'élégance de la comédie et du drame. 22.30 Dites : chanson d'un jour, chanson de toujours, en direct de la Coupole. Avec Denise Grey, la baronne Rey de Villerte, Françoise Planiol, Lio, Robert Mammol, Darry Cowl, Paul Guhl, Auguste Lebreton, Nicolas Peyrac, Jacques Lantzman, Pierre Michel, Gérard Lantzman, Louis Menandou. 23.30 Journal.

**FR 3**  
13.25 Feuilleton : Thierry la Fronde. 14.00 Agenda des vacances. 14.25 Les films de l'été. 14.45 Look. 14.50 Top melody. 14.55 Sports-loisirs. 15.10 Pense-bêtes. 15.30 Documentaire : Splendeurs sauvages. 16.00 Gastronomie. 16.05 Jeu : Le jeu de la séduction. 16.10 Jeu : Demos France. 16.20 Le tube de l'été. 16.30 Le jeu de la séduction (suite). 17.00 Feuilleton : Vive la vie ! (5<sup>e</sup> épisode). 17.30 Le magazine enchanté. 17.35 Jeu : Géométrie en herbe. 18.25 Dessin animé : Belle et Sébastien. 18.30 Série : Les aventures de Lancelot. 19.00 Le 19-20 de l'été. 19.20 de l'été. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.55 Dessin animé : Ulysse 31. 20.04 Jeu : La classe. 20.35 La dernière séance. 1<sup>er</sup> film : La première belle rue m Film américain de Russel Rouse (1956). Avec G. Ford, J. Crain. Un ancien tueur d'élite devenu commerçant doit reprendre les armes pour protéger ses concitoyens d'un péril qu'il a provoqué. Mise en scène épurée et belle interprétation de Glenn Ford. 22.05 Dessin animé : Tom et Jerry ; Tex Avery. 22.30 Journal. 22.55 2<sup>e</sup> film : Graine de violence m Film américain de Richard Brooks (1955). Avec G. Ford, A. Francis. Un jeune professeur lutte contre la violence engendrée par une bande d'adolescents. Un film qui fit date

par sa critique sociale incisive, son idéalisme, sa prise de position contre le racisme, sa façon très honnête d'aborder le problème de la délinquance juvénile, et l'utilisation des airs de rock.

**CANAL PLUS**  
13.30 Série : Malou. 14.00 Cinéma : Le Sacrifice m Film franco-italien d'André Tarkovski (1986). Avec Brian Josephson, Susan Fleetwood, Valérie Mairesse, Allan Edwall. 16.30 Cinéma : Salvador m Film américain d'Oliver Stone (1986). Avec James Wood. 18.30 Flash d'informations. 18.53 Top 50. 19.00 Série : Une vie de rêve. 19.25 Jeu 66. 19.45 Flash d'informations. 20.00 Série : Staling 13. 20.30 Cinéma : Vingt mille lieues sous les mers m Film américain de Richard Fleischer (1954). Avec Kirk Douglas. 22.35 Flash d'informations. 22.45 Cinéma : Les Dents de la mer III m Film américain de Joe Alves (1983). Avec Dean Cain, Ben Aracrony. 0.20 Cinéma : Le Cal de carrousel le soir au-dessus des nuages. Film français de Michel Audiard (1970). Avec Michel Serrault, Bernard Blier, Paul Meurisse. 1.45 Cinéma : La Rampe d'Éva. Film français (classé X) de J. Helbo (1985).

**LA 5**  
13.45 Série : Les érudits. 14.45 Les cinq dernières minutes. 16.20 Série : Les chevaliers du ciel. 16.50 Série : L'île mystérieuse. 17.50 Le temps des copains. 18.20 Série : Happy Days. 18.45 Amélie et Willy. 19.15 Série : Ripaille. 20.05 Dessin animé : Robotech. 20.30 Cinéma : Saint Paul, apôtre le trésor m Film américain de S. Corbucci (1981). Avec B. Spencer, T. Hill. Deux hommes qui ont fait naufrage avec un yacht cherchent un trésor caché dans une île du Pacifique. Très banale bande dessinée d'aventures. 22.25 Série : Mésa impossible. 23.15 Les cinq dernières minutes. 0.55 Série : Les érudits. 1.45 Série : Hôtel. 2.35 Série : Ripaille.

**M 6**  
13.30 Série : L'incroyable Hulk (rediff.). 14.20 Musique : Clip fréquence FM. Les animateurs de la FM à visage découvert. 15.20 Hit hit hit (suite). 15.30 Jeu : Mégavitesse. Le Péru. 16.15 Jeu : Clip combat. Deux vedettes du sport, du cinéma, de la chanson s'affrontent en un combat musical. 17.05 Série : Les érudits (rediff.). 18.00 Journal. 18.15 Série : La petite maison dans la prairie. Les payannes. 19.05 Série : Chacun chez soi. Le tournage. 19.30 Série : L'incroyable Hulk. Le retour. 20.25 Jeu : Six'appel. 20.30 Téléfilm : Au-delà des plaines. De Bill Hughes. Avec John Waters, Jerry Seinfeld, Simon Bachmann. Ben Lomax a des ennemis avec son pur-pur. 22.00 Série : Maîtres et valets. Tentation. 22.50 Journal. 23.05 Magazine : Images et desserts. 0.00 Série : Maîtres et valets. 0.50 Musique : Boulevard des clips.

**FRANCE-CULTURE**  
20.30 Le Journal de la culture. Dossier : Les enfants en difficulté de santé mentale. 21.30 La nova caque catalane. (Luis Llach, Maria del Mar Bonet, Marina Rossell). 22.30 Nuits musicales. Les gens tout de même : La télévision. 1. La télé de papa : 1955-1965. 0.10 Du jour au lendemain.

**FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Les soirées de France-Musique. Concert (donné le 13 mai au Musée d'art moderne) ; Quintet, de Powers ; Trois petites pièces pour violon et piano, de Boulanger ; Sonate pour violoncelle et piano, de Carter ; Concerto pour piano et orchestre, de Lambert, par le L'Orchestre Ensemble de Londres, dir. Odaline de la Martinez, sol. Chantal Sigliani, piano.

# Informations « services »

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 4521**  
1 2 3 4 5 6 7 8 9  
I  
II  
III  
IV  
V  
VI  
VII  
VIII  
IX  
X  
XI

**HORIZONTALEMENT**  
I. Sa foudre est due à l'absence de pluie. — II. A l'origine de longs développements. Note. — III. Est bien incapable de rire sous cape. A certainement incité à rire sous cape. — IV. C'est pour rire ! Est donc dans de bonnes dispositions. — V. N'apporte rien de nouveau. — VI. S'assure dans le présent un travail d'avenir. — VII. Partis Dieu sait où ! Était au bras de ceux qui ne viennent aux mains. — VIII. Tombe par deux fois dans le lac. Visible sous une feuille. — IX. Crée des distinctions. On n'a généralement pas le temps de s'attarder quand il est pressé. — X. Prend le temps d'agir. Produisent le même effet que la jalousie. — XI. Entre des pincettes et des fourchettes. Gagne la Manche.

**VERTICALEMENT**  
1. Procède à de nombreux renvois. De quoi avoir bien jeu. — 2. Voit les choses de haut. N'avait pas son bonnet sur la tête. — 3. Rétablit l'ordre. — 4. Figure biblique. Empêche de se répandre. — 5. Savent se montrer brillants. Article. Où un aveugle ferme définitivement les yeux. — 6. A souvent des feuilles grises de ses branches. Permettent à des rangers d'avoir un rôle à jouer. — 7. Donnent des visions extérieures à des hommes d'intérieur. — 8. Pousse à faire des signes de croix. Intervient dans des calculs. — 9. S'intéressent à ce qu'ils ont à leur pied. On peut aller vers elle après avoir taillé une bavette.

**Solution du problème n° 4520**  
**Horizontalement**  
I. Orogénèse. Volet. — II. Remémorer. Adage. — III. Une. Ség. Ré. — IV. Née. Née. Ru. Sk. — V. Gné. Sentiments. — VI. Ea. Sorte. Ami. As. — VII. Tente. Idée. Go. — VIII. Serénité. As. Sol. — IX. Avinée. Un. Tr. — X. Née. Urte. Oc. — XI. Stout. Rue. — XII. Waters. Avicenne. — XIII. Irène. Nat. Dalm. — XIV. Cl. Us. Vire. Inde. — XV. Hâte. Rase. Ode.

**Verticalement**  
1. Orange. Sandwich. — 2. Ré (cf. « Ré »). Eau. Eve. Aria. — 3. Omise. Trieste. — 4. Gt. Soia. Tenu. — 5. Eau. Soit. Orea. — 6. Non. Eau. Us. — 7. Éclaircie. Ul. Va. — 8. Se. Été. Sôr. — 9. É. Nac. Vulture. — 10. Armada. Tuile. — 11. Vaguettes. — 12. Ode. Nie. — 13. La. St. St. Crise. — 14. Egrisse. Aida. — 15. Teu. Solécisme.

GUY BROUTY.

## EN BREF

● Concours. — Les épreuves d'admissibilité du concours d'entrée à l'Institut national des techniques de la documentation (INTD) se dérouleront à Paris les 17 et 18 septembre, et les épreuves d'admission (oral) le 8 octobre, pour soixante-six places à pourvoir dans la prochaine promotion. Les dossiers d'inscription doivent être déposés à l'INTD, inscriptions du 1<sup>er</sup> au 10 juillet et du 1<sup>er</sup> au 11 septembre 1987.

● Renseignements : Conservatoire national des arts et métiers ou à l'INTD : 2, rue Comte-Tél. : 42-71-24-14 (postes 516-517).

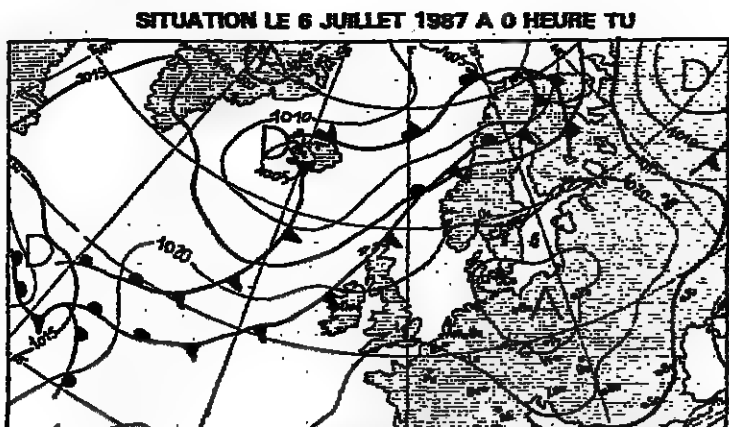
● Ouverture d'une classe spéciale préparatoire. — En liaison avec la direction du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, cette classe spéciale prépare au concours d'entrée au Conservatoire national supérieur d'art dramatique et aux écoles nationales. Les jeunes (garçons et filles de dix-sept à vingt et un ans) désirant s'y inscrire peuvent demander dès maintenant le questionnaire préalable à l'inscription au TEM, 10, rue des Roches, 93100 Montreuil.

● Contact : Jean Guérin, directeur du Théâtre-Ecole de Montreuil. Tél. : 48-58-65-33.

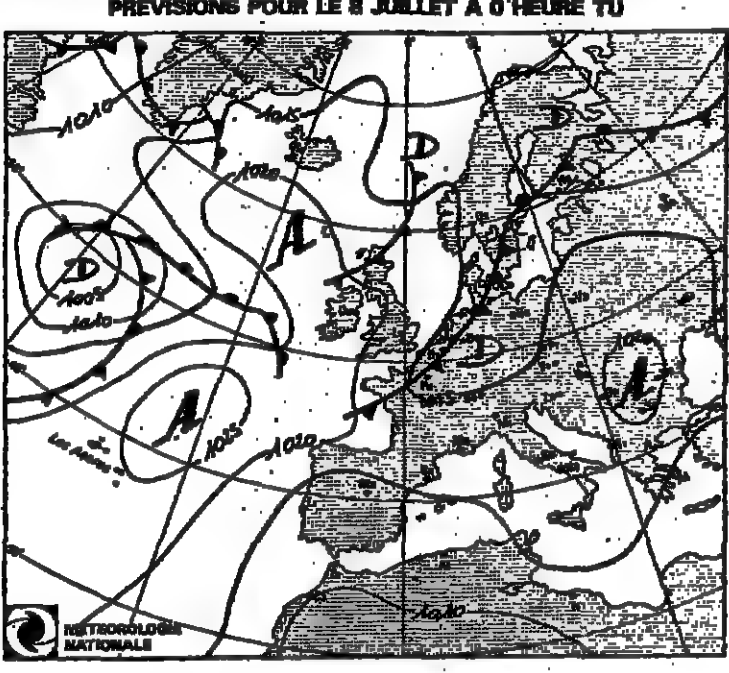
● Rencontre de danse sacrée. — Une rencontre internationale de danse sacrée occidentale se tiendra à Avignon du 11 au 26 juillet 1987, proposant des ateliers de danse classique, danse sacrée, spectacles, tables rondes, etc. Les participants viendront d'Italie, du Canada, des États-Unis, du Japon.

● Pour tout renseignement : Théâtre de la Dausse, 1 bis, rue Sainte-Catherine, 84000 Avignon. Tél. : 90-86-01-27.

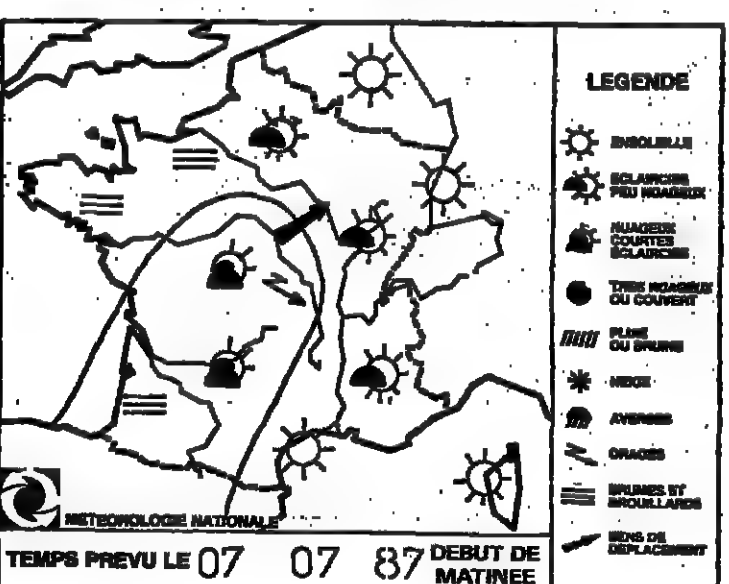
## MÉTÉOROLOGIE



**SITUATION LE 6 JUILLET 1987 À 0 HEURE TU**  
MÉTÉOROLOGIE NATIONALE



**PRÉVISIONS POUR LE 8 JUILLET À 0 HEURE TU**  
MÉTÉOROLOGIE NATIONALE



TEMPS PRÉVU LE 07 07 87 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 05-07 à 6 heures TU et le 06-7-1987 à 6 heures TU											
FRANCE				ÉTRANGER							
AMCER	29	19	D	TOUR	29	17	N	LOS ANGELES	23	16	D
MARIT	25	20	C	TOURNAI	31	17	N	LUXEMBOURG	25	16	D
BORDEAUX	31	20	C	FONTEL	31	23	N	MARSEILLE	33	19	F
NANTES	30	19	N					MARSAKR	31	19	D
CAEN	25	16	N	ALGER	28	22	C	MILAN	25	14	O
CHERBOURG	22	16	C	AMSTERDAM	26	14	D	BECKO	20	11	O
CLEMONTE-FERR	31	18	D	ATHENES	32	23	C	MONTECARLO	31	21	N
SEIN	28	17	D	BANGKOK	30	27	C	MOSCOW	16	10	N
CHERBOURG	31	20	D	BANGKOK	30	20	N	NARBO	26	17	D
LILLE	26	13	D	BEIRUT	25	13	D	NEW YORK	31	21	C
LONDRES	30	18	N	BRUXELLES	24	12	D	OSLO	24	15	N
LYON	29	20	N	BRUXELLES	26	14	D	PALM-BEACH	34	19	D
MARSEILLE	32	23	D	LE CAIRE	33	29	D	PARIS	33	21	N
NANCY	26	13	D	COPENHAGUE	20	13	N	REIMS	25	22	C
NICE	31	21	D	DAKAR	30	23	N	ROME	30	22	C
PARIS	24	14	D	DELHI	41	30	D	SARAJEVO	32	25	N
PANAMA	29	19	D	DIJON	22	14	D	STOCKHOLM	22	15	D
RAU	29	19	C	GENEVE	22	16	D	SYDNEY	31	19	N
RENNES	33	21	N	HONGKONG	32	27	C	TOKYO	24	19	C
ROUEN	30	17	N	STAMBOUL	28	19	N	TUNIS	31	19	D
ST-ETIENNE	31	19	N	TEHRAN	25	16	D	VARSOVIE	21	10	N
STRASBOURG	26	13	D	LE CROIX	26	18	D	VIENNE	31	23	N
				LONDRES	28	15	C	VIENNE	22	14	D

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Données établies avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## Audience TV du 5 juillet 1987 (BAROMETRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers									
HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6		
19 h 22	21,7	Atout du temps	Stade 2	Atout 3	Les Magiciens	Ripaille	Cher au		
		10,9	10,9	0,5	1,6	1,6	1,6		
19 h 45	25,5	Atout du temps	Quel de nous ?	La France	Catch	Ripaille	Hulk		
		11,5	9,4	2,6	1,0	0,5	0,5		
20 h 16	35,1	Journal	Journal	Hugues show	Clept	Robotech	Hulk		
		19,3	13,0	4,7	0,5	1,0	0,5		
20 h 55	34,8	Norme passé	Le Secret	Piste du crime	8 semaines 1/2	Les Chiffres	Quel et C		
		16,7	16,1	2,1	2,6	5,2	2,1		
22 h 08	31,3	Sport seul	Les canots	St 3	8 semaines 1/2	Milieu imp.	Vague		
		9,9	4,2	4,2	4,2	7,3	6,1		
22 h 44	25,5	Sport seul	Édition nuit	Club, match	La Symphonie	Mission esp.	Vague		
		8,8	2,6	3,6	1,6	10,4	0,5		

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 133 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.



Un livre du comte de Paris : «L'avenir dure longtemps».

## Monarchie et démocratie

L'histoire, en France, est un enjeu national : notre passion de l'histoire est passion de l'avenir. Comme l'écrit le comte de Paris dans *L'avenir dure longtemps* : « La mystère de la France n'est pas d'élucidé, son destin ultime reste un secret. La Révolution française participe elle-même du mystère de la France, mais elle se situe dans le cours de nos guerres civiles : son histoire reste à faire en dehors des enjeux idéologiques qu'elle a fait naître et qui lui survivent péniblement ».

Le général de Gaulle pensait avoir remis dans la République ce qu'il lui fallait de pratique monarchique pour atténuer la tendance ancestrale des Français à la dispersion, à l'instabilité. Instable, la France ? Certes, mais étonnamment permanente à travers ses sautes d'humeur, au point que nombre d'historiens ont cru voir, tant dans l'œuvre institutionnelle que dans l'action extérieure de la Révolution, une sorte de parachèvement du génie capétien.

L'histoire n'a de sens que vécue dans une volonté de continuité qui recule à tout moment un recours

contre l'adversité intérieure ou extérieure, recours spirituel autant que politique qu'étouffe l'ultra-traditionalisme qui en est la sœur, ou la crispation : « Toute société, écrit le comte de Paris, tout pouvoir politique, tout parti qui a basculé dans l'ultra-traditionalisme, au nom de l'envracement et pour retrouver l'identité perdue, a déclenché des processus subversifs pires que ceux qu'il disait redouter. Malgré son discours, malgré ses références, l'ultra-traditionalisme est une mensonge et une imposture que je combats depuis cinquante ans et que je vois renaitre avec une vive inquiétude ».

### Héritage et politique

Cette liberté que le comte de Paris a prise depuis son plus jeune âge — au point de se faire traiter de « prince rouge » par les uns et de « opportuniste » par les autres — à l'endroit de ceux qui voulaient faire de l'idée monarchique un « parti », le conduisit, dès l'avant-guerre, on le sait, à rompre avec un Maurras qui « assurait une sorte de régence ayant le double inconvénient de nous exclure tout en nous engageant », en même temps que l'Action française plaçait la monarchie sous le signe de la revanche. Aux yeux du chef de la Maison de France, la monarchie s'incarne pas d'abord l'autorité, mais au contraire la justice et l'arbitrage : si la République peut se définir comme un Etat de droit, la monarchie devrait l'être comme l'Etat de justice.

C'est que ni la pensée libérale (avant même qu'elle devienne frivole), ni la pensée hégélienne, ni la pensée marxiste ne rendent compte de la nature du pouvoir : sa transcendance naturelle, au moins comme nostalgie, demeure souffrante dans nos coeurs : « La monarchie capétienne est une aventure vécue sous le regard de Dieu, où la France s'invente elle-même dans la liberté et se donne un Etat qui la représente ; et mieux encore un visage — roi chevronné, roi justicier — qu'elle a longtemps aimé. En proclamant que le ciel était vide, les héros de la modernité nous ont privés des plus surs repères. Plus d'étoiles, mais des idoles interchangeables sur un champ de

concepts. De nomades, nous sommes devenus errants. Droits de l'homme ? Nous les voulons. Mais qui garantit le droit, et qui peut dire ce qu'il en est de l'homme ? ».

Pourtant, le souci du comte de Paris demeure politique, et à ceux qui lui reprocheraient de se vouloir l'héritier d'un ordre ancien dont on peut admettre la cohérence sans vouloir le restaurer, le prince fait remarquer que « l'hérédité nous maintient dans le cadre des partis politiques, qui sont dépositaires d'un héritage et ne cessent de revendiquer leurs droits historiques à l'exercice du pouvoir », tandis qu'on voit se créer des dynasties, à droite comme à gauche, tendance que sa famille a tout de même beaucoup combattue.

Qu'en est le comte de Paris et le général de Gaulle se soit établi une familiarité historique et politique toutes naturelles, il n'y eut pour s'en étonner que ceux qui ont toujours assez fâcheusement confondu le gaullisme avec le bonapartisme, voire avec le boulangisme. Le comte de Paris, quant à lui, a discerné que « résolument moderne quant aux moyens » (la politique gaulliste) a su s'inspirer des principes traditionnels qui fondent et gouvernent l'action de la France ».

La monarchie est, dit-on, à la mode : on ne sait que trop à quels nouveaux malentendus cela pourrait mener. Entre un millénaire et un bicentenaire dont les célébrations se regardent encore quelque peu en chiens de fâces, soyons reconnaissants à l'héritier de nos rois de venir rappeler avec tact, avec mesure, que la monarchie n'a pas plus été le gouvernement « d'un seul » que la démocratie n'est, aujourd'hui, l'incontestable gouvernement « du peuple ». L'essentiel étant pour l'auteur de replacer l'eau et l'astre sous l'angle de la permanence vocation spirituelle d'une nation qui se veut encore médiatrice sur un monde prompt aux amalgames et si sujet à l'ennui.

PHILIPPE DE SAINT-ROBERT.  
\* Henri, Comte de Paris, *L'avenir dure longtemps*, Grasset, 260 p., 89 F.

## ENVIRONNEMENT

### Les économistes relaient les écologistes pour sauver les forêts tropicales

Les forêts tropicales disparaissent à raison de 30 000 hectares par jour (soit l'équivalent de trente bois de Boulogne). Tel est le chiffre alarmant que vient de lancer les dirigeants de plusieurs organisations internationales réunies à Bellagio, près de Côme, en Italie. Les écologistes avaient été les premiers et longtemps les seuls à dire leur inquiétude devant les dégâts causés aux forêts tropicales par les défrichements agricoles, l'exploitation intensive du bois et les grands travaux tels que des barrages.

Cette fois, ce sont la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), la Banque mondiale et divers autres organismes d'aide au tiers-monde qui demandent un changement radical de politique.

La moitié des forêts tropicales ont déjà disparu depuis le début du siècle et, au rythme actuel, elles ne seront plus qu'un souvenir dans quelques décennies. Or elle sont absolument irremplaçables pour l'énergie et les minéraux qu'elles fournissent (les pays en voie de développement achètent déjà pour 10 millions de dollars de produits forestiers chaque année), la protection des sols, la régulation des eaux et l'équilibre général du climat.

Leur disparition est l'une des principales causes de désertification. Exemple : le gouvernement brésilien et la Banque mondiale ont dépensé des centaines de millions de dollars pour défricher la forêt dans l'Etat de Rondônia, le long de la frontière bolivienne, et y installer quarante mille colons. Mais une fois la couverture arborescente enlevée, les sols se sont appauvris rapidement et les paysans ont dû défricher d'autres espaces si bien que l'Etat de Rondônia sera entièrement chauve à la fin de la prochaine décennie. Les organismes internationaux recommandent donc une mise en valeur des forêts et non leur destruction ainsi qu'une aide internationale redoublée (1 milliard de dollars en 1988) pour la reforestation.

M. A.-R.

### Le millénaire capétien de la France

#### Saumur célèbre la naissance d'une dynastie

Saumur a célébré l'acte de naissance de la dynastie capétienne. Le 3 juillet, date anniversaire du sacre, devant la façade du château, six cent cinquante figurants en costumes d'époque et une trentaine de cavaliers ont participé bénévolement à un spectacle mis en scène par M. Daniel Chénier.

Pendant près de deux heures, une scénariste de tableaux ont évoqué les épisodes essentiels de la construction de l'unité nationale en laissant une large place aux événements associés à l'histoire de la ville de Saumur, qui célébrait également le millénaire de sa fondation.

A l'issue de cette « Nuit de la nation », Hugues Capet et Marianne seules ensemble le public entourées des héraldes d'armes des provinces et au milieu d'un feu d'artifice tricolore. (Prochaines représentations : 10, 11 et 12 juillet.)

NATIONAL		TIRAGE DU SAMEDI	
LOTO		4 JUILLET 1987	
9	14	20	26
36	45		
4			
NUMERO COMPLEMENTAIRE			
PROCHAINS TIRAGES, EN DIRECT SUR			
MERcredi 8 JUILLET 1987 A 20 H 35			
ET SAMEDI 11 JUILLET 1987 A 20 H 35			
VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI			
AUX HEURES HABITUELLES			
NOMBRE DE GAGNANTES		RAPPORT PAR GAGNANTE (POUR 1 F)	
6 BONS N°	5	1 240 830,00 F	
5 BONS N°	37	87 160,00 F	
4 BONS N°	1 687	6 240,00 F	
3 BONS N°	91 395	115,00 F	
2 BONS N°	1 700 989	9,00 F	
BONUS DU SAMEDI 137 714			
3 BONS NUMEROS COMPLEMENTAIRE : 9,00 x 2 = 18,00 F			

**Le Monde**  
**LE DOSSIER BARBIE**  
dès la fin du procès  
Un numéro spécial hors-série

## Fiançailles

— M<sup>me</sup> Raymonde NATAF, le professeur et M<sup>me</sup> Gabriel COSCAS, M. et M<sup>me</sup> Nicolas MINOUD, ont la joie de faire part des fiançailles de leurs petits-fils et enfants.

Flurence et Gérard,  
à Paris, le 5 juillet 1987.

## Mariages

— Le docteur Aline DEPORTE, M<sup>me</sup> Lucie Evelyne RUE,  
font part de leur mariage qui a eu lieu à Sèvres, le 1<sup>er</sup> juillet.

47, rue de Courcelles, 75008 Paris.

## Décès

— L'association Gens d'Images a l'extrême tristesse de faire part du décès de son ami

Jean ADHEMAR, commandeur de la Légion d'honneur, conservateur en chef honoraire du cabinet des estampes et de la photographie, à la Bibliothèque nationale, membre du jury du prix Nadar, de 1961 à 1977.  
(Le Monde du 3 juillet 1987.)

— M<sup>me</sup> Albert DARMOUNI et ses enfants

ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert DARMOUNI,

survécu le 2 juillet 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière des Jemeterolles, à Villeneuve (93430).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nous apprenons le décès, survenu le jeudi 2 juillet, à Nice, de

M. Pierre DELSOL,

compagnon de la Libération,

dont les obsèques ont été célébrées, lundi 6 juillet, en la cathédrale de Fréjus.

Puis le 18 février 1909 à Céron (Lot-et-Garonne), Pierre Delsol rejoint, des septembre 1940, la France libre et, plus spécialement, la division d'infanterie de marine qui devait devenir, plus tard, le 1<sup>er</sup> bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique. Il participe aux combats de Toulon, de Saint-Louis (Liban) et El Alamein (en Egypte) contre les troupes du maréchal Rommel. Il sera fait compagnon de la Libération le 7 mars 1941. Puis il participe, avec cette même unité, aux combats de Tunisie, d'Italie et de France. Au débarquement de Provence, en août 1944, il sera à la tête des combats à Hyères (Var) contre les forces allemandes qui avaient transformé l'îlot en blockhaus. Pierre Delsol a terminé la guerre comme chef de bataillon (commandant) dans son unité.

— M<sup>me</sup> Emile Duhaucourt, son épouse,

Ses enfants et petits-enfants,

Toute sa famille,

Et ses amis

ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile, Pierre DUHAUCOURT,

agréé de l'Université,

professeur honoraire du lycée Voltaire,

officier de la Légion d'honneur,

commandeur

de l'Ordre des Palmes académiques,

survécu le 2 juillet 1987, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 juillet 1987, à 10 h 30, en l'église Saint-Gabriel, 3, rue des Fyrdées, à Paris-20, où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes.

Un registre de signatures sera déposé à l'église.

Une pensée vous est demandée pour sa fille

Michèle,

décédée le 14 mars 1982.

15, passage de Lagay, 75008 Paris.

— Le bureau national du SNPDPS a la douleur de faire part du décès de son ancien secrétaire général,

M. Emile DUHAUCOURT,

provisoire honoraire du lycée Voltaire,

— Paulette Lesaffre

a la grande tristesse de faire part du décès, survenu le 28 juin 1987, en leur domicile, de

M<sup>me</sup> Yvonne DUREUX,

sa mère,

ex-épouse du docteur Victor Lesaffre.

Elle s'est éteinte dans sa quatre-vingt-deuxième année, après des souffrances de l'égérie.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le mardi 30 juin 1987, en la cathédrale d'Amiens.

Que tous ceux qui l'ont connue et estimée s'unissent, dans cette épreuve, à sa fille pour regretter un être humain aux qualités hors du commun.

24, rue de Turenne, 62000 Arras.

## Fiançailles

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Jacques Engelmann, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Claude Job, leurs enfants, Les familles René et Jacques Bernard, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Louis ENGELMANN, née Mariette Bernand,

survécue le 30 juin 1987.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

Des dons peuvent être adressés à Villages de joie-SOS-enfants, 6, cité Montchier, 75009 Paris.

— Le vice-amiral d'escadre et M<sup>me</sup> Bertrand Geli,

M<sup>me</sup> Simon Geli,

ses enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Claude Bréjeux-Geli et leur fille Alexandre,

Le capitaine et M<sup>me</sup> Jean-Marie Weiss et leurs enfants,

Le lieutenant et M<sup>me</sup> Thierry Bréjeux-Geli et leurs enfants,

M<sup>me</sup> Nicolas Geli,

ses enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Paul Geli et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Charles Geli, Parents, alliés et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Simon GELI,

aviation,

médaille aéronautique, Mérite agricole, Arts, sciences et lettres

survécue à l'âge de cinquante-six ans, le 3 juillet 1987.

La cérémonie religieuse a eu lieu le lundi 6 juillet 1987, à 16 heures, en l'église de Peyre (Aude).

— Le conseil d'administration, La direction, Le personnel

de la Caisse régionale de Crédit agricole mutuel de l'Aude,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Simon GELI,

leur président,

administrateur et trésorier de la C.A.L.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Peyre (Aude), le lundi 6 juillet, à 16 heures.

— Jacqueline Juin, son épouse,

Ferdinand Louchet, son père,

Jacques et Rose Baldi, ses beaux-frères et sa belle-sœur,

Catherine et Françoise Baldi, ses nièces,

Tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Hubert JUIN,

écrivain,

essayiste,

éditeur,

survécue le vendredi 3 juillet 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 juillet 1987, en l'église Saint-Merri (75, rue Saint-Martin, 75004 Paris), à 14 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre, à 15 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Le Monde daté 5-6 juillet.)

— M<sup>me</sup> Maurice Monick-Delencz, M<sup>me</sup> Mielbelle et Maryvonne Monick, Et toute la famille

font part du décès de

M. Maurice MONICK,

survécue le 1<sup>er</sup> juillet 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Des dons peuvent être adressés à l'Association pour la recherche sur le cancer.

178, rue de Crimée, 75019 Paris.

— Il y a vingt ans disparaissait

A. NEIMAN.

Droit et intégrité, il semblait un rou jamais abattu par l'adversité, sa vie fut consacrée à ce qu'il a créé, ses deux passions : sa famille et la société qui porte son nom, en ayant la joie de voir reconnaître une de ses inventions, comme « un Neiman ».

Tant que ceux que nous aimons restent présents dans nos mémoires, il n'y a pas mort, la mort, c'est l'oubli.

Bienfaisance

— « Sauver les écoles libanaises ».

L'œuvre d'Orient, qui, depuis près de cent cinquante ans, apporte une aide aux populations défavorisées du Proche-Orient, lance une collecte en faveur des écoles chrétiennes francophones (ouvertes à tous) du Liban, scolarisant cinq cent dix mille élèves et dont beaucoup sont aujourd'hui menacées de fermeture. Dans ce but, elle organise des « parrainages de scolarité » pour des écoliers libanais par des familles françaises.

M<sup>me</sup> Vernade, directrice générale de L'œuvre d'Orient, 20, rue du Regard, 75006 Paris. Tél. : (1) 45-48-34-46.

## Fiançailles

— M. et M<sup>me</sup> René Monnet, ses parents, M. et M<sup>me</sup> François Monnet, son frère, sa belle-sœur et leurs enfants, Nicole Monnet, sa sœur, Le docteur et M<sup>me</sup> Jean Chapelot, Le docteur et M<sup>me</sup> Pierre-Louis Chapot, ses oncles et tantes et leurs enfants, Bernard Louyer, ont la tristesse de faire part du décès de

Philippe MONNET,

survécue le 1<sup>er</sup> juillet 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

53, boulevard du Roi-René, 49000 Angers.

362, avenue du Prado, 13008 Marseille.

— Le vicomte et la vicomtesse de Roquefeuil, ses parents,

La vicomtesse Hubert de Roquefeuil, son épouse,

Alexandre, Nicolas et Anne, ses enfants,

Maria-Gilberte de Roquefeuil, sa sœur,

sa sœur, Jacqueline Rochette,

sa tante, M. et M<sup>me</sup> André Zwaan et Antonia, Marie-Françoise et Eric Lasse,

ses sœurs et nièces, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

vicomte Hubert de ROQUEFEUIL,

directeur général adjoint d'Econ-Libres,

directeur international d'Univas,

survécue à Paris dans sa cinquante et unième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Chavenay (Yvelines), à 16 heures, le mardi 7 juillet 1987, suivie de l'inhumation au cimetière de Chavenay.

41, quai de Valmy, 75010 Paris.

1, boulevard Henri-IV, 75004 Paris.

— New-York. Ville d'Avray,

M. Hyman Saul, M. et M<sup>me</sup> John Saul, Mark et Eric Saul,

ont la douleur de faire part du décès de

Ruth SAUL,

née Lurie,

leur épouse, mère et grand-mère,

survécue à New-York le 27 juin 1987.

Remerciements

— M<sup>me</sup> Raymond Morel, Et sa famille,

très touchées par les témoignages d'amitié et de solidarité lors du décès de

docteur Raymond MOREL,

remercient tous ceux et toutes celles qui ont pris part à leur peine.

Anniversaires

— Le 7 juillet 1977,

Jean CHABACHOFF

nono quinzant, à l'âge de trente ans, victime d'un accident de montagne.



هكذا من الاجل

## Le Monde CADRES

### Chef de fabrication «circuits imprimés»

Un CA de 3,7 milliards de francs, 5300 personnes : dans le domaine des composants, nous nous situons au tout premier plan européen.

Dans le Circuit Imprimé, les «Multicouches», vous le savez, c'est la «High Tech» : nos clients, de l'électronique et des télécommunications à l'aéronautique et au militaire, développent des applications chaque jour plus performantes.

Pour eux, nos labos définissent et créent de nouveaux produits et vous, vous dirigez notre unité de fabrication «multicouches» : personnel, équipements très automatisés, diversité des techniques mises en œuvre (galvano, photo, ...).

Vous gérez ce bel ensemble : animation des hommes, flux de production, qualité — sa part est prépondérante —, productivité (amélioration des process, ...).

INGENIEUR MECANICIEN (ou CHIMISTE), vous avez vécu votre première expérience en fabrication, dans une activité de process : vous avez acquis la passion des technologies évoluées et développé de réelles qualités de «manager» : vous maîtrisez bien l'anglais et pourquoi pas l'allemand (ce serait un plus).

Alors, chez nous, au cœur d'un important Centre Industriel, situé à 80 km à l'Ouest de Paris, vous valorisez ces atouts et... votre évolution ne s'arrêtera pas là.

SEFOP, notre Conseil, vous remercie d'adresser votre dossier sous référence TC 711 M.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTREC

### Ingénieurs mécaniciens (AM, ENSI, INSA, UTC, ENI...)

Nous sommes, avec 4 200 personnes, la principale filiale d'un important Groupe Industriel.

Nos produits sont destinés à des secteurs d'activité faisant appel à des technologies évoluées : automobile, ferroviaire, exploitation pétrolière, équipements industriels... Ce qui signifie : rigueur de conception et maîtrise de réalisation mais aussi fiabilité de l'organisation industrielle. Deux objectifs liés à deux fonctions-clés :

#### Ingénieur Industrialisation

Réf. KI 709 M

Vous définissez les procédés de fabrication de produits très techniques, optimisez qualité et prix de revient.

Votre 1<sup>ère</sup> expérience en production (méthodes, process...) vous a préparé à ce rôle passionnant d'interface entre le B.E. et les ateliers.

#### Ingénieur «Gestion Industrielle»

Réf. KG 710 M

Après du Directeur d'une de nos unités (900 personnes) et à la tête d'une équipe de 6 techniciens, vous créez cette fonction. Vous développez les moyens qui garantissent une organisation performante : maîtrise des flux (main d'œuvre, matières), flexibilité des process, suivi de la production... : des actions qui passent, bien sûr, par une GPAO dont vous assurez la mise en œuvre.

Vous concevez, proposez et savez convaincre. Si à vos qualités de gestionnaire, d'animateur, vous ajoutez des connaissances en GPAO et quelques années d'expérience dans l'industrie (mécanique de préférence) venez vite nous rejoindre : votre évolution ne s'arrêtera pas là. Ces 2 postes sont à pourvoir dans une ville importante du centre de la France.

SEFOP, notre conseil, vous remercie d'adresser votre dossier sous référence correspondante.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTREC

### Juriste en droit social...

#### ...votre acquis comme tremplin

Juriste spécialisé en législation sociale, vous souhaitez valoriser votre expérience en ce domaine dans un poste plus ouvert qui vous prépare à une fonction globale. C'est l'opportunité que vous offre notre Société en recherchant le

### Jeune assistant de notre DRH

Au-delà du traitement des problèmes juridiques (contentieux, assistance-conseil...) vous prendrez en main le bilan social, le tableau de bord, la formation, la préparation des réunions avec les représentants du personnel. Si vous êtes actif et efficace, vous pourrez peu à peu élargir vos responsabilités auprès d'un DRH qui attend beaucoup de ce proche collaborateur.

Notre Société ? Notre Conseil vous en parlera : sachez déjà qu'elle est très réputée, dans un secteur porteur, qu'elle propose un environnement complet (siège, force de vente, recherche et production) et se situe en proche banlieue ouest.

Notre Conseil attend votre résumé de carrière (lettre manuscrite, C.V. et prétentions), sous la référence V/AND/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

### Responsable du développement

#### - informatique -

Nous sommes une organisation informatique intégrée à une chaîne de distribution non alimentaire de première importance, résolument engagée dans l'expansion nationale et internationale.

Nous recherchons un cadre informaticien de bon niveau (formation de base supérieure avec une bonne maîtrise des systèmes de gestion) capable de prendre en charge le développement et l'optimisation de nos services ainsi que l'animation d'une équipe responsable de la conception et de la mise en place de «projets» (20 personnes dont 10 chefs de projets).

• C'est d'abord un bon professionnel apte à participer efficacement à l'élaboration de nos plans prévisionnels, mais c'est surtout un vrai manager et un homme de dialogue, convaincu que notre métier doit adapter nos techniques aux besoins et aux moyens des utilisateurs tout en veillant à leur actualisation et leur efficacité ;

• le salaire sera motivant et en rapport avec les compétences et l'expérience du candidat ;

• le poste est basé dans une région agréable du Nord de la France.

Votre dossier (C.V., photo et salaire actuel), sous la référence 870125/LM, sera examiné en toute confidentialité par notre Conseil

Sonia Lifszyc

13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

### Est-ce que j'ai une tête à faire toute ma vie le même métier ?

Le monde des affaires et l'univers commercial vous attirent. Mobile, aux plans géographique et fonctionnel, vous recherchez responsabilités et autonomie.

#### JEUNES DIPLOMES,

BAC + 4, BAC + 6, Gestion ou Commerce

Après une solide formation à nos produits et méthodes, au siège et sur le terrain, nous vous proposons un poste opérationnel d'exploitation en agence. Responsable d'un important secteur d'activité, vous saurez promouvoir nos produits auprès des prescripteurs immobiliers (agences, notaires...) et de particuliers en proposant des solutions adaptées à leurs besoins. Votre potentiel et votre dynamisme vous permettront de réussir et d'évoluer rapidement vers la Direction d'une Agence.

**LA HENIN**  
A chacun son patrimoine  
GROUPE SUEZ

Merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. 7212 à :  
Organisation et Publicité  
2, rue Marengo - 75001 PARIS,  
qui transmettra.



Fasson

### Ingénieur Génie industriel

Pour un Ingénieur, ce poste a bien des atouts !  
FASSON, c'est d'abord une société installée près de Grenoble et spécialisée dans la fabrication de complexes auto-adhésifs. Elle emploie 185 personnes et réalise 400 MF de CA, dont 76 % à l'export.

Trois caractéristiques permettent ensuite de mieux nous situer :  
- nous sommes la filiale française - et l'une des plus performantes - du leader mondial dans notre spécialité : AVERY ;  
- notre industrie est très innovatrice et fait appel aux technologies de pointe ;

- le concept de qualité totale est une donnée de base de notre stratégie d'entreprise (il y a deux ans, nous avons reçu le prix Industrie et Qualité).

Et maintenant votre mission ?

Son objet : en tout (rentabilité, productivité, qualité...) viser l'excellence.

Dans les faits : motiver l'ensemble du personnel sur un projet général d'organisation qui réduise encore erreurs et rebuts et permette de gagner les quelques points qui font la différence.

Dans le détail : organiser, simplifier, standardiser, améliorer, moderniser... Optimiser les performances techniques, économiques et humaines de l'entreprise.

Vous êtes en relation avec tous, à l'usine, dans le Groupe et à l'extérieur. Et vous êtes dans la meilleure situation pour préparer déjà votre avenir sur le site ou ailleurs dans le Groupe.

Ce qui veut dire sans doute :

- formation d'ingénieur de haut niveau, complétée si possible par un cycle de gestion ;

- expérience industrielle et/ou en Cabinet d'organisation, de 5 à 10 ans, qui vous rende très vite opérationnel ;

- l'anglais courant.

Merci de nous avoir lu jusque là et d'envoyer de nous envoyer votre dossier à réf. IG1 712 M. Nous aimerions beaucoup vous rencontrer avant la fin juillet.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTREC

**OTIS**  
L'ASCENSEUR

Le futur pour OTIS c'est une dimension résolument internationale, c'est maintenir une position de leader ambitieuse. Nous sommes N°1 en France avec 2 milliards de F. de CA, et 5000 personnes motivées et performantes.

Le futur pour vous c'est

### PARTICIPER A NOTRE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

C'est-à-dire :

- Susciter l'innovation au sein de l'entreprise ;
- Mettre en place de nouveaux outils d'analyse marketing et stratégique ;
- Etudier la faisabilité des projets ;
- Prendre à terme la direction opérationnelle de ces projets ;
- Etudier avec le responsable du service les opportunités d'expansion externe de l'entreprise.

Voilà une opportunité pour un homme ou une femme de fort potentiel ayant fait ses preuves dans le conseil ou dans l'industrie sur le marketing de biens industriels ou de services.

Votre formation : Grande-Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce.

Visez la réussite et prenez votre carrière en main en adressant C.V. + lettre manuscrite, sous référence OTD/LM, à notre Conseil KER - 22, rue Legendre 75017-PARIS, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.



OTIS : DESTINATION FUTUR...

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL,  
LE PREMIER EN FRANCE  
et l'un des premiers dans le monde dans son secteur d'activité  
recherche

### UN DIRECTEUR DU PERSONNEL

(poste basé en LORRAINE)

Il sera responsable du personnel pour trois de nos établissements de production (1.200 personnes, 500 millions de CA). Outre les missions classiques d'une telle fonction, il aura :  
• à assurer le transfert géographique d'une unité de 450 personnes ;  
• à mettre en œuvre pour les trois unités un plan de développement social : participation, animation des équipes, cercles de progrès et de qualité...

Une expérience antérieure probante en «milieu Production», une autorité naturelle, une aptitude décisionnelle, de réelles capacités de communication et de négociation, l'envergure pour assumer des responsabilités importantes au quotidien sont des atouts indispensables à la réussite dans le poste.

Pour un premier contact, adresser lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions sous référence DPM.1 à notre Conseil.

**ceforpe**

marc forger  
et associés

10, rue de la Victoire, 75009 Paris.



## Le Monde CADRES

### Ingénieurs mécaniciens confirmés... pour diriger l'ensemble de notre production et gérer les flux en G.P.A.O.

Cette importante entreprise du secteur de la transformation métallique (CA : 1 milliard de F, 1 100 personnes) recherche pour l'une de ses Unités située à 100 km au Nord de Paris, un

### Chef d'exploitation

qui sera directement rattaché au Directeur de la Division. Vous serez complètement responsable de l'organisation et de la gestion de notre production ordonnancement, méthodes (150 pers.) comprenant 3 secteurs : Presses, Lignes de Montage, Imprimerie.

De formation Ingénieur Mécanicien (AM, ENSM, INSA...) vous avez acquis 10 à 15 années d'expérience dans des fonctions opérationnelles en usine, impliquant une autorité sur des équipes de production. Votre acquis technique et votre sens des responsabilités vous permettront de prendre une nouvelle dimension dans des fonctions gratifiantes.

Notre Conseil vous remercie de lui adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence S/X/LM, et vous garantit une discrétion absolue.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Enthousiastes, les femmes et les hommes qui participent au développement de Digital ont contribué à notre réussite exceptionnelle au cours de ces 10 dernières années. Cela tient aux performances globales de la société, ainsi qu'au professionnalisme du service FORMATION dont vous ferez partie pour y prendre précisément le poste de :

### Consultant Formation Management

Vous animerez les programmes de formation générale, en particulier les séminaires de Management de Digital. Vous concevrez de nouveaux stages et interviendrez notamment dans le développement personnel et professionnel de nos consultants et directeurs de projets. Votre expertise vous permettra de conseiller les directions de la filiale française en matière de formation générale.

Voilà ce que nous proposons à un professionnel de la formation possédant entre 5 et 10 ans d'expérience et intervenant actuellement dans une société de conseil ou dans le service formation d'une multinationale. Un niveau Ecole de Commerce ou BAC + 4 avec de solides connaissances en Sciences Humaines sera exigé. L'anglais est indispensable.

Le poste est basé à Evry.

Merci d'adresser votre candidature sous référence MON 415 à Marie-Josée LE ROUX - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston-Crémieux - 91004 EVRY Cedex.

### Digital : un choix de société

digital

### chargé d'affaires "bâtiment"

Fille d'un prestigieux groupe industriel français, nous sommes l'une des toutes premières sociétés du BTP. Dans le cadre du développement de nos activités régionales, nous recherchons un Chargé d'affaires à notre équipe opérant sur le littoral.

Sous l'autorité du Directeur Commercial de notre filiale, vous aurez pour mission de développer nos activités "bâtiment" sur la Haute-Vienne, la Creuse et la Corrèze.

De formation supérieure, âgé d'environ 30-35 ans, rompu au montage d'affaires dans notre domaine, vous savez analyser un marché et définir une stratégie commerciale. Vous êtes convaincu qu'un réseau de relations de qualité avec les donneurs d'ordre locaux est primordial. Si vous les connaissez déjà, votre candidature n'en sera que plus appréciée.

Vous serez basé sur la région. Une rémunération comprenant un fixe et un intéressement motivera un candidat de valeur.

Pour un premier contact merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 404 M à :

J.P. parichon  
38 rue de Liabonne - 75008 Paris - Tél. 45.63.03.10

### INGESOFT

Notre vocation : la conception et la réalisation de systèmes informatiques de gestion.

Notre force : la compétence d'une équipe dirigeante expérimentée.

Notre objectif : un développement ambitieux auprès des grandes et moyennes entreprises.

### UNIVERSITAIRES DEBUTANTS

Titulaire d'une maîtrise scientifique, vous avez un réel intérêt pour l'informatique. Nous vous offrons une formation puis une carrière dans une société récemment créée et en pleine expansion.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) à INGESOFT - 69, rue Dutot, 75015 PARIS.

### B.V.A. UN DES VOS PREMIERS INSTITUTS FRANÇAIS D'ETUDES DE MARCHÉ

En développement constant depuis notre création, nous recherchons

### CHARGÉ D'ETUDES SENIOR

Le candidat devra être issu d'une Grande Ecole de commerce, maîtrise socio-économique ou équivalent et doté d'une expérience marketing.

Il sera autonome dans la définition et la réalisation d'études intégrant des approches quantitatives et qualitatives.

Nous proposons un salaire motivant et des perspectives d'évolution.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

Paul Jordenow, B.V.A.,

2/4 av. de la Pépinière, 75220 Viroflay.



### Société spécialiste de l'espace bureau

recherche

### INGÉNIEUR EN ORGANISATION

désireux s'intégrer à son équipe en forte croissance.

#### FORMATION

Ingénieur Grandes Ecoles, IESTO, IAE, ICG + 3<sup>e</sup> cycle Sciences Humaines ou Urbanisme.

#### EXPÉRIENCE CONFIRMÉE

- Etudes d'organisation des espaces de travail (bureaux, industries);
- Stratégie d'implantation;
- Définition des postes/allocation des espaces;
- Organisation des services généraux.

#### QUALITÉS

- Autonomie, aptitude aux relations humaines, organisation personnelle;
- Connaissances en micro-informatique;
- Pratique de l'anglais appréciée.

Adressez C.V. + lettre manuscrite + photo à :

ESTRATUM S.A.  
7, cité du Cardinal-Lemoine,  
75005 Paris, tél. XI.

### ORGANISME DE FORMATION RÉGION PARISIENNE (ASFO DE SEINE-ET-MARNE)

recherche pour le poste

### ADJOINT DE DIRECTION

une personne chargée des services administratifs et pédagogiques. La ou la candidate doit être âgée d'au moins 30 ans, avoir une formation supérieure et une expérience de 5 ans minimum de la gestion et de la pédagogie et une parfaite maîtrise des mécanismes du 1<sup>er</sup>...

Adressez C.V. à M. NEDJA  
ASMPF, B.P. 64  
La Rochette, 77001 Melun Cedex.

Pour l'exploitation d'une nouvelle salle multi-média et ses installations annexes

LA VILLE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (Yvelines)  
(40 000 habitants)

#### RECHERCHE : « UN AGENT »

Il sera chargé d'exploiter la rigie technique de la salle ainsi que le matériel micro-informatique qui y est intégré. Il participera à l'élaboration et à la mise en forme de documents audio-visuels.

#### POSTE CLASSE : « ADJOINT TECHNIQUE »

La candidate devra satisfaire aux conditions d'accès à cet emploi (ET, BTS, DUT).

Expérience audio-visuelle souhaitée.  
Compétences micro-informatiques et/ou exploitation de matériel spécialisé.  
Envoyer C.V. à : Monsieur le docteur MARIE, BP 252,  
78104 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

## Ingénieur

### pour promouvoir le ciment dans les entreprises routières

Un des grands producteurs mondiaux de ciment recherche un Ingénieur pour lui confier d'importantes responsabilités de promotion.

Il aura un rôle de contact, d'assistance technique auprès des grandes entreprises routières de la région parisienne, ainsi qu'auprès des prescripteurs afin de promouvoir l'utilisation du ciment dans la réalisation des routes.

Ce poste conviendrait à un ingénieur TP, AM, INSA, ayant 5 ans d'expérience dans les travaux routiers, désireux de s'orienter dans une voie technico-commerciale.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 230 000 F +

Ecrire sous réf. VK 517 CM.  
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



### SPÉCIALITÉS CHIMIQUES

## Jeune ingénieur "commercial de talent"

Nous sommes un grand groupe chimique international et nos activités sont diversifiées.

Pour l'intégrer à l'une de nos équipes de ventes chargées de la commercialisation de spécialités chimiques importées d'Angleterre, nous recherchons un jeune diplômé grande école (débutant ou ayant une première expérience professionnelle), persuadé que la vente est un métier noble, ayant le mordant pour y réussir, le potentiel pour y progresser et l'envie pour être l'interlocuteur de nos clients :

- il maintiendra un contact permanent avec les clients et les décideurs de chaque composante du marché;
- il appréciera les besoins et leurs évolutions, il proposera des plans de développement technique, il aura à concrétiser des ventes;
- il sera fréquemment en contact avec le producteur basé en Grande-Bretagne.

Réelles perspectives d'avenir pour un candidat de premier plan. Maîtrise de l'anglais indispensable.

Poste : Paris-La Défense avec nombreux déplacements.

Ecrire sous réf. WL 518 AM.  
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



### Intégrer une équipe de Direction

## Créer et faire vivre un contrôle de gestion

Société performante à succursales multiples et appelée à un fort développement, secteur des transports, renforce son équipe dirigeante et crée le poste de Responsable de Contrôle de Gestion.

Au sein de cette société, qui devient le pivot d'opérations à rayonnement national et international, il aura pour mission, après un premier temps d'observation et d'information de :

- mettre en place et faire vivre au siège et dans les succursales, les procédures budgétaires et un réel contrôle de gestion;
- participer efficacement par ses recommandations à améliorer la gestion de l'entreprise après étude approfondie des résultats et une réflexion dynamique basée sur la recherche des outils de gestion les plus performants.

Ce responsable disposera d'une formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalente et d'une expérience de 4 à 7 ans du contrôle de gestion acquise de préférence dans une entreprise de services similaires et à établissements multiples. Pour assumer ces responsabilités avec une certaine autonomie et en s'intégrant dans l'équipe de Direction d'une société en mutation, des qualités personnelles de rigueur et de finesse, d'adaptabilité et de contacts aisés et persuasifs sont indispensables.

Pour candidat de valeur, réelles perspectives d'évolution liées au développement de cette entreprise. Anglois indispensable.

Lieu de travail ville nord France avec perspectives ultérieurement d'une base parisienne.

Ecrire sous réf. AR 477 AM.  
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



### CAV RotoDiesel

CAV ROTO DIESEL  
Fabrication de matériels  
d'injection diesel  
- 1 800 personnes -  
recherche pour son usine de

### BLOIS

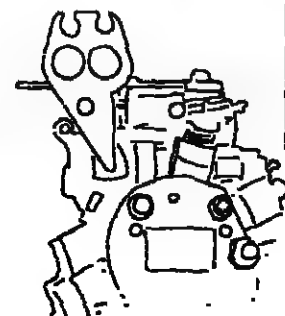
UN INGENIEUR LABO MOTEURS

## INGÉNIEUR LABO-MOTEURS

FORMATION : A.M. ou équivalent + ENSPM, option moteurs. ANGLAIS et ALLEMAND indispensables.

MISSION : Il participera au sein de l'équipe en place, aux développements de matériel d'injection diesel, destiné au marché de l'automobile.

Adressez CV et prétentions à  
CAV ROTO DIESEL - Service du Personnel  
9, bd de l'Industrie - B.P. 849 - 41008 BLOIS.



حکومت الاصل



## Le Monde CADRES

Équipementier automobile conçu pour la qualité de ses produits, filiale d'un groupe dynamique, nous cherchons notre

### ingénieur, chef du BE

pour diriger dans une belle usine de l'Oise, une équipe de 5 projeteurs-dessinateurs chargés de la conception des produits nouveaux.

Ingénieur-mécanicien diplômé, vous avez commencé votre carrière aux études chez un constructeur ou un équipementier automobile ; vous y avez fait preuve d'imagination et de sens de l'organisation. Aujourd'hui, à 30-35 ans, vous vous sentez de taille à organiser notre BE, à le doter d'un outil CAO/DAO performant, à penser rationalisation et analyse de la valeur, à dialoguer avec nos clients. Anglais bienvenu.

Merci d'adresser à notre consultant  
J.P. DOURY, (réf. 4964 LM).



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

Maintenir 45 % de croissance annuelle moyenne depuis 10 ans implique un contrôle de gestion rigoureux et des liaisons efficaces entre le service financier et les différents départements de la société. Au sein du Département Finances, l'

### Analyste financier

- réalisera des missions d'audit opérationnel ;
- mettra en place le budget de la Logistique des Services ;
- établira les prévisions mensuelles, et assurera le contrôle des dépenses et des flux de stocks.

Homme de communication, vous travaillerez en très étroite collaboration avec les départements opérationnels.

De formation école de commerce ou université, vous avez acquis 2 années d'une expérience équivalente, de préférence en environnement constructeur informatique ou électronique. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence MON 413 à Sophie SAHUC - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - 91004 EVRY Cedex.

Digital : un choix de société

Nous sommes une Société de Services et de Commerce de luxe, filiale de deux grands groupes Français. Notre croissance et nos projets de diversification nous amènent à renforcer l'équipe Etudes et Développement par un

### assistant développement

Après une période d'intégration pour vous familiariser avec l'organisation, les métiers de base et la culture de l'entreprise, votre mission sera, sous l'autorité du Responsable du Service, de prospecter, d'étudier des projets en réalisant les études de marché, de faisabilité et de rentabilité et donc de monter les dossiers qui mènent aux négociations, auxquelles vous participerez. Vous êtes diplômé de l'Enseignement supérieur (Gestion-Commerce), vous bénéficiez d'une expérience similaire (2/3 ans), de qualités personnelles : aisance dans le contact, méthode et rigueur, esprit entreprenant, goût du challenge... et d'une excellente pratique de l'Anglais.

Venez nous rejoindre, en adressant votre dossier (C.V. détaillé, lettre de motivation manuscrite, salaire actuel) sous la référence 50 N, à notre Conseil :

**Hervé Le Bout-Consultants**  
11, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél : 42 45 38 39



**JEUNES  
DIPLOMES**  
Ingénieurs BTP,  
Ecole de Commerce,  
de Gestion...

Une banque, spécialisée dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics, développant les services rendus auprès des entreprises du B.T.P recherche :

### l'adjoint au responsable rapprochement et transmission d'entreprise

Ce service a été créé il y a deux ans et est en pleine expansion. Votre mission sera centrée sur des contacts avec des entrepreneurs dans un objectif de recherche de partenaires.

Vous prendrez en charge la préparation des dossiers, en procédant à une étude fondée sur l'analyse industrielle et financière.

HOMME DE DIALOGUE ET D'ORGANISATION, vous êtes très disponible, au sens large du terme, vous êtes capable de nouer des contacts à tous les niveaux et vous concentrez sur des dossiers administratifs ne vous gêne pas pour autant.

Une courte expérience sera un atout supplémentaire. Ce poste est très évolutif dans cette jeune structure.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence CTA à Anny NOE - BTP 253 boulevard Péreire 75017 PARIS -



(Strasbourg, France)

### BIBLIOTHECAIRE EN CHEF

pour diriger et développer une importante bibliothèque internationale.

Conditions : âge maximum 45 ans ; études universitaires d'un bon niveau, DSB ou équivalent, vaste expérience des méthodes modernes de gestion et de la documentation informatisée ;

bonne connaissance de l'anglais (pour les francophones), connaissance d'autres langues européennes souhaitable ; nationalité du Danemark, de la République Fédérale d'Allemagne, de la France, de l'Italie, de la Norvège, de la Suède ou du Royaume-Uni.

Salaire : brut mensuel 24 400 FF, allocations à caractère familial et/ou de résidence en sus le cas échéant. Régime de pension avec possibilité de transfert.

Formulaire de candidature (à renvoyer ou plus tard le 10 août 1987) peuvent être obtenus à l'adresse suivante : Division du Personnel (Réf. 21/87) - CONSEIL DE L'EUROPE - B.P. 431 B6 - 67006 STRASBOURG Cedex.

### RESPONSABLE D'UN CENTRE DE DOCUMENTATION

pour gérer le Centre de Documentation en matière de Droits de l'Homme.

Conditions : âge maximum 35 ans ; études universitaires complètes en informatique, droit, ou documentation, expérience des systèmes informatisés de recherche et d'information, bonne connaissance de l'anglais (pour les francophones) ; nationalité d'un Etat membre.

Salaire : brut mensuel 16 850 FF, allocations à caractère familial et/ou de résidence en sus. Régime de pension avec possibilité de transfert.

CONTESE

حزب من الاحل

### L'approche systémique en matière de recrutement...

Reims - 51 - Champagne

30 ans environ, des études supérieures (Sciences Humaines, Psychologie Industrielle, Grande Ecole), fort d'une expérience de 5 ans dans le Recrutement de Cadres en Entreprise ou en Cabinet, vous conduisez à rechercher un champ d'action et une autonomie plus grande en épousant une philosophie et une éthique du Conseil qui a fait ses preuves.

Fondé en 1985 à REIMS (Siège Social), MORENO Consultants demeure le 1<sup>er</sup> Cabinet des Régions Champagne-Ardenne, Grand Est France et jouit d'une très forte notoriété au plan national.

Guy MORENO, Dirigeant, cherche aujourd'hui près de lui à Reims, à renforcer son équipe pour l'assister et l'aider à assurer le développement du Cabinet (+ 40 % en 1987).

Consultant Recrutement, vous prendrez en charge des dossiers de recrutement, négociés, commercialisés, définis par vous, selon notre démarche, allant jusqu'à l'intégration des candidats.

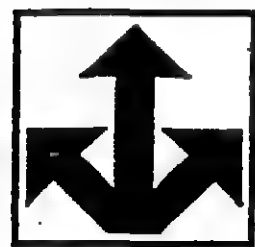
Votre objectif final : développer et fidéliser la Clientèle d'une part, et d'autre part innover dans nos prestations et services.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 9245 MM à notre Conseil 17 rue Courmeaux - 51054 Reims cedex - 58 avenue de Wagram - 75017 Paris

Consultez nos annonces sur Minitel : 3615 CGAO

MORENO CONSULTANTS REIMS - PARIS - LYON

scac



### UNE OPPORTUNITÉ POUR DES COMMERCIAUX TRES MOTIVÉS.

Nous sommes leader dans notre métier, le Service International, et nous recherchons des commerciaux d'expérience pour nos départements Commissions de Transports (maritime, route, aérien).

si vous avez une bonne connaissance du tissu industriel de votre région...

si vous avez l'expérience des échanges internationaux... vous pouvez mettre votre talent au service de notre réseau mondial.

Les postes sont à pourvoir à Paris et dans la plupart des métropoles de provinces. Ils impliquent des déplacements à l'étranger.

La rémunération sera fonction de l'expérience.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à "SCAC-service du personnel", 30 quai de Dion Bouton, 92806 Puteaux Cedex.

RENA CONSEIL

### Directeur administratif et juridique

Nous sommes la filiale française d'une importante multinationale dont les activités diversifiées concernent le négoce de combustibles, l'armement, les constructions mécaniques, etc... Notre Président, désireux de se consacrer au développement commercial, souhaite recruter auprès de lui un collaborateur pour lui confier la vie juridique des différentes sociétés françaises, la supervision des services comptables, et l'administration générale. Ce poste de confiance convient à un ESC ou équivalent de 30 à 35 ans, qui allie de réelles compétences de gestionnaire administratif et financier à de solides connaissances juridiques : droit des sociétés, droit social, droit commercial, etc... Le poste est basé dans la banlieue sud-ouest de Paris. La pratique de l'anglais est indispensable.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 738.87 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron s.a.

MEMBRE DE SYNTec

### RESPONSABLE DE PROGRAMMES A MONTPELLIER, L'EXPERIENCE EN PLUS

Une réussite et un développement constant, une image de marque reconnue sur notre région du Midi : nos équipes maîtrisent avec dynamisme toutes les évolutions de leur marché, habitat collectif ou individuel, immobilier d'entreprise ou de loisirs.

De formation supérieure, vous avez affiné votre polyvalence au cours de votre première expérience et êtes en mesure d'assurer le suivi tant administratif que juridique et financier de vos opérations.

A Montpellier, vous prendrez en charge votre fonction pour gérer l'ensemble de nos programmes : habitat collectif ou individuel mais aussi immobilier d'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature sous référence SED 2 à Pascal Noyrigat Service Ressources Humaines - STIM - Immeuble Point-Sud 40, rue Gabriel-Crié, 92245 Malakoff cedex.



GROUPE STIM

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale

de l'Armée Impériale



Le Monde  
CADRES

## H.R.C. International

Société Internationale de Conseil  
dans le domaine des rémunérations,  
retraite, prévoyance et  
actuariel.

## Jeunes Actnaires Diplômés

Débutants, ou pouvant justifier d'une première expérience, pour rejoindre une équipe performante de spécialistes en retraite, prévoyance et actuariat. Bonne connaissance de la micro-informatique nécessaire; bon niveau d'anglais souhaitable. Réf. EM 11.

## Jeunes Consultants en Retraite et Prévoyance

Peuvent justifier d'une bonne expérience dans le domaine de la prévoyance d'entreprise (compagnie d'assurance, entreprise, conseil...) pour développer une activité d'audit et de conseil auprès des entreprises. Formation supérieure et bonne maîtrise de l'anglais serait un atout. Réf. EM 22.

## Jeunes Consultants en Rémunération

Ayant une expérience de 2 ou 3 ans dans la conception et la mise en place de systèmes de rémunération, pour assurer une fonction de conseil aux entreprises. Formation supérieure et bon niveau d'anglais. Réf. EM 23.

Ces postes excellent offrent de bonnes perspectives de développement dans le milieu de conseil.

Ecrire avec C.V., détails, photo, présentations et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), en précisant la référence du poste choisi à Danièle Chapuis.

MRI conseil 15, rue Mademoiselle Michèle 92022 Neuilly.

## PIERRE &amp; VACANCES

PIERRE et VACANCES, leader national de l'immobilier (loisirs et de la gestion d'ensembles touristiques dans 51 stations (62.000 lits), colonies).

## DEUX DIRECTEURS RÉGIONAUX

Sud de la France

Dans le cadre d'un budget et en liaison avec les services du siège, ils dirigeront plusieurs ensembles résidentiels totalisant de 500 à 2.000 appartements sur les plans administratifs, juridiques, techniques et humains, et ils assureront la maintenance, la gestion, la participation aux actions commerciales et marketing permettant de promouvoir régionalement leurs "produits". Ils représenteront la Société auprès des autorités locales, politiques, administratives et socioprofessionnelles. Ils veilleront au maintien de la qualité d'une politique d'information/communication interne et externe. Ces postes conviendront à des candidats âgés d'environ 30 ans possédant une bonne culture générale et quelques années d'expérience acquises dans le secteur par-hôtellerie, agissant de club de vacances ou au sein d'une entreprise de services ou bien encore en tant que directeur d'un centre de la grande distribution type hypermarché. Ecrire sous référence 386 M à :

## GRH Conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS - Direction assurée.

## Aéroports De Paris

Nous sommes un établissement public qui construit, exploite et développe les aéroports. Nous recherchons aujourd'hui pour notre service Marketing-Fret, un

## Responsable de la promotion du fret aérien

De formation Ecole Supérieure de Commerce, vous justifiez d'un minimum de 5 ans d'expérience dans le fret aérien. Vous avez une bonne pratique des actions de promotion et de négociation au niveau international et une parfaite connaissance de l'anglais. Vous serez chargé de l'analyse des marchés « transports », de proposer et de mettre en œuvre la politique de promotion de la place de Paris et de l'activité « fret » d'Aéroports de Paris en France et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, à Alain MARTIN - ADP - Service Recrutement - 281, boulevard Raspail - 75675 PARIS Cedex 14.

## Republic National Bank of New-York (France)

Nous sommes une Banque à vocation générale filiale d'un important groupe américain et nous recherchons un :

## AUDITEUR

pour assurer la responsabilité du département. Vous avez une formation DECS et 3 ans d'expérience dans un Cabinet d'audit et effectuez des missions dans le secteur bancaire. Vous êtes méthodique, dynamique et vous avez l'esprit d'équipe. Vous parlez couramment l'anglais.

Annie LIBERTE attend votre dossier de candidature (C.V., photo et présentations) sous réf. 13556, République National Bank of New-York (France), 20 place Vendôme 75001 Paris.

## Eternit

INDUSTRIES

C.A. : 1 MILLIARD F (+) - 2000 PERSONNES  
SA DIRECTION COMMERCIALE  
« CANALISATIONS »

(adduction d'eau, assainissement, fonçage, drainage...) recrute un nouvel

## INGÉNIEUR DÉLÉGUÉ débutant

DOUBLE MISSION

TECHNIQUE : Action de promotion et de prescription des produits et systèmes auprès des DDE, DDA, Agences de bassin...

COMMERCIALE : Vente aux Négociants agréés de la marque, aux Entreprises

BASÉ A VERNUILLET (78) Il se déplacera assez fréquemment en Province.

FORMATEUR ET ÉVOLUTIF pour

• un INGÉNIEUR sortant d'une Ecole de très bon niveau : PONTS et CHAUSSÉES, MINES, A.M., INSA, IDN...

• et/ou par une carrière tech-commerciale

AU SEIN D'UN GROUPE PERFORMANT

S.C. vous remercie d'adresser votre candidature (lettre, manuscrite, C.V. détaillé et rémunération) sous réf. 8094 à

sélection conseil 98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

## Crédit Mutuel

Nous sommes le 5<sup>ème</sup> groupe bancaire français.

Pour intensifier notre développement vers de nouveaux marchés, nous recherchons pour notre Groupe Régional de LAVAL :

## Professionnel des Placements et Services Bancaires

notamment chargé de définir, concevoir et promouvoir toutes nouvelles formules de placements et services bancaires répondant aux besoins spécifiques des nouvelles clientèles du Crédit Mutuel.

De formation supérieure, universitaire ou bancaire, il aura réussi une première expérience dans un poste similaire.

## Professionnel de la Promotion et de la Communication Commerciales

qui assurera la conception et la coordination de la communication et des actions commerciales, publicitaires ou promotionnelles du groupe.

Une formation commerciale et une première expérience (au cours de laquelle les nouvelles techniques de commercialisation auront été maîtrisées) sont indispensables. Un esprit d'analyse et de synthèse, des qualités de communication, créativité et innovation sont nécessaires pour chaque poste.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et C.V. détaillé à : réf. 273 à Michel VETILLARD, Responsable du Recrutement, Crédit Mutuel, 43, bd. Volney - B.P. 724 53002 LAVAL.

Dans le cadre de son développement rapide, de son expansion internationale et de son programme de diversification de produits

## LE GROUPE

## alain manoukian

Société cotée en Bourse, cherche hommes-femmes, 30 ans environ, ambitieux, décideurs, ayant le goût des responsabilités, pour chacun des postes suivants :

- DIRECTION CHARGÉE DU DÉVELOPPEMENT
- DIRECTION COMMERCIALE FRANCE ET EXPORT
- DIRECTION DES AGENTS
- DIRECTION DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Il ou elle aura obligatoirement le diplôme d'une grande école de commerce et une bonne maîtrise de l'anglais.

Adresser C.V., présentations et photo à :

ALAIN MANOUKIAN,  
Domaine de Blanchelaine,  
MERCURUL - 26600 TAIN-L'HERMITAGE.

## La régulation électronique : un secteur qui poursuit sa croissance.

C'est gagné. Vous avez votre diplôme. Vous voulez maintenant mettre en œuvre vos connaissances d'ingénieur Généraliste options Génie Climatique, Froid Industriel (ENSAIS, INSA, IFTI, ou équivalent, bilingue).

Nous sommes la filiale française de distribution d'un des grands mondiaux de la Régulation Electronique, basée à Paris, dont la réputation est fondée sur la fiabilité et la performance de ses produits. Nous vous proposons de venir découvrir, au cœur d'un marché en pleine croissance, un métier passionnant et formateur :

## INGÉNIEUR D'APPLICATION

Vous êtes l'interface technique entre notre clientèle (grands constructeurs, prescripteurs, utilisateurs) et nos usines en Europe. Vous conseillez nos clients dans le choix des matériels, vous participez à l'élaboration des cahiers des charges des prototypes, vous assurez toutes missions d'expertise.

Vous êtes aussi homme de communication, tant auprès de la Profession que de notre équipe commerciale dont vous êtes le référent technique : animation de conférences et formations aux nouveaux produits.

Nous avons d'ambitieux projets pour vous. Venez nous parler de vos vôtres. Envoyez sans tarder, les congés sont là, votre dossier à C.E. Koehner, qui connaît bien notre Société et vous parlera de sa réussite.

CPA, 3 rue de Liège, 75009 Paris, sous réf. 47 M 174.



MEMBRE DE SYNTHEC

## BIENS D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

## INGENIEUR DE VENTE EXPORT

LYON

## YORK INTERNATIONAL

La Société YORK (280 personnes, 286 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale d'un groupe américain, recherche pour sa division-lyonnaise, spécialisée dans la commercialisation d'installations de production

de neige artificielle, un ingénieur de vente export. Rattaché au Chef des Ventes, il devra s'intégrer à l'équipe déjà en place et assurer le développement commercial de son secteur géographique (R.F.A., Suisse, Autriche, Pays scandinaves) avec pour tâches principales : la réalisation d'études de marché, la sélection et la mise en place, selon différentes modalités, d'un réseau d'agents qui devra par la suite animer.

Ce poste basé à LYON doit motiver un commercial de terrain, âgé d'environ 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de commerce, école d'ingénieur...) pouvant justifier d'une expérience de plusieurs années dans la vente de biens d'équipements industriels. La pratique courante de l'allemand et de l'anglais est exigée. La réussite dans la fonction implique un tempérament de banquier, une grande disponibilité liée à un bon sens de l'organisation et de la négociation.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle sous référence M 1710171 à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE  
15, rue Charles Monestel - 44000 NANTES

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

## MARCHE INDUSTRIEL DES ARTS GRAPHIQUES ET DES TECHNOLOGIES DOCUMENTAIRES

## Chef des ventes

France

Cette Société de Service, filiale d'un important groupe européen commercialise sa matière grise et son savoir-faire auprès des Directions Techniques d'importantes Sociétés Industrielles Françaises.

Rattaché au Directeur des Opérations, sa mission sera :  
- d'animer et de coordonner l'action commerciale de l'équipe de vente pour un meilleur service client ;  
- de détecter hors groupe, par un effort de prospection intensif, de nouveaux clients « grands comptes ».

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la vente de Services d'environ 35 ans, de formation Supérieure, ayant acquis une expérience significative du Management d'équipes de Vente.

Les perspectives de développement et la société du Groupe garantissent à un candidat de valeur une carrière évolutive.

Basé au Siège en proche banlieue Sud de Paris, ce poste nécessite une grande disponibilité.

Merci d'adresser rapidement C.V. + photo + rémunération actuelle, sous référence 1027/LM, à Bernard G. ALLEN au :



## CABINET BOTH

Département Sélection Recrutement  
3 bis, rue des Ecoles - 75000 CHATEAUgroupe multinational  
(CA : 3 milliards de dollars), recherche pour sa filiale française secteur automobile, unDIRECTEUR O.E.M.  
membre du Comité de Direction

Votre profil :

- 35-40 ans, environ ;
- ingénieur (des connaissances en chimie seraient appréciées) ;
- anglais courant ;
- pratique des relations avec les constructeurs automobiles.

Votre mission :

commerciale mais également de développement appliqué. Elle comporte une forte part de relations clientèles, l'animation d'une équipe de cadres technico-commerciaux spécialisés, la participation personnelle à l'évolution des gammes de produits de la société.

Situation d'avenir dans groupe dynamique en forte progression au plan français comme international.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, sous la référence 703/LM, à notre Conseil, qui vous garantira une confidentialité absolue.

## ROHDE &amp; PARTNER

5, rue Lincoln - 75008 PARIS

هكذا من الاجل



**Le Monde**  
**CADRES**



**HEC, ESSEC, SUP DE CO, ...**

Vous désirez valoriser votre formation et votre potentiel dans une fonction généraliste tout en conservant l'acquis de votre spécialisation.

Nous vous proposons de rejoindre notre département

**EFFICIENCE COMMERCIALE**

Ce département a reçu pour mission de fournir à l'équipe de **DIRECTION GÉNÉRALE** les moyens d'une action toujours plus performante, précise, rapide. Son champ d'action est principalement le domaine **MARKETING** et **COMMERCIAL**. Bénéficiant d'importants moyens informatiques, ce département élabore lui-même les outils d'analyse des principaux leviers commerciaux, nécessaires au suivi de l'activité (analyse des marchés, merchandising, suivi interne).

Par ses diagnostics et recommandations, il contribue à orienter l'action commerciale et marketing du GROUPE.

Nous recherchons un jeune diplômé d'une Grande École de Commerce, ou possédant une courte expérience, option **MARKETING** ou **CONTRÔLE DE GESTION**. Le candidat devra avoir un fort potentiel qui l'amènera, à terme, à évoluer au sein du GROUPE.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature à :

**YVES MILOT, GROUPE DARTY, 11 boulevard Pershing, 75017 PARIS.**

**Ministère de la Défense**

Sologne

**Jeune Ingénieur**

Le **GIAT** (Groupement Industriel des Armements Terrestres) recherche pour les besoins de chargement de Sabots (700 pers.) un jeune ingénieur. Adjoint au chef de service, il participera à la conception et à la maintenance de l'outil industriel de production.

Ingénieur diplômé (ESE, AM, ECAM, ICAM...) vous êtes débutant, ou mieux possédez une première expérience professionnelle. Vous vous intéressez à la maintenance d'une unité faisant appel à des techniques très variées ainsi qu'à la gestion (importants budgets). Très vite vous aurez un rôle moteur dans le service.

Perspectives d'évolution de carrière.

Notre Conseil Philippe VINCHON vous remercie de lui adresser votre lettre avec CV, photo et prétentions sous référence 3240 M.



65, Avenue Kléber, 75113 PARIS.

MEMBRE DE SYMEC

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

**UNE DEUXIÈME COMPÉTENCE  
POUR MIEUX CONSTRUIRE  
VOTRE AVENIR**

La Compagnie Générale d'Informatique, leader européen du progiciel, une des premières et des plus solides Sociétés françaises d'Ingénierie et de Conseil en Informatique, recherche pour son **DÉPARTEMENT BANQUE - ASSURANCES** des

**Ingénieurs ou Universitaires**  
**Débuts ou confirmés**

proposés vous permettront d'aborder ou de poursuivre votre carrière dans une banque de gestion et de satisfaire votre goût pour les domaines techniques.

Vous aurez des responsabilités et vous êtes attirés par la réussite. Vous souhaitez acquiescer ou consolider une double compétence d'informaticien et de spécialiste des systèmes d'information financiers.

Vous souhaitez à l'avenir exercer une activité diversifiée (Conseil, Ingénierie, etc.) et à l'avenir prometteur.

Si vous nous contactez rapidement, nous vous ferons part de nos atouts et de l'originalité de notre approche. Vous nous parlerez de vos ambitions.

Envoyez-nous, merci, votre lettre et CV, sous référence 3341-757 à Madame JAMET, 24 rue du Château des Rentiers, 75004 PARIS CEDEX 13.



Compagnie Générale d'Informatique

**L'Energie Créative**

Importante Société  
Aéronautique (Paris)  
recherche

**Jeune Attaché**  
**«Relations Sociales»**

Ayant une première expérience en fonction personnel d'au moins trois ans, une formation supérieure (IEP, ESSEC, Droit...) et de bonnes facilités rédactionnelles.

Vous voudrez bien adresser lettre, CV, photo et prétentions à **CONTESSÉ PUBLICITE s/réf. 27542 - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01** qui transmettra.

C.C.I. MEILLIN cherche pour son école d'ingénieurs et ses écoles de commerce  
**PROFESSEUR PERMANENT**  
EN INFORMATIQUE  
DE GESTION  
apte à maîtriser un parc de matériel varié micro et mini ; diplômé IMAO ou équivalent en informatique et gestion. Env. C.V. + photo à ESIGETEL, 1, rue du Port-Valentin, 77210 FONTAINEBLEAU-AVOL.

Par la maîtrise des données économiques l'entreprise se positionne et gère son développement. Organisme professionnel porteur des objectifs inscrits dans cette ligne d'action, nous recherchons notre

**Responsable**  
**du service économique et du droit des affaires.**

Animant une équipe (3 personnes) dans un constant esprit de recherche, vous vous attacherez à :

- collecter les informations économiques
- suivre et analyser l'évolution de ces données (modèles statistiques)
- mener des actions d'information et de formation
- dans le but de conseiller et assister nos entreprises adhérentes.

Une formation supérieure universitaire (maîtrise de Science Eco ou droit, prioré des affaires + DEA gestion ou équivalent) est requise.

Pour ce poste basé à Rouen, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions et photo) sous réf. RFM, 231, rue Louis Blanc, 76100 ROUEN. Discretion assurée.

**cog hébert conseil**

231, rue Louis Blanc  
76100 ROUEN

**CHEF DE PRODUIT**  
**PRODUCT MANAGER**

Notre Société, filiale d'un grand groupe multinational, concentré sur des produits électroniques grand public, a réalisé pendant ces dernières années des croissances supérieures au marché. Pour assurer les objectifs de l'entreprise, nous recherchons, pour un de nos secteurs d'activité, un jeune chef de produit.

Son rôle :

- Marketing commercial pour le secteur produit
- Analyse du positionnement
- Planning
- Formation de notre force de vente
- Relations avec notre agence de publicité
- Introduction de nouveaux modèles et suivi.

Son profil :

- Ecole de commerce avec concentration sur des études marketing
- Age 25 à 30 ans
- Allemand ou anglais courant
- Voyages fréquents mais résident à Paris.

Si vous recherchez une situation évolutive, dans une société dynamique, adressez votre C.V. avec lettre, photo et prétentions s/réf. 27276 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.



BLAUPUNKT  
Système BOSCH

Notre compagnie, 1 400 personnes au Siège Parisien et dans 18 Délégations Régionales, 300 Agents Généralistes, souhaite renforcer son corps d'Inspecteurs du Cadre I.A.R.D.

**JEUNES DIPLOMES**  
**école de commerce**

Vous êtes unique, par votre dynamisme, votre sens de l'initiative et des responsabilités, votre potentiel d'évolution, vos qualités relationnelles et humaines.

Mobile, disponible, vos qualités sont celles d'un véritable commercial. Nous vous assurons une formation complète et de bonnes perspectives d'évolution de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite et photographie sous réf. F 72 à : Directeur des Affaires Sociales 7-8, bd Hausmann, 75309 Paris Cedex 08.



**La France**  
Vous êtes unique

Le conseil général des Landes  
recrute pour son  
**SERVICE D'ACTION ECONOMIQUE**

**UN ANIMATEUR**  
**DE DEVELOPPEMENT LOCAL**

Expérience souhaitée : Animation de procédures de développement local (chartes intercommunales, contrats de pays, animation locaux d'emploi, etc.)

Qualification : Niveau d'études supérieures (Bac + 4) : aménagements, sciences économiques ou équivalent.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. doivent être adressées avant le 21 août 1987 au Service du Personnel du conseil général des Landes, D.P. 259, 40011 Mont-de-Méran Cedex.



**BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE**

renforce ses équipes  
et recherche à PARIS, TOULOUSE et LYON

**EXPLOITANTS V / VII (H/F)**  
**à dominante Clientèle Industrielle et Commerciale**

Vous avez un tempérament COMMERCIAL, DYNAMIQUE et le goût des contacts à tous niveaux.

Votre formation supérieure (Grandes Ecoles) a été enrichie d'une expérience bancaire de 3 à 5 ans dans la prospection et le suivi d'une Clientèle industrielle, commerciale et déposants.

En rejoignant nos équipes vous aurez pour mission essentielle de développer cette clientèle.

Votre évolution de carrière sera liée aux performances professionnelles à partir d'objectifs préalablement définis.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 27616 à B.U.E. - Service du Recrutement 75107 Paris Cedex 02.

**ORGANISME PROFESS.**

recherche  
**Economiste-statisticien**

(niveau minimum maîtrise) pour analyses sur secteur. Connaissance en micro. Disponible dès 15 jours.

Adresse, lettre man., C.V. et photo, s/réf. 8717 en précisant bien sur l'enveloppe la réf. au 5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS.

Pour développer, gérer et animer son domaine de la « Détection-Alarme » à ROUEN, le Groupe A.P.S. recherche son

**DIRECTEUR D'AGENCE**

il devra encadrer une vingtaine de personnes, assurer la formation de technico-commerciaux. Vous avez 10 ans d'expérience réussie, une formation école d'ingénieur, une expérience dans l'alarme est souhaitable. Forte rémunération.

Adressez dossier complet à F. DUBOULEZ - PROM'AUDIT 2 bis, rue des Martonniers 75006 ROUEN

**PROM'AUDIT**



**Electrolux**

Leader mondial dans l'électroménager

recrute pour sa division "produit" spécialisée dans la fabrication de la "machine à laver le linge", basée à proximité de CHARLEVILLE-MEZIERES - ANDERIVES - 5011 :

**PATRON DES ACHATS**

Fort d'une expérience de 10 années d'Acheteur, assisté d'une équipe de 10 personnes, vous gèrerez le budget "Achats" soit 500 MF par an : stratégie achats, partenariat, fournisseurs, gestion des flux, réduction des stocks, participation aux commissions internationales des achats.

Ce poste stratégique dans l'entreprise convient à un candidat de formation supérieure commerciale (HEC, ESSEC, ESC...) ou technique (école ingénieur).

La pratique de l'anglais est requise pour cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier complet sous réf. 1131/M à notre Conseil. Totale discrétion.



**Cabinet GENTILHOMME**  
CONSEIL EN RECRUTEMENT  
8 rue Cassini-Lange - BP 10135 - 91052 BRUNY Cedex  
5 rue du Halder 75009 PARIS  
Qui vous garantit toute discrétion.



**Responsable**  
**comptes internes**

Ingénieur diplômé (ESE, AM, ECAM, ICAM...) vous êtes débutant, ou mieux possédez une première expérience professionnelle. Vous vous intéressez à la maintenance d'une unité faisant appel à des techniques très variées ainsi qu'à la gestion (importants budgets). Très vite vous aurez un rôle moteur dans le service.

Perspectives d'évolution de carrière.

Notre Conseil Philippe VINCHON vous remercie de lui adresser votre lettre avec CV, photo et prétentions sous référence 3240 M.

**CHIEF EXPORT**

Ingénieur diplômé (ESE, AM, ECAM, ICAM...) vous êtes débutant, ou mieux possédez une première expérience professionnelle. Vous vous intéressez à la maintenance d'une unité faisant appel à des techniques très variées ainsi qu'à la gestion (importants budgets). Très vite vous aurez un rôle moteur dans le service.

Perspectives d'évolution de carrière.

Notre Conseil Philippe VINCHON vous remercie de lui adresser votre lettre avec CV, photo et prétentions sous référence 3240 M.

**ADJOINT CHEF**  
**SERVICE ACHATS**

Ingénieur diplômé (ESE, AM, ECAM, ICAM...) vous êtes débutant, ou mieux possédez une première expérience professionnelle. Vous vous intéressez à la maintenance d'une unité faisant appel à des techniques très variées ainsi qu'à la gestion (importants budgets). Très vite vous aurez un rôle moteur dans le service.

Perspectives d'évolution de carrière.

Notre Conseil Philippe VINCHON vous remercie de lui adresser votre lettre avec CV, photo et prétentions sous référence 3240 M.

**CHARGE DE MISSION**  
**CHARGE DE MISSION SENIOR**

Ingénieur diplômé (ESE, AM, ECAM, ICAM...) vous êtes débutant, ou mieux possédez une première expérience professionnelle. Vous vous intéressez à la maintenance d'une unité faisant appel à des techniques très variées ainsi qu'à la gestion (importants budgets). Très vite vous aurez un rôle moteur dans le service.

Perspectives d'évolution de carrière.

Notre Conseil Philippe VINCHON vous remercie de lui adresser votre lettre avec CV, photo et prétentions sous référence 3240 M.

**CHARGE DE MISSION**  
**CHARGE DE MISSION SENIOR**

Ingénieur diplômé (ESE, AM, ECAM, ICAM...) vous êtes débutant, ou mieux possédez une première expérience professionnelle. Vous vous intéressez à la maintenance d'une unité faisant appel à des techniques très variées ainsi qu'à la gestion (importants budgets). Très vite vous aurez un rôle moteur dans le service.

Perspectives d'évolution de carrière.

Notre Conseil Philippe VINCHON vous remercie de lui adresser votre lettre avec CV, photo et prétentions sous référence 3240 M.

**CHARGE DE MISSION**  
**CHARGE DE MISSION SENIOR**

Ingénieur diplômé (ESE, AM, ECAM, ICAM...) vous êtes débutant, ou mieux possédez une première expérience professionnelle. Vous vous intéressez à la maintenance d'une unité faisant appel à des techniques très variées ainsi qu'à la gestion (importants budgets). Très vite vous aurez un rôle moteur dans le service.

Perspectives d'évolution de carrière.

Notre Conseil Philippe VINCHON vous remercie de lui adresser votre lettre avec CV, photo et prétentions sous référence 3240 M.

**DES CHARGES**  
**DE MISSION**

Ingénieur diplômé (ESE, AM, ECAM, ICAM...) vous êtes débutant, ou mieux possédez une première expérience professionnelle. Vous vous intéressez à la maintenance d'une unité faisant appel à des techniques très variées ainsi qu'à la gestion (importants budgets). Très vite vous aurez un rôle moteur dans le service.

Perspectives d'évolution de carrière.

Notre Conseil Philippe VINCHON vous remercie de lui adresser votre lettre avec CV, photo et prétentions sous référence 3240 M.







هكذا من الاعمال

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde CADRES

# UNIVERS DE LA GESTION

**ETABLISSEMENT  
HOSPITALIER PRIVE  
250 LITS, RHONE-ALPES  
cherche**

**ADJOINT AU DIRECTEUR**  
Formation sup. et connaissance  
en gestion hospitalière  
Informatique.

Env. c.v. sous n° 8.850  
Le Monde Publications  
5, rue de Valenciennes, Paris-7.  
**ORGANISME PROFESSIONNEL  
recherche pour PARIS**

**COLLABORATEUR H/F**  
pour études, analyses, conseils  
en DROIT SOCIAL.

Formation spécialisée : finance  
ou maîtrise de droit social ou  
équivalentes.  
Adm. C.V. détaillé, photo et r.é.  
s/réf. 27.271 à Contesse  
Publicité, 20, av. de l'Opéra,  
75040 Paris Cedex 01, qui tr.

**ETS FINANCIER**  
en pleine expansion  
PARIS-8 recherche

**COMPTABLE  
DE BON NIVEAU**

NIVEAU DECS  
28 ans environ.  
Expérience 2 à 3 ans minimum,  
soit dans la milieu bancaire  
et financier,  
soit en cabinet  
d'expertise.  
Poste évolutif  
et rémunération motivante.

Adresser c.v., photo  
et 4 présentations  
s/n° 3 438 17A, 31, bd  
Roussin-Nouvelle, 75002 PARIS  
qui transmettra.

**SECRETE**  
Important Groupe d'Ingénierie  
(1.000 personnes) recrute

**JURISTE D'ENTREPRISE**  
Vous aurez la responsabilité de  
la souscription et de la gestion  
de nos polices.  
Vous suiverez les sinistres et  
contentieux.  
Vous assurerez toutes relations  
avec les courtiers d'assurance  
et conseils juridiques.  
Vous assurerez les filiales du  
groupe.  
Vous êtes JURISTE.  
Vous avez environ 3 ans  
d'expérience en entreprise ou  
cabinet de courtage.  
ANGLAIS souhaité.

Merci d'env. dossier de candid.  
sous référence 8744 à :  
**SECRETE**  
88, rue Régnault,  
75013 PARIS

**BANQUE INTERNATIONALE  
NEULY**  
recherche

**AUDIT  
INTERNE**

Formation supérieure  
grande école ou université.  
Expérience 2 à 3 ans min.  
acquise entièrement en  
cabinet (de préférence  
anglo-saxon) ou comptable  
en milieu bancaire.  
Pratique de l'anglais indis-  
pensable.

Env. avec lettre manuscrite,  
C.V., photo et présentations  
s/n° 11908 à PIERRE LICHOU,  
S.A., 10, rue de Louvois,  
75002 PARIS, qui transmettra.

**SERVICE ET DEVELOPPEMENT  
INFORMATIQUES**  
recherche

**MIAGE + DEA  
INGENIEURS GDES ECOLES**  
Débutants / 1<sup>re</sup> expérience  
pour

Développement et support  
d'application de gestion  
IBM - MVS - CICS.

Développement de gestion  
de production  
IBM VM/CMS L&D.

Env. : S.D.I.,  
Tour Gallieni I,  
78-80, avenue Gallieni,  
93174 BAGNOLET CEDEX.

**VILLE DE LA COURNEUVE**  
recrute  
par concours sur titres  
ou par voie de mutation

**1 SOUS-ARCHIVISTE**  
titulaire du DUT  
carrière de l'information,  
option documentation.

Fonctions :  
suivi des archives municipales,  
travail d'acte-documentaire  
au service documentation.

Prête de transmettre candida-  
ture et C.V. à M. le Maire de  
LA COURNEUVE (93128).

**CHEF COMPTABLE**  
Salaire/an brut : 152.000 F.  
Pour prendre en charge la  
comptabilité générale, analyti-  
que, budgétaire et la trésorerie,  
sous la responsabilité du direc-  
teur financier, qu'il secondera  
pour mettre en place les procé-  
dures, le contrôle de gestion,  
le développement du système  
informatique du service.  
Il encadrera, secondé d'une  
équipe d'adjoints, une équipe de  
4 personnes.  
Expériences souhaitées : DECS  
ou niveau équivalentes,  
quels années d'expérience.  
Poste à pourvoir s/c. 8/87.  
Adresser avant le 20/7/87  
candidature, C.V., photo à  
M. le Directeur général,  
ASPEOS,  
184, rue du Fay-St-Denis,  
75010 PARIS.

**P.M.E. ELECTRONIQUE  
MICRO-INFORMATIQUE  
recherche**

**INGENIEURS  
EXPERIMENTES**  
Pour études hard et soft  
micro int.

Envoyer C.V. à VEGEYS  
14, av. de la Gare, 91570 BLANCO,  
LIBRAIRIE SPECIALISEE  
SCIENCES NATURELLES

**CHERCHE  
VENDEUR (SE)**  
pour magasin à  
Maison-Alfort (prox. métro).  
Formation biologie.  
Env. C.V. et présentations à :  
LIBRAIRIE ZOOTHEQUE,  
P.F. 234,  
84702 MAISON-ALFORT  
CEDEX.

**SERVICE ET DEVELOPPEMENT  
INFORMATIQUES**  
recherche

**INGENIEURS GDES ECOLES**  
ENST, ESE, ENSIMA, INSA,  
ENSI, DEA, MIAGE

pour assurer des développe-  
ments en :  
- LOGICIELS DE BASE,  
- LOGICIELS SYSTEMES,  
- LOGICIELS D'APPLICATION  
- TEMPS REEL  
- TELECOM, RESEAUX,  
- CA, CFAO, IA,  
- GESTION.

C.V. + présentations à :  
S.D.I. - Tour Gallieni I,  
78-80, avenue Gallieni,  
93174 BAGNOLET CEDEX.

**CABINET FRANCAIS  
D'AUDIT  
INTERNATIONAL**  
recrute  
pour ses équipes  
d'audit  
et d'organisation  
d'activités de mission  
3 ans d'expérience  
minimum.

Envoyer candidatures à :  
J.-P. SEGRET  
CABINET CONSTANTIN  
66, rue Courmont,  
75009 PARIS.

**IMPORTANT ORGANISME  
DE PROTECTION SOCIALE**  
développe son service  
dans des domaines très  
diversifiés : prévoyance,  
vacances, assurances...  
recherche

**2 JEUNES  
COLLABORATEURS**  
homme ou femme  
20-24 ans environ, BAC + 2,  
DUT, DES, ou équivalent.  
1<sup>er</sup> exp. de la vente appréciée.

Envoyer C.V., photo et pré-  
sentations sous n° 3 443 à L&D  
Tourmey-Ascom, 31, boule-  
vard Spont-Houssier,  
75002 Paris (qui transmettra).

**IMPORTANT  
ORGANE DE PRESSE**  
recherche

**JOURNALISTE**  
ayant de bonnes connaissances  
placements patrimoniaux  
(produits d'assurance,  
immobilier, SICAV).

Env. avec C.V., photo, et prêt.  
s/réf. 27.830 à Contesse  
Publicité, 20, av. de l'Opéra,  
75040 Paris Cedex 01 qui tr.

**CABINET D'INGENIEURS  
CONSEILS EN BREVETS  
D'INVENTION à PARIS**  
intervenant  
sur un plan international  
pour importantes sociétés  
recherche

**UN INGENIEUR  
DIPLOME GRANDE ECOLE**  
Ayant quelques années de pra-  
tique professionnelle.  
Connaissant  
LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE  
ou motivé par activité  
de CONSEIL EN BREVETS  
Formation :  
électricien ou électronicien  
connaissant  
informatique préférée.

- Très bonne culture techni-  
que ;  
- Capacités certaines d'analyse  
et de rédaction ;  
- Très bon anglais ;  
- Allemand lu, préféré.  
Formation spécifique  
ou complémentaire  
assurée par employeur.

Activités très variées.  
Poste évolutif, salaire selon  
expérience et qualification.  
Envoyer C.V., manuscrit, présen-  
tations et références en précisant  
bien sur l'enveloppe la réfé-  
rence 22.167 M à BLEU,  
17, rue Labat, 94307 Vin-  
cent Cedex, qui transmettra.

**SERVICE ET DEVELOPPEMENT  
INFORMATIQUES**  
recherche

**INGENIEURS GDES ECOLES**  
ENST, ESE, ENSIMA, INSA,  
ENSI, DEA, MIAGE

pour assurer des développe-  
ments en :  
- LOGICIELS DE BASE,  
- LOGICIELS SYSTEMES,  
- LOGICIELS D'APPLICATION  
- TEMPS REEL  
- TELECOM, RESEAUX,  
- CA, CFAO, IA,  
- GESTION.

C.V. + présentations à :  
S.D.I. - Tour Gallieni I,  
78-80, avenue Gallieni,  
93174 BAGNOLET CEDEX.



## La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Brie

recherche

### JEUNES DIPLOMÉS

issus d'une école de commerce ou universitaire  
(maîtrise gestion Science Eco, Droit...)

Vous devrez orienter votre carrière vers des postes formateurs au sein d'une banque performante et évoluer ensuite dans des activités commerciales d'études ou de gestion.

Les candidatures, C.V., photo et présentations sont à adresser à :  
Monsieur le Directeur du CA  
BP 205 - 77101 MEAUX

## Créateur

Nous sommes la filiale française du groupe britannique Legal & General, l'un des leaders européens dans la diffusion et la gestion de produits financiers, de fonds de retraite et d'assurance vie. Dotés de moyens importants, notre objectif de croissance est ambitieux. Notre gamme de produits et services est large, moderne et compétitive aussi bien sur le marché des Entreprises et des Institutionnels que sur le marché des Particuliers. Nous venons de créer l'établissement financier et les OPCVM nécessaires à ces premiers développements. Nous recherchons aujourd'hui, pour s'associer à nos succès, notre :

### Chef du Service titres et bourse

Il aura pour mission de constituer et diriger le Service. Ses responsabilités iront du recrutement de ses Collaborateurs à la mise en place des procédures. Professionnel expérimenté, il connaîtra l'ensemble des opérations administratives titres et bourse (France et Etranger) pour le compte d'Institutionnels et de Particuliers.

Ecrire lettre manuscrite et joindre C.V. à l'attention de la Direction Générale (référence: CEF) à :

**Legal & General (France)**  
58, rue de la Victoire  
75009 PARIS  
(La plus grande confidentialité est garantie à toute candidature).

## JEUNE DIPLOME HEC, ESSEC...

Principale société du Groupe AXA, premier  
Groupe Privé Français d'Assurances,  
recherche dans le cadre du comité de  
gestion un

### RESPONSABLE DE BUDGET.

En liaison avec les correspondants des diffé-  
rents secteurs, vous contribuerez activement  
à la maîtrise de nos frais de fonctionnement.  
Votre sens du contact, vos qualités d'analyse  
et votre rigueur dans la gestion et le suivi des  
budgets seront vos principaux atouts.  
Cette fonction qui vous permettra de bien  
connaître notre société, vous ouvrira de  
larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et  
C.V.) à DROUOT ASSURANCES - Service  
Recrutement - 1, place Victorien Sardou  
75161 MARLY LE ROY.

**DROUOT  
ASSURANCES**  
(C.A. : 6 milliards  
Bénéfices 86 : 300 M.F.)

## ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

250/280 KF

Dans le cadre  
de sa division  
Europe Sud-Ouest  
(France - Espagne  
- Portugal)  
un groupe industriel,  
filiale  
d'une entreprise  
américaine  
importante  
recherche :

En relation étroite avec les unités et la société  
mère, vous participerez à l'élaboration des prévisions,  
plans et budgets, contrôlerez les performances et  
réaliserez les rapports périodiques.  
Vous vous assurez de l'application des procédures de  
contrôles internes et du suivi des projets  
informatiques.  
De formation supérieure comptable ou économique,  
vous souhaitez mettre à profit votre expérience  
acquise dans une filiale de société anglo-saxonne  
en rejoignant une entreprise vous permettant  
d'élargir le champ de vos responsabilités.  
Une parfaite maîtrise de l'anglais est bien sûr indis-  
pensable. Ce poste est basé à PARIS-SUD-EST.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo et  
présentations sous réf. 1564/M à notre Conseil

**Cabinet GENTILHOMME**  
CONSEIL EN RECRUTEMENT  
8, rue Camille-Lévy BP 1035 - 51052 REIMS Cedex  
S. rue du Halde 75009 PARIS  
Qui vous garantira la discrétion.

Nous sommes l'une des premières entreprises européennes  
du secteur Hygiène (1,2 milliard de CA en 86, 1 500 personnes,  
3 filiales étrangères) dont la très forte croissance (CA multi-  
plié par 6 en 5 ans) se fonde essentiellement sur la qualité et  
le dynamisme de ses ressources humaines.  
Dans le cadre de notre implantation sur le marché Espagnol,  
nous vous proposons le poste de

## CONTROLEUR DE GESTION

USINE DE BARCELONE

Après une formation intensive dans notre siège de la région  
Iloise, vous aurez pour mission de construire et de faire  
vivre la culture de gestion de cette nouvelle filiale (prix de  
revient, tableaux de bord industriels et commerciaux) ainsi  
que d'assurer le reporting auprès de la Direction du Groupe.  
De formation supérieure en gestion (ESC ou ingénieur + for-  
mation Eco), vous avez déjà une expérience d'au moins 5 ans  
en contrôle de gestion dans un contexte international.  
Vous êtes autonome et adaptable. Vous appréciez l'action sur  
le terrain et le contact avec les opérationnels. Enfin vous dis-  
posez d'un bon niveau en Espagnol. La réinsertion sera  
fonction de votre expérience et les perspectives de carrière  
sont très largement ouvertes.  
Si ceci vous motive, merci d'adresser votre dossier de candi-  
dature à Patrice ANDRE - Direction des Ressources Humaines  
CELATOSE - B.P. 734, 59657 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.

## CELATOSE

MEMBRE DE  
CHARENTAIS

### GROUPE DE TRAVAUX PUBLICS : COCHERY BOURDIN ET CHAUSSE

C.A. en 1986 - 4 milliards - recherche pour son  
siège 3 COLLABORATEURS COMPTABLES

#### 1 cadre comptable de haut niveau

- Contrôlera et supervisera la comptabilité du siège et  
des agences.
- Etablira le bilan comptable, fiscal et les documents de  
consolidation de la société mère.
- Il sera rattaché au directeur comptable. Nombreux  
contacts humains.

Réf. 688

#### 1 auditeur comptable pour de larges responsabilités

- Assurera le contrôle comptable et des procédures  
auprès des agences et des filiales (environ 60 bilans).  
Nombreux déplacements de courte durée sur toute  
la France.
- Sera l'interlocuteur privilégié en matière de consoli-  
dation du groupe.
- Analyse et évaluation de sociétés.

Une expérience de 5 ans dans un cabinet d'audit est  
indispensable.

Réf. 690

#### 1 cadre comptable très bon fiscaliste

- Etablira la base fiscale de la société mère et sera  
l'interlocuteur privilégié en matière de consolidation  
fiscale.
- Apportera conseils et assistance fiscale.
- Diffusera les instructions générales et ponctuelles en  
matière de doctrines comptable et fiscale.
- Etudiera les opérations particulières de rachat et de  
fusion.

Réf. 691

Pour les 3 postes, une formation supérieure complétée  
par le DECS et plus est nécessaire.

LIEU DE TRAVAIL : NANTERRE PREFECTURE (R.E.R.).

M. A. DANNENBERGER recevra votre candidature  
et vous garantira la discrétion.  
CEPIAD - 135, avenue de Wagram - 75017 PARIS

## Contrôleur de gestion - Nord

### Important Groupe International

Notre client, l'un des fabricants d'articles de cuisine les plus réputés  
dans le monde, recherche un Contrôleur de Gestion de haut niveau,  
répondant aux critères suivants :

- jeune, comptable qualifié, formé à l'informatique, avec l'expérience  
de l'analyse d'une structure de production.
- expérience de préparation de budget et de contrôle budgétaire,  
incluant compte d'exploitation, bilan, ratios financiers, rapports  
mensuels, prévisions et cash flow.
- rompu au respect des dates et délais, idéalement dans le cadre d'un  
groupe multinational.

Les candidats devront avoir le sens du profit et une bonne pratique de  
l'anglais comme seconde langue.  
En plus d'un salaire très motivant, ce poste offre une intéressante  
opportunité de carrière dans le cadre d'un Groupe International.  
Adresser (en Anglais), en toute confidentialité, votre CV complet et  
niveau actuel de rémunération à :

Dick Degenhart (Ref 688),  
Dick Degenhart & Partners Limited,  
Management Search & Selection,  
4 Priory Gardens London W4 1TT England.  
Tél. Londres 995 1331

## ADJOINT AU D

### SUPERVISEUR COMPTABLE

### JEUNE DIPLOME

### CREDIT AGRICOLE

### ORGANISATEUR CONSEIL NANTES

### SOCIÉ

### CADRE FI

### JEUNE C



## GROUPE CYANAMID

Nous dirigeons les activités de plusieurs filiales françaises d'AMERICAN CYANAMID COMPANY, implantées en France depuis 1970, 600 personnes, 850 millions de CA. Nos activités s'exercent dans les domaines agricoles, chimiques et pharmaceutiques. Nous recherchons, pour notre siège à Rungis (94), un

## ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

Vos atouts : une formation supérieure, une expérience de 5 à 10 ans dans une société internationale en matière de budget et de contrôle de gestion, une connaissance approfondie de la comptabilité anglo-saxonne, une totale maîtrise de l'anglais parlé et écrit.

Nous vous proposons d'animer une équipe performante, environ 30 personnes, et de prendre la responsabilité des comptabilités (générale et analytique), et du contrôle de gestion.

Dans le cadre de cette fonction, vous êtes en relation avec tous les chefs de départements et vous assurez un rôle d'interface avec la société-mère américaine.

Nous vous offrons la possibilité de vous épanouir au sein d'un groupe international dynamique, et une rémunération très motivante (300.000 F+).

Merci d'adresser votre candidature, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle à la Direction du Personnel 74, rue d'Arcueil - 94576 RUNGIS Cedex.

Votre savoir-faire comptable  
au service de nos filiales étrangères

De New York à Dakar, de Bangkok à Marakech, du Canada à la Grèce, vos destinations seront multiples et vos tâches variées.

Nous figurons en effet parmi les Grands du Tourisme. Notre implantation internationale, alliant du simple bureau de quelques personnes à des entités beaucoup plus importantes, nous conduit à rechercher celui ou celle qui, au-delà des missions ponctuelles de contrôle de nos filiales saura être un véritable homme de terrain et un organisateur. En liaison directe avec la Direction Financière, il (elle) lui proposera des solutions concrètes sur l'ensemble de notre gestion à l'étranger et les mettra bien sûr en application... souvent sur place.

De formation Financière ou Comptable, vous avez à 30 ans une première expérience de la Supervision Comptable en Cabinet ou en Entreprise et une pratique courante de l'anglais.

Vous souhaitez à présent valoriser votre acquis dans un environnement international où vous pourrez donner toute sa dimension à votre créativité, à votre autonomie, à votre dynamisme, en un mot à votre esprit d'entreprise.

Christiane CHARBONNE notre Conseil attend votre résumé de carrière, sous référence D/SU/M, et envisagera avec vous vos perspectives d'évolution.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

SUPERVISEUR  
COMPTABLE

## LE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA NIEVRE

JEUNE DIPLOMÉ H/F  
DIRECTION CLIENTÈLE DES PARTICULIERS

Mission : assurer avec le Responsable du marché la mise en œuvre de la politique de développement et de promotion des produits avec le souci permanent de la qualité.

Profil :  
• formation supérieure exigée, Maîtrise, Ecole Supérieure de Commerce  
• connaissances bancaires souhaitées.  
Après une période de formation de réelles responsabilités pourront lui être confiées.

ANALYSTE FINANCIER H/F  
SERVICE ENTREPRISES

Mission :  
• participer au développement du portefeuille des entreprises dans le cadre des stratégies mises en place.  
• réaliser les analyses financières.

Profil :  
• formation supérieure type Agri, Agr.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions en précisant le poste qui vous intéresse à la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE LA NIEVRE, Service Gestion du Personnel, les Commelles, Boite Postale 3, 58040 VARENNES-VAUXELLES.

ORGANISATEURS  
CONSEIL  
NANTES

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recherche pour son DÉPARTEMENT DES TITRES (1 100 personnes) à NANTES des ORGANISATEURS CONSEIL.

Notre SERVICE ORGANISATION (17 cadres) constitue le vecteur privilégié de toutes les évolutions techniques et structurelles du Centre (tant dans son fonctionnement interne que dans ses relations avec d'autres unités ou avec la Place).

Durant 3 à 4 ans :

- vous effectuerez des missions ponctuelles auprès des services

en appui des contrôleurs de gestion,

- vous participerez d'une part à des études liées à la mise en place des produits nouveaux, d'autre part à des projets informatiques du Centre en tant que Représentant du Maître d'ouvrage.

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur, d'Ecole de commerce ou de gestion, vous possédez une première expérience acquise dans un cabinet ou en entreprise.

Au terme de ces missions, vous évoluerez au sein de l'ensemble de la structure SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (à Paris ou en Province).

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. CCN, à Daniel AMADREU - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Département des Titres - 32, avenue du Champ-de-Tr - B.P. 1135 - 44024 NANTES Cedex.

COMPAGNIE FINANCIERE  
DE SUEZ

## CADRE FINANCIER EXPERIMENTÉ

pour secondar l'un des responsables de la Direction des Affaires Financières dans la gestion administrative d'une importante Société de portefeuille (investissement dans des participations de taille moyenne).

Ce poste exige des connaissances en comptabilité et

en droit des Sociétés. Il comprend une large part de gestion administrative courante.

Expérience bancaire appréciée, par exemple dans la gestion administrative d'organismes de portefeuille.

Nous demandons une formation de type DECS ou équivalent et anglais courant. (B&L, CF)

## JEUNE CADRE

(DECS ou équivalent + 1<sup>re</sup> expérience)

Il participera notamment, au sein de la Direction de la Planification et du Développement, à l'élaboration du budget, à l'analyse des résultats et au reporting. Ce poste s'adresse à un professionnel de niveau DECS ou équivalent, possédant une expérience de

2-3 ans dans une fonction similaire (budget, contrôle de gestion). Une bonne pratique de l'informatique est nécessaire ; la connaissance des instruments financiers constituerait un atout supplémentaire. (B&L, JC)

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous la référence choisie, à la Direction du Personnel et de l'Administration Générale de la COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ - 1, rue d'Alsace - 75008 PARIS.

Directeur  
d'agence

Lille

Crédits professionnels - Un organisme de crédit spécialisé, dont la structure et la politique générale favorisent l'épanouissement de ses responsables, recherche un directeur (H ou F) pour son bureau au centre de Lille. A la tête d'une petite équipe de quatre personnes, il sera responsable des analyses financières et du montage des dossiers de financement de ses clients et assurera le suivi à long terme des affaires. En outre, il aura sur la région du Nord une activité commerciale auprès des prescripteurs et des professionnels concernés, et mettra en œuvre les actions promotionnelles. Les candidats auront au moins 30 ans et une bonne formation supérieure (maîtrise ou ESC) ainsi qu'une expérience similaire dans le crédit. La rémunération, entièrement au fixe, dépendra de la valeur de l'expérience et pourra dépasser 200.000 francs. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/3009M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd de la République - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.50.43

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Juriste  
confirmé

Spécialiste du droit des sociétés

Un des tout premiers groupes du secteur tertiaire recherche pour son secrétaire général un juriste confirmé spécialiste du droit des sociétés. Il sera chargé de la préparation des opérations liées à la vie sociale du groupe ainsi que de la rédaction des actes correspondants (convention de sociétés, délibérations du conseil d'administration, assemblées générales, opérations sur le capital, montages juridiques divers...). Ce poste, à pourvoir rapidement, peut convenir à un candidat âgé de 30 ans minimum, possédant une bonne formation juridique (DESS...) et ayant acquis une expérience significative de la fonction dans un établissement financier, une compagnie d'assurances ou dans un cabinet juridique spécialisé. La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à M. DE SOUZA en précisant vos prétentions et la référence A/R9292M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92511 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Animateur de réseau

Assurances

Un des tout premiers groupes d'assurances recherche pour la délégation région parisienne de sa société incendie-accidents un responsable de réseau qui sera placé sous l'autorité immédiate du responsable du département souscription. Il sera chargé d'animer et de gérer l'ensemble du réseau de courtiers sur ce territoire et aura autorité sur plusieurs équipes de technico-commerciaux qui l'assisteront sur le terrain dans sa mission. A ce titre, il devra déterminer les moyens les mieux adaptés afin d'intensifier ces relations et aura un réel souci de qualité dans sa gestion tout en tenant compte des risques courus qu'un niveau de services proposés. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC) justifiant d'une première expérience de l'ordre de 5 années, acquise dans un établissement similaire. Il devra impérativement avoir une bonne connaissance du réseau de courtiers et être familiarisé aux produits incendie et accidents. Doté d'un fort potentiel, il devra allier de réelles qualités de gestionnaire à un excellent sens commercial. La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à M. DE SOUZA en précisant vos prétentions et la référence A/R9292M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92511 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chargé  
d'affaires

Banque lorraine

Dynamiser nos structures et conquérir de nouveaux marchés auprès des entreprises, tel est le challenge que nous proposons à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur pouvant faire valoir quelques années d'expérience bancaire réussie (4-5 ans) et qui deviendra notre chargé de clientèle entreprises. Nos projets sont ambitieux mais nous disposons des moyens offerts par notre appartenance à l'un des premiers groupes bancaires français fortement implantés régionalement et reconnus pour sa compétence et son efficacité. Si votre dynamisme et vos talents de négociateur vont de pair, vous pourrez évoluer à terme vers des fonctions d'encadrement en agences. Dès le départ, la rémunération sera motivante pour cette opportunité basée à Metz. Ecrire à D. WIRTZ en précisant la référence A/6475M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

مكتبة الادب



UNIVERS DE  
LA GESTION

## CITIBANK+ IMMOBILIER

Dans le cadre du développement de ses activités recherche :

## ADJOINT AU DIRECTEUR DU CREDIT

- Diplômé de l'Enseignement Supérieur en économie ou gestion, il se verra confier la responsabilité de la mise en œuvre et du contrôle de la politique du crédit :
- L'analyse des composantes permettant de maîtriser les risques
- La préparation et l'actualisation des règles d'évaluation des risques
- La conception et la mise en place de systèmes d'informations M.I.S
- En liaison avec les services fonctionnels et opérationnels l'élaboration et le contrôle des procédures de traitement des opérations conformément aux règles en vigueur dans le Groupe.
- En liaison avec le Contrôle Financier, l'identification des coûts directs et indirects liés aux produits.

Entreront dans ses attributions, les relations avec les Instances Européennes du Groupe, chargées de conduire la politique générale dans le domaine du Crédit.

Cette fonction conviendrait à une personne d'environ 30 ans, ayant un esprit affirmé d'analyse et un goût prononcé pour le travail en équipe.

Le candidat devra en outre posséder une bonne expérience du développement de logiciels statistiques sur micro informatique ainsi qu'une expérience de l'élaboration de scoring.

Une parfaite connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre, photo) à la Direction des Relations Humaines - Compagnie Générale de Banque/CITIBANK - BP 704 75821 PARIS CEDEX 17

45 % de croissance moyenne annuelle sur les 10 dernières années. Les résultats nous donnent raison. Pour anticiper les besoins du marché nous consacrons 11 % de notre CA à la Recherche et au Développement. A ANNECY, notre Centre de Systèmes Spéciaux Europe recherche :

2 Ingénieurs  
développement matériel

Au sein de notre unité d'ingénierie d'Anancy, vous participerez au développement et aux tests d'interfaces de communication à l'aide de systèmes de simulation CAO : spécification, développement, mise au point et qualification de ces produits.

Ingénieur en électronique, vous avez une expérience de 2 ans dans le développement d'interfaces intégrant des microprocesseurs. Une compétence en Télécommunications sera un plus. Vous parlez couramment l'anglais.

Adressez votre candidature sous référence MON 412 à Guy MICHELET à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - ZAE Les Glaisins - BP 453 - ANNECY LE VIEUX - 74008 ANNECY Cedex.

Digital : un choix de société

digital

## CITIBANK+ IMMOBILIER

LE PREMIER GROUPE BANCAIRE MONDIAL A BESOIN DE VOUS POUR LA PROMOTION DE SES CREDITS IMMOBILIERS EN FAVEUR DES PARTICULIERS. DEVENEZ LES ACTEURS DE NOTRE DEVELOPPEMENT.

Nous recherchons :

## TROIS ANALYSTES DE CREDIT

Vous avez une formation supérieure, économique ou bancaire (IIE) renforcée par une expérience professionnelle de quelques années de l'analyse des risques en matière de crédits acquéreurs et de crédits d'investissements commerciaux.

Agés de 27 ans environ, les candidats devront posséder un sens aigu de l'analyse et une bonne maîtrise des risques notamment ceux liés aux concours consentis aux professions libérales et aux activités de la distribution commerciale.

En relation constante avec les centres de production, ils devront posséder de réelles qualités en matière de communication.

Après un stage de quelques mois au Siège, ils auront l'opportunité d'exercer une fonction de Responsable du montage des dossiers et de la maîtrise du risque dans une des agences du Réseau Paris-Provence.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., photo, lettre) à la Direction des Relations Humaines - Compagnie Générale de Banque/CITIBANK BP 704 - 75821 PARIS CEDEX 17

ECOLE DE COMMERCE - MAITRISE + IAE - INGENIEUR + IAE - DESS...

JEUNES DIPLÔMÉS  
H/FPartez en tête avec le leader financier  
du Grand Ouest.

Le CIO compétent dans les métiers traditionnels de la Banque, est reconnu comme le spécialiste des nouveaux métiers financiers dans l'Ouest (ingénierie financière, gestion de patrimoine, introduction en bourse...).

CIO  
Crédit Industriel de l'Ouest

Plus que la banque

Moteur de l'économie régionale, pour accentuer le développement de ses activités, il renforce ses équipes et souhaite s'adjointre les éléments les plus dynamiques.

Plusieurs postes se situant aussi bien dans les fonctions commerciales du réseau que dans les directions du Siège (direction financière, direction de l'organisation...) sont à pourvoir rapidement.

Partez en tête, en adressant votre dossier de candidature à la DIRECTION des RELATIONS HUMAINES du CIO, BP 1X 44040 NANTES CEDEX.

## Equipement Automobile

Haute Marne (52)

Responsable de la fonction administrative comptable,  
financière et trésorerie de notre société

La trentaine, doté d'une formation Supérieure Economique et Financière ou équivalente, vous êtes devenu sur 10 ans un véritable professionnel de la Comptabilité Générale et Analytique, du Contrôle de Gestion, de la Fiscalité des Entreprises, maîtrisant les principes de gestion et d'analyse financiers modernes. Cette expérience fut acquise en milieu industriel au niveau d'une DAF. Une connaissance des principes de négociation avec les Banques est tout à fait nécessaire y compris l'usage de l'informatique.

Nous sommes un Groupe Industriel Métallurgique, frappant à froid des Aciers, situé en Haute Marne ayant des projets ambitieux et une solide notoriété.

Notre Direction Générale recherche aujourd'hui, pour compléter ses Structures d'Encadrement, son RESPONSABLE ADMINISTRATIF, COMPTABLE et FINANCIER ayant en charge directe d'optimiser la politique de gestion financière et comptable de la Société en s'appuyant sur une équipe d'une dizaine de personnes.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 9225 FM à notre Conseil 17 rue Courmeaux - 51054 Reims cedex, 56 avenue de Wagram - 75017 Paris. Consultez nos annonces sur Minitel : 3615 CGAO

MORENO CONSULTANTS REIMS - PARIS - LYON

## PECHINEY

recherche pour un de ses établissements industriels du nord de la France

UN CHEF COMPTABLE (H/F)  
Ecole Supérieure de Commerce + DECS

5 ans d'expérience minimum.

Connaissance pratique de l'informatique dans la fonction.

Responsable de l'animation d'un service de 10 personnes, il assurera la comptabilité générale, la comptabilité de gestion, le contrôle budgétaire et l'assistance de gestion de l'établissement.

L'importance du Groupe autorise de larges possibilités d'évolution de carrière dans les domaines de la comptabilité, de la gestion ou de la finance.

Merci d'adresser lettre de candidature (discreté assurée) et CV détaillé, sous référence PB 1, à PECHINEY Recrutement 23, rue Balzac 75008 Paris.

LES MATERIAUX  
DU PROGRES

## Valeo

L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE -  
27 500 PERSONNES  
CA 12,1 MILLIARDS DE FRANCS  
DONT 48 % REALISES A L'ETRANGER

cherche pour la Division Electronique et Allumage

COORDINATEUR COMPTABLE  
ET FISCAL

Dans le cadre d'une organisation très décentralisée dans les usines, vous assurerez la production des états financiers et fiscaux au niveau de la Division. Vous devrez développer les systèmes informatiques et former le personnel à leur utilisation.

Vous serez le correspondant des Commissaires aux Comptes et de l'Audit Interne.

Votre évolution de carrière dans la Division et au sein du Groupe requiert une expérience confirmée des pratiques comptables, fiscales et juridiques des sociétés, acquise en cabinet ou en entreprise.

Vous avez une bonne maîtrise de la langue anglaise et vous êtes disponible pour effectuer des déplacements en province et à l'étranger.

Lieu de travail : Créteil.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 4800 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

20 rue Pergolée - 75116 Paris

Actiman

## AIGLE AZUR

(H/F)

SON RESPONSABLE  
DES SERVICES COMPTABLES

Directement rattaché au Directeur Financier, il sera chargé du contrôle et de l'établissement des états financiers de 21 sociétés de portefeuille et de la consolidation de 3 groupes (dont 2 cotés en bourse). Il dirigera un service de 10 personnes.

De niveau Expertise Comptable, vous justifiez d'une expérience réussie de 10 ans environ et vous alliez de bonnes connaissances fiscales à une expérience pratique de la consolidation.

Rémunération : 250/300 KF (Réf. X)

SON RESPONSABLE  
COMPTABLE (H/F)  
(CRÉATION DE POSTE)

Chargé de l'établissement des comptes de 13 sociétés de portefeuille, il travaillera directement avec le responsable des services comptables pour la préparation des consolidations.

De niveau DECS, vous justifiez d'une expérience réussie de 5 ans environ et vous alliez de bonnes connaissances fiscales à une expérience pratique de la consolidation.

Rémunération : 130/150 KF (Réf. AZ)

Postes basés à PARIS, quartier de l'Étoile.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (Lettre manuscrite, C.V. et photo) à Madame JABRAUD AIGLE AZUR - 4, rue de Presbourg - 75116 PARIS

HPT

COLLABORATEUR  
AFFAIRES INTERNATIONALES

VALENTIN

Contrôleur de gestion  
production HFAssistant chef de projet  
grand publicAdjoint responsable  
maintenance/travaux  
route RouenRESSOURCES  
& DEVELOPPEMENTResponsable  
études et prév

SOURCES



## UNIVERS DE LA GESTION

REPRODUCTION INTERDITE

**HPF**

### CHEF COMPTABLE GROUPE

Notre entreprise associée à trois groupes d'envergure internationale, se situe parmi les leaders du marché téléphonique.

Les caractéristiques du poste à pourvoir sont :

- responsabilité de la trésorerie, comptabilité générale, clients et fournisseurs, fiscalité, reporting social et consolidé. Nous sommes la société mère d'un groupe de six sociétés (CA 400 MF) ;
- direction d'un effectif de 12 personnes ;
- disposition d'outils informatiques puissants : HP 3000 plus micros, logiciel trésorerie, tableaux, etc. ;
- Lieu de travail : ville très agréable de Haute-Savoie, entre Genève et Mont-Blanc.

Nous recherchons un candidat, HPF :

- âgé de 30 ans au moins
- rompu aux méthodes de reporting et de gestion anglo-saxonnes
- ayant déjà l'expérience de la fonction dans un milieu industriel.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 15/1061 AL à :

**EGOR RHONE-ALPES**  
Tour du Crédit Lyonnais  
129 rue Servant - 69431 Lyon Cedex 3

**egor**

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

**LA Caisse Régionale DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE** recherche

### COLLABORATEUR POUR SON SERVICE FINANCIER DES PROFESSIONNELS

Dans le cadre de notre implantation en milieu urbain, il sera chargé sous l'autorité du responsable de service :

- de participer au développement de la clientèle des "professionnels" : artisans, commerçants, professions libérales
- d'assurer, à cet effet, notre réseau d'agences et tout particulièrement les spécialistes de ce segment.

De formation supérieure commerciale et financière (Université E.S.C.), il sait apporter le conseil et la preuve d'un réel dynamisme commercial.

Une expérience d'une année dans un poste similaire serait un atout supplémentaire.

Rémunération : 110 000 F bruts annuels.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo d'identité à :

**C.R.C.A.M. de LOIRE-ATLANTIQUE**  
Monsieur le Chef du Personnel  
La Garde - Route de Paris  
44076 NANTES CEDEX

**CRÉDIT AGRICOLE**

**Le bon sens en action.**

La filiale française (CA 60 MF) d'un groupe anglais recherche son :

## Assistant Controller

**Sud de Paris FF 200-220.000**

Rattaché au Contrôleur, il encadrera une équipe de 6 personnes et sera responsable : de la comptabilité, d'établir et contrôler les déclarations sociales et fiscales, du reporting à la maison-mère, du suivi des stocks et du contrôle des achats.

Le candidat aura une bonne formation comptable, sera âgé de 25 à 30 ans et aura une première expérience d'au moins deux ans de contrôle financier ou de comptabilité dans un contexte anglo-saxon. Son niveau d'anglais sera excellent.

De bonnes possibilités d'évolution au sein du groupe peuvent être offertes au candidat après quelques années.

Contacter Ivan Pascual au (1) 40.70.00.36 ou adresser un CV + photo + n° de tel + rém. actuelle à Michael Page Finance, 19 av. George V, 75008 Paris, sous réf 949 1PM.

**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement financier  
Paris-Londres-Bruxelles-Amsterdam-New-York-Sydney

**La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Brie** recherche pour son siège à MEAUX

### COLLABORATEUR AFFAIRES INTERNATIONALES

De formation supérieure, vous avez impérativement une expérience bancaire (2 ans mini) au sein d'un service étranger.

Chargé du suivi de dossiers complexes et d'opérations de financements à vocation internationale, vos connaissances de l'outil informatique et de l'anglais seront vivement appréciées.

Les candidatures, C.V., photo et prétentions sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur du CA**  
BP 205 - 77101 MEAUX

**LA PASSION ET L'ACTION**

Professionnels de la fabrication et de la distribution de produits de décoration, notre Groupe à capitaux privés (550 M.F. 700 personnes) a créé en 10 ans pour sa division distribution 40 implantations régionales.

Vous êtes autonome, vous avez le sens de la rigueur, le goût des contacts, la micro-informatique vous intéresse et par dessus tout, vous avez la volonté d'agir et de progresser, alors nous vous offrons l'opportunité d'une expérience professionnelle de :

### CONTROLEUR DE GESTION

Vous aurez la responsabilité globale des tableaux de bord de la Direction Générale, synthèse du reporting de nos agences. Vous réaliserez, sur le terrain, toutes les études et analyses nécessaires à l'amélioration de la maîtrise de nos coûts.

Ce poste offre de réelles opportunités de carrière tant au sein de la Direction de Gestion du Groupe qu'en tant que Directeur d'un de nos centres de profit pour un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP...).

Ce poste est basé au Bourget.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et rémunération actuelle à M. DENIS  
Bâtiment AGORA 4, rue Neighevan Népoca  
ZA du Port Yvon - 93130 LE BLANC-MESNIL

**AGORA**  
RECHERCHE PERSONNELS QUALITATIFS  
RECHERCHES DE VOUS ET NOTRE

Un groupe britannique de confection de luxe recherche pour sa filiale française (CA : FF 280 M) un

## Contrôleur de Gestion

**Paris FF 200-250 KF + voiture**

La personne sélectionnée, rattachée directement au PDG, aura comme principales responsabilités : le reporting mensuel, les plans et budgets, l'analyse financière et de nombreux contacts avec Londres et les magasins en France.

Ce poste représente une excellente opportunité pour un candidat ayant une première expérience de 2 ou 3 ans en cabinet d'audit anglo-saxon et recherchant maintenant une expérience plus opérationnelle dans un groupe performant de renommée internationale.

Une formation ESC et/ou DECS, ainsi qu'un anglais courant sont essentiels.

Contacter Ivor Alex au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + Tél. + rém. actuelle à Michael Page Finance, 19 av. George V, 75008 Paris sous réf. IAM/1300.

**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement financier  
Paris-Londres-Bruxelles-Amsterdam-New-York-Sydney

**VALENTINE** membre du Groupe n°1 mondial de la peinture

offre pour la rentrée de septembre des opportunités de carrière à de jeunes INGENIEURS et ESC.

### Contrôleur de gestion production HP

Votre mission : Animer le suivi budgétaire et des investissements, développer des outils de gestion, améliorer les systèmes d'information, participer à la mise en place d'un nouveau système informatique de comptabilité analytique.

Votre profil : Ingénieur débutant + formation complémentaire en gestion type CEBMA, IAE ou équivalent, ou ESC avec 1 ou 2 ans d'expérience similaires. (Réf. 5284/G)

### Assistant chef de produit HP division grand public

Vous participerez à l'élaboration d'une stratégie marketing, proposerez des plans d'action et solutions originales dans la gestion des marques, intervenirez sur le terrain.

Vous êtes ESC de formation et avez environ 18 mois d'expérience dans les produits de grande consommation. (Réf. 5284/P)

### Adjoint responsable maintenance/travaux neufs proche Rouen

Vous participerez à l'étude des projets d'investissement, de modifications et d'équipements ou de bâtiments, intervenirez sur la réalisation des travaux neufs.

Vous êtes ingénieur débutant A.M. ou équivalent. (Réf. 5284/M)

Merci d'adresser rapidement votre dossier, sous référence choisie en précisant le poste qui vous intéresse à notre Conseil ou transmettez-le sur Minival en composant le 3615 code CV PLUS.

**Ressources & Développement**  
8, rue Casimir-Delavigne - 75008 PARIS

**Société d'expertise comptable membre d'un groupe international de tout premier plan**

recrute pour divers bureaux situés région Rhône-Alpes et Bourgogne

### pour son département audit UN COLLABORATEUR

disposant d'une première expérience acquise dans un cabinet d'audit ou le service audit interne d'une grande entreprise.

### Pour son département conseil PME-PMI Plusieurs COLLABORATEURS

disposant d'une première expérience acquise en cabinet ou en entreprise.

**UN COLLABORATEUR DEBUTANT**

La formation de base pour ces postes a été sanctionnée par l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur (DUT, ESCAR, MISTCF, DECS).

Un plan de formation accompagnera tous nos collaborateurs durant leur carrière.

Les informations sur les postes à pourvoir, ainsi que les possibilités d'évolution, seront communiquées au cours du premier entretien.

Ces recrutements seront instruits dans la plus totale discrétion.

Entre sous le n° 8 723  
**LE MONDE PUBLICITE**  
5, rue Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

**Pédagogue et passionné(e)**

**CERG FINANCE**, Filiale du Groupe ROTHSCCHILD, nous sommes la référence dans le domaine des logiciels financiers.

Vous avez entre 22 et 30 ans, et êtes titulaire d'une MAITRISE (Sciences Eco, Gestion ou équivalent). Vous justifiez d'une expérience de 1 à 2 ans dans un service financier ou bancaire.

Au sein de notre société jeune (35 personnes), nous vous proposons d'intégrer notre Département formation qui a en charge la formation et le suivi des utilisateurs de nos logiciels.

Vos réelles motivations pour la Finance, votre dynamisme et votre force de conviction sont vos atouts indispensables pour ce poste réellement évolutif.

Ce poste vous intéresse ? Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à Marc CEBRIAN - CERG FINANCE S.A. - Tour d'Asnières 4, avenue Laurent-Caly - 92608 ASNIERES Cedex.

**CERG FINANCE**

Banque PARIS recherche

## Responsable études et prévisions

Il sera chargé de l'élaboration des prévisions d'activité et de résultats de la Banque et de différentes études économiques et financières.

Pour ce poste qui requiert en plus des compétences statistiques, d'excellentes qualités de synthèse et de rédaction, nous recherchons un ingénieur (de préférence ENSAE) possédant une formation complémentaire type Sciences PO Paris, MBA, etc... et ayant impérativement quelques années d'expérience.

Envoyer CV, photo, et prétentions sous référence 2488 M à :

**SOURCES**  
108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris  
qui transmettra en toute confidentialité

**BANQUE PRIVEE PARIS 9<sup>e</sup>**

Spécialisée dans la gestion COLLECTIVE et PARTICULIERE recherche :

### Analystes financiers

connaissant le Marché Français et ayant au moins 1 an d'expérience, il travaillera en collaboration étroite avec l'équipe des gérants de portefeuilles.

Possibilités d'EVOLUTION au sein du DEPARTEMENT FINANCIER.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 4888, à

**MEDIA BA**  
71, av. Victor-Hugo  
75116 PARIS, 9<sup>e</sup> arrondissement.

**ETABLISSEMENT FINANCIER DE 1<sup>er</sup> PLAN RECHERCHE**

## RESPONSABLE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Intégré à l'équipe de direction d'un secteur d'activité en fort développement au sein du groupe, il aura la responsabilité d'une équipe de quatre personnes assurant :

- la comptabilité des différents sociétés, ainsi que leur gestion administrative,
- le développement de tableaux de bord et d'outils de prévision,
- le contrôle des procédures comptables dans le cadre de l'évolution.

En outre, il sera chargé de la fiscalité, irrégulièrement.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de gestion...) titulaire du DECS et ayant une expérience d'au moins 3 ans dans la comptabilité. Très autonome dans sa fonction, il pourra par son engagement personnel lui donner une dimension supplémentaire.

Envoyer C.V., photo et prét. sous réf. 27622 à  
Cabinet Publicité  
30, avenue de l'Opéra  
75004 Paris cedex 01 qui transmettra en toute confidentialité

هكذا من الاصل







LA VII<sup>e</sup> CONFÉRENCE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

## Une absence de dialogue Nord-Sud

Un nouveau risque d'enlèvement  
dans l'affrontement idéologique  
et les égoïsmes nationaux

**D**ÉVENUE une sorte de dramaturgie du dialogue Nord-Sud, réunissant tous les quatre ans, pays industriels et pays en développement sur des thèmes aussi traditionnels qu'essentiels — commerce, monnaie, aide, transfert de technologie, matières premières, endettement — la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est calée au fil des années dans les affrontements idéologiques et les égoïsmes nationaux. Depuis 1976 et la IV<sup>e</sup> Conférence qui enfanta le « programme intégré pour les produits de base », aujourd'hui des plus contestés, aucune CNUCED n'a enregistré de progrès notable. La CNUCED VII, qui se tiendra à Genève du 9 au 31 juillet, est-elle condamnée au sort des précédentes ?

Une volonté de pragmatisme de la part du secrétariat de la Conférence, renforcée par des discussions informelles, ont été jugés « raisonnables » par les Américains eux-mêmes, la prise de conscience générale des conséquences néfastes d'une croissance mondiale toujours plus lente pour des pays dont l'interdépendance n'est plus à démontrer, plaident, selon d'autres, en faveur d'un très relatif optimisme (le Monde du 3 juillet). D'autres craignent, une fois retombé l'intérêt médiatique des interventions des personnalités invitées les premiers jours — le président François Mitterrand se rendra à Genève le 10 juillet — que les discussions ne retombent dans leurs travers passés.

Ce risque de débats « surréalistes » entre des acteurs qui semblent préparer la conférence « en se tournant le dos » est réel, selon un expert européen, tant les divergences d'intérêt restent profondes. Les règles mêmes de fonctionnement établies dès l'origine de l'institution, en 1964, pourraient, une fois de plus, hypothéquer l'issue de la conférence.

Parmi les pays industriels occidentaux réunis dans le groupe B,

consentir à parler et négocier d'une seule voix, l'attitude et le niveau de la représentation américaine posera sans doute un problème. Si Washington entend ne rien concéder, en particulier dans le domaine des produits de base dont l'inscription à l'ordre du jour de la Conférence n'a jamais été acceptée par les États-Unis, les positions du groupe B, risquent, si l'on n'y prend garde, de s'identifier à celles du plus dur de ses membres. D'autant que les « hésitations américaines » trouvent, parmi les Européens, certains pays peu soucieux de dépasser la discussion et d'engager un début de négociation.

Les nations en développement, réunies pour leur part en groupe des 77, parviennent encore moins à masquer leur manque d'homogénéité par une discipline de façade.

En niant leurs divergences, les membres de ce groupe aggravent la confusion entre les nouveaux pays industriels, comme la Corée du Sud, les États à revenu intermédiaire souvent surendettés, tel le Brésil, et les pays les moins avancés qui, comme la Haute-Volta, s'enfoncent dans le sous-développement. En tant que groupe, les pays en développement refusent d'admettre officiellement qu'une dizaine d'entre eux se partagent aujourd'hui l'essentiel de la production et des exportations industrielles de ce que l'on

appelle encore, par convenance, le tiers-monde.

Ces pesanteurs confortent les pays industriels dans leur sentiment que les décisions sérieuses ne peuvent se prendre qu'à cinq, à sept ou dans les enceintes du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, là où les nations en développement n'ont pas de réel pouvoir. L'évolution de la conjoncture internationale tend pourtant à prouver qu'on « ne peut indéfiniment s'attendre les uns les autres », estime M. Yves Berthelot, secrétaire général

adjoint de la CNUCED. Le vieux slogan selon lequel la reprise de la croissance au Nord entraînera celle du Sud a, de toute évidence, fait long feu. Reste à savoir si la nécessité d'œuvrer en faveur d'une plus forte expansion au Sud comme au Nord trouvera un début de concrétisation à Genève.

Dans le meilleur des cas, les discussions reprendront certaines des propositions du secrétariat de la CNUCED pour associer la croissance des pays en développement sur des bases plus solides et en améliorer le financement. Partant d'un constat, la trop lourde dépendance de ces pays envers des matières premières dont les marchés sont saturés, la création d'un fonds de diversification sera préconisée. Une diversification fondée notamment sur la transformation sur place de certains produits de

temps, à réviser, en dépit des déclarations officielles. Autant dire que les discussions ne pourront qu'être lancées en ce domaine et rebondir, éventuellement, au sein du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) dans le cadre de l'Uruguay Round qui vient de s'ouvrir.

Un meilleur financement du développement passe également par la recherche de solutions au problème d'une dette qui, globalement, a dépassé, à la fin 1986, le cap des 1 000 milliards de dollars. Demander aux banques créancières une attitude plus positive dans leur propre intérêt ne changera sans doute pas une attitude dévouée comme « moutonnière » par un spécialiste. Tenter de relancer l'idée d'une allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) en faveur du tiers-monde a peu de chances de dépasser le simple et habituel rappel de l'insuffisance des flux de capitaux vers des pays qui, scandale rituellement dénoncé, remboursent plus qu'ils ne reçoivent.

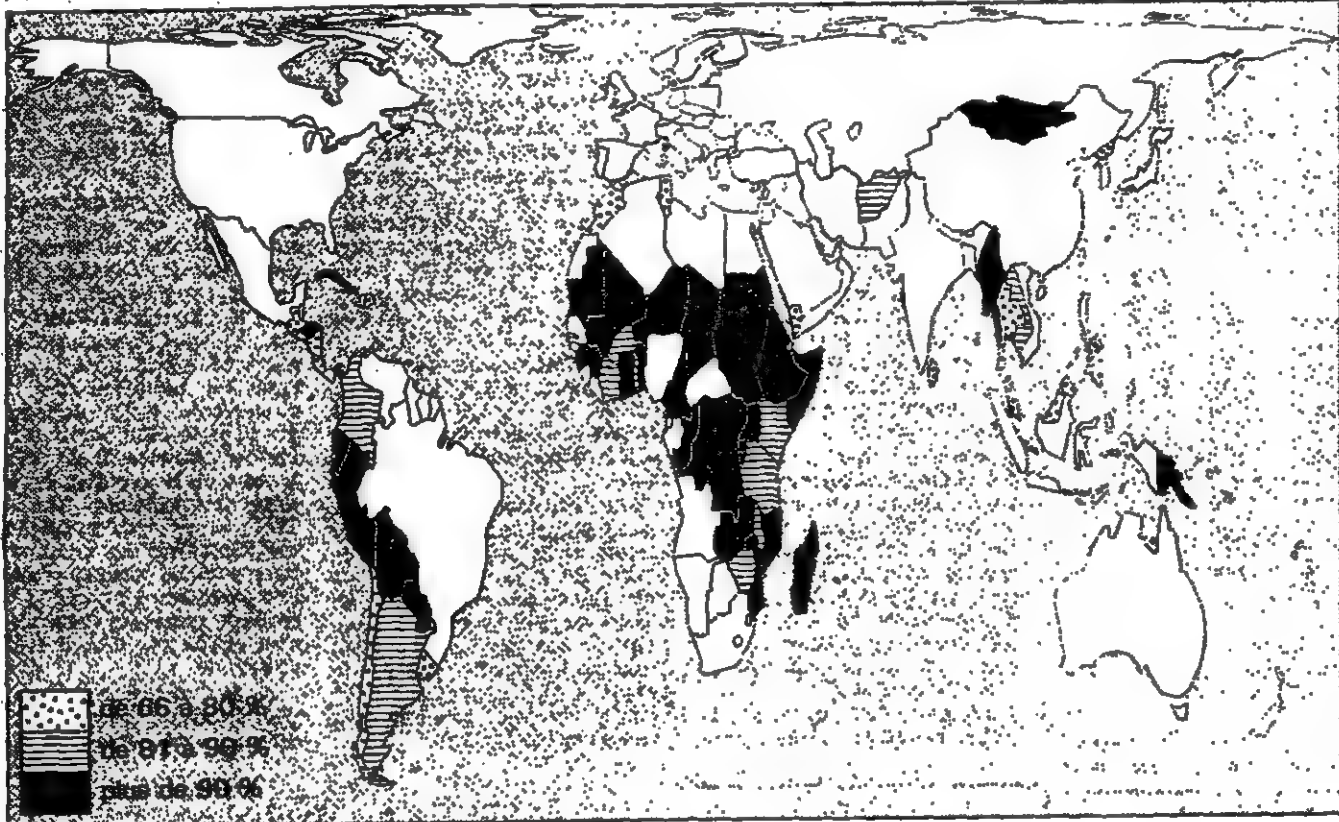
### Un traitement particulier

Au moins les pays les plus démunis auront-ils sans doute droit à un traitement particulier à Genève. Le fonds d'ajustement spécial (FAS) du FMI (Fonds monétaire international), dont il a été demandé, lors du sommet des pays industriels du 8 au 10 juin à Venise, qu'il soit rapidement triplé pour atteindre 9 milliards de dollars, l'application plus systématique par le Club de Paris d'un allongement des délais de remboursement des dettes garanties à vingt ans dont dix de grâce, reviendront sur le devant de la scène.

Il est pourtant peu probable que l'idée complémentaire consistant à bonifier les taux d'intérêt pour alléger le fardeau du service de la dette des plus pauvres avance beaucoup. La France, la plus engagée en matière de dette garantie, se sent la plus vulnérable en ce domaine et résistera à cette proposition d'origine britannique.

L'optimisme de commande des communiqués officiels masquerait-il une fois de plus la nécessité d'assurer le développement, et non plus de maintenir le pouvoir d'achat des pays en développement ? Au moment où une faible croissance mondiale s'accompagne de poussées protectionnistes, un double danger guette la CNUCED VII : transformer la conférence en un procès des politiques d'ajustement qui, au Nord comme au Sud, s'imposent pour relancer la machine économique internationale ; réduire ce qui pourrait être le début d'un nouveau dialogue en simple discours sur l'état du monde.

FRANÇOISE CROUIGNEAUX



Les pourcentages représentent la part des exportations de produits de base dans le total des ventes à l'étranger.

## La fin du mythe des matières premières

par PHILIPPE DELMAS (\*) et CHRISTOPHE GUILLEMIN (\*\*)

trois produits au plus. La dépendance est donc à la fois forte et concentrée.

L'évolution de cette dépendance montre bien les limites du développement permis par les produits de base. Les exportations des pays africains non exportateurs de pétrole restent en moyenne composées à 90 % de matières premières, celles des pays latino-américains le sont aux trois quarts. Seuls les pays asiatiques de l'Est ont, en vingt ans, rejoint la structure d'exportations de l'OCDE, dans laquelle les produits manufacturés entrent pour 75 %. C'est là une fracture économique et politique fondamentale de cette fin de siècle.

Les importations des pays du Sud dépendent des matières premières, mais les marchés sont entièrement contrôlés par les pays du Nord, qui sont à la fois les plus gros importateurs et les plus gros exportateurs.

### Un « verrouillage » assuré

Enfin, fait capital qui assure le « verrouillage » des pays du Sud : ceux-ci ont exactement la même structure d'importation que les pays du Nord, soit, en gros, deux tiers de produits manufacturés, un tiers de produits de base (énergie comprise).

En conclusion, les pays en développement ont les mêmes besoins que les pays de l'OCDE. Pour les satisfaire, la plupart sont durablement dépendants des seuls produits de base dont les pays du Nord contrôlent les marchés.

Cette situation passe de grave à tragique dès lors que baisse régulièrement le pouvoir d'achat de ces produits et que l'instabilité de leurs cours empêche toute gestion prévisionnelle.

Au cours des dix dernières années, les prix des produits de base alimentaires ont varié en moyenne chaque année de 31 %, ceux des produits minéraux de 26 %. Il n'y a à la source « effet de moyenne » dû à des produits ou des années aberrants. Il est presque impossible d'imaginer la contrainte ainsi créée sur la gestion économique.

Lorsque dans un pays de l'OCDE les exportations d'une catégorie de biens fluctuent de 10 % à 15 %, c'est un événement dont parlent les médias. Mais les exportations de l'Ouganda dépendent à 93 % d'une variété de café dont les cours ont varié en moyenne de 55 % chaque année entre 1973 et 1979 !

Il émerge de ce chaos une baisse inexorable du pouvoir d'achat des produits de base en termes de biens manufacturés. De 1960 à 1986, cette baisse cumulée a atteint en moyenne 30 % pour les produits de base agricoles, 27 % pour les produits alimentaires et 14 % pour les autres produits. Ainsi le pouvoir d'achat du thé (dont Sri-Lanka dépend à 30 %) a baissé des deux tiers, celui du riz (dont la Malaisie dépend à 45 %), de moitié, tandis que celui du café a augmenté de

27 %. Le pouvoir d'achat du jute, du caoutchouc et du fer a baissé des deux tiers, celui du tabac et du cuivre, d'un tiers.

Telles sont donc, pour la plupart des pays, les conditions durables et concrètes de ce qu'il est convenu d'appeler le « développement ». Faut-il s'étonner qu'il y ait dans ces conditions quelques problèmes de gestion de la dette ? Les dix-sept pays les plus endettés, qui représentent environ la moitié de la dette totale des pays en développement, dépendent en moyenne à 75 % des produits de base pour leurs exportations.

Le pouvoir d'achat du « panier » de ces produits a augmenté de 2,5 % par an au cours des années 70 et baissé de 3 % par an depuis 1980 : l'augmentation a encouragé l'endettement ; la baisse exerce le remboursement. Dans les deux périodes, l'instabilité des cours fait obstacle au respect des échéanciers financiers. Le cas récent de la Côte d'Ivoire en est une illustration parfaite.

Ces tendances sont profondes et de longue durée, mais leurs effets se font déjà lourdement sentir : en 1987, le pouvoir d'achat des matières premières atteint le plancher historique des années 30, ce qui, pour les pays les plus dépendants, élimine radicalement les possibilités de développement. Ce n'est cependant pas seulement le niveau des prix qui crée la gravité de la situation, mais aussi certaines des causes de la dégradation, particulièrement l'éclatement de la solidarité Nord-Sud.

(\*) Conseiller référentiel à la Cour des comptes.

(\*\*) Directeur en France de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI).

(Lire la suite page 32.)

base afin d'accroître la valeur ajoutée de ce qui, dans un certain nombre de nations en développement, constitue l'unique ressource à l'exportation.

Ce remède se heurte au redoutable problème de débouchés vers des pays industriels qui, à l'exception du Japon peut-être, entendent protéger leurs propres productions. Sans doute est-ce parce que Tokyo se sent moins menacé en ce domaine qu'il semble prêt à financer un tel programme de promotion de la transformation des matières premières dans les pays en développement. On ne saurait compter sur une telle ouverture de la part des États-Unis ou des Européens, eux-mêmes englués dans des politiques agricoles qu'ils mettront longtemps, très long-

UN PROGRAMME INTENSIF  
D'INSERTION PROFESSIONNELLE  
EN COLLABORATION  
AVEC DE GRANDES ENTREPRISES

3<sup>e</sup> CYCLE  
DE MANAGEMENT  
AVANCÉ

MANAGEMENT  
DE LA QUALITÉ TOTALE

Améliorer la qualité des produits et des services est un enjeu majeur pour chaque entreprise. Maîtrise de la qualité, performance, compétitivité exigent aujourd'hui de nouvelles approches de management, de nouveaux managers. Vous les pratiquerez dans ce 3<sup>e</sup> cycle.

► 9 mois de formation.

► 7 mois de mission qualité en entreprise.

L'admission est réservée aux étudiants de formation supérieure (écoles d'ingénieurs, maîtrise scientifique, d'économie ou de gestion) et aux jeunes cadres d'entreprise.

CONCOURS 3<sup>e</sup> session 14 septembre 1987



Renseignements - Inscriptions  
et concours : IGS, 63, avenue de Villiers,  
75017 Paris - Tél. : 47 66 84 22

هكذا من الالحل



# La fin du mythe des matières premières

(Suite de la page 31.)

En effet, une double dynamique, dont les conséquences convergent et se renforcent mutuellement, caractérise l'évolution actuelle des marchés des produits de base. La première dynamique, assez classique, s'exprime en termes d'offre et de demande, ou encore de production et de consommation. Ainsi, durant les huit dernières années, la croissance moyenne de la demande mondiale a été légèrement inférieure à 2 % pour les produits alimentaires et agricoles, et proche de zéro pour les minerais et les métaux. Dans le même temps, la croissance moyenne de l'offre était supérieure à 3 % pour ces diverses catégories de produits.

## Une stratégie d'éviction

Au-delà de ces causes traditionnelles de hausse des prix, une deuxième dynamique, issue de nouveaux comportements et venant faire écho à la première, est apparue ces dernières années sur certains marchés de produits de base. En effet, on a pu assister, depuis le début des années 80, à une véritable stratégie d'éviction s'appuyant sur une guerre des prix menée par certains pays. Les exemples abondent et sont spectaculaires.

Ainsi le Brésil a augmenté de 200 % sa production d'étain en trois ans, de 1982 à 1985. En dix ans, de 1975 à 1985, la Malaisie a multiplié par plus de six sa production de caoutchouc, passant, durant la période, de 16 000 tonnes à 100 000 tonnes.

Dans certains cas, la percée en termes de parts de marché est, elle aussi, étonnante. Par exemple, le Costa-Rica, le Honduras, le Guatemala et le Mexique totalisaient 1,5 % des exportations de café arabica en 1980. Ils en représentaient 42 % en 1985. Dans la même période, l'Indonésie a multiplié par dix sa part de marché sur les cafés robustes.

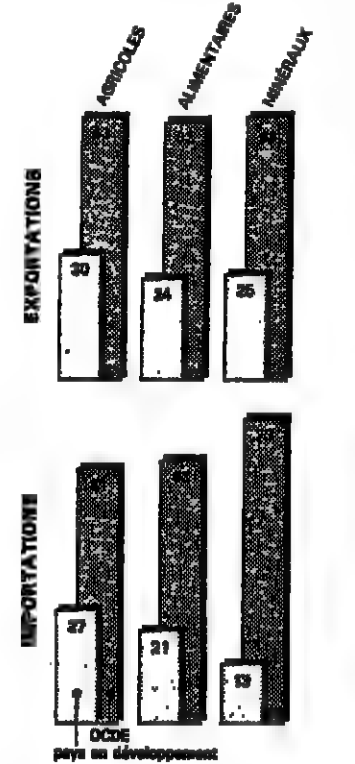
Historiquement, de tels exemples d'agressivité sur les marchés ne sont pas nouveaux. Ce qui est frappant aujourd'hui, c'est la coupure qu'elle provoque entre, d'une part, le Brésil et l'Asie du Sud-Est, d'autre part, l'Afrique, la plupart des pays d'Amérique latine et quelques pays asiatiques. Cette fracture est d'autant plus forte qu'elle est provoquée par des différences à la fois de comporte-

ment stratégique sur les marchés et de productivité ou de coût de production. Par exemple, grâce à un coût de production égal au tiers de celui de la Bolivie, obtenu notamment par un effort d'investissement très important, le Brésil peut vendre son étain au prix du marché, celui-ci étant par ailleurs inférieur de moitié au coût de production bolivien.

L'importance de cette fracture entre les pays en développement apparaît pleinement lorsque l'on sait que cinq pays (Brésil, Mexique, Taiwan, Corée du Sud, Singapour) réalisent 75 % des exportations manufacturières de l'ensemble des pays en développement. Les stratégies d'éviction sont donc subies de plein fouet par des pays qui demeurent pleinement dépendants des matières premières.

Plus profondément, cet éclatement souligne l'échec de l'ensemble des solutions tentées dans les années 70 :

## La contrainte du Nord



En pourcentage de base produits de base (hors énergie et produits de l'Est).

• **Echec d'une solidarité Sud-Sud** : les accords de produits ont finalement permis l'apparition de ces stratégies d'éviction, alors que parallèlement ils se sont révélés incapables de stabiliser les prix ;

• **Echec d'une solidarité Nord-Sud** : les différentes compensations mises en place (Staber, facilités FMI) n'ont guère freiné l'appauvrissement de la plupart des pays en développement et les nombreux autres projets n'ont même pas vu le jour (programme intégré, fonds commun, deuxième guichet) ;

• **Echec de l'autonomie des pays en développement** : les politiques de valorisation sur place n'ont pas décollé, soit par incapacité de gestion des pays du Sud, soit par verrouillage des marchés par les pays du Nord, favorisé par la mainmise des grandes maisons de commerce sur les circuits d'échange et de distribution.

Finalement, le seul avantage de la situation actuelle est d'être claire. Elle fait apparaître les véritables rapports de forces : le Nord se protège, le Sud se désespère. Elle donne sa dimension réelle au discours libéral : chacun reconnaît les vertus de la loi du marché lorsqu'elle a l'avantage. Elle indique les limites d'une politique étroite de compensation des ressources d'exportation : toujours insuffisante en termes financiers et inefficace en termes de développement.

## Deux principes simples

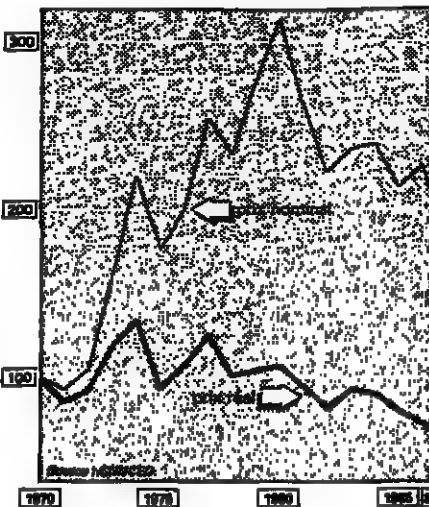
Face aux égoïsmes et à l'ampleur du problème, il est certes difficile de proposer des solutions. En tout état de cause, elles ne peuvent être que partielles et progressives. A notre sens, les politiques à mettre en œuvre doivent s'appuyer sur deux principes simples :

- Reconnaître que l'économie des matières premières évolue. On peut ralentir, voire infléchir les évolutions, mais il ne sert à rien de vouloir figer une situation. En ce sens, tenter de protéger par exemple les recettes d'exportation au moyen de méthodes du type Staber généralisé est inutile, coûteux et probablement nocif ;
- Rechercher l'adaptation structurelle des pays en développe-

ment à la réalité des marchés des matières premières, et ce de façon communautaire. La difficulté majeure vient de ce qu'un pays fortement dépendant d'une matière première peut très difficilement en abandonner la production. En effet, le coût politique et économique d'un choix erroné d'abandon est infiniment plus important que celui correspondant au maintien d'une production

Au niveau des matières premières, cette action devrait insister sur un retrait progressif du marché de la part des pays les moins compétitifs. Ce retrait devrait en contrepartie s'accompagner de certaines garanties, notamment de ressources de substitution ou de complément, en cas de retournement de la tendance de la ou des matières premières concernées. La garantie de recettes devrait être conditionnée

## Un pouvoir d'achat en déclin



Il s'agit d'un indice annuel des prix des principales matières premières - hors combustibles - exportées par les pays en développement, dont l'évolution est retracée sur la base 100 en 1970. Le prix réel est calculé à partir des dollars courants divisés par la valeur des produits manufacturés exportés par les pays industrialisés, ce qui permet d'évaluer les variations du pouvoir d'achat des matières premières.

d'une matière première dont le prix s'effondre.

La « restructuration » implique donc nécessairement que des conséquences soient prises en charge par la collectivité internationale : tout d'abord, il convient de hiérarchiser les interventions, notamment de désigner des pays ou des groupes de pays prioritaires. Une telle hiérarchie est aujourd'hui plus facile à réaliser dans la mesure où les pays en développement sont désormais prêts, notamment grâce au concept de « pays les moins avancés », à accepter de faire l'objet d'interventions différenciées.

Dès lors, l'action à mener ne devrait plus s'exercer produit par produit, mais pays par pays ou groupe de pays par groupe de pays. Dans cette perspective, les accords de produits perdent beaucoup de leur intérêt au profit d'une approche géographique et globale à l'intérieur de laquelle l'aspect matière première n'est plus qu'une composante.

par un ensemble de mesures suffisamment contraignantes pour inciter les pays bénéficiaires à réduire leur production et à orienter l'emploi des transferts ainsi affectés.

Les pays du Sud qui resteraient producteurs, c'est-à-dire les plus compétitifs sur une matière première donnée, devraient participer au système général, créant ainsi une nouvelle solidarité Sud-Sud. En effet, ils seraient les premiers bénéficiaires de la disparition de certains de leurs concurrents. Cette participation des pays du Sud serait d'autant plus nécessaire qu'il est clair que la mise en œuvre d'un tel projet serait très coûteuse. Ainsi, pour 1985, la perte de recettes subie par l'ensemble des quarante-huit pays dont les recettes d'exportation dépendent à plus de 65 % des matières premières (hors pétrole) s'est élevée à environ 5 milliards de dollars.

A ces contraintes financières très lourdes s'ajoutent d'autres difficultés non négligeables, que

ce soit la résistance des négociants internationaux à ce type de mutation, les habitudes alimentaires prises par nombre de pays en développement, qui renforcent notamment leur contrainte extérieure, ou l'industrialisation même de l'agriculture, dont le contenu en importation est de plus en plus important.

La mise en œuvre de ces principes ne peut chercher à ressembler à une organisation du monde. Elle n'a de chance de réussir que sur une base pragmatique, c'est-à-dire dans la rencontre :

- D'une approche coordonnée de la part des pays du Nord et des institutions multilatérales de développement. Si la CEE a un rôle naturel de premier ordre à jouer dans ce contexte, une action concertée entre les différentes institutions spécialisées de l'Organisation des Nations unies compétentes en matière industrielle et commerciale pourrait également être conduite, afin de faire aboutir des projets de valorisation sur place des matières premières et d'ouvrir des marchés à ces produits ;
- Des pays du Sud volontaires pour s'engager de la sorte. Le volontariat est en effet indispensable, d'une part, pour des raisons politiques, d'autre part en raison du caractère « contractuel » d'une telle approche. En effet, il s'agit bien d'une garantie de ressources de longue durée par le Nord en échange d'une garantie de restructuration profonde donnée par les participants du Sud.

Il faut bien mesurer qu'une telle « restructuration » implique, comme pour une entreprise, que soient pris en compte simultanément tous les aspects de chaque économie : conditions du désengagement, définition des produits de substitution, formation, aspects commerciaux, aspects industriels. C'est cette approche, à la fois globale et propre à chaque pays, qui rend indispensable la coordination au Nord et le volontariat au Sud.

La réalité est bien là en forme de fin de mythe : le développement n'est pas un sous-produit de l'aide et encore moins de la patience. Le temps est venu pour les pays du Sud de se prendre en charge et pour les pays du Nord de les aider à le faire.

PHILIPPE DELMAS et CHRISTOPHE GUILLEMIN.

## inscriptions en Juillet

# MANAGEMENT COMMERCE INTERNATIONAL

■ BAC OU NIVEAU BAC  
Formation franco-américaine aux techniques du commerce international  
DIPLOME D'ETAT EN 2 ANS  
BTS DE COMMERCE INTERNATIONAL  
BTS D'ACTION COMMERCIALE

3 <sup>e</sup> ANNEE AU CHOIX	
<b>CYCLE EUROPEEN</b> en association avec le CENTRE DE MANAGEMENT AUX AFFAIRES GENEVE Stages en Europe dans nos centres associés : Bruxelles, Lausanne, Londres, Madrid, Stuttgart et aux Etats-Unis. Pratique intensive des langues.	<b>CYCLE INTERNATIONAL</b> en association avec l'USL University of Southwestern LOUISIANA USA Formation franco-américaine. BBA - 1 an aux USA. MBA - 2 ans aux USA.

FINANCEMENT A 100% DU MONTANT DES ETUDES  
INSTITUT EUROPEEN DE FORMATION AUX AFFAIRES ET A LA CONDUITE DES ENTREPRISES

**IAC**  
42 66 66 82

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

Non \_\_\_\_\_

Prénoms \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

TEL \_\_\_\_\_

IAC : 71, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS

# Près d'un quart de siècle d'existence

C'EST le 30 décembre 1964 que l'Assemblée générale des Nations unies a décidé, par sa résolution 1995 adoptée par consensus, de créer « la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en tant qu'organe de l'Assemblée générale... », conformément à l'article 22 de la charte des Nations unies. Les membres de la CNUCED sont « les Etats membres de l'Organisation des Nations unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ».

Après les réunions monétaires et financières de Bretton-Woods (juillet 1944) donnant naissance au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, la première conférence des Nations unies sur le commerce et l'emploi (novembre 1947-mars 1948) n'avait pas abouti, comme on l'espérait, à la mise en place d'une Organisation internationale du commerce (OIC) en raison du refus américain de modifier la charte de La Havane adoptée à l'issue de cette conférence. Celle-ci fut partiellement remplacée par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) regroupant aujourd'hui quatre-vingt-trois pays membres et trente pays associés.

Toutefois, le GATT n'était pas conçu à l'origine comme un instrument pouvant régulariser et discipliner les échanges entre des partenaires inégaux, même si, par la suite, ses efforts en vue de la libéralisation des échanges auront des effets relativement positifs sur le commerce des pays en développement. D'où le recours de ces derniers à la mise en place d'une autre organisation, celle de la CNUCED, répondant à leurs propres besoins et aspirations.

Résultat d'un compromis entre les pays qui souhaitaient la création d'une véritable organisation internationale du commerce et ceux qui considéraient comme suffisants les arrangements institutionnels existants pour résoudre les

problèmes particuliers des pays en développement, la CNUCED se présente comme une institution originale du système des Nations unies, aussi bien sur le plan de son organisation qu'au niveau de ses activités.

La CNUCED est à la fois organe de droit et organisation de fait. Organe subsidiaire de l'Assemblée générale, elle est étroitement dépendante de celle-ci : son secrétaire général est nommé par le secrétaire général des Nations unies, avec l'approbation de l'Assemblée ; de même que son budget (environ 6 % du budget ordinaire de l'ONU) (1), son programme d'action et son personnel (environ six cents personnes) font partie intégrante de l'Organisation des Nations unies. Mais, en fait, sa structure ressemble de près à celle d'une véritable « institution spécialisée » : outre le secrétariat et ses nombreuses divisions, la CNUCED dispose d'une conférence plénière, d'un conseil du commerce et du développement et d'un certain nombre d'organes subsidiaires créés au fur et à mesure du développement de ses activités.

## Le charme discret du consensus

La CNUCED a également une composition très large comportant même plus de membres (cent soixante-huit Etats) que l'organisation mère qui l'a créée. Les Etats membres de la CNUCED sont divisés en quatre groupes distincts : A, B, C et D. Les groupes A et C comprennent les pays en développement et forment ensemble le fameux groupe des 77 (cent vingt-sept actuellement), tandis que les groupes B et D correspondent aux pays économiquement développés. Les critères d'appartenance aux groupes sont aussi bien socio-économiques que politiques et ils sont pris en considération au sein de tous les organes délibérants de la CNUCED, qu'il s'agisse

d'organes principaux ou d'organes subsidiaires.

Le système des groupes, qui représente l'un des traits les plus originaux de la CNUCED, s'est révélé très utile et efficace en vue de trouver des dénominateurs communs et de formuler des objectifs précis d'action dans les relations économiques et commerciales internationales. Enfin, la procédure de vote au sein de la CNUCED est la même que celle en vigueur à l'Assemblée générale : un Etat, une voix. Le « charme discret » du consensus n'est pas pour autant absent pour l'adoption de certains textes importants et qui engagent sur le plan des résultats.

Les domaines d'action de la CNUCED sont très vastes et couvrent les problèmes les plus divers concernant le commerce international et le développement économique : commerce des produits de base, commerce des articles manufacturés et produits semi-finis ; pratiques commerciales restrictives et transfert de technologie ; financement du développement et commerce des services ; transports maritimes, relations entre pays à systèmes socio-économiques différents ; coopération entre pays en développement ; problèmes particuliers de certaines catégories de pays en développement, comme les pays sans littoral, les pays insulaires, les pays les moins avancés, etc.

Les grands moments de la vie de la CNUCED sont bien évidemment ses sessions quadriennales (Genève en 1964, New-Delhi en 1968, Santiago en 1972, Nairobi en 1976, Manille en 1979, Belgrade en 1983 et Genève en 1987), rassemblant pratiquement tous les Etats membres de la communauté internationale, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest.

Les résultats obtenus sont cependant loin de correspondre aux espoirs affichés. La CNUCED a certes été l'instance internationale qui a fourni le plus d'études, d'analyses et de réflexions en matière de

commerce et de développement, et qui a joué un rôle important dans la prise de conscience des problèmes économiques mondiaux et dans l'évolution des rapports Nord-Sud ; l'établissement du système généralisé de préférences après la session de New-Delhi en 1970, l'adoption du programme intégré pour les produits de base à Nairobi en 1976 et les accords de produits en sont les principales illustrations.

Cependant, les travaux de la CNUCED — comme ceux d'autres réunions internationales, à l'intérieur ou à l'extérieur du système des Nations unies, comme la conférence de Paris sur la coopération économique internationale entre 1975 et 1977, ou la réunion Nord-Sud de Cancun en octobre 1981 — n'ont permis jusqu'à présent d'arriver ni à un accord d'ensemble sur la restructuration des relations économiques et commerciales internationales, ni à des résultats sectoriels considérés comme primordiaux pour le tiers-monde. Ainsi, le Fonds commun pour les produits de base attend toujours sa mise en place effective sept ans après l'adoption de ses statuts, alors que le projet de code de conduite en matière de transfert de technologie, bien que traduit sur certains points dans des législations nationales, est totalement dans l'impasse.

Enfin, comme d'autres institutions à vocation universelle, la CNUCED traverse aussi une crise dont l'issue marque sans doute non seulement ses moyens d'action propres et la réalisation de ses objectifs, mais aussi ses relations avec certains Etats membres et sa véritable place au sein du système des Nations unies.

ZALMAN HAQJANI, maître de conférences à l'université René-Descartes (Paris-V).

(1) Pour 1986-1987 le budget ordinaire de fonctionnement représente 65 millions de dollars.

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivant

IFAM  
FRANC-AMERICAIN DE MANAGEMENT  
UNIVERSITY • NORTH ATLANTA • GA  
FACE UNIVERSITY



## La chronique de Paul Fabra

## Les réflexes des autorités monétaires

QUE l'actuel climat de morosité soit autant ou plus une affaire de mode qu'une affaire sérieuse, l'accueil très positif que les milieux financiers et économiques ont réservé à la décision de nos autorités monétaires d'abaisser de façon pourtant quasi homéopathique le taux d'intérêt pourrait le laisser entendre. L'économie française ressemblerait-elle à l'un de ces convalescents que les docteurs hésitent à exposer au grand air, et qui répugnent eux-mêmes à le faire, alors qu'il repartirait de l'avant si on cessait de le traiter en malade ?

La prudence, pour ne pas dire la pusillanimité, des médecins-experts de la haute administration, non seulement reste une constante de leur comportement, mais se change peu de registre. C'est ce qu'illustrent encore, à leur manière, les mesures de politique monétaire auxquelles il vient d'être fait allusion. Dans la même foulée, la Banque de France (et la direction du Trésor, sans l'avis de laquelle elle ne prend aucune décision) a donné deux « signaux » au marché, l'un pour l'inviter à se lever et marcher, l'autre pour l'exhorter à plus de prudence.

D'un côté, l'institut d'émission a réduit d'un quart de point ses taux directeurs en vue de provoquer une légère détente sur les loyers de l'argent. D'un autre côté, il a augmenté les « réserves obligatoires » que les banques sont tenues de constituer auprès de lui et dont le montant est calculé en pourcentage de leurs ressources (passif). Ce pourcentage a été doublé (passant de 1 % à 2 %) pour certains de ces ressources (le Monde du 30 juin).

Cette obligation de réserves en espèces est parfois encore présentée comme un moyen pour l'institut d'émission de « geler », selon le vocabulaire consacré, une partie des liquidités dont disposent les établissements de crédit.

En réalité, il est plus juste d'analyser l'opération comme une charge qui pèse sur le compte d'exploitation des banques. Celles-ci cherchent à attirer à elles les ressources dont elles ont besoin ; si l'institut d'émission exige d'elles qu'elles en déposent une fraction auprès de lui, elles emprunteront davantage. Après de qui ? Dans la pratique, notamment française, auprès de la Banque centrale elle-même. D'où la vieille critique déjà adressée par Jacques Rueff à ce prétendu moyen de pomper les liquidités sur le marché et de restreindre en conséquence la capacité des banques à consentir de nouveaux crédits.

Dans une étude fort opportuniste publiée par la livraison de juin de la revue de l'IECODE (1), Gérard Maarek reprend l'argument en écrivait : « Tout se passe donc comme si la Banque centrale décidait d'une main ce qu'elle prêterait de l'autre. » Il ne s'agit toutefois pas seulement d'un coup d'épée dans l'eau, puisque les fonds que les banques empruntent à la Banque de France pour les lui reverser sous forme de réserves leur coûtent le taux d'intérêt du marché monétaire alors que les réserves obligatoires ne leur rapportent rien.

On discute actuellement beaucoup entre la rue de La Vrillière, la rue de Rivoli et l'Association française des banques (AFB), rue La Fayette, sur le point de savoir si le renchérissement du coût des ressources bancaires (conséquence de la non-rémunération des réserves obligatoires) sera inférieur, égal, voire supérieur à l'abaissement du taux du marché monétaire. Etant donné qu'il s'agit là d'une baisse de l'ordre d'un quart de point, et ici d'un relèvement de pourcentage de réserves portant sur 1 %

des ressources, le résultat ne doit pas, dans le meilleur des cas, déboucher sur une diminution encore très faible du coût de l'argent en France. Quel avantage peuvent en attendre — seule question vraiment importante — entreprises et particuliers qui cherchent à emprunter ?

Il est à peu près admis, que si les établissements de crédit répercutent intégralement — ce qu'ils sont loin de faire toujours — l'avantage de coût dont ils bénéficient sur leurs clients, toute baisse d'un point du taux du marché monétaire se traduit par une baisse de 0,40 % du taux débiteur (le taux que paient les clients des banques). En l'occurrence, il s'agit donc de savoir grosso modo dans quelle mesure une diminution maximale de 40 % de 1/4 %, soit 0,10 %, sera ou non écornée par le relèvement concomitant des réserves obligatoires.

S'il ne s'agissait pas de choses sérieuses, on serait tenté de parler d'une tempête dans un verre d'eau. Mais le niveau élevé des taux d'intérêt en France est très probablement un des obstacles à une reprise franche de l'investissement. Il est actuellement à peu près le double du niveau allemand (un peu plus à court terme, un peu moins à long terme) ; entre un cinquième et un quart plus haut que le niveau américain.

Les objectifs de la politique monétaire peuvent changer avec le temps — l'élévation du taux des réserves obligatoires est expliquée aujourd'hui par le souci de la Banque de France d'avertir les banques commerciales que leurs émissions de certificats de dépôts sont jugées « excessives », — mais les méthodes, et les réflexes qu'elles supposent, demeurent les mêmes. Il y a un peu plus d'un

an, quand l'occasion s'était présentée, à la faveur d'un afflux exceptionnel de capitaux en provenance de l'étranger, de pratiquer une politique hardie d'abaissement du coût du crédit, les « autorités monétaires » avaient aussi simultanément abaissé le taux auquel s'approvisionnaient les banques et augmenté les réserves obligatoires.

Leur plus grande crainte serait-elle de voir le taux d'intérêt — le prix le plus important d'une économie de marché — baisser spontanément ? Maarek écrit excellemment à ce sujet : « Faut-il que les banques soient toujours endettées sur le marché monétaire et pour cela relever les taux de réserves obligatoires ? La Banque centrale aurait ainsi, pense-t-on, le pouvoir d'imposer sa volonté aux banques. » Et l'auteur d'ajouter : « Mais, comme il arrive souvent, le créancier devient, lui aussi, dépendant de son débiteur. » En l'occurrence, le créancier, c'est la Banque de France, le débiteur, les banques et autres établissements de crédit. Outre sa qualité technique, l'article de Gérard Maarek, qui commença sa carrière rue de La Vrillière, pose indirectement la question de savoir qui, en France, exerce véritablement le pouvoir monétaire.

Pour une autre raison, particulièrement décisive à une époque de grande fièvre de l'économie financière et de marasme de l'économie productive, la politique d'abaissement graduel, très graduel, des taux d'intérêt est mal adaptée car elle ne peut qu'alimenter à l'infini la spéculation boursière. Dans une récente conférence de presse, le président de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, René Ricot (voir le Monde du 4 juillet) disait

qu'aujourd'hui les groupes industriels sont d'autant plus incités à placer leurs disponibilités dans des titres financiers, de préférence à des emplois liés à leur activité de producteurs, que les termes de la comparaison sont rendus encore plus favorables aux placements boursiers par l'attente systématique des plus-values (faiblement taxées de surcroît).

NON seulement les taux d'intérêt sont, en France, nettement plus élevés que le rendement moyen des investissements productifs (machines, etc.) et risquent de le demeurer longtemps, mais les achats de titres font en outre espérer de confortables gains en capital. C'est le « rendement spéculatif » qui est comparé avec la rentabilité souvent médiocre des nouveaux équipements et des nouvelles installations. Le raisonnement de René Ricot pourrait bien expliquer pourquoi les bénéfices encaissés l'an dernier par tel grand groupe industriel nationalisé, à l'occurrence Thomson, étaient dus, à concurrence d'au moins un tiers, peut-être de la moitié, à la gestion de la trésorerie.

Quelles que soient les bonnes raisons données à cette situation, n'est-il pas démorissant de constater que l'habitabilité de quelques dizaines de financiers rapportant plus à une société que le travail de dizaines de milliers d'ingénieurs et d'ouvriers ?

(1) Revue de l'IECODE (Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises), 141, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Voir aussi l'intéressant article sur la « régulation monétaire » du directeur général des études de la Banque de France, Robert Raymond, publié dans le premier numéro de la Revue d'économie financière (12, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris).

## BIBLIOGRAPHIE

## Dans l'œil du CYCLOPE

De la même façon qu'en 1983 et 1984 la reprise de la croissance dans les pays de l'OCDE n'avait pas empêché le recul des prix des produits de base, la baisse du dollar — fait majeur, avec la chute du pétrole, de 1986 — n'a provoqué aucune amélioration sur le front des matières premières. Les cours ont, au contraire, poursuivi leur déclin (— 10,8 % en moyenne), les produits alimentaires apparaissant comme les plus touchés.

Un rapport sur les cycles d'observation sur les produits et les échanges mondiaux (CYCLOPE) vient d'être publié sous la direction de MM. Philippe Chalmrin et Jean-Louis Gombaud, les marchés mondiaux, Economica, 248 pages, 300 F.

d'une mise en pages quelque peu indigeste. Le travail de MM. Chalmrin et Gombaud et de leur équipe réunit en revanche, par son approche systématique des mille facettes du monde des matières premières (marchés, prix, production, échanges, fret), à restituer leur complexité, en même temps que leur enjeu.

ERIC FOTTORINO.

— CYCLOPE. Rapport sur les cycles d'observation sur les produits et les échanges mondiaux, sous la direction de Philippe Chalmrin et Jean-Louis Gombaud, les marchés mondiaux, Economica, 248 pages, 300 F.

Qu'il s'agisse des minerais, des métaux ou des produits agricoles, l'année a une nouvelle fois été placée sous le signe de la surproduction, que la stagnation de la demande et les freins aux échanges mondiaux — fruits d'un protectionnisme affiché ou caché — ne font qu'aggraver et rendre plus flagrante. Avec une patience de collectionneur, les auteurs dressent un catalogue unique de chaque produit, ou presque, de l'antimoine au cadmium, de la banane au thé, sans oublier les « vedettes » que sont le cacao, le sucre, l'or, le chrome ou le pétrole.

De nombreux graphiques et autant de séries statistiques appuient les textes, sans toutefois les servir au mieux, en raison

LE JEUDI 9 JUILLET DE 10 H A 20 H  
Journée  
PORTES OUVERTES  
avec ENTREE LIBRE  
ESDE  
Ecole Supérieure  
des Dirigeants d'Entreprises  
100 ANNIVERSAIRE  
21, rue Van Loc  
75016 PARIS Tél. : 42.99.21.87 Page 14

En raison des fêtes du 14 juillet, « le Monde Économique » paraîtra exceptionnellement dans nos éditions datées dimanche 5-11 et 12 juillet.

## Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS :

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponses par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle

Adresse

Code postal

Niveau d'études actuel

Age

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

Choisissez la ou les filières qui vous intéressent :

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT  
HARTFORD UNIVERSITY • NORTHEASTERN UNIVERSITY  
PACE UNIVERSITY

## La grande école internationale

- Créée et développée en association avec des universités américaines réputées : Hartford U., Hartford (Conn.), Northeastern U., Boston (Mass.), Pace U. (New York).
- 4 ans de formation supérieure à la gestion dont 1 an aux Etats-Unis.
- 3 diplômes : Bachelor of Business Administration (fin 3<sup>e</sup> année), Master of Business Administration (MBA), diplôme IFAM (fin 4<sup>e</sup> année).

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales  
admission parallèle en 2<sup>e</sup> année (DEUG, DUT.)

Renseignements : IFAM, 19, rue Cépère, 75015 Paris. Tél. : (1) 47 34 36 23  
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé

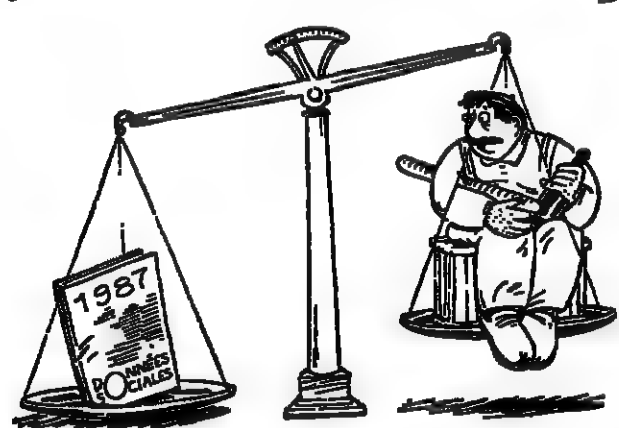
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

1<sup>re</sup> langue : \_\_\_\_\_

Bac : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

## Contre les idées reçues



Les idées reçues ont la vie dure. Même chez nous, le portrait-type du Français conserve parfois le trait de la caricature. Et pourtant, « ON » a bien changé ! Qui sont les Français de la fin des années 80 ? Quel est leur nouveau visage ?

En découvrant « DONNÉES SOCIALES 87 », vous mesurerez les changements intervenus dans notre société. Et vous verrez bien des préjugés tomber. « DONNÉES SOCIALES 87 », c'est le livre de l'histoire quotidienne des Français.

Demandez sans tarder notre documentation pour approcher ces nouveaux Français et leurs styles de vie. Ceux qui ont définitivement rangé au placard « Thoma baguettes ».

LES FRANÇAIS CHANGENT, L'INSEE VOUS INFORME.

DOCUMENTATION SUR DEMANDE :  
• par téléphone au (1) 45.40.01.43  
• par courrier à : INSEE B 208 DS.  
18, bd Adolphe-Pinard 75675 PARIS CEDEX 14

INSEE

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques



TBA

هكذا من الالهي



سكنى من الامم

# Economie

## AFFAIRES

Un entretien avec M. Pehr Gyllenhammar, PDG de Volvo

### « La Suède doit être partenaire de la constellation européenne »

M. Pehr G. Gyllenhammar, âgé de cinquante-deux ans, est PDG du groupe suédois Volvo, présent dans l'automobile, son métier de base, mais aussi dans le pétrole, l'agro-alimentaire, la pharmacie... Avec 84 milliards de francs de chiffre d'affaires, Volvo représente 11 % du produit national brut de la Suède. M. Gyllenhammar est l'un des fondateurs et le président de la Table ronde, un organisme fondé en 1983, qui réunit plusieurs industriels européens - MM. Carlo De Benedetti (Olivetti), Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), Wisse Dekker (Philips), Karlheinz Kaske (Siemens) - désireux de renforcer la compétitivité de l'Europe.

M. Gyllenhammar a fait partie, avec huit autres personnalités, dont quatre étrangères, d'un groupe de chefs d'entreprise promus dans l'ordre de la Légion d'honneur par M. François Mitterrand le 24 juin.

« En France, le mot d'ordre gouvernemental est le grand marché européen de 1992. Pour la Suède, qui ne fait pas partie de la Communauté, cette date changera-t-elle quelque chose ?

« Je pense que, pour la Communauté, ce sera le plus grand changement depuis le traité de Rome. Pour la Suède, qui est seulement associée, ce sera aussi un changement. Nous devons nous adapter sans y être forcés. Sinon il y aura rupture entre les Douze et nous. Il faudra même être plus actif que les membres de la Communauté, établir un programme de rapprochement et faire comprendre à tous les Suédois que ce n'est pas seulement une question de survie, mais aussi une question de croissance.

« Cette adaptation est-elle possible si la Suède reste en dehors de la Communauté ?

« Notre neutralité fait partie de la tradition suédoise. Jusqu'à maintenant, il nous a paru possible d'avoir une politique d'indépendance en matière de sécurité et d'avoir une coopération très forte avec la Communauté. Je pense que notre économie, nos structures, lui posent moins de problèmes que les nouveaux membres de l'Europe du Sud : l'Espagne, le Portugal et la Grèce. Si nous faisons les efforts nécessaires pour nous adapter aux conditions du grand marché de 1992, il doit être possible de rester associé et non intégré.

« Votre volonté d'adaptation ne s'explique-t-elle pas surtout par la crainte de voir la Suède et les autres pays scandinaves marginalisés par l'arrivée dans le Marché commun des nouveaux partenaires de l'Europe du Sud ?

« Il est vrai que nous, Scandinaves, avons le sentiment d'être à la périphérie de l'Europe, et que ce sentiment va être accentué par l'élargissement. Mais si nous voulons nous adapter au marché de 1992, c'est pour une autre raison, plus importante. Quand on est petit comme la Suède, on ne peut pas prendre le risque d'être isolé sur un marché mondial, avec les deux puissances économiques qui constituent l'Asie d'un côté - et pas seulement le Japon - et les Etats-Unis de l'autre. Il faut être partenaire d'une constellation, qui a beaucoup plus de force, qui peut négocier avec l'un des géants.

« Malgré votre attachement à l'Europe, on vous a dit sceptique sur le projet Euréka.

« Non. Je pense que c'est une bonne idée. Il faut soutenir toutes les idées qui sont européennes. Le problème, c'est le manque de coordination entre les Etats, qui peut réduire à néant ce type de projet.

Certains gouvernements ont attribué des financements, d'autres n'ont pas encore pris de décision, d'autres enfin ont refusé. Il faut établir les mêmes conditions et les mêmes



« règles pour tous les partenaires. Sinon on créera une inégalité qui empêchera une véritable coopération.

« Quelle est la position de la Suède ?

« A mon avis, elle est un peu négative. Le gouvernement a dit qu'il allait attribuer des financements, mais sans préciser ni combien ni dans quelles conditions. Il devrait le faire maintenant.

#### Une concertation pour le long terme

« Votre pays affiche de bons résultats : chômage bas et inflation maîtrisée. Est-ce le résultat du « modèle suédois » ?

« Je ne suis pas sûr de savoir ce qu'est le modèle suédois. Je pense que ce qui fonctionne bien dans

notre pays, c'est une tradition de coopération dans tous les domaines, entre les partis politiques, entre les syndicats et les patrons, entre des groupes sociologiques différents. C'est une société de concertation sans choc. Nous n'avons pas d'évolution à la britannique où on nationalise sous un gouvernement travailliste et où on privatise sous le gouvernement de Mme Thatcher. Nous ne perdons pas de temps. A court terme, nos performances ne sont pas très spectaculaires. Mais elles le sont à long terme.

« Va de la France, c'est le succès d'une politique social-démocrate.

« L'économie suédoise est en réalité très libérale. Le secteur privé en représente plus de 90 %. Il y a peu d'équivalent dans le monde occidental. Les entreprises privées sont très libres et subissent moins de contraintes que dans la plupart des autres pays. En revanche, l'individu est peut-être un peu plus « nationalisé » à cause des impôts, des salaires, des revenus, qui sont déterminés par l'Etat.

« Volvo, Ericsson, Electrolux, Saab... la Suède compte plusieurs groupes très internationalisés et prospères. Quelle est la clé de leur réussite ?

« Je pense que l'une des conditions de la réussite, c'est de savoir s'adapter. Quand on est petit - ou est forcé de s'adapter. Pour bénéficier d'une croissance, il faut aller le chercher hors de la Suède, marché trop étroit pour donner des possibilités de développement et de technologie à une entreprise suédoise. Quand on est américain, on peut se contenter de vivre sur son marché, qui représente le tiers du marché mondial, sans se soucier d'exportation.

Propos recueillis par  
CLAIRE BLANDIN

### Le troc à l'honneur

A priori, le troc peut surprendre : le groupe Thomson, par l'intermédiaire de sa filiale financière, vient de prendre le contrôle d'une société de négoce pétrolier. C'est la première fois en France qu'un groupe étranger au secteur rachète une compagnie de trading.

SATOIL, c'est son nom, emploie une dizaine de personnes à Londres et à New-York, capitales du marché libre. Très active il y a quelques années, mais volontairement peu connue, sinon des professionnels, elle avait été créée par le groupe Total, associé à des intérêts saoudiens proches de l'ancien ministre du pétrole, M. Yamani. SATOIL est l'abréviation de Saudi Arabia Total Oil.

Depuis un certain temps, cette société avait été mise quelque peu en sommeil. Thomson a donc saisi l'occasion, l'investissement, selon les milieux professionnels du pétrole, ne dépassant pas quelques millions de francs.

Question : que va faire le spécialiste français de l'électronique civile et militaire dans le négoce de brut ? Réponse officielle : Thomson, dit un communiqué, souhaite « se doter de moyens de financement de ses exportations par le biais de transactions sur les matières premières, pratique de plus en plus fréquente dans les opérations de commerce international ». Comprenez : Thomson veut faire du troc, ou plutôt, dit en termes choisis, « de la compensation », et sur une grande échelle.

Nécessité fait loi. Ces dernières années, le pétrole, dans le domaine militaire avec les pays pétroliers, ont été payés en nature, c'est-à-dire en brut. Ainsi de la fameuse vente d'avions militaires britanniques Tornado à l'Arabie saoudite conclue au début de l'an dernier pour quelque 4 milliards de dollars.

Les marchands d'armes avaient l'habitude des comptes

en Suisse, les voilà contraints de s'aventurer sur le marché spot. Non sans difficultés. Pour les fournisseurs comme Thomson, ce mode de « financement des exportations » pose un double problème : comment évaluer la transaction alors que les cours du brut et du dollar fluctuent d'une semaine à l'autre, et que le paiement, lui, s'étale sur des mois, voire des années ? Comment surtout écouler sans pertes le pétrole ainsi acquis si les compagnies pétrolières, comme c'est le cas, refusent d'en garantir la reprise ?

#### Vrai « pro »

La plupart des groupes placés régulièrement devant ce dilemme ont développé en leur sein de petites équipes spécialisées. Beaucoup y ont laissé des plumes. Thomson innove en rachetant carrément une société bien établie sur la place. Comme la création par le groupe d'une vraie salle de changes, cette initiative illustre le penchant de M. Alain Gomez à faire les choses à fond, en vrai « pro ».

L'expérience lui donne raison. Pas la conjoncture. Depuis le printemps, expliquent les spécialistes, la compensation a beaucoup perdu de terrain. La stabilisation des cours du pétrole a éliminé le différentiel entre les prix officiels et les prix de marché et ôté à cette pratique beaucoup de son intérêt.

« A long terme, cette acquisition reste néanmoins un très bon outil pour Thomson », assure M. Christian Weyer, ancien directeur de Paribas à Genève et spécialiste des opérations financières liées au pétrole. Ce faisant, le groupe français donne aussi involontairement ses lettres de noblesse à la compensation pétrolière, en institutionnalisant une pratique ancestrale, mais jusqu'ici menée dans la discrétion. Jusqu'où mène le désir d'exporter ?

V. M.

### Souffrant de la baisse des prix mondiaux du charbon

### Les Houillères de Lorraine continueront de supprimer 10 % de leurs effectifs par an

METZ  
de notre correspondant

La situation commerciale des Houillères de Lorraine (HBL), employant 20 242 salariés, s'est fortement dégradée en 1986, sous l'effet d'une surproduction mondiale par rapport à la demande. La réduction de 9 % du prix de revient de la houille lorraine n'a pas permis de compenser la chute de 20 % en moyenne du prix international du charbon, a expliqué récemment M. Jean Brenas, président des Houillères de Lorraine, en présentant les résultats de l'exercice 1986. Néanmoins, pour les cinq premiers mois de cette année, la tendance s'est inversée : les coûts de revient ont diminué de 17 %, alors que le prix de vente ne s'est réduit que de 13 %.

Le rendement des mines est passé de 4 421 kilos par homme et par poste en 1985 à 4 832 kilos en 1986 ; il dépasse les 650 kilos pour les six premiers mois de l'année, soit un

nouveau bond en avant de 20 %. Ce niveau de productivité place les HBL au premier rang européen. Il résulte, explique M. Brenas, des investissements réalisés (378 millions de francs en 1986), de la sélection des veines exploitées et de la mobilisation du personnel.

Mais les ventes n'ont pas suivi : en dix-huit mois, les stocks se sont accrus de 80 %, atteignant 2,4 millions de tonnes, soit trois mois et demi de production. L'effondrement des prix du marché (40 % depuis deux ans) a entraîné une chute très sensible du chiffre d'affaires : 5,35 milliards de francs pour 1986, contre 6,53 milliards de francs en 1985, soit une baisse de 18 %.

Résultat : alors que, sans la chute des cours internationaux, les HBL auraient pu dégager un excédent d'exploitation, leur prix de revient (moins de 500 F/tonne) étant inférieur aux prix du marché de 1985 (560 F/tonne), l'établissement a enregistré de nouveau un résultat négatif de 280,5 millions de francs l'an dernier.

Dans ces conditions, l'entreprise a estimé qu'elle doit s'orienter le plus rapidement possible vers une production annuelle de 8 millions de tonnes (contre 9,9 millions en 1986), le gonflement des stocks risquant d'annihiler l'amélioration des gains de productivité.

Cette option, confirmée par la direction, entraînera une réduction d'effectifs d'environ 10 % par an. De 25 700 personnes en 1983, ils sont déjà passés à 20 242 fin 1986, et 2 000 emplois seront à nouveau supprimés cette année. Il en sera de même en 1988, l'objectif de la direction étant d'atteindre 13 000 personnes au début de la prochaine décennie.

Les départs doivent toutefois rester « dans le cadre du volontariat », a précisé la direction. C'est pourquoi elle a préféré décider cinq journées de chômage économique d'ici fin septembre plutôt qu'une accélération forcée des départs.

JEAN-LOUIS THIS.

## LE DOSSIER BARBIE

### Un procès pour l'histoire

Les minutes du procès  
Les comptes rendus d'audience de Jean-Marc Théolier. Les croquis de Plantu. Les portraits de M. Kiersfeld et de M. Vergès. Le verdict.

L'histoire d'un SS exemplaire  
Barbie, le nazi de Lyon, l'espion américain en Allemagne, l'exilé en Bolivie.

La recherche d'un criminel  
contre l'humanité  
Comment Barbie fut retrouvé. Comment il fut livré à la France.

Le Monde  
NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE

40 pages - 25 F  
EN VENTE  
CHEZ VOTRE MARCHAND  
DE JOURNAUX



ÉGALEMENT DISPONIBLE PAR CORRESPONDANCE

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_  
Nombre d'exemplaires \_\_\_\_\_ X 28 F (frais d'expédition inclus)

M. 1543 8707  
Commande à faire parvenir avec votre règlement à :  
Le Monde, service des ventes au numéro 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

## AVIS D'APPEL D'OFFRES

Le ministère de l'Hydraulique et de l'environnement de la République du Niger lance deux appels d'offres dans le cadre de l'autorité de développement intégré dans la région de Liptako Gourma.

Financement : Banque islamique de développement

- exécution de 330 forages d'hydraulique villageoise

- fourniture et installations de 264 pompes à motricité humaine.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être demandés à M. le directeur des affaires administratives et financières B.P. 257 - Niamey (Niger), contre un chèque

Coût du dossier forages : 4 000 FF

Coût du dossier pompes : 2 000 FF

établi au nom du trésorier général du Niger

Les soumissions doivent parvenir au plus tard le 5 août 1987 à 8 heures à la DAAF - MHE - B.P. 257 - Niamey - NIGER

L'ouverture publique des offres aura lieu le 5 août 1987 à 9 heures au MHE.



# Olivetti présente les micro-ordinateurs qui respectent votre liberté de décision.

Le micro-ordinateur a révolutionné l'entreprise, apportant une rapidité et une efficacité inimaginables auparavant. Cette révolution, comme toute révolution technologique, était pilotée par les constructeurs.

Le monde a changé. Les entreprises ont adopté et exploité cette nouvelle technologie et elles ont fait les investissements nécessaires.

Aujourd'hui, la micro-informatique fait partie de l'environnement familier de l'entreprise qui sait maintenant définir par elle-même ses besoins. Olivetti estime qu'il faut l'écouter.

## L'évolution des systèmes.

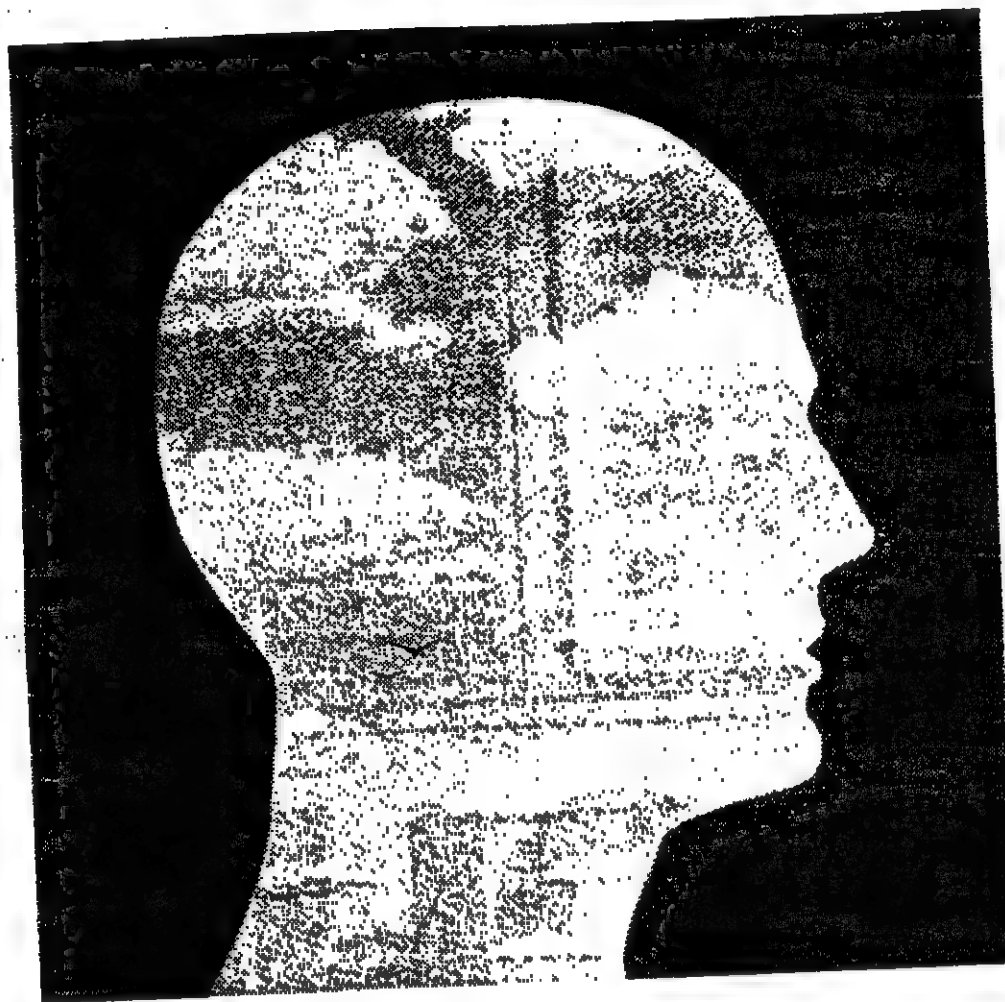
La notion du micro-ordinateur a fortement évolué au cours de ces dernières années : de machine indépendante, l'ordinateur personnel est devenu partie intégrante d'un système. Cette évolution a déterminé l'approche d'Olivetti : nos micro-ordinateurs sont conçus pour être les "briques" d'un système informatique complet.

L'approche systèmes exige aussi une technologie de plus en plus puissante et sophistiquée. Là, le consommateur a, d'une certaine façon, repris l'initiative de l'évolution technologique et le constructeur doit apporter de nouvelles réponses.

La stratégie d'Olivetti est claire : l'utilisateur d'aujourd'hui est devenu "majeur" dans ses choix technologiques et financiers. Bien entendu, il veut des produits qui lui offriront les avantages de la technologie la plus récente.

Cependant, il est aussi en droit d'exiger des produits qui lui laissent la liberté entière d'intégrer et de structurer son système informatique comme il l'entend. Il a besoin d'un niveau élevé d'interconnexion, et de postes de travail offrant le meilleur rapport prix/performance. Enfin, il veut être libre de choisir lui-même le standard du marché.

Avec sa nouvelle gamme de produits, Olivetti répond à toutes ces exigences.



## Puissance et souplesse.

Au sommet de la nouvelle gamme Olivetti se situent trois modèles utilisant le puissant micro-processeur 80386.

Ce seront les micro-ordinateurs les plus rapides et les plus puissants du marché, parfaitement adaptés à la tendance qui consiste à intégrer les micro-ordinateurs dans des réseaux locaux en liaison avec des mini-ordinateurs.

• Cette nouvelle ligne comprend les modèles M 380/T et M 380 ainsi que le micro compact M 380/C.

La ligne M 380 sera complétée par une gamme de nouveaux micro-ordinateurs disponibles dans de nombreuses configurations :

• Le M 280 : micro-ordinateur puissant et extrêmement rapide, basé sur le micro-pro-

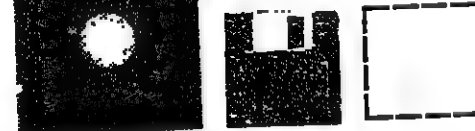
cesseur 80286, avec possibilité d'intégration en environnement multi-tâches.

• Le S 281 : station de travail spécialement conçue pour travailler en environnement réseau local, également basée sur le micro-processeur 80286.

• Le M 240 : station de travail performante, correspondant à l'évolution naturelle du M 24, l'un des micro-ordinateurs les plus largement diffusés dans le monde.

## Une garantie de compatibilité.

Les nouveaux modèles ont été conçus comme une évolution de la gamme existante



des micro-ordinateurs Olivetti. Ils sont totalement compatibles avec les standards du

marché. (Ils offrent, par exemple, la liberté de choisir entre des disquettes 5 1/4 ou 3 1/2.) Et Olivetti garantira toujours une compatibilité absolue avec les standards du marché quelle que soit leur évolution.

Par conséquent, les nouveaux modèles complètent la gamme actuelle des micro-ordinateurs Olivetti (incluant le M15 portable, récemment présenté), et offrent au consommateur un vaste choix dans la planification de ses systèmes.

Une compatibilité totale avec la base installée, une grande puissance de calcul, des configurations intégrées et ergonomiques, ainsi qu'une approche modulaire permettront à l'utilisateur de développer son système informatique en accord parfait avec ses besoins.

## Une solution complète.

De la même manière qu'il respecte l'investissement existant de l'utilisateur, Olivetti-Logabax a le souci de le protéger et de lui offrir un support complet dans le futur.

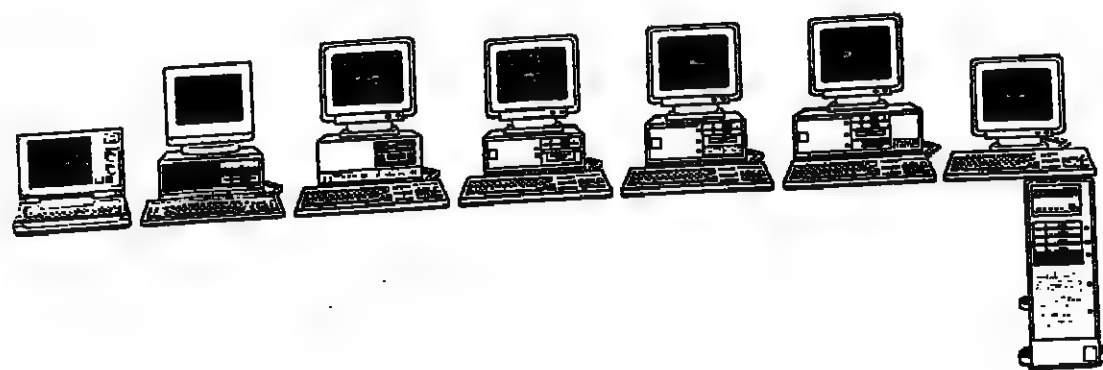
Le caractère complet de la nouvelle gamme de micro-ordinateurs rejoint l'aspect complet de l'offre Olivetti, qui couvre tous les produits liés aux micro-ordinateurs, des logiciels aux imprimantes.

De plus, le réseau hautement qualifié des concessionnaires et distributeurs Olivetti-Logabax et le réseau direct sont à la disposition des clients pour les aider à définir leurs besoins et leur assurer un support et un service après-vente sans faille.

Les nouveaux micro-ordinateurs Olivetti ont donc été conçus pour donner à l'utilisateur une liberté de choix optimale. Ils le laissent libre de se développer et d'évoluer au lieu de lui lier les mains.

C'est dans ce sens que nous appelons la nouvelle gamme de micro-ordinateurs Olivetti la voie de la liberté.

**olivetti-logabax**



**NOUVEAUX MICRO-ORDINATEURS OLIVETTI  
LA VOIE DE LA LIBERTÉ.**

هكذا من الاجل



# Economie

Economie

## AFFAIRES

### MM. Perigot et Delors confrontent leurs vues sur l'Europe de 1992

Bruxelles. Les perspectives qu'offrent aux entreprises françaises l'ouverture, fin 1992, du grand marché européen ont été au centre des entretiens qu'ont eus, les 2-3 juillet à Bruxelles, MM. François Perigot, président du CNPF, et Jacques Delors, président de la Commission européenne.

M. Perigot a plaidé pour que la future taxe à la valeur ajoutée (TVA), dont l'harmonisation dans la CEE est depuis longtemps à l'étude, soit fixe et non variable comme le suggère la Commission. Le président du CNPF a indiqué qu'il plaçait en effet la fiscalité indirecte au centre de ses préoccupations. Les autres dossiers prioritaires qu'il a abordés avec M. Delors et les commissaires européens sont l'ouverture des marchés publics dans les douze pays de la CEE et l'harmonisation des règles qui les régissent, le dialogue social au niveau européen, les questions de concurrence internationale et le développement du secteur des services.

M. Delors, pour sa part, a insisté auprès de son interlocuteur sur la nécessité pour les compagnies d'assurances françaises de se préparer à une ouverture rapide de leur marché national à la concurrence des autres pays de la CEE. — (AFP.)

## ÉTRANGER

### Thomson fournira les radars pour le contrôle aérien civil en Turquie

ISTAMBUL. De notre correspondant

La visite de deux jours et demi en Turquie de M. Michel Noir en compagnie de plusieurs industriels français, s'inscrit, aux dires du ministre du commerce extérieur, dans le cadre des relations nouvelles qui assaillent d'ouvrir depuis un an pour retrouver le niveau du passé et permettre à la France d'être un « partenaire très actif du développement phénoménal que connaît la Turquie ».

Deuxième fournisseur de la Turquie en 1978 avec 7,7 % du total des importations turques, la France n'était plus, en 1984, qu'au sixième rang avec 2,3 % de part du marché. La chute verticale des exportations françaises était notamment due à la dégradation des relations politiques, en particulier à propos de la question arménienne.

La reprise de contacts entamée par M. François Mitterrand et poursuivie par la nouvelle majorité avec le renouveau à Paris des deux premiers ministres en avril 1986, puis la visite, un mois plus tard, d'André Giraud, ministre de la défense, a permis à la France de reprendre pied

dans un pays qui représente aux portes du Moyen-Orient un marché de 55 millions d'habitants. Elle n'a pourtant pas rattrapé avec 4,5 % seulement du marché turc — 2,8 % hors Airbus — les concurrents européens, en particulier l'Allemagne (15 %).

La création d'une commission mixte, l'établissement par le CNPF et son équivalent turc, d'un comité commun, ont permis la reprise entamée par l'achat par la Turquie de dix Airbus fin 1985. Le volume du commerce, en baisse conjoncturelle en 1986, devrait atteindre 1 milliard de dollars en 1987.

Longtemps limitées à Renault, Carbone Lorraine et au Club Méditerranée, les sociétés françaises implantées en Turquie atteignent une vingtaine à la fin de l'année (une cinquantaine pour la Suisse et l'Allemagne). Usiner-Sacilor devant incontestablement s'ajouter à Rhône-Poulenc, Pêcheur, CGR, Thomson, etc. Elles s'orientent vers des formules d'association, à l'image de Renault-Oyak, désormais autofinancé, et dont le directeur envisage entre la Turquie, la France et l'Europe du sud « une distribution géographique de certaines productions de qualité, anticipant sur

l'adhésion demandée par la Turquie à la CEE ».

Au « signal politique très clair que nous accompagnons nos entreprises », donné par Michel Noir, a répondu dès la réception offerte par le premier ministre M. Turgut Ozal le premier jour, la volonté turque de ne pas laisser, aux dires d'un député d'Istanbul « des accidents de parcours interrompre un processus que nous voulons irréversible ».

### Avantage à Thomson

Le vote d'une résolution du Parlement européen condamnant la Turquie, entre autres sur la question arménienne, faisait en fait peser la veille de la visite ministérielle, quelque inquiétude sur la signature d'importants contrats. Des craintes excessives. Le plus important de ces contrats porte sur la vente à la Turquie de radars destinés à l'équipement de ses aéroports civils. C'est sur intervention personnelle de M. Ozal, qu'un réexamen de l'attribution à la firme italienne Scerco a finalement permis à Thomson, qui faisait des conditions très avantageuses, de l'emporter.

Un protocole d'accord a été signé et la signature définitive fixée au 17 juillet. D'une valeur de 400 millions de francs ce contrat est converti par le protocole financier de 650 millions de francs négocié en septembre 1986, et dont une autre partie a été affectée à l'équipement par des firmes françaises (Sopha, CGR, Trophy) de l'hôpital de cardiologie d'Istanbul. Au cours de la visite, a également été signé un contrat d'une valeur de 120 millions de francs par les laboratoires Méricux pour la construction d'une unité de production de divers vaccins antirabiques en particulier.

D'autres négociations sont en cours : une décision est imminente pour l'attribution d'une centrale au charbon importé, d'une valeur supérieure de 1 milliard de dollars, la première d'une série de cinq. Des assurances ont été obtenues pour une pré-sélection du projet Alstom, associé à la firme italienne Ansaldo. La réalisation pourrait s'effectuer selon la formule développée par M. Ozal, et qui vise à contourner, sans accroître l'endettement extérieur, les problèmes de financement que connaît la Turquie. Le BOT (Build Operate Transfer) assure à la société étrangère qui finance et réalise un projet, les revenus de son

exploitation jusqu'au remboursement de l'investissement. L'enjeu semble devoir justifier, dans le cas des centrales, l'« effort conceptuel » demandé aux investisseurs, privés de garantie.

Les industriels et banquiers français installés en Turquie, ont indiqué au ministre les besoins de la Turquie en crédits « à long terme et à bon marché », faite de quoi certains des grands projets d'infrastructure urbaine, comme récemment celui d'adduction d'eau d'Istanbul obtenu par une firme allemande, risquent d'être ralliés par des concurrents offrant pour s'implanter en Turquie des conditions financières allant jusqu'à l'« extravagance ».

Tout en soulignant la nécessité de faire des choix, envisagés les autorités françaises envisagent la négociation d'un deuxième protocole financier. Un tel protocole permettrait d'envisager l'attribution à des consortiums français de certains des importants travaux de la ville d'Istanbul — dont M. Michel Noir a rencontré le maire — à commencer par celui d'une valeur de 350 millions de dollars de distribution du gaz naturel étudié par Sofregaz.

CLAUDE FARRÈRE.

## PÊCHE

### Abondance de morues au large de Saint-Pierre-et-Miquelon

Selon les conclusions d'une étude faite par des experts français et canadiens, les ressources en morue dans la zone qui fait l'objet actuellement d'un vif contentieux entre Paris et Ottawa ne sont pas menacées.

Cette zone se situe au sud de Terre-Neuve et de Saint-Pierre-et-Miquelon. Selon les experts, « le stock de poissons dans le secteur dénommé 3PS (dont Paris et Ottawa se disputent la souveraineté) atteint un niveau record, et cette situation a les plus grandes chances de se maintenir dans les prochaines années ».

Pour Ottawa, les pêcheurs français (de métropole et de Saint-Pierre-et-Miquelon) ne devraient pas capturer plus de 6 400 tonnes dans ce secteur. La France estime, elle, que le quota peut être multiplié par quatre, au moins.

Le 20 juin, la France a annulé la réunion qui devait se tenir à Paris les 24 et 25 juin entre hauts fonctionnaires français et canadiens (le Monde du 23 juin).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### GRUPE C.G.E.

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 30 JUIN 1987

Après avoir reçu notification du transfert au public des actions cédées par l'Etat dans le cadre de l'offre publique de vente, M. Pierre Suard a procédé le 30 juin au constat de la sortie de la Compagnie générale d'électricité du secteur public.

De ce fait, et en application des résolutions adoptées par l'assemblée générale le 6 mai dernier, le conseil d'administration de la Compagnie se compose à présent, et jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires, fixée au 6 octobre prochain, de MM. Jean-Paul Parayre, Jacques Raiman, Ambroise Roux, Pierre Suard, Guy Verdeil et Marc Vienot.

Ce conseil s'est aussitôt réuni et a porté M. Pierre Suard à sa présidence.



## EN BREF

● Une majorité d'économistes américains prévoient la poursuite de la croissance. — La croissance économique américaine continuera pendant au moins un an, les taux d'intérêt restent à peu près à leur niveau actuel, estiment la majorité des 35 économistes interrogés par le Wall Street Journal. Cette croissance risque d'être médiocre durant le second semestre 1987, 2,7 % en rythme annuel, avant de plafonner à 3 % durant les six premiers mois de 1988. La hausse des prix à la consommation pourrait se situer autour de 4,5 % durant la seconde moitié de 1987 et s'accroître légèrement à 4,8 % durant les six mois suivants. Quant au chômage, il s'aggrave quelque peu pour toucher 8,2 % de la population active. Les économistes divergent par contre sur l'évolution du dollar, une minorité d'entre eux annonçant une récession pour 1988.

● Belgrade obtient un délai de remboursement sur sa dette privée. — La Yougoslavie a obtenu de

ses créanciers privés un délai de près de deux mois pour honorer le remboursement de 245 millions de dollars venant à échéance le 30 juin et le 15 juillet. La Banque nationale yougoslave avait informé les banques créancières des problèmes de liquidité très graves auxquelles elle était confrontée, tout en assurant qu'elle entendait continuer de rembourser régulièrement une dette extérieure de quelque 20 milliards de dollars. Le comité de coordination des banques créancières du pays s'est rangé aux arguments yougoslaves. Belgrade comptait sur une saison touristique qui lui rapporte bon an mal an entre 1 milliard et 1,3 milliard de dollars pour payer en septembre ce qu'elle devait rembourser d'ici à la fin juillet. Mais les Yougoslaves sont encore loin de sortir du marasme économique. Selon l'Office fédéral des statistiques, l'inflation a dépassé le cap des 100 %, en rythme annuel, en juin dernier, pour atteindre 100,6 %.

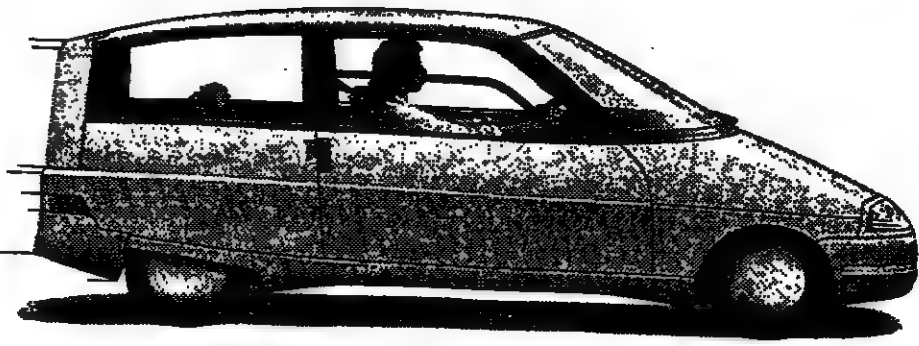
# 3ème CHOC PETROLIER

1,94 litre à 100 km/h : un record !

## PROTOTYPE RENAULT VESTA II

Qu'on se rassure ! C'est une très bonne nouvelle. Un record de consommation vient d'être battu. Par Renault. Jugez plutôt : 1,94 litre aux 100 km à plus de 100 km/h de moyenne en plein trafic autoroutier normal. Et ce, par un véhicule de dimensions proches de la Renault 5, la Vesta II, qui peut transporter confortablement 4 personnes et leurs bagages. Vesta II, c'est la synthèse par Renault de très nombreuses techniques de pointe qui préfigurent les Renault de demain. Renault Vesta II : le futur est en marche !

RENAULT



proportion du...

MBA

RAM



# Economie

## SOCIAL

Plus de deux cents meurtres, quatre mille cinq cents emprisonnements

### Le lourd bilan de la répression antisyndicale dans le monde

Plus de deux cents personnes ont été assassinées dans le monde en 1986 et au début de 1987, en raison de leurs activités syndicales, indique la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), dans son rapport annuel sur les violations des droits syndicaux. Au total, selon la CISL, quatre mille cinq cents syndicalistes ont été en prison au cours de cette période.

Le rapport met l'accent sur cinquante-cinq pays, les violations les plus flagrantes venant de dictatures de droite et de gauche, mais il critique aussi « certains Etats de tradition démocratique qui n'hésitent pas à s'en prendre aux droits syndicaux », en citant la Grande-Bretagne, le Canada et les Pays-Bas.

Le rapport de la CISL dresse un « sombre tableau » de la situation dans le monde, caractérisée par des enlèvements, des disparitions, des tortures et des menaces de mort. Pour la seule Afrique du Sud, le rapport cite l'assassinat d'au moins six travailleurs noirs, au cours d'une grève en avril dernier, et la mort, consécutive à des sévices, d'un syndicaliste de l'Association des journalistes, ainsi que l'arrestation de 3400 militants syndicaux. La CISL évoque également le meurtre de 190 dirigeants ou adhérents d'organisations de travailleurs ruraux au Brésil, au cours des huit premiers mois de 1986, en affirmant qu'ils ont été assassinés par des tueurs à gages recrutés par des propriétaires terriens.

Au Chili, note le rapport de la CISL, « les droits de l'homme et les droits syndicaux sont toujours violés de manière flagrante », la répression, notamment lors d'une manifestation

en juillet 1986, ayant fait 8 morts et plus de 60 blessés. En Turquie, le document cite la condamnation à des peines de prison allant jusqu'à neuf ans de 300 syndicalistes. Les excès de la répression sont également dénoncés au Paraguay, au Salvador et au Guatemala.

Le rapport de la CISL souligne que, en URSS, malgré la volonté de réforme de M. Gorbatchev, les tentatives de créer des structures syndicales indépendantes continuent à être réprimées. La Confédération évoque la mort en prison de Mark Morozov, ancien militant de l'Association interprofessionnelle libre des travailleurs (ISMOT) et la détention de 5 dirigeants de ce mouvement. Pour la Pologne, la CISL parle de 175 prisonniers politiques, dont de nombreux membres de Solidarité. Elle dénonce la « nette violation des principes de la liberté syndicale » et le « caractère fantôme des nouveaux syndicats officiels » polonais.

La CISL se déclare « gravement inquiète » de la situation en Corée du Sud, où elle estime à 150 le nombre de personnes détournées vers la fin de 1986 pour activités syndicales. Elle fait aussi état, dans son rapport, de « nouveaux cas de suppression violente de grèves » en Iran, signale des arrestations au Nigeria et critique la « mauvaise foi du gouvernement tunisien » qui est revenu sur ses promesses de normalisation syndicale dans le pays.

Critique vis-à-vis de la Grande-Bretagne, le rapport juge que « l'attaque la plus furtive » aux droits syndicaux est l'interdiction d'adhésion syndicale au Centre gouvernemental des communications de Cheltenham.

De juillet 1985 à juillet 1986

### La proportion de « smicards » a diminué

Le décret portant relèvement du SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) à compter du 1<sup>er</sup> juillet a été publié au Journal officiel du 4 juillet. Le taux horaire du SMIC est porté de 27,57 F à 27,84 F en métropole et à Saint-Pierre-et-Miquelon. La rémunération mensuelle brute passe à 4 704,96 F pour 169 heures de travail. Les salaires individuels ne pourront être inférieurs à 905,08 F par semaine pour 39 heures de travail effectif dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique. Le montant du minimum garanti est fixé à 14,52 F en métropole et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Le ministère des affaires sociales vient, d'autre part, de publier les résultats d'une étude sur les effets du relèvement du SMIC au 1<sup>er</sup> juillet 1986.

Par rapport au 1<sup>er</sup> juillet 1985, la proportion de « smicards » au 1<sup>er</sup> juillet 1986 avait diminué : 8,9 % contre 9,7 % dans les établissements de plus de dix salariés, 21,2 % contre 44,6 % dans les établissements de moins de

dix salariés de l'artisanat, 22,1 % contre 47,7 % dans les établissements de moins de dix salariés du commerce. On retrouve ainsi des niveaux comparables à ceux de 1983 et de 1984. Le gonflement de 1985 avait été dû à la suppression de ce qu'on a appelé le « double SMIC », créé en 1982, lors du passage à trente-sept heures. La proportion de « smicards » a baissé de juillet 1985 à juillet 1986, quelle que soit la taille de l'établissement : de 13,3 % à 12,3 % dans les entreprises de 10 à 49 salariés, de 12,6 % à 11,6 % dans celles de 50 à 199 salariés, de 7,6 % à 6,9 % dans celles de 200 à 499 salariés. Le pourcentage est resté à 2,1 % pour les entreprises de 500 salariés et plus.

L'étude confirme que c'est dans les commerces qu'il y a le plus de « smicards » et que le salaire minimum concerne principalement les femmes, dont 14,8 % sont au SMIC, contre 5,7 % pour les hommes. La proportion d'ouvriers au SMIC est particulièrement élevée dans l'hygiène (75 %), l'industrie de la chaussure et de l'habillement (41 %) et l'industrie du cuir (36 %).



- Programme 3<sup>e</sup> cycle créé et développé par l'Institut franco-américain de management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New-York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New-York  
Septembre 87-Août 88
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY  
Certificat IFAM 3<sup>e</sup> cycle
- Admission : diplôme 2<sup>e</sup> cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA University  
19, rue Capré, 75015 Paris  
Tél. : 47-34-38-23



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## CRÉDIT FONCIER ET IMMOBILIER ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

L'assemblée générale ordinaire réunie le 24 juin 1987, sous la présidence de M. Dominique Chatillon, a approuvé les comptes de l'exercice 1986.  
L'assemblée générale extraordinaire a donné ou renouvelé au conseil diverses autorisations d'émission de produits financiers.

### FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

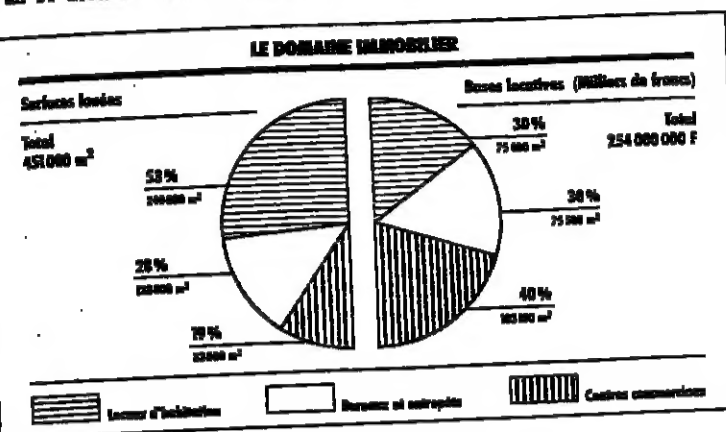
- Augmentation de capital**
- en numéraire : 369 millions de francs par émission de 820 116 actions de 100 F assorties d'une prime d'émission de 350 F ;
  - par voies d'apports : 200 millions de francs par émission de 406 222 actions de 100 F assorties d'une prime d'apport de 390 F.
- Accroissement du patrimoine 1985/1986 :**
- Locaux d'habitation, 5 000 m<sup>2</sup> : + 2,1 %
  - Bureaux et entrepôts, 16 000 m<sup>2</sup> : + 14,3 %
  - Centres commerciaux, 21 000 m<sup>2</sup> : + 33,9 %
- Capitaux propres :**
- au 31 décembre 1985 : 2 milliards ;
  - au 31 décembre 1986 : 3,800 milliards.

### CHIFFRES SIGNIFICATIFS

En millions de francs	1985	1986
Résultat courant	89,6	107,1
Résultat exceptionnel	35	95
Bénéfice net	89,8	156,8
Capitaux propres	880	1 535
<b>TOTAL BILAN</b>	<b>1 100</b>	<b>1 700</b>

### DIVIDENDE

L'assemblée générale ordinaire a décidé de mettre en distribution 85 millions de francs (contre 64 millions de francs pour l'exercice précédent) permettant de donner à chaque action un dividende net de 10,50 F, sur un capital augmenté de 22 %, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5,25 F. Il sera payable à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1987 aux guichets de la Banque Indosuez et de CIC-PARIS.



Pour le compte de la  
**République Française**

Offre Publique de Vente en France  
de 28 533 094 actions

Placement International  
de 7 131 852 actions

Société Générale	Lazard Frères et Cie	Société Générale
Crédit Lyonnais	Morgan Stanley International	Crédit Lyonnais
Crédit Commercial de France	Banque Nationale de Paris	Swiss Bank Corporation International
Crédit Agricole	Calme des Dépôts et Consignations	S.G. Warburg Securities
Calme des Dépôts des Banques Populaires	Electro-Banque	Generale Bank
Banque Paribas	Banque Indosuez	Commerzbank
Compagnie Financière Banque	Banque Fédérative du Crédit Mutuel	Industrie Vertriebsbank
Crédit Industriel et Commercial de Paris	Banque Worms	Industrie Vertriebsbank
Banque Générale de Paris	Banque pour l'Industrie Française	Industrie Vertriebsbank
Compagnie Financière	Faliss France	Industrie Vertriebsbank
Aut Banque	Crédit Parisien	Industrie Vertriebsbank
Evofin	Société Financière des Mutuelles du Mans	Industrie Vertriebsbank
Stefinam	Société Centrale d'Etude et de Réalisation de Placements - S.C.E.R.P.	Industrie Vertriebsbank
Danefin Lebl	Banque Stern	Industrie Vertriebsbank
Banque Principale du Commerce Extérieur	Banque Demichy	Industrie Vertriebsbank
Vie Banque	Banque Louis Dreyfus	Industrie Vertriebsbank
Albina Banque	M.M. Heringuer et Cie	Industrie Vertriebsbank
Banque Industrielle et Commerciale de Metz	Morgan et Cie	Industrie Vertriebsbank
Calme Interprofessionnelle de Prévoyance des Cadres	Robert Lefèvre S.A.	Industrie Vertriebsbank

Conseillers de la République : Crédit Lyonnais et Morgan Stanley International ; Conseillers de la Compagnie Générale d'Electricité : Société Générale et Lazard Frères et Cie

On notera que les informations ci-dessus ne sont pas exhaustives.

مكتبة المجلد



هكذا من الاعمال

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Rémunération des Titres Participatifs émis en juillet 1984

La BNP mettra en paiement, le 30 juillet prochain, un coupon de 84,48 F par titre participatif.

On rappelle que la rémunération de ces titres dépend à la fois du taux moyen de rendement des emprunts garantis par l'Etat (TMO) et des résultats consolidés du groupe BNP.

Grâce à la progression de ces résultats en 1986, la rémunération globale des titres participatifs sera de 99,354 % du TMO contre 85,635 % l'an passé.

#### TITRES PARTICIPATIFS



LA BANQUE EST NOTRE MÉTIER

#### ROCHFORTAISE S.A.

L'Assemblée générale ordinaire, réunie le 25 juin 1987, a approuvé les comptes de l'exercice 1986.

Elle a décidé de distribuer un dividende de 12 F par action assorti d'un avoir fiscal de 6 F.

Le dividende sera mis en paiement le 7 septembre 1987.

L'Assemblée générale extraordinaire, qui a délibéré valablement, le quorum

étant atteint, a approuvé l'augmentation de capital, qui est ainsi portée à 12 920 000 F.

Commentant les comptes consolidés, le Président a indiqué que la situation nette au 31 décembre 1986 était de 36 006 819 F contre 30 436 213 F en 1985. Le résultat net est de 8 308 627 F contre 3 917 618 F pour l'exercice précédent. La part du Groupe représentée 6 644 200 F contre 3 069 650 F en 1985.

#### Le Monde

### PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

## Credito Italiano 1986

### Le bénéfice net dépasse 200 milliards de lire

L'Assemblée des Actionnaires du Credito Italiano ayant approuvé le bilan au 31.12.86, clos avec un bénéfice net d'exploitation de 207,8 milliards de lire, a décidé l'affectation de 115 milliards de lire aux réserves patrimoniales (dont 40 milliards à la réserve ordinaire et 75 à la réserve extraordinaire), ainsi que la mise en distribution d'un dividende de lit. 90 par action ordinaire, et de lit. 105 par action d'épargne.

Ce résultat positif a été réalisé après déduction de l'impôt sur les revenus (172,3 milliards), des provisions pour fonds indemnitaires du personnel (55,8 milliards), des amortissements (48,4 milliards), des provisions avec affectation spécifique et des rectificatifs de l'actif (105,7 milliards), et après avoir absorbé les moins-values d'évaluation (21,2 milliards).

L'Assemblée des Actionnaires a procédé en outre à la nomination du Conseil d'Administration, qui résulte ainsi constitué :  
Président : Natale Iri; Vice-Présidents : Leo Solari, Carmelo Petryx;  
Administrateurs Délégués : Lucio Rondelli, Pier Carlo Marengo; Administrateurs : Giovanni Agnelli, Renato Cassaro, Pietro Ciucci, Enrico De Mita, Umberto Granati, Tommaso Rubbi, Antonio Terranova, Victor Uckmar;  
Commissaires aux Comptes : Presidenti Giorgio Dellacasa;  
Commissaires aux comptes : Giorgio Arena, Aldo De Chiara, Alfredo Parisi, Donato Ventura;  
Commissaires aux comptes suppléants : Michele Palasciano, Giacomo Salvemini.

La mise en paiement du dividende interviendra, après détachement du coupon n. 3, à partir du 14 mai 1987 auprès de toutes les Succursales du Credito Italiano, de la Banca Commerciale Italiana, du Banco di Roma, de la Banca Nazionale del Lavoro, du Banco di Napoli, du Banco di Sicilia, de l'Istituto Bancario San Paolo di Torino, du Monte dei Paschi di Siena, du Banco di Santo Spirito, du Banco di Sardegna et auprès de la Monte Titoli S.p.A.



Le groupe belge Varnom-Mills va construire une usine de trituration d'oléagineux à Sète, dans la zone portuaire. Cette usine (250 millions de francs d'investissement) emploiera soixante personnes et aura une capacité de 450 000 tonnes par an. Elle alimentera en nourriture pour le bétail non seulement la France, mais aussi les pays du bassin méditerranéen. L'investissement recevra des subventions, notamment de la CEE, au titre des programmes intégrés méditerranéens (PIM) et de la région Languedoc-Roussillon.

## OUI, VOTRE TRESORERIE GAGNE EN INTERET!

9,26% par an,\* voilà l'intérêt que peut rapporter votre argent disponible. A condition de le placer en **GESTILION**

sicav d'obligations françaises parmi les plus performantes pour la rémunération de vos disponibilités à court terme.

Aujourd'hui, votre argent disponible a la possibilité de ne pas dormir, profitez-en.

(\*) Performance des 5 premiers mois de 1987 : 3,78 %, soit un taux proportionnel annuel de 9,26 %. Ce taux serait de 8,62 % pour les nouveaux acquéreurs, compte tenu du droit d'entrée de 0,25 %.



### CREDIT LYONNAIS

## LE POUVOIR DE DIRE OUI.

## Economie

### A TRAVERS LES ENTREPRISES

#### Diamants : le Botswana devient actionnaire de la De Beers

En vertu d'un accord conclu le 2 juillet, la société sud-africaine De Beers, qui commercialise 80 % de la production mondiale de diamants, a ouvert son capital au Botswana, à hauteur de 2,6 %. Pour la première fois dans l'histoire de la firme créée au siècle dernier par Cecil Rhodes, deux Noirs vont devenir de droit membres de son conseil d'administration. En échange de cette cession de parts, la société diamantaire du Botswana, la Debswana (joint-venture entre le gouvernement de Gaborone et la De Beers) s'est dessaisie de la totalité de son stock de pierres constitués pendant la récession du marché, entre 1982 et 1985.

#### Nouvelles inquiétudes pour l'Afrique

« Air Afrique pourrait mourir aujourd'hui d'une suspension de paiements », a déclaré M. Awaoua Ikonza, PDG de l'entreprise, le 4 juillet, à ses actionnaires réunis à Abidjan. Les dix Etats africains propriétaires (République centrafricaine, Bénin, Burkina-Faso, Tchad, Congo, Côte-d'Ivoire, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo) ne lui ont toujours pas versé l'argent qu'ils lui doivent (une partie de la recapitalisation décidée en 1979 pour 160 milliards de francs et des créances estimées déjà à 360 millions il y a un an). Air Afrique a enregistré une perte de 50 millions de francs en 1986 : l'avenir de la compagnie est une nouvelle fois en question.

#### La Banque de Bavière veut acquérir 5 % du capital de la Lufthansa

La Banque de l'Etat bavarois (Bayerische Landesbank) a confirmé son intention de racheter à l'Etat fédéral 5 % du capital de la compagnie aérienne nationale Lufthansa. Cette transaction, d'un montant estimé à 160 millions de deutschemark, devrait être conclue le 8 juillet à l'occasion d'une augmentation de capital de la compagnie (de 300 millions de deutschemark), à condition que les autorités fédérales donnent leur accord. Cette opération contraindrait, en effet, la privatisation de la Lufthansa, envisagée par Bonn depuis trois ans mais régulièrement reportée en raison de l'opposition du ministre-président de Bavière, M. Franz Joseph Strauss. Ce rachat donnerait à l'Etat bavarois un poids accru dans la gestion de la compagnie et réduirait la part de l'Etat fédéral de 81 % à 76 %.

#### Usine belge d'oléagineux à Sète

Le groupe belge Varnom-Mills va construire une usine de trituration d'oléagineux à Sète, dans la zone portuaire. Cette usine (250 millions de francs d'investissement) emploiera soixante personnes et aura une capacité de 450 000 tonnes par an. Elle alimentera en nourriture pour le bétail non seulement la France, mais aussi les pays du bassin méditerranéen. L'investissement recevra des subventions, notamment de la CEE, au titre des programmes intégrés méditerranéens (PIM) et de la région Languedoc-Roussillon.

#### Le norvégien Statoil se renforce au Danemark

Un an après avoir absorbé le réseau de quatre cents stations-service d'Esso au Danemark, la compagnie norvégienne d'Etat Statoil, nous signale notre correspondante, a acquis, le 1<sup>er</sup> juillet, la filiale danoise de Calpan International, jusque-là dans des mains néerlandaises, ce qui lui assure désormais le contrôle de 25 % du marché danois de l'essence et du fuel. Calpan, de taille modeste, ne possède aucune station-service. Elle s'occupait jusqu'à présent uniquement de vendre du fuel, mais cette transaction permettra à Statoil de disposer de façon plus rentable de la raffinerie de Kalundborg. La direction de Statoil vient également de proposer à la compagnie danoise d'Etat Dong, qui transporte et distribue des hydrocarbures dans le pays, de lui vendre d'énormes quantités de gaz naturel norvégien à des prix beaucoup plus bas que ceux que lui offre actuellement le consortium Duc. Ce dernier exploite la zone danoise de la mer du Nord et était jusqu'ici le seul fournisseur de gaz du Danemark.

## Marchés financiers

### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 25 juin
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	418 359
dont :	
Or	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	122 549
ECU	58 518
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 975
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 464
dont :	
Concours au Trésor public	31 630
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REMISEMENT	182 080
dont :	
Effets escomptés	89 911
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECV. DU FÉDÉRAL	76 083
5) DIVERS	16 329
Total	731 307

PASSIF	Au 25 juin
1) BILLETTS EN CIRCULATION	214 654
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTERIEURS	11 573
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	61 367
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	706 332
dont :	
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	52 262
5) ECU A L'ÉTRANGER	70 501
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	253 067
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 226
8) DIVERS	10 334
Total	731 307

### CHANGES

Dollar : 6,1380 F

Le dollar s'est inscrit en hausse le 6 juillet sur les marchés des changes. Il valait 6,1380 F à Paris, contre 6,1265 F vendredi. A Tokyo, il se raffermissait nettement à 149,30 yens (contre 147,90 yens) mais à l'annonce de la première baisse de l'excédent commercial japonais en mai 1987 par rapport à mai 1986.

FRANCFORT	4 juillet	6 juillet
Dollar (en DM)	1,38	1,41
TOKYO	4 juillet	6 juillet
Dollar (en yen)	147,90	149,30

MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)	
Paris (6 juillet)	79/16-75/85
New-York (4 juillet)	Che

### LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 : 31 décembre 1985

25 juin 3 juillet

Valeur franc. à rev. variable	1000	1000
Valeurs industrielles	1000	1000
Valeurs étrangères	1000	1000
Pétroles-Energie	1000	1000
Chimie	1000	1000
Métallurgie-matériaux	1000	1000
Electricité-Electronique	1000	1000
Biens de consommation	1000	1000
Ind. de consommation non alim.	1000	1000
Agro-alimentaire	1000	1000
Distribution	1000	1000
Transport, télécom. services	1000	1000
Assurances	1000	1000
Crédit bancaire	1000	1000
Services	1000	1000
Immobilier et foncier	1000	1000
Investissement et portefeuille	1000	1000

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeurs franc. à rev. fixe 1000 | 1000 || Emprunts d'Etat | 1000 | 1000 |
| Emprunts garantis et assimilés | 1000 | 1000 |
| Sociétés | 1000 | 1000 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeurs franc. à rev. variable 1000 | 1000 || Valeurs étrangères | 1000 | 1000 |

Base 100 : 31 décembre 1985	
Indice général	407,4
Indice des valeurs à rev. fixe	177,4
Indice des valeurs à rev. variable	177,4
Emprunts garantis et assimilés	177,4
Sociétés	177,4

### INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	2 juillet	3 juillet
Valeurs françaises ..	102	104,9
Valeurs étrangères ..	121,5	122,3
C <sup>o</sup> des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général ..	407,4	405,3

NEW-YORK (Index Dow Jones)

	2 juillet	3 juillet
Industrialisation	2 408,76	2 436,76

LONDRES (Index «Financial Times»)

	2 juillet	3 juillet
Industrielles	1 794,6	1 818,5

TOKYO

<b>TOKYO</b>	
3 juillet	4 juillet

### MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 3 juillet

Nombre de contrats : 33 827

COURS	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier	104,20	104,10	104,05	104
Précédent	103,90	103,70	103,70	103,35

### AUTOUR DE LA CORBEILLE

**SIEMENS : PREVISION D'UNE DÉGRADATION DES RÉSULTATS POUR 1986-1987.** — Le géant onest-allemand de l'électronique et des télécoms Siemens prévoit pour l'exercice 1986-1987, qui s'achèvera le 30 septembre, un bénéfice consolidé en légère diminution par rapport aux 1,474 milliard de deutschemark réalisés en 1985-1986. Le chiffre d'affaires devrait, pour sa part, augmenter d'environ 10 % en 1986-1987, pour atteindre entre 51 et 52 milliards de deutschemark.

**LA COB DEMANDE AUX ENTREPRISES D'INFORMER PLUS RAPIDEMENT LEURS ACTIONNAIRES.** — A l'occasion d'un forum organisé par la Compagnie des commissaires aux comptes, le président de la COB, M. Yves Le Port, a regretté que peu de sociétés publient leurs comptes dans les quatre mois suivant la clôture de leur exercice. En 1986, trente-trois sociétés inscrites à la cote officielle et agréées au second marché ont respecté cette obligation.

### Les yeux de Laure

LE CONCEPT D'OBJET D'ART DANS LA THÉORIE DE J. LACAN

Un livre qui révolutionne les conceptions de tous les artistes, écrivains, philosophes, théologiens, psychologues, sociologues, etc. et qui ouvre de nouvelles perspectives à la culture d'aujourd'hui. Ce livre est le fruit d'une collaboration entre J. Lacan et J. D. Naso.

Aubier



هكذا من الاصل



